47 f

FEUILLETONS

TOME UNIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1948

SESSION EXTRAORDINAIRE
1re ET 2e PARTIE DE LA SESSION

FEUILLETONS

DU 3 JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1948

SESSION EXTRAORDINAIRE : du 3 au 6 janvier 1948 (N° 1 et 2)
1re PARTIE DE LA SESSION : du 13 janvier au 26 septembre 1948 (Nos 3 à 93)
2e PARTIE DE LA SESSION : du 16 novembre au 31 décembre 1948 (Nos II-1 à II-17)

TOME UNIQUE

Nos 1 à 93 et II-1 à II-17

PARIS
IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE
Palais du Luxembourg

1948

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

SESSION EXTRAORDINAIRE

FEUILLETON

N° 1

ORDRE DU JOUR

Du Samedi 3 Janvier 1948.

A DIX HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination de membres de Commissions générales.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, prorogeant la réglementation relative à la coordination des transports ferroviaires et routiers. (N° 1006, année 1947. — M. Julien Brunhes, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. PUJOL, jusques et y compris M. ROUEL.

Tribunes :Depuis M. Marc RUCART, jusques et y compris M. VOURC'H.

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, portant ouverture de crédits en faveur des victimes des inondations de l'Est. (N° 1005, année 1947. — M. , rapporteur.)

4. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant réforme fiscale. (Nos 982 et 1011, année 1947. — M. Alain Poher, rapporteur général ; et n° 1012, année 1947, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Rochereau, rapporteur.)

5. — Décision sur la demande de discussion immédiate de la proposition de résolution de MM. Marc Gerbert et Claireaux, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions nécessaires pour loger convenablement et d'urgence les parlementaires de la France d'Outre-Mer, ainsi que les membres de l'Assemblée de l'Union Française, venus des territoires d'Outre-Mer. (N° 978, année 1947. — M. Vanrullen, rapporteur).

Modification aux listes électorales des Membres des groupes politiques.

Groupe du Mouvement Républicain Populaire

(71 membres au lieu de 70)

Ajouter le nom de M. FERRIER.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Samedi 3 Janvier 1948.

N° 944. — Proposition de résolution de M. Arouna N'Joya tendant à encourager l'art indigène au Cameroun.

N° 953. — Proposition de résolution de M. Hippolyte Masson tendant à fixer un minimum de moyens d'existence aux vieux travailleurs et aux économiquement faibles.

*N°975. — Rapport de M. Avinin sur le projet de loi relatif à certains aménagements de la Dette de l'Etat et de la Société Nationale des chemins de fer français.

*N°980. — Projet de loi portant ouverture de crédits au titre des dépenses militaires ordinaires.

*N°981. — Projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses militaires de reconstruction et d'équipement.

**N° 982. — Projet de loi, portant réforme fiscale.

**N° 983. — Projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre budgétaire pour l'exercice 1948 et portant création de ressources nouvelles.

N° 984. — Projet de loi portant prorogation provisoire des banques de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion,

N° 985. — Projet de loi portant application aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, des dispositions de l'article 178 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946.

N° 986. — Projet de loi fixant les limites de l'arrondissement judiciaire de Mantes.

N° 987. — Projet de loi mettant fin à la prorogation des délais relatifs aux transcriptions immobilières.

N° 988. — Projet de loi instituant un délai pour la présentation des titres de propriété des marchandises saisies.

N° 989. — Projet de loi tendant à habiliter le Ministre de la Reconstruction à intenter des actions en réparation prévues par la loi sur les dommages de guerre.

N° 990. — Projet de loi accordant aux combattants de la Résistance une prolongation du délai pour le dépôt des demandes de prêts.

N° 991. — Projet de loi modifiant l'ordonnance étendant aux militaires F.F.L. certains avantages prévus en faveur des prisonniers.

N° 999. — Projet de loi portant ouverture de crédits au titre des dépenses de reconstruction et d'équipement (dépenses civiles).

**N° 1002. — Rapport de M. Alain Poher sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits comme conséquence des modifications à la composition du Gouvernement.

**N° 1003. — Rapport de M. Alain Poher sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits comme conséquence des modifications à la composition du Gouvernement.

***N° 1005. — Projet de loi portant ouverture de crédits en faveur des victimes des inondations de l'Est.

***N° 1006.— Projet de loi prorogeant la réglementation relative à la coordination des transports ferroviaires et routiers.

N° 1 (année 1948). — Projet de loi relatif au rappel à l'activité d'officiers de l'armée active de terre.

---

* **NOTA.** — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et de MM. les Conseillers de la République le 31 décembre 1947.

** **NOTA.** — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 1er janvier 1948.

*** **NOTA.** — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 2 janvier 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Samedi 3 Janvier 1948.

COMMISSION de la défense nationale, à 11 heures, local 217.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

SESSION EXTRAORDINAIRE

FEUILLETON

N° 2

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 6 Janvier 1948.

A DIX HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre des dépenses de reconstruction et d'équipement (dépenses civiles) pour l'exercice 1948. ((N[os] 999, année 1947 et , année 1948. — M. Alain Poher, rapporteur général.)

2. — Discussion éventuelle de projets de loi.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage : Depuis M. VOYANT, jusques et y compris M. Henri BARRÉ.

Tribunes :Depuis M. BECHIR-SOW, jusques et y compris M. CASPARY.

Nomination de membres de Commissions.

Dans sa séance du 3 janvier 1948, le Conseil de la République a nommé :

1° M. MERLE (Toussaint), membre de la Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs en remplacement de M. Grangeon ;

2° M. MERLE (Faustin), membre de la Commission des finances, en remplacement de M. Merle (Toussaint)

3° M. GRANGEON, membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre, en remplacement de M. Merle (Faustin).

ERRATUM

Au projet de loi (n° 1, année 1948), ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, après déclaration d'urgence, *relatif au* **rappel à l'activité** *et à l'avancement des* **officiers** *de l'***armée active de terre** *en non-activité par* **suppression d'emploi** *ou licenciement de corps.*

Page 3, article premier, 3e alinéa, *in fine* :

Au lieu de : « ... Ministre de la Guerre. »

Lire : « ... Ministre des Forces armées. »

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 6 Janvier 1948.

N° 942. — Proposition de loi de M. Satonnet relative aux remises d'impôt pour pertes de récoltes.

N° 974. — Proposition de résolution de M. Janton tendant à régulariser la situation des fonctionnaires détachés.

N° 977. — Rapport de M. Denvers sur les travaux de la sous-commission chargée de rechercher les causes du malaise constaté dans l'industrie des pêches maritimes.

N° 7 (1948). — Proposition de résolution de M. Charles Brune tendant à modifier les articles 10 et 29 du Règlement.

N° 9 (1948). — Rapport de M. Alain Poher sur le projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses de reconstruction et d'équipement (dépenses civiles).

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 6 Janvier 1948.

6e BUREAU, à 14 h. 45, local n° 221.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 14 h. 30, local n° 215.

COMMISSION des finances, à 9 h. 30, local de la Commission.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 3

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 13 Janvier 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Installation du bureau d'âge.

2. — Scrutin à la tribune pour la nomination du Président du Conseil de la République.

3. — Nomination des quatre Vice-Présidents, des huit Secrétaires et des trois Questeurs du Conseil de la République.

4. — Fixation de l'ordre du jour.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Frédéric CAYROU, jusques et y compris M. DADU.

Tribunes : Depuis M. DASSAUD, jusques et y compris M. GATUING.

Modifications aux listes électorales des Membres des groupes politiques.

Groupe d'Union Républicaine et Résistante pour l'Union Française.

(Apparenté au groupe Communiste aux termes de l'article 16 du Règlement.)

(12 membres)

Ajouter le nom du Général PETIT (Ernest)
et supprimer le nom de M. Grangeon.

Groupe Communiste.

(73 membres au lieu de 72)

Ajouter le nom de M. GRANGEON.

Groupe du Mouvement Républicain Populaire.

(72 membres au lieu de 71)

Ajouter le nom de M. Charles FLORY.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 13 Janvier 1948.

N° 1008 (1947). — Rapport de M Boivin-Champeaux sur une demande en autorisation de poursuites contre un Conseiller de la République.

N° 7 (rectifié). — Proposition de résolution de M. Charles Brune tendant à modifier les articles 10 et 29 du Règlement.

N° 8. — Proposition de loi de M. Landry relative à la structure sociale des sociétés anonymes.

N° 11. — Demande en autorisation de poursuites contre un Conseiller de la République.

N° 14. — Projet de loi sur l'enseignement du ski.

N° 15. — Projet de loi sur les guides de montagne.

N° 16. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à rendre obligatoire le branchement à l'égout dans la ville d'Orléans.

N° 17. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à accorder un congé supplémentaire aux mères de famille.

Imprimerie de l'Assemblée de l'Union Française

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 4

ORDRE DU JOUR

Du Mercredi 14 Janvier 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination des quatre Vice-Présidents, des huit Secrétaires et des trois Questeurs du Conseil de la République.

2. — Fixation de l'ordre du jour.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Julien GAUTIER, jusques et y compris M. Marcel GUYOT.

Tribunes : Depuis M. Léo HAMON, jusques et y compris M. LEURET.

Séance du Mardi 13 Janvier 1948.

BUREAU D'AGE

Président d'âge :

M. Jules GASSER.

Secrétaires d'âge :

MM. Albert EHM.

Victor SABLÉ.

Mlle Juliette DUBOIS,

MM. André VICTOOR.

Edouard SOLDANI.

Mme Isabelle CLAEYS.

Séance du Mardi 13 Janvier.

SCRUTIN pour la nomination du Président du Conseil de la République.

Nombre de votants	270
Bulletins blancs ou nuls	0
Suffrages exprimés	270
Majorité absolue	136

Ont obtenu :

MM. Gaston Monnerville	194 voix
Georges Marrane	75 —
Divers	1 —

M. Gaston Monnerville, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, est proclamé Président du Conseil de la République.

LISTES ÉLECTORALES DES MEMBRES DES GROUPES POLITIQUES

remises au Président du Conseil de la République le 13 janvier 1948, en exécution de l'article 16 du règlement.

Groupe Communiste.

(73 membres).

MM.

Baret (Adrien), Baron, Bellon, Benoit (Alcide), Berlioz, Bouloux Mmes Brion, Brisset, M. Buard.

Calonne (Nestor), Cardonne (Gaston), Cherrier (René), Mme Claeys, M. Coste (Charles).

David (Léon), Décaux (Jules), Defrance, Dubois (Célestin), Mlle Dubois (Juliette) MM. Duhourquet, Dujardin, Mlle Dumont (Mireille), Mme Dumont (Yvonne), MM. Dupic.

Fourré, Fraisseix.

Mme Girault, MM. Grangeon, Guyot (Marcel).

Jaouen (Albert), Jauneau.

Lacaze (Georges), Landaboure, Larribère, Laurenti, Lazare, Le Coent, Le Contel (Corentin), Le Dluz, Lefranc, Legeay, Leroˇ.

Mammonat, Marrane, Martel (Henri), Mauvais, Mercier (François), Merle (Faustin), Merle (Toussaint), Mermet-Guyennet, Molinié, Muller.

Naime, Nicod.

Mmes Pacaut, Pican, MM. Poincelot, Poirot (René), Prévost, Primet.

Mme Roche (Marie), MM. Rosset, Roudel (Baptiste), Rouel.

Sauer, Sauvertin.

Vergnole, Victoor, Mme Vigier, MM. Vilhet, Vittori,

Willard.

Zyromski.

Le Président du groupe,

Signé : Georrges MARRANE.

Groupe des Républicains Indépendants

(19 membres).

MM.

Abel-Durand.

Béchir-Sow, Boivin-Champeaux, Bonnefous (Raymond), Brisard.

Delfortrie, Djamah-Ali, Duchet.

Gérard, Gravier (Robert), Guissou.

Ignacio-Pinto.

Lafleur.

Plait.

Quesnot (Joseph).

Romain.

Sérot (Robert), Serrure, Streiff.

Apparenté aux termes de l'article 16 du Règlement.

(1 membre).

M.

Rogier.

Le Président du groupe,
Signé : Robert SÉROT.

Groupe du Mouvement Républicain Populaire.
(72 membres)

MM.

Aguesse, Amiot (Charles), Armengaud, Aussel.
Bossanne (André), Bosson (Charles), Boudet, Boyer (Jules), Buffet (Henri).
Cardin (René), Mme Cardot (Marie-Hélène), MM. Carles, Caspary, Chaumel, Clairefond, Coudé du Foresto.
Dadu, Debray, Delmas (Général), Dorey, Duclercq (Paul).
Ehm.
Ferrier, Flory.
Gargominy, Gatuing, Gerber (Marc), Gerber (Philippe), Gianque, Gilson (Étienne), Grenier (Jean-Marie), Grimal.
Hamon (Léo), Helleu, Hyvrard.
Jacques-Destrée, Janton, Jaouen (Yves), Jarrié, Jayr.
La Gravière, Le Goff, Leuret, Liénard.
Maire (Georges), Menditte (de), Menu, Montgascon (de), Montier (Guy).
Novat.
Ott.
Pairault, Pezet (Ernest), Pfleger, Alain Poher, Poisson.
Rausch (André), Rehault, Rochette, Mme Rollin.
MM. Sempé, Siabas, Simard (René), Simon (Paul).
Tognard, Trémintin, Mlle Trinquier.
MM. Vignard (Valentin-Pierre), Vourc'h, Voyant.
Walker (Maurice), Wehrung.

Apparentés aux termes de l'article 16 du règlement,
(4 membres).

MM.

Claireaux.
Fournier.
Hocquard.
Le Sassier-Boisauné.

Le Président du groupe,
Signé : Charles BOSSON.

Groupe d'Union Républicaine et Résistante pour l'Union Française.

Apparenté au groupe Communiste aux termes de l'article 16 du Règlement.

(12 membres).

MM.

Anghiley.
Colardeau.
Djaument.
Etifier.
Franceschi.
Lemoine.
Maïga.
Paquirissamypoullé, Petit (Général).
Sablé, Subbiah.
Tubert (Général).

Le Président du groupe,

Signé : Général TUBERT.

Groupe du Parti Républicain de la Liberté.

(11 membres)

MM.

Alric.
Boisrond, Brunhes (Julien).
Depreux (René), Mme Devaud.
MM. Jullien.
Montalembert (de).
Pajot (Hubert), Pernot (Georges).
Rochereau.
Vieljeux.

Le Président du groupe,

Signé : Georges PERNOT.

Groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines.
(39 membres).

MM.

Avinin.

Baratgin, Bardon-Damarzid, Bollaert (Emile), Bordeneuve, Borgeaud, Brune (Charles), Brunet (Louis).

Cayrou (Frédéric), Chauvin, Colonna, Dulin, Dumas (François), Durand-Reville.

Félice (de).

Gadoin, Gasser, Giacomoni, Grassard, Guirriec.

Lafay (Bernard), Laffargue, Landry.

Monnerville, Monnet.

Mme Patenôtre (Jacqueline Thome), Paumelle, Pinton, Pontille (Germain).

Rotinat, Rucart (Marc).

Saint-Cyr, Salvago, Sarrien, Satonnet, Mme Saunier.

Teyssandier.

Westphal.

Apparentés aux termes de l'article 16 du règlement.
(3 membres).

MM.

Lagarrosse, Longchambon.

Marintabouret.

Le Président du groupe,

Signé : Charles BRUNE.

Groupe Musulman Algérien Indépendant.
rattaché administrativement au groupe des Républicains Indépendants aux termes de l'article 16 du règlement.
(4 membres).

MM.

Bendjelloul (Mohamed-Salah).
Ou Rabah (Abdelmadjid).
Saïah, Sid-Cara.

Le Président du groupe,
Signé : SAIAH.

Groupe Républicain d'Action Sociale et Paysanne
rattaché administrativement au groupe des Républicains Indépendants aux termes de l'article 16 du règlement.
(4 membres).

MM.

Chambriard.
Morel (Charles).
Peschaud, Pialoux.

Apparenté aux termes de l'article 16 du règlement.
(1 membre).

MM.

Molle (Marcel).

Le Président du groupe,
Signé : Charles MOREL.

Groupe Socialiste S. F. I. O.
(62 membres).

MM.

Ascencio (Jean).

Barré (Henri), Bène (Jean), Berthelot (Jean-Marie), Bocher, Boyer (Max), Brettes, Brier, Mme Brosselette, M. Brunot.

Carcassonne, Champeix, Charles-Cros, Charlet, Chatagner, Chochoy, Courrière.

Dassaud, Denvers, Diop, Doucouré (Amadou), Doumenc.

Mme Eboué,

Ferracci.

Gautier (Julien), Salomon Grumbach, Guénin, Gustave, Amédée Guy, Hauriou, Henry.

Jouve (Paul).

Léonetti, Le Terrier.

Masson (Hippolyte), M'Bodje (Mamadou), Minvielle, Moutet (Marius).

N'Joya (Arouna).

Okala (Charles), Mme Oyon.

MM. Paget (Alfred), Paul-Boncour, Pauly, Poirault (Emile), Pujol.

Quessot (Eugène).

Racault, Renaison, Reverbori, Richard, Roubert (Alex).

Siaut, Socé (Ousmane), Soldani, Southon.

Thomas (Jean-Marie), Touré (Fodé-Mamadou).

Vanrullen, Verdeille, Mme Vialle, M. Viple.

Le Président du groupe,

Signé : Alex ROUBERT.

ERRATA.

1° Au **projet de loi n° 14,** ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *sur l'***enseignement du ski.**

1re page, 6e ligne en partant du bas :

Au lieu de : « Paris, le 12 janvier 1948. »

Lire : « Paris, le 9 décembre 1947. »

2° Au **projet de loi n° 15,** ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *sur les* **guides de montagne.**

1re page, 6e ligne en partant du bas :

Au lieu de : « Paris, le 12 janvier 1948. »

Lire : « Paris, le 9 décembre 1947. »

3° A la **proposition de loi n° 16,** ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *tendant à rendre obligatoire le* **branchement à l'égout** *dans la ville d'***Orléans.**

1re page, 7e ligne en partant du bas :

Au lieu de : « Paris, le 12 janvier 1948. »

Lire : « Paris, le 9 décembre 1947. »

4° A la **proposition de loi n° 17,** ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *tendant à compléter l'article 54 g du Livre II du Code du travail, en vue d'accorder un* **congé supplémentaire** *aux* **mères de famille** *qui exercent une activité salariée.*

1re page, 8e ligne en partant du bas :

Au lieu de : « Paris, le 12 janvier 1948. »

Lire : « Paris, le 9 décembre 1947. »

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mercredi 14 Janvier 1948.

N° 966 (1947). — Proposition de résolution de M. Boisrond tendant à rétablir la médaille militaire dans le rang qu'elle avait avant le décret du 27 septembre 1947.

N° 11 (rectifié). — Demande en autorisation de poursuites contre un Conseiller de la République.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 5

ORDRE DU JOUR

Du Lundi 26 Janvier 1948.

A QUINZE HEURES

RÉUNION DANS LES BUREAUX

Nomination d'une Commission de six membres, chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. LIÉNARD, jusques et y compris M. MONNET.

Tribunes : Depuis M. de MONTALEMBERT, jusques et y compris M. PRÉVOST.

A SEIZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vérification de pouvoirs :

QUATRIÈME BUREAU

Election du général PETIT par l'Assemblée Nationale, en remplacement de M. Knecht (M. Lero, rapporteur).

SIXIÈME BUREAU

Election de M. FERRIER, en remplacement de M. Max André (Seine) (Mme Saunier, rapporteur).

2. — Nomination des Commissions générales.

3. — Nomination de la Commission de comptabilité.

4. — Fixation de l'ordre du jour.

BUREAU DÉFINITIF DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

14 Janvier 1948.

Président :

M. Gaston MONNERVILLE.

Vice-Présidents :

Mme Gilberte PIERRE-BROSSOLETTE.

MM. Marc GERBER.

Georges MARRANE.

Robert SÉROT.

Secrétaires :

M. Julien BRUNHES.

Mmes Marie-Hélène CARDOT.

Isabelle CLAEYS.

MM. Louis IGNACIO-PINTO.

Victor JANTON.

Thélus LÉRO.

Mme Claire SAUNIER.

M. Louis SIAUT.

Questeurs :

MM. Paul SIMON.

Emile VANRULLEN.

Serge LEFRANC.

ERRATUM

au FEUILLETON nº 4 du mercredi 14 janvier 1948.

Page 8 :

Groupe du Rassemblement des Gauches républicaines.

Ajoutez, entre les noms de MM. GRASSARD et GUIRRIEC, le nom de M. GRIMALDI, qui a été omis par suite d'une erreur typographique.

LISTES DES CANDIDATS

aux Commissions générales et à la Commission de comptabilité établies par les bureaux des groupes et remises au Président du Conseil de la République, le 16 janvier 1948, en exécution de l'article 16 du Règlement.

Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales.

MM.

Armengaud.
Bardon-Damarzid.
Brion (Mme).
Brizard.
Charles-Cros.
Duclercq (Paul).
Gadoin.
Gargominy.
Gautier (Julien).
Guénin.
Le Coent.
Le Contel (Corentin).
Liénard.
Longchambon.
Merle (Toussaint).
Mermet-Guyennet.
Mélinié.
Novat.
Ou Rabah (Abdelmadjid).
Paquirissamypoullé.
Pontille (Germain).
Roche (Mme Marie).
Rochereau.
Romain.
Sauer.
Siaut.
Soldani.
Trinquier (Mlle).
Vialle (Mme).
Walker (Maurice).

Commission des affaires étrangères.

MM.

Aguesse.
Bendjelloul (Mohamed-Salah).
Berlioz.
Brizard.
Brossolette (Mme Gilberte Pierre-).
Buard.
Carcassonne.
Charles-Cros.
Colonna.
Delmas (Général).
Dumont (Mme Yvonne).
Gasser.
Gatuing.
Gilson.
Salomon Grumbach.
Hellen.
Jacques-Destrée.
Jullien.
Léonetti.
Nicod.
Ott.
Patenôtre (Mme Jacqueline Thome-).
Paul-Boncour.
Petit (Général).
Pezet (Ernest).
Pinton.
Primet.
Sérot (Robert).
Willard (Marcel).
Zyromski.

Commission de l'agriculture.

MM.	MM.
Bellon.	Jayr.
Bène (Jean),	Laurenti.
Boyer (Jules).	Le Coent.
Brettes.	Le Goff.
Brune (Charles).	Lemoine.
Cardin (René).	Le Terrier.
Champeix.	Montalembert (de).
Chochoy.	Morel (Charles).
Dadu.	Primet.
David (Léon).	Roudel (Baptiste).
Djamah (Ali).	Saint-Cyr.
Dulin.	Sempé.
Félice (de)	Simard (René).
Gravier (Robert).	Tognard.
Henry.	Vigier (Mme).

Commission de la défense nationale.

MM.	MM.
Alric.	Monnet.
Amiot (Charles).	Pairault.
Barré (Henri).	Paul-Boncour.
Boyer (Max).	Petit (Général).
Cherrier (René).	Pialoux.
Clairefond.	Poirault (Emile).
Debray.	Prévost.
Delmas (Général).	Rogier.
Djaument.	Rosset.
Gerber (Marc).	Rotinat.
Guirriec.	Serrure.
Jaumeau.	Southon.
Legeay.	Tubert (Général).
Le Sassier-Boisauné.	Vanrullen.
Mercier (François).	Westphal.

Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs.

MM.	MM.
Baron.	La Gravière.
Bonnefous (Raymond).	Léro.
Bordeneuve.	Menu.
Bouloux.	Morel (Charles).
Cayrou (Frédéric).	Ott.
Champeix.	Pacaut (Mme).
Djaument.	Pajot (Hubert).
Dumont (Mlle Mireille).	Pfleger.
Eboué (Mme).	Pinton.
Ehm.	Poisson.
Fraisseix.	Pujol.
Gilson.	Racault.
Amédée Guy.	Saunier (Mme).
Ignacio-Pinto (Louis).	Southon.
Janton.	Victoor.

Commission de la famille, de la population et de la santé publique.

MM.	MM.
Ascencio (Jean).	Liénard.
Baret (Adrien).	Masson (Hippolyte).
Bonnefous (Raymond).	Molle (Marcel).
Boudet.	Montgascon (de).
Dubois (Mlle Ju	Oyon (Mme).
Dumont (Mlle Mireil	Paget (Alfred).
Dumont (Mme Yvonne).	Georges Pernot.
Fraisseix.	Pican (Mme).
Girault (Mme).	Roche (Mme Marie).
Amédée Guy.	Rollin (Mme).
Jouve (Paul).	Saunier (Mme).
Lafay (Bernard).	Sid Cara.
Landry.	Teyssandier.
Le Goff.	Vigier (Mme).
Leuret.	Voure'h.

Commission des finances.

MM.	MM.
Avinin.	Landaboure.
Baron.	Landry.
Boudet.	Marrane.
Cardonne (Gaston).	Merle (Faustin).
Courrière.	Minvielle.
Dorey.	Monnet.
Duchet.	Pauly.
Gerber (Marc).	Peschaud.
Gerber (Philippe).	Alain Poher.
Grenier (Jean-Marie).	Reverbori.
Hocquard.	Roubert (Alex).
Ignacio-Pinto (Louis).	Sauer.
Janton.	Thomas (Jean-Marie).
Lacaze (Georges).	Victoor.
Laffargue.	Vieljeux.

Commission de la France d'Outre-Mer.

MM.	MM.
Anghiley.	Jauneau.
Aussel.	Jayr.
Brunhes (Julien).	Lafleur (Henri).
Brunot.	Le Sassier-Boisauné.
Claireaux.	Maïga (Mohamadou Djibrilla)
Colardeau.	Merle (Toussaint).
David (Léon).	Moutet (Marius).
Diop.	Okala (Charles).
Duhourquet.	Alain Poher.
Durand-Réville.	Poisson.
Etifier.	Rucart (Marc).
Flory.	Serrure.
Grassard.	Streiff.
Guirriec.	Verdeille.
Gustave.	Voyant.

Commission de l'intérieur (Administration générale, départementale et communale, Algérie).

MM.	MM.
Benoit (Alcide).	Lemoine.
Borgeaud.	Marintahouret.
Devaud (Mme).	Marrane.
Dorey.	Rehault.
Doumenc.	Richard.
Dujardin.	Rogier.
Dumas (François).	Sablé.
Dupic.	Saïah.
Eboué (Mme).	Sarrien.
Guénin.	Trémintin.
Guissou.	Tubert (Général).
Hamon (Léo).	Vanrullen.
Hocquard.	Verdeille.
Hyvrard.	Vergnole.
Larribère.	Vignard (Valentin-Pierre).

Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.

MM.	MM.
Aussel.	Giacomoni.
Bardon-Damarzid.	Girault (Mme).
Berthelot (Jean-Marie).	Hauriou.
Boivin-Champeaux.	Laurenti.
Bordeneuve.	Maire (Georges).
Carcassonne.	Mammonat.
Carles.	Minvielle.
Charlet.	Molle (Marcel).
Chaumel.	Georges Pernot.
Cherrier (René).	Pialoux.
Colardeau.	Rausch (André).
Courrière.	Sablé.
Félice (de).	Simard (René).
Fournier.	Vittori.
Fourré.	Willard (Marcel).

Commission de la marine et des pêches.

MM.	MM.
Abel-Durand.	Le Contel (Corentin).
Anghiley.	Le Dluz.
Bocher.	Léonetti.
Chauvin.	Léro.
Claireaux.	Mammonat.
Defrance.	Marintabouret.
Denvers.	Montier (Guy).
Djamah (Ali).	Renaison.
Etifier.	Siabas.
Ferracci.	Sid Cara.
Franceschi.	Simon (Paul).
Giacomoni.	Soldani.
Jaouen (Albert).	Vieljeux.
Jaouen (Yves).	Vignard (Valentin-Pierre).
Lagarrosse.	Vourc'h.

Commission des moyens de communication et des transports (Postes, télégraphes et téléphones, chemins de fer, lignes aériennes, etc...).

MM.	MM.
Baratgin.	Gianque.
Barré (Henri).	Grimaldi.
Béchir Sow.	Jouve (Paul).
Benoit (Alcide).	Lacaze (Georges).
Bocher.	Lagarrosse.
Boyer (Jules).	Maïga (Mohamadou Djibrilla).
Brunhes (Julien).	Masson (Hippolyte).
Buffet (Henri).	Montgascon (de).
Cardin (René).	Montier (Guy).
Cayrou (Frédéric).	Prévost.
Chambriard.	Quessot (Eugène).
Denvers.	Rochette.
Dubois (Célestin).	Rouel.
Duhourquet.	Saïah.
Dujardin.	Satonnet.

Commission des pensions
(Pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression).

MM.	MM.
Ascencio (Jean).	Guissou,
Béchir Sow.	Hellen.
Bellon.	Jullien.
Bossanne (André).	Leuret.
Brier.	Menditte (de).
Cardot (Mme Marie-Hélène).	Okala (Charles).
Claeys (Mme).	Oyon (Mme).
Costes (Charles).	Pican (Mme):
Dassaud.	Romain.
Dumas (François).	Salvago.
Fournier.	Sauvertin.
Fourré.	Teyssandier.
Gadoin.	Thomas (Jean-Marie).
Gatuing.	Vilhet.
Giauque.	Vittori.

Commission de la presse, de la radio et du cinéma.

MM.	MM.
Aguesse.	Jacques-Destrée.
Bène (Jean).	La Gravière.
Bouloux.	Legeay.
Boyer (Max).	Menditte (de).
Brossolette (Mme Gilberte Pierre-).	Merle (Faustin).
Charlet.	Muller.
Delfortrie.	Pacaut (Mme).
Diop.	Pajot (Hubert).
Duchet.	Patenôtre (Mme Jacqueline Thome-).
Dulin.	Pezet (Ernest).
Ehm.	Pontille (Germain).
Ferrier.	Quesnot (Joseph).
Grangeon.	Rucart (Marc).
Guyot (Marcel).	Vergnole.
Hauriou.	Wehrung.

Commission de la production industrielle.

MM.	MM.
Alric.	Lazare.
Armengaud.	Longchambon.
Berthelot (Jean-Marie).	Mauvais.
Calonne (Nestor).	Mercier (François).
Caspary.	Molinié.
Chambriard.	Novat.
Colonna.	Pairault.
Delfortrie.	Paquirissamypoullé.
Depreux (René).	Paumelle.
Doucouré (Amadou).	Poirot (René).
Doumenc.	Rehault.
Gautier-(Julien).	Rochette.
Grimal.	Rouël.
Gustave.	Salvago.
Lafleur (Henri).	Siaut.

Commission du ravitaillement.

MM.	MM.
Boisrond.	Lefranc.
Bossanne (André).	Le Terrier.
Brettes.	Mermet-Guyennet.
Brion (Mme).	Ou Rabah (Abdelmadjid).
Brunet (Louis).	Paget (Alfred).
Calonne (Nestor).	Plait.
Cardot (Mme Marie-Hélène).	Poincelot.
Chatagner.	Rollin (Mme).
Dadu.	Roudel (Baptiste).
Dubois (Mlle Juliette).	Sarrien.
Gérard.	Sauvertin.
Grassard.	Tognard.
Henry.	Touré (Fodé Mamadou).
Jarrié.	Vilhet.
Lafay (Bernard).	Wehrung.

Commission de la reconstruction et des dommages de guerre.

MM.	MM.
Amiot (Charles).	Grangeon.
Boisrond.	Gravier (Robert).
Boivin-Champeaux.	Jaouen (Albert).
Brier.	Jaouen (Yves).
Brunet (Louis).	Lazare.
Buffet (Henri).	Le Dluz.
Carles.	Muller.
Chauvin.	Paumelle.
Chochoy.	Poincelot.
Clairefond.	Poirault (Emile).
Décaux (Jules).	Quessot (Eugène).
Duclercq (Paul).	Racault.
Dupic.	Rausch (André).
Ferracci.	Richard.
Gerber (Philippe).	Westphal.

Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel. du règlement et des pétitions.

MM.	MM.
Avinin.	Maire (Georges).
Baratgin.	Montalembert (de).
Bendjelloul (Mohamed-Salah).	Moutet (Marius).
Borgeaud.	Naime.
Brune (Charles).	Nicod.
Buard.	Pauly .
Chatagner.	Peschaud.
Chaumel.	Plait.
Franceschi.	Rotinat.
Grimal.	Roubert (Alex).
Salomon Grumbach.	Sempé.
Guyot (Marcel).	Simon (Paul).
Hamon (Léo).	Socé (Ousmane).
Landaboure.	Trémintin.
Lefranc.	Zyromski.

Commission du travail et de la sécurité sociale

MM.	MM.
Abel-Durand.	M'Bodje (Mamadou).
Baret (Adrien).	Menu.
Brisset (Mme).	Naime.
Caspary.	N'Joya (Arouna).
Claeys (Mme).	Pujol.
Dassaud.	Quesnot (Joseph).
Décaux (Jules).	Renaison.
Defrance.	Rosset.
Devaud (Mme).	Saint-Cyr.
Durand-Réville.	Satonnet.
Gargominy.	Siabas.
Grimaldi.	Vialle (Mme).
Hyvrard.	Viple.
Jarrié.	Voyant.
Martel (Henri).	Walker (Maurice).

Commission de comptabilité.

MM.	MM.
Baratgin.	Reverbori.
Bouloux.	Roche (Mme Marie).
Brizard.	Thomas (Jean-Marie).
Cardonne (Gaston).	Vignard (Valentin-Pierre).
Hyvrard.	

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Lundi 26 Janvier 1948.

N° 21. — Proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à prévoir des souscriptions mensuelles à l'emprunt.

N° 22. — Proposition de résolution de M. Wehrung tendant à proroger la loi permettant à la femme étrangère qui a épousé un Français de déposer une demande en vue d'acquérir la nationalité de son mari.

N° 23. — Proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à remettre en vigueur la dotation d'essence attribuée aux colonianx en congé.

N° 25. — Proposition de résolution de Mme Rollin tendant à faire inventorier rapidement les sinistres causée aux familles des régions de l'Est.

N° 26. — Proposition de résolution de M. Delfortrie tendant à assurer un approvisionnement normal de l'industrie cotonnière en matières premières.

N° 27. — Projet de loi introduisant dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle la loi sur la réorganisation de la propriété foncière.

N° 28. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter la loi attribuant la médaille des évadés.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Lundi 26 Janvier 1948.

1er BUREAU, à 15 heures, local n° 215.

2e BUREAU, à 15 heures, local n° 201.

3e BUREAU, à 15 heures, local n° 207.

4e BUREAU, à 15 heures, local n° 202.

5e BUREAU, à 15 heures, local n° 217.

6e BUREAU, à 15 heures, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 6

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 29 Janvier 1948.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion éventuelle de projets de loi.

2. — Fixation de l'ordre du jour.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. PRIMET, jusques et y compris M. ROUEL.

Tribunes : Depuis M. Marc RUCART, jusques et y compris M. VOURC'H.

Modification aux listes électorales des membres des groupes politiques.

Groupe des Républicains Indépendants.
(20 membres au lieu de 19)

Ajouter le nom de M. COZZANO.

Commission de six membres chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République (n° 11, année 1948).

(nommée le 26 janvier 1948)

1er Bureau : M. VANRULLEN ;
2e Bureau : M. AUSSEL ;
3e Bureau : M. Marcel WILLARD ;
4e Bureau : M. JANTON ;
5e Bureau : M. Louis IGNACIO-PINTO ;
6e Bureau : M. LE SASSIER-BOISAUNÉ.

Cette Commission a nommé :

Président : M. LE SASSIER-BOISAUNÉ.

COMMISSIONS GÉNÉRALES

ET

COMMISSION DE COMPTABILITÉ

NOMMÉES LE 26 JANVIER 1948

Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales.

Président :

M. ARMENGAUD.

Vice-Présidents :

MM. Corentin LE CONTEL, Germain PONTILLE.

Secrétaires :

MM. Charles CROS, Abdelmadjid OU RABAH.

Membres :

MM.	MM.
Bardon-Damarzid.	Molinié.
Brion (Mme).	Novat.
Brizard.	Paquirissamypoullé.
Duclercq (Paul),	Roche (Mme Marie).
Gadoin.	Rochereau.
Gargominy.	Romain.
Gautier (Julien).	Sauer.
Guénin.	Siaut.
Le Coent.	Soldani.
Liénard.	Trinquier (Mlle).
Longchambon.	Vialle (Mme).
Merle (Toussaint).	Walker (Maurice).
Mermet-Guyennet.	

Commission des affaires étrangères.

Président :

M. Salomon GRUMBACH.

Vice-Présidents :

MM. BUARD, Ernest PEZET.

Secrétaires :

MM. OTT, COLONNA.

Membres :

MM.

Aguesse.
Bendjelloul (Mohamed-Salah).
Berlioz.
Brizard.
Brossolette (Mme Gilberte Pierre-).
Carcassonne.
Charles-Cros.
Delmas (Général).
Dumont (Mme Yvonne).
Gasser.
Gatuing.
Gilson.
Helleu.

MM.

Jacques-Destrée.
Jullien.
Léonetti.
Nicod.
Patenôtre (Mme Jacqueline Thome-).
Paul-Boncour.
Petit (Général).
Pinton.
Primet.
Sérot (Robert).
Willard (Marcel).
Zyromski.

Commission de l'agriculture.

Président

M. DULIN.

Vice-Présidents :

MM. DADU, BRETTES.

Secrétaires :

MM. LE COENT, LE GOFF.

Membres :

MM.	MM.
Bellon.	Laurenti.
Bène (Jean),	Lemoine.
Boyer (Jules).	Le Terrier.
Brune (Charles).	Montalembert (de).
Cardin (René).	Morel (Charles).
Champeix.	Primet.
Chochoy.	Roudel (Baptiste).
David (Léon).	Saint-Cyr.
Djamah (Ali).	Sempé.
Félice (de)	Simard (René).
Gravier (Robert).	Tognard.
Henry.	Vigier (Mme).
Jayr.	

Commission de la défense nationale.

Président :

M. le Général DELMAS.

Vice-Présidents :

MM. ROTINAT, ROGIER.

Secrétaires :

MM. Henri BARRÉ, René CHERRIER.

Membres :

MM.	MM.
Alric.	Pairault.
Amiot (Charles).	Paul-Boncour.
Boyer (Max).	Petit (Général).
Clairefond.	Pialoux.
Debray.	Poirault (Emile).
Djaument.	Prévost.
Gerber (Marc).	Rosset.
Guirriec.	Serrure.
Jauneau.	Southon.
Legeay.	Tubert (Général).
Le Sassier-Boisauné.	Vanrullen.
Mercier (François).	Westphal.
Monnet.	

Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports de la jeunesse et des loisirs.

Président :

Mme SAUNIER.

Vice-Présidents :

Mlle Mireille DUMONT, M. Charles MOREL.

Secrétaires :

MM. OTT, CHAMPEIX.

Membres :

MM.	MM.
Baron.	La Gravière.
Bonnefous (Raymond).	Léro.
Bordeneuve.	Menu.
Bouloux.	Pacaut (Mme).
Cayrou (Frédéric).	Pajot (Hubert).
Djaument.	Pfleger.
Eboué (Mme).	Pinton.
Ehm.	Poisson.
Fraisseix.	Pujol.
Gilson.	Racault.
Amédée Guy.	Southon.
Ignacio-Pinto (Louis).	Victoor.
Janton.	

---

sports

Commission de la famille, de la population et de la santé publique.

Président :

M. Amédée GUY.

Vice-Présidents :

M. Bernard LAFAY, Mme ROLLIN.

Secrétaires :

Mme GIRAULT, M. Marcel MOLLE

Membres :

MM.	MM.
Ascencio (Jean).	Masson (Hippolyte).
Baret (Adrien).	Montgascon (de).
Bonnefous (Raymond).	Oyon (Mme).
Boudet.	Paget (Alfred).
Dubois (Mlle Juliette).	Georges Pernot.
Dumont (Mlle Mireille).	Pican (Mme).
Dumont (Mme Yvonne).	Roche (Mme Marie).
Fraisseix.	Saunier (Mme).
Jouve (Paul).	Sid Cara.
Landry.	Teyssandier.
Le Goff.	Vigier (Mme).
Leuret.	Voure'h.
Liénard.	

Commission des finances.

Président :

M. Alex ROUBERT.

Vice-Présidents :

MM. Gaston CARDONNE, AVININ.

Secrétaires :

MM. Faustin MERLE, DOREY.

Rapporteur général :

M. Alain POHER.

Membres :

MM.	MM.
Baron.	Landaboure.
Boudet.	Landry.
Courrière.	Marrane.
Duchet.	Minvielle.
Gerber (Marc).	Monnet.
Gerber (Philippe).	Pauly.
Grenier (Jean-Marie).	Peschaud.
Hocquard.	Reverbori.
Ignacio-Pinto (Louis).	Sauer.
Janton.	Thomas (Jean-Marie).
Lacaze (Georges).	Victoor.
Laffargue.	Vieljeux.

Commission de la France d'Outre-Mer.

Président :

M. Marc RUCART.

Vice-Présidents :

MM. POISSON, Mohamadou Djibrilla MAIGA.

Secrétaires :

MM. Henri LAFLEUR, Charles OKALA.

Membres :

MM.

Anghiley.
Aussel.
Brunhes (Julien).
Brunot.
Claireaux.
Colardeau.
David (Léon).
Diop.
Duhourquet.
Durand-Réville.
Etifier.
Flory.
Grassard.

MM.

Guirriec.
Gustave.
Jauneau.
Jayr.
Le Sassier-Boisauné.
Merle (Toussaint).
Moutet (Marius).
Alain Poher.
Serrure.
Streiff.
Verdeille.
Voyant.

Commission de l'intérieur, (Administration générale départementale et communale, Algérie).

Président :

M. Léo HAMON.

Vice-Présidents :

MM. SARRIEN, DUJARDIN.

Secrétaires :

MM. DOUMENC, HYVRARD.

Membres :

MM.	MM.
Benoit (Alcide).	Marrane.
Borgeaud.	Rehault.
Devaud (Mme).	Richard.
Dorey.	Rogier.
Dumas (François).	Sablé.
Dupic.	Saïah.
Eboué (Mme).	Trémintin.
Guénin.	Tubert (Général).
Guissou.	Vanrullen.
Hocquard.	Verdeille.
Larribère.	Vergnole.
Lemoine.	Vignard (Valentin-Pierre).
Marintabouret.	

Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.

Président :

M. Marcel WILLARD.

Vice-Présidents :

MM. CHAUMEL, Georges PERNOT.

Secrétaires :

MM. BORDENEUVE, COLARDEAU.

Membres :

MM.	MM.
Aussel.	Girault (Mme).
Bardon-Damarzid.	Hauriou.
Berthelot (Jean-Marie).	Laurenti.
Boivin-Champeaux.	Maire (Georges).
Carcassonne.	Mammonat.
Carles.	Minvielle.
Charlet.	Molle (Marcel).
Cherrier (René).	Pialoux.
Courrière.	Rausch (André).
Félice (de).	Sablé.
Fournier.	Simard (René).
Fourré.	Vittori.
Giacomoni.	

Commission de la marine et des pêches.

Président :

M. ABEL-DURAND.

Vice-Présidents :

MM. DEFRANCE, BOCHER.

Secrétaires :

MM. DENVERS, MARINTABOURET.

Membres :

MM.	MM
Anghiley.	Léonetti.
Chauvin.	Léro.
Claireaux.	Mammonat.
Djamah (Ali).	Montier (Guy).
Etifier.	Renaison.
Ferracci.	Siabas.
Franceschi.	Sid Cara.
Giacomoni.	Simon (Paul).
Jaouen (Albert).	Soldani.
Jaouen (Yves).	Vieljeux.
Lagarrosse.	Vignard (Valentin-Pierre).
Le Contel (Corentin).	Vourc'h.
Le Dluz.	

Commission des moyens de communication et des transports
(Postes, télégraphes et téléphones,
chemins de fer, lignes aériennes, etc...).

Président :

M. Julien BRUNHES.

Vice-Présidents :

MM. Hippolyte MASSON, de MONTGASCON.

Secrétaires :

MM. PRÉVOST, BÉCHIR SOW.

MM.	MM.
Baratgin.	Giauque.
Barré (Henri).	Grimaldi.
Benoit (Alcide).	Jouve (Paul).
Bocher.	Lacaze (Georges).
Boyer (Jules).	Lagarrosse.
Buffet (Henri).	Maïga (Mohamadou Djibrilla).
Cardin (René).	Montier (Guy).
Cayrou (Frédéric).	Quessot (Eugène).
Chambriard.	Rochette.
Denvers.	Rouel.
Dubois (Célestin).	Saïah.
Duhourquet.	Satonnet.
Dujardin.	

Commission des pensions
(Pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression).

Président :

M. GATUING.

Vice-Présidents :

Mme OYON, M. VITTORI.

Secrétaires :

Mme CLAEYS, M. de MENDITTE.

Membres :

MM.	MM.
Ascencio (Jean).	Guissou,
Béchir Sow.	Helleu.
Bellon.	Jullien.
Bossanne (André).	Leuret.
Brier.	Okala (Charles).
Cardot (Mme Marie-Hélène).	Pican (Mme).
Costes (Charles).	Romain.
Dassau .	Salvago.
Dumas (François).	Sauvertin.
Fournier.	Teyssandier.
Fourré.	Thomas (Jean-Marie).
Gadoin.	Vilhet.
Giauque.	

Commission de la presse, de la radio et du cinéma.

Président :

M. HAURIOU.

Vice-Présidents :

MM. JACQUES-DESTRÉE, LEGEAY.

Secrétaires :

M. GRANGEON, Mme Jacqueline THOME-PATENOTRE.

Membres :

MM.	MM.
Aguesse.	Guyot (Marcel).
Bène (Jean).	La Gravière.
Bouloux.	Mendittе (de).
Boyer (Max).	Merle (Faustin).
Brossolette (Mme Gilberte Pierre-).	Muller.
Charlet.	Pacaut (Mme).
Delfortrie.	Pajot (Hubert).
Diop.	Pezet (Ernest).
Duchet.	Pontille (Germain).
Dulin.	Quesnot (Joseph).
Ehm.	Rucart (Marc).
Ferrier.	Vergnole.
	Wehrung.

Commission de la production industrielle.

Président :

M. DELFORTRIE.

Vice-Présidents :

MM. PAIRAULT, LONGCHAMBON.

Secrétaires :

MM. GUSTAVE, PAUMELLE.

Membres :

MM.	MM.
Alric.	Lazare.
Armengaud.	Mauvais.
Berthelot (Jean-Marie).	Mercier (François).
Calonne (Nestor).	Molinié.
Caspary.	Novat.
Chambriard.	Paquirissamypoullé.
Colonna.	Poirot (René).
Depreux (René).	Rehault.
Doucouré (Amadou).	Rochette.
Doumenc.	Rouel.
Gautier (Julien).	Salvago.
Grimal.	Siaut.
Lafleur (Henri).	

Commission du ravitaillement.

Président :

M. LEFRANC.

Vice-Présidents :

MM. CHATAGNER, TOGNARD.

Secrétaires :

MM. BOISROND, PLAIT.

Membres :

MM.	MM.
Bossanne (André).	Le Terrier.
Brettes.	Mermet-Guyennet.
Brion (Mme).	Ou Rabah (Abdelmadjid).
Brunet (Louis).	Paget (Alfred).
Calonne (Nestor).	Poincelot.
Cardot (Mme Marie-Hélène).	Rollin (Mme).
Dadu.	Roudel (Baptiste).
Dubois (Mlle Juliette).	Sarrien.
Gérard.	Sauvertin.
Grassard.	Touré (Fodé Mamadou).
Henry.	Vilhet.
Jarrié.	Wehrung.
Lafay (Bernard).	

Commission de la reconstruction et des dommages de guerre.

Président :

M. CHOCHOY.

Vice-Présidents :

MM. PAUMELLE, CARLES.

Secrétaires :

MM. BOISROND, CLAIREFOND.

Membres :

MM.	MM.
Amiot (Charles).	Jaouen (Albert).
Boivin-Champeaux.	Jaouen (Yves).
Brier.	Lazare.
Brunet (Louis).	Le Dluz.
Buffet (Henri).	Muller.
Chauvin.	Poincelot.
Décaux (Jules).	Poirault (Emile).
Duclercq (Paul).	Quessot (Eugène).
Dupic.	Racault.
Ferracci.	Rausch (André).
Gerber (Philippe).	Richard.
Grangeon.	Westphal.
Gravier (Robert).	

rre.

Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions.

Président :

M. T. RÉMINTIN.

Vice-Présidents :

MM. FRANCESCHI, de MONTALEMBERT.

Secrétaires :

MM. BARATGIN, Ousmane SOCÉ.

Membres :

MM.	MM.
Avinin.	Maire (Georges).
Bendjelloul (Mohamed-Salah).	Moutet (Marius).
Borgeaud.	Naime.
Brune (Charles).	Nicod.
Buard.	Pauly .
Chatagner.	Peschaud.
Chaumel.	Plait.
Grimal.	Rotinat.
Salomon Grumbach.	Roubert (Alex).
Guyot (Marcel).	Sempé.
Hamon (Léo).	Simon (Paul).
Landaboure.	Zyromski.
Lefranc.	

Commission du travail et de la sécurité sociale

Président :

M. Henri MARTEL.

Vice-Présidents :

MM. CASPARY, DASSAUD.

Secrétaires :

Mme BRISSET, M. RENAISON.

Membres :

MM.	MM.
Abel-Durand.	Naime.
Baret (Adrien).	N'Joya (Arouna).
Claeys (Mme).	Pujol.
Décaux (Jules).	Quesnot (Joseph).
Defrance.	Rosset.
Devaud (Mme).	Saint-Cyr.
Durand-Réville.	Satonnet.
Gargominy.	Siabas.
Grimaldi.	Vialle (Mme).
Hyvrard.	Viple.
Jarrié.	Voyant.
M'Bodje (Mamadou).	Walker (Maurice).
Menu.	

Commission de comptabilité.

Président :

M. Jean-Marie THOMAS.

Secrétaire rapporteur :

M. HYVRARD.

Membres :

MM.	MM.
Baratgin.	Reverbori.
Bouloux.	Roche (Mme Marie).
Brizard.	Vignard (Valentin-Pierre).
Cardonne (Gaston).	

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 29 Janvier 1948.

N° 740 (année 1947), — Proposition de résolution de M. Cou rière tendant à indemniser les viticulteurs de l'Aud victimes de la grêle.

N° 24. — Proposition de résolution de Mme Jacqueline Thom Patenôtre tendant à aménager des modalités des prél vements exceptionnels en faveur des entreprises com merciales.

N° 29. — Proposition de résolution de M. Jullien tendant liquider les sociétés sous séquestre en sociétés anonym à participation ouvrière.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 29 Janvier 1948.

Réunion commune : COMMISSION des affaires étrangères COMMISSION des finances, à 9 h. 30, local de la Commission d finances.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 7

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 30 Janvier 1948.

A NEUF HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vérification de pouvoirs :

QUATRIÈME BUREAU

Election de M. Charles FLORY par l'Assemblée Nationale, en remplacement de Mme Lefaucheux (M. Rogier, rapporteur).

2. — Discussion éventuelle de projets de loi.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent

1er Étage : Depuis M. VOYANT, jusques et y compris M. Henri BARRÉ.

Tribunes : Depuis M. BÉCHIR SOW, jusques et y compris M. CHAMPEIX.

Désignation, par suite de vacances, de candidatures pour les Commissions générales.

(Application de l'article 16 du Règlement.)

Les groupes du Mouvement Républicain Populaire et des Républicains Indépendants ont désigné :

1° M. LE SASSIER-BOISAUNÉ (M.R.P.) pour remplacer, dans la Commission de l'agriculture, M. Djamah (Ali) (R. I.) ;

2° MM. DJAMA (Ali) (R. I.) et GUISSOU (R. I.) pour remplacer, dans la Commission de la France d'Outre-Mer, MM. Le Sassier-Boisauné (M.R.P.) et Alain Poher (M.R.P.) ;

3° M. Alain POHER (M.R.P.) pour remplacer, dans la Commission de l'Intérieur (Administration générale, départementale et communale, Algérie), M. Guissou (R. I.).

(Ces candidatures seront ratifiées par le Conseil de la République si, avant la nomination, elles n'ont pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 30 Janvier 1948.

N° 902 (année 1947). — Rapport de M. Gilson sur les propositions de résolution : 1° tendant à inviter le Gouvernement à demander aux houillères de certains bassins à donner à bail les locaux des anciennes écoles privées des Mines ; 2° tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures pour [restituer à leur usage d'écoles laïques les bâtiments scolaires acquis par l'Etat à la suite de la nationalisation des houillères.

N° 30. — Proposition de loi de M. Diop tendant à créer en A. O. F., en A. E. F., au Togo et au Cameroun une cantine scolaire.

N° 31. — Proposition de résolution de M. Denvers tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures pour favoriser le développement des pêches maritimes.

Imprimerie du Conseil de la République.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 8

ORDRE DU JOUR

Du Lundi 2 Février 1948.

A DIX HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination de membres de commissions générales.

2. — Décision sur la demande de discussion immédiate de la proposition de résolution de MM. Adrien Baret et Colardeau tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide urgente aux familles des victimes et à la population sinistrée du département de La Réunion éprouvées par le cyclone qui s'est abattu sur l'île les 26 et 27 janvier 1948. (N° 45, année 1948. — M. , rapporteur.)

3. — Discussion éventuelle de projets de loi.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

1er Étage : Depuis M. CHARLES-CROS, jusques et y compris M. Jules DÉCAUX.

Tribunes : Depuis M. DEFRANCE, jusques et y compris M. Julien GAUTIER.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Lundi 2 Février 1948.

N° 20. — Proposition de loi de M. Armengaud concernant les délais en matière de propriété industrielle.

N° 45. — Proposition de résolution de M. Adrien Baret tendant à accorder une aide aux victimes du département de La Réunion éprouvées par le cyclone.

N° 47. — Projet de loi portant aménagement de certaines dispositions de la réglementation des changes.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Lundi 2 Février 1948.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 9 heures, local n° 274.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 9 h. 45, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 9

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 3 Février 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion des conclusions du rapport de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République. (N[os] 803 et 1008, année 1947. — M. Boivin-Champeaux, rapporteur).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent

1[er] Étage : Depuis M. GÉRARD, jusques et y compris M. Léo HAMON.

Tribunes : Depuis M. HAURIOU, jusques et y compris M. LIÉNARD.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 du budget ordinaire (services civils) et du budget de reconstruction et d'équipement ; 2° ratification de décrets. (Nos 908, année 1947 et 36, année 1948. — M. Alain Poher, rapporteur général).

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à l'ouverture d'un crédit de 2.770.000 francs pour le fonctionnement de la nouvelle ambassade de Karachi et de la délégation française au Conseil de tutelle. (Nos 946, année 1947, et 37, année 1948. — M. Landry, rapporteur).

Nomination de membres de Commissions.

Dans sa séance du 2 février 1948, le Conseil de la République a nommé :

1° M. LE SASSIER-BOISAUNÉ, membre de la Commission de l'agriculture en remplacement de M. Djamah (Ali) ;

2° MM. DJAMAH (Ali) et GUISSOU, membres de la Commission de la France d'Outre-Mer, en remplacement de MM. Le Sassier-Boisaunné et Alain Poher ;

3° M. Alain POHER, membre de la Commission de l'intérieur (Administration générale, départementale et communale, Algérie), en remplacement de M. Guissou.

Désignation, par suite de vacances, de candidatures pour les Commissions générales.

(Application de l'article 16 du Règlement.)

Le groupe socialiste S.F.I.O. a désigné :

1° M. DOUCOURÉ (Amadou) pour remplacer, dans la Commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), M. Okala (Charles) ;

2° M. N'JOYA (Arouna) pour remplacer, dans la Commission du ravitaillement, M. Brettes.

(Ces candidatures seront ratifiées par le Conseil de la République si, avant la nomination, elles n'ont pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 3 Février 1948.

N° 33. — Proposition de résolution de M. Pujol tendant au reclassement des professeurs de l'Ecole des langues orientales.

N° 34. — Proposition de résolution de M. Gaston Cardonne tendant à faire octroyer un nombre plus élevé de licences de voitures de tourisme aux Contributions indirectes.

N° 35. — Rapport de M. Georges Maire sur le projet de loi tendant à modifier les articles 1341 et suivants du Code civil.

*N° 36. — Rapport de M. Alain Poher sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 et ratification de décrets.

*N° 37. — Rapport de M. Landry sur le projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit pour le fonctionnement de l'ambassade de Karachi.

N° 38. — Proposition de loi de M. Guissou tendant à faire procéder à une élection partielle en Haute-Volta.

N° 41. — Proposition de loi de M. Westphal tendant à compléter l'article 6 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 2 février 1947.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

ANNEXE AU FEUILLETON N° 9

Du 3 Février 1948

(1re annexe)

ROLE GÉNÉRAL

DES PÉTITIONS

N° 11. — *Du 14 Novembre 1947 au 31 Janvier 1948.*

(Art. 92 à 94 du règlement du Conseil de la République).

11. *M. Ahmed Boukhalat* à Bou-Saada (Algérie), ancien combattant, réclame le poste d'auxiliaire distributeur des P. T. T. auquel il avait été admis après examen.

PÉTITIONS

examinées par la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions

---

Pétition n° 9

du 19 août 1947.

M. Antoine GROPPO, 27 bis, avenue Villermont, à Nice (Alpes-Maritimes) se plaint de certains magistrats.

M. Geoffroy de MONTALEMBERT, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre de la Justice.

(Renvoi au Ministre de la Justice.)

Pétition n° 10

du 24 octobre 1947.

M. BELGACEM BOUTRAA BEN SMISSA, 13, rue de l'Ancienne-Poste, à Tunis (Tunisie), ancien combattant de la grande guerre, sollicite un emploi dans l'administration.

M. Geoffroy de MONTALEMBERT, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre de l'Intérieur.

(Renvoi au Ministre de l'Intérieur.)

Pétition n° 11

du 15 janvier 1948.

M. AHMED BOUKHALAT, à Bou-Saada, ancien combattant, réclame le poste d'auxiliaire distributeur des P. T. T. auquel il avait été admis après examen.

M. Léon NICOD, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones.

(Renvoi au Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones.)

RÉPONSES DES MINISTRES

Sur les pétitions qui leur ont été envoyées par le Conseil de la République (Application de l'article 94 du Règlement).

Pétition n° 4

M. PAUL NONINCK, 14, rue Rouget-de-l'Isle, à Tourcoing (Nord) demande des indemnités de dommages de guerre.

Cette pétition a été renvoyée le 18 juillet 1947 au Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, sur le rapport de M. Fernand Lemoine au nom de la Commission du suffrage universel du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions.

Réponse de M. le Ministre de l'Intérieur :

Paris, le 14 novembre 1947,

Monsieur le Président,

Comme suite à la pétition n° 4 que vous avez bien voulu m'adresser le 23 août 1947, j'ai l'honneur de vous faire connaître, ci-après, l'état d'instruction des dossiers de dommages de guerre déposés par M. Paul Noninck, sinistré total, 200, route de Darnétal, à Rouen.

En date du 24 septembre, mon Délégué départemental de la Seine-Inférieure a pris une décision attribuant à ce sinistré une indemnité pour ses dommages mobiliers. Un premier versement, égal à la moitié du montant de la décision, a été effectué, le solde devant être versé lorsque M. Noninck pourra justifier de l'emploi du premier acompte perçu.

Pour les dommages commerciaux, mes Services n'ont pas été informés d'une cession de licence faite par M. Noninck. D'autre

part, celui-ci a fait connaître à mon Délégué départemental, qu'il n'entendait pas reconstituer son commerce, mais désirait bénéficier de l'indemnité d'éviction ; toutefois, cette indemnité ne peut être versée à l'intéressé avant la publication du texte législatif prévu à l'article 19 de la loi du 28 octobre 1946. Le règlement de l'indemnité couvrant le vol de la motocyclette ne pourra, par ailleurs, être envisagé actuellement que si M. Noninck utilisait le véhicule pour les besoins de sa profession.

L'intéressé a été invité à apporter à mes Services départementaux, toutes justifications à cet égard.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le ministre :

Pour le Ministre et par autorisation.

Signé : EHRHARD.

Imprimerie du Conseil de la République

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 10

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 5 Février 1948.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination de membres de commissions générales.

2. — Discussion des propositions de résolution : 1° de M. Boisrond, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs de Loir-et-Cher dont les récoltes ont subi de très graves dommages par suite de chutes de grêle ; 2° de M. Rotinat,

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. LONGCHAMBON, jusques et y compris M. MOLINIE.

Tribunes : Depuis M. Marcel MOLLÉ, jusques et y compris M. Germain PONTILLE.

tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs de l'Indre, victimes de la grêle ; 3° de M. André Bossanne, tendant à inviter le Gouvernement à distribuer d'urgence des secours et à indemniser les victimes de l'orage de grêle qui a ravagé, le 19 juillet 1947, les communes de Saint-Donat-sur-l'Herbasse, Clérieux, Saint-Bardoux, Charros-Curson (Drôme) et les communes limitrophes; 4° de M. Léo Hamon, tendant à inviter le Gouvernement à accorder une allocation de secours aux sinistrés de la rue Montcalm ; 5° de M. Jarrié, tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs victimes de la grêle et d'orages dans le département du Gard ; 6° de MM. Chambriard et Peschaud, tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les habitants de certaines communes de la Haute-Loire et du Cantal dont les récoltes et les biens ont subi des dommages importants du fait de l'orage de grêle du 5 août 1947. (Nos 348, 399, 458, 506, 703, 706 et 846, année 1947. — M. Voyant, rapporteur ; et n° ; année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Avinin, rapporteur.)

Modifications aux listes électorales des membres des groupes politiques

Groupe du Mouvement Républicain Populaire.

(70 membres au lieu de 72)

Supprimer les noms de MM. Montier (Guy) et Vourc'h.

ERRATUM

1re Annexe au Feuilleton n° 9 du 3 février 1948.

Page 4 : Réponses des Ministres, pétition n° 4 :

Au lieu de : « ... Réponse de M. le Ministre de l'Intérieur. »

Lire : « ... Réponse de M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme. »

Liste des rapporteurs spéciaux de la Commission des finances.

A. — *Budget général. — Services civils.*

	MM.
Présidence du Conseil : I. Services administratifs. — II. Presse. — III. Journaux officiels. — IV. *a*) Etat-major de la Défense nationale ; *b*) Documentation extérieure et contre-espionnage ; *c*) Services de la Défense nationale. — V. Commissariat général au Plan.....	Gerber (Marc).
Affaires économiques	Duchet.
Affaires étrangères.....	Landry.
Haut-commissariat de la République en Sarre ; Commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes.....	Hocquard.
Agriculture.....	Landaboure.
Ravitaillement.....	Sauer.
Anciens combattants	Merle (Faustin).
Éducation nationale.....	Reverbori.
Anciens chapitres de la Jeunesse, Arts et Lettres.....	Janton.
Finances	Pauly.
France d'Outre-Mer (dépenses civiles)	Vieljeux.
Intérieur.....	Avinin.
Industrie et Commerce.....	Marrane.
Justice.....	Gerber (Philippe).
Reconstruction et urbanisme.....	Grenier (Jean-Marie).
Santé publique et Population	Dorey.
Travaux publics et Transports	Thomas (Jean-Marie).
Travail et Sécurité sociale	Victoor.

MM.

B. — *Budget général.—Dépenses militaires.*

Dépenses communes	Monnet.
Guerre	Boudet.
Marine et Marine marchande	Courrière.
Air	Laffargue.
France d'Outre-Mer (dépenses militaires)	Ignacio-Pinto (Louis).

C. — *Budgets annexes. — Services civils.*

Imprimerie nationale	Hocquard.
Monnaies et Médailles	
Légion d'Honneur	
Ordre de la Libération	
Postes, Télégraphes et Téléphones ..	Lacaze (Georges).
Caisse Nationale d'Épargne	
Radiodiffusion française	Minvielle.

D. — *Budgets annexes. — Dépenses militaires.*

Constructions aéronautiques	Laffargue.
Constructions et armes navales	Cardonne (Gaston)
Fabrications d'armement et recherches scientifiques	Baron.
Services des essences	Baron.
Services des Poudres	

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 5 Février 1948.

N° 32. — Proposition de loi de M. Charlet portant création d'une Chambre supplémentaire à la Cour d'appel de Limoges.

N° 40. — Proposition de résolution de M. Duchet relative aux traitements des ingénieurs et ingénieurs en chef des services agricoles.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 5 Février 1948.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 9 h. 30, local n° 274.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION des moyens de communication et des transports (P.T.T., Chemins de fer, lignes aériennes, etc.), à 10 heures, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 11

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 10 Février 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination d'un Vice-Président, de deux Secrétaires et d'un Questeur du Conseil de la République (article 10 du Règlement).

2. — Nomination de deux membres de la Commission nationale française pour l'UNESCO.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. PRÉVOST, jusques et y compris M. ROSSET.

Tribunes : Depuis M. ROTINAT, jusques et y compris M. Valentin-Pierre VIGNARD.

3. — Nomination d'un membre du Comité d'examen des comptes de travaux de la marine.

4. — Nomination d'un membre de la Commission centrale de classement des débits de tabac.

5. — Nomination d'un membre de la Commission supérieure de classement des recettes-buralistes.

6. — Nomination d'un membre de la Commission de surveillance de la Caisse des Dépôts et Consignations.

7. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 54 g du Livre II du Code du travail, en vue d'accorder un congé supplémentaire aux mères de famille qui exercent une activité salariée. (Nos 17 et 60, année 1948. — M. Caspary, rapporteur.)

8. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à rendre obligatoire le branchement à l'égout dans la ville d'Orléans. (Nos 16 et 59, année 1948. — M. Sarrien, rapporteur.)

9. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à constater la nullité de l'acte dit « loi du 15 février 1941 relative à l'organisation de la production, du transport et de la distribution du gaz ». (Nos 875, année 1947 et 58, année 1948. — M. Siaut, rapporteur.)

10. — Discussion de la proposition de résolution de M. Charles Okala et des membres du groupe socialiste S. F. I. O. tendant à inviter le Gouvernement à ordonner dans les Territoires d'Outre-Mer l'immédiate et stricte application de la Constitution d'octobre 1946. (Nos 847 et 903, année 1947. — *M. Cozzano*, rapporteur.)

Nomination de membres de Commissions générales.

Dans sa séance du 5 février 1948, le Conseil de la République a nommé :

1° M. DOUCOURÉ (Amadou), membre de la Commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), en remplacement de M. Okala (Charles) ;

2° M. N'JOYA (Arouna), membre de la Commission du ravitaillement, en remplacement de M. Brettes.

Modifications à la liste des rapporteurs spéciaux de la Commission des finances.

Rétablir ainsi l'ordre des budgets particuliers :

A. — *Budget général. — Services civils.*

Education nationale :

Chapitres du Centre national de la recherche scientifique.....	M. Baron.

Travaux publics et Transports :

I. — Travaux publics et Transports..	M. Jean-Marie Thomas.
III. — Aviation civile et commerciale..	
II. — Marine marchande.....	M. Courrière.

Désignation de candidatures pour des organismes extraparlementaires.

(Application de l'article 19 du Règlement.)

1. — Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 26 janvier 1948, la Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs présente les candidatures de MM. OTT et SOUTHON en vue de représenter le Conseil de la République au sein de la Commission nationale française pour l'UNESCO.

2. — Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 26 janvier 1948, la Commission des finances présente les candidatures :

1° De M. COURRIÈRE en vue de représenter le Conseil de la République au sein du Comité d'examen des comptes de travaux de la marine ;

2° De M. THOMAS (Jean-Marie) en vue de représenter le Conseil de la République au sein de la Commission centrale de classement des débits de tabac ;

3° De M. Gaston CARDONNE en vue de représenter le Conseil de la République au sein de la Commission supérieure de classement des recettes-buralistes.

3. — Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 29 janvier 1948, la Commission des finances présente la candidature de M. DOREY en vue de représenter le Conseil de la République au sein de la Commission de surveillance de la Caisse des Dépôts et Consignations.

(Ces candidatures seront ratifiées par le Conseil de la République si, avant la nomination, elles n'ont pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 10 Février 1948.

N° 49. — Proposition de résolution de M. Grassard tendant à maintenir les parités de changes définies par le franc C.F.A. en décembre 1945.

N° 52. — Proposition de résolution de M. Baron tendant à reconsidérer la décision supprimant 5.217 postes dans l'enseignement technique.

*N° 58. — Rapport de M. Siaut sur la proposition de loi relarelative à l'organisation de la production, du transport et de la distribution du gaz.

*N° 59. — Rapport de M. Sarrien sur la proposition de loi tendant à rendre obligatoire le branchement à l'égout dans la ville d'Orléans,

*N° 60. — Rapport de M. Caspary sur la proposition de loi tendant à accorder un congé supplémentaire aux mères de famille exerçant une activité salariée.

N° 61. — Rapport de M. Renaison sur le projet de loi abrogeant la loi autorisant l'administration des postes et télégraphes à effectuer l'encaissement des fonds de sociétés de secours mutuels.

*N° 67. — Projet de loi tendant à relever le salaire servant de base au calcul des prestations familiales.

*N° 68. — Projet de loi portant ouverture de crédits pour la première tranche du reclassement de la fonction publique.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 9 février 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 10 Février 1948.

COMMISSION chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites (N° 802, année 1947), à 17 heures, local n° 213.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 17 h. 30, local n° 202.

COMMISSION des moyens de communication et des transports (P.T.T., Chemins de fer, lignes aériennes, etc.), première suspension de la séance publique, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

risa-
213.

arte-

lle et

rans-
mière

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 12

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 12 Février 1948.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier les articles 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1834, 1923, 1924, 1950 et 2074 du Code civil et 41 du Code de commerce. (N^os^ 24, 211, 877, année 1947 et 35, année 1948. — M. Georges Maire, rapporteur.)

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture et annulation de crédits au titre des dépenses militaires de l'exercice 1947. (N^os^ 929, année 1947 et 69, année 1948. — M. Alain Poher, rapporteur général.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1^er^ Étage : Depuis M. VILHET, jusques et y compris M. BARATGIN.

Tribunes : Depuis M. BARDON-DAMARZID, jusques et y compris M. Gaston CARDONNE.

Nominations de membres d'organismes extraparlementaires.

Dans sa séance du 10 février 1948, le Conseil de la République a nommé :

1° MM. OTT et SOUTHON, membres de la Commission nationale française pour l'UNESCO ;

2° M. COURRIÈRE, membre du Comité d'examen des comptes de travaux de la marine ;

3° M. THOMAS (Jean-Marie), membre de la Commission centrale de classement des débits de tabac ;

4° M. CARDONNE (Gaston), membre de la Commission supérieure de classement des recettes-buralistes ;

5° M. DOREY, membre de la Commission de surveillance de la Caisse des Dépôts et Consignations

Désignation de candidature pour un organisme extraparlementaire.

(Application de l'article 19 du Règlement.)

Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 6 mai 1947, la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) présente la candidature de M. CLAIREFOND pour remplacer M. Meyer, démissionnaire, en vue de représenter le Conseil de la République au sein du Conseil supérieur de la protection civile.

(Cette candidature sera ratifiée par le Conseil de la République si, avant la nomination, elle n'a pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 12 Février 1948.

N° 39. — Proposition de loi de M. Leuret sur l'exercice simultané de la médecine et de la pharmacie.

N° 54. — Proposition de loi de M. Charlet complétant la loi qui règle les rapports entre locataires et bailleurs de locaux à usage commercial ou industriel.

N° 55. — Rapport de M. Dorey sur la proposition de résolution tendant à indemniser les viticulteurs de l'Aude victimes de la grêle.

N° 56. — Rapport de M. Henri Buffet sur la proposition de résolution tendant à appliquer à toutes les expéditions de librairie un tarif spécial de transport.

N° 57. — Proposition de loi de M. Durand-Reville tendant à déterminer le régime fiscal des sociétés coloniales.

N° 62. — Avis de Mme Devaud sur la proposition de résolution relative au statut de la formation professionnelle.

N° 65. — Rapport de M. Philippe Gerber sur la proposition de résolution relative aux sinistrés français à l'étranger.

N° 66. — Avis de Mme Devaud sur la proposition de résolution tendant à faire verser les allocations familiales entre les mains de la mère de famille.

*N° 69. — Rapport de M. Alain Poher sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits au titre des dépenses militaires de l'exercice 1947.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 11 février 1948.

Modification aux listes électorales des membres des groupes politiques

Groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines
(Apparentés aux termes de l'article 16 du Règlement.)
(4 membres au lieu de 3)

Ajouter le nom de M. VALLÉ.

ERRATUM

Au **projet de loi (n° 68, année 1948),** ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *portant ouverture de crédits sur l'exercice 1948 en vue de la réalisation d'une première tranche du reclassement de la fonction publique (agents en activité ou en retraite) et de l'amélioration de la situation des victimes de la guerre.*

Page 10, article 8 *ter*, 2e alinéa, avant-dernière ligne :

Au lieu de : « ... et qui se trouvent »

Lire : « « ... qui se trouvent ».

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 12 Février 1948.

3e BUREAU à 15 heures, local n° 207.

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique à 18 heures, local n° 207.

COMMISSION des moyens de communication et des transports (P.T.T., Chemins de fer, lignes aériennes, etc.), à 9 h. 30, local n° 213.

COMMISSION des pensions, à 11 heures, local n° 217.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 13

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 17 Février 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination d'un membre du Conseil supérieur de la protection civile.

2. — Nomination du vice-président du Comité financier du Conseil d'administration de la Caisse autonome d'amortissement.

3. — Nomination d'un membre du Comité de contrôle du fonds d'encouragement de la production textile.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis Mme Marie-Hélène CARDOT, jusques et y compris M. COURRIÈRE.

Tribunes : Depuis M. COZZANO, jusques et y compris M. FRAISSEIX.

4. — Vérification de pouvoirs :

TROISIÈME BUREAU

Election de M. COQUART, en remplacement de M. Couteaux (Nord) (M. Courrière, rapporteur).

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, portant ouverture de crédits pour la session, en 1948, de la Conférence des Indes Occidentales à La Guadeloupe. (N° 97, année 1948. — M. rapporteur.)

6. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant abrogation de la loi du 7 juillet 1900 autorisant l'Administration des postes et télégraphes à effectuer, pour le compte de la Caisse des dépôts et consignations, l'encaissement des fonds des sociétés de secours mutuels approuvées. (Nos 954, année 1947 et 61, année 1948. — M. Renaison, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat).

7. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 54 *g* du Livre II du Code du travail, en vue d'accorder un congé supplémentaire aux mères de famille qui exercent une activité salariée. (Nos 17 et 60, année 1948. — M. Caspary, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique. — M. , rapporteur.)

8. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à permettre aux femmes l'accession à diverses professions d'auxiliaire de justice. (Nos 876, année 1947, et 73, année 1948. — M. Georges Pernot, rapporteur).

9. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, mettant fin à la prorogation ou à la suspension des délais relatifs aux transcriptions immobilières, aux inscriptions de privilèges, d'hypothèques ou de nantissement et au renouvellement de ces inscriptions. (Nos 987, année 1947 et 76, année 1948. — M. Fournier, rapporteur).

ERRATUM

Au projet de loi (n° 101, année 1948), ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, après déclaration d'urgence, *portant fixation des* **circonscriptions électorales** *pour la désignation des membres de* **l'Assemblée Algérienne.**

Pages 16 et 17, Département de Constantine

Rétablir comme suit le tableau :

CIRCONSCRIPTIONS	CHEFS-LIEUX	COMPOSITION TERRITORIALE DES CIRCONSCRIPTIONS
. . . . .		
7e	Bône.....	Cette circonscription est limitée : 1° au Sud : par le canal Bouchet le 7e kilomètre de la route nationale n° 20 ; au Sud-Est : par l'Oued-Boudjima, le Pont Hippone, la Seybouse et la route nationale n° 12 ; à l'Est : par le chemin vicinal n° 13 dit du Parc à Fourrages, le nouveau marché arabe, la Caserne de la garde mobile, le square Randon ; au Nord et au Nord-Ouest : par l'avenue Garibaldi, l'allée de l'Ancien-Château-de-l'Elisa, la route de Bugeaud (côté sud) jusqu'au Col-des-Chacals ; à l'Ouest et au Sud-Ouest : par l'Oued-Forcha, les lieux dits Bengana, Dabadhia et Boudarouah ; l'Orphelinat, Sidi-Achour route des Karezaz jusqu'à Oued Zied, la ferme Cold et les Crêtes Bou-Amra.
8e	Bône mixte.....	2° Du Nord-Est au Sud : par la batterie basse du Lion-la-Grenouillère, le chemin de l'Avant-

CIRCONS-CRIPTIONS	CHEFS-LIEUX	COMPOSITION TERRITORIALE DES CIRCONSCRIPTIONS
8e *(suite)*	Bône mixte *(suite)* ..	Port, le chemin de la Tranchée, le boulevard Victor-Hugo, la place Jeanne-d'Arc, la rue du 4-Septembre, le quai Ouest, la route nationale nº 12 de Bône à la frontière tunisienne jusqu'au 7e kilomètre, le canal de Boukmira, l'embouchure de la Seybouse, la Chounarelle et la place de Joinnonville.
9e	Bône mixte.....	34e circonscription du Conseil général, la 16e rurale, commune de plein exercice de Bugeaud, Aïn-Mokra, Herbillon, Duzerville et une partie de la commune mixte de l'Edough, la 19e rurale, commune de plein exercice de la Calle et partie de la commune mixte de la Calle. ..... *(Le reste sans changement)*

10. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits sur l'exercice 1948 en vue de la réalisation d'une première tranche du reclassement de la fonction publique (agents en activité ou en retraite) et de l'amélioration de la situation des victimes de guerre. (N° 68, année 1948. — M. Alain Poher, rapporteur général.)

11. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à relever le salaire servant de base au calcul des prestations familiales. (N°s 67 et 93, année 1948. — M. Dassaud, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique. — M. , rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission de l'agriculture. — M. , rapporteur.)

Désignation de candidatures pour des organismes extraparlementaires.

(Application de l'article 19 du Règlement.)

1. — Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 10 février 1948, la Commission des finances présente la candidature de M. AVININ en vue d'assurer la vice-présidence du Comité financier du Conseil d'administration de la Caisse autonome d'amortissement.

2. — Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 12 février 1948, la Commission de la production industrielle présente la candidature de M. GAUTIER (Julien), en vue de représenter le Conseil de la République au sein du Comité de contrôle du fonds d'encouragement de la production textile.

(Ces candidatures seront ratifiées par le Conseil de la République si, avant la nomination, elles n'ont pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 17 Février 1948.

N° 48. — Proposition de loi de M. Léo Hamon relative à la création de commissions spécialisées auprès des conseils municipaux.

N° 70. — Proposition de résolution de M. Chochoy relative aux sépultures perpétuelles des victimes des bombardements, des internés et déportés.

N° 71. — Proposition de loi de M. Dorey tendant à valider les dernières volontés exprimées par les déportés et travailleurs forcés.

N° 72. — Proposition de résolution de M. Charles-Cros relative au Code de Travail dans les territoires d'Outre-Mer.

*N° 73. — Rapport de M. Georges Pernot sur le projet de loi tendant à permettre aux femmes l'accession à diverses professions d'auxiliaire de justice.

N° 74. — Rapport de M. Giauque sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à la révision des pensions abusives.

N° 75. — Projet de loi relatif à la prise en charge par l'Etat de la rémunération de personnels des territoires d'Outre-Mer.

*N° 76. — Rapport de M. Fournier sur le projet de loi mettant fin à la prorogation des délais relatifs aux transcriptions immobilières.

N° 80. — Rapport de M. Brizard sur la proposition de résolution tendant à faire inventorier les sinistres causés aux familles des régions de l'Est.

N° 81. — Proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à assurer la fréquentation scolaire d'écoles d'externat par les enfants paralysés.

N° 82. — Proposition de résolution de M. Pinton tendant à prendre des dispositions concernant les tarifs de l'eau et du gaz en faveur des économiquement faibles.

N° 86. — Rapport de Mme Eboué sur le projet de loi portant prorogation provisoire des banques de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion.

N° 87. — Rapport de Mme Eboué sur le projet de loi portant application de la loi du 7 octobre 1946 aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion.

N° 88. — Proposition de résolution de M. Duchet tendant à prendre les mesures indispensables au sauvetage de la Presse filmée française.

N° 91. — Rapport de M. Robert Gravier sur le projet de loi introduisant en Alsace-Lorraine la loi sur la réorganisation de la propriété foncière.

*N° 93. — Rapport de M. Dassaud sur le projet de loi tendant à relever le salaire servant de base au calcul des prestations familiales.

*N° 97. — Projet de loi portant ouverture de crédits pour la Conférence des Indes Occidentales, à la Guadeloupe.

*N° 100. — Rapport de M. Alain Poher sur le projet de loi portant ouverture de crédits pour la première tranche du reclassement de la fonction publique.

*N° 101. — Projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales pour la désignation des membres de l'Assemblée algérienne.

*N° 102. — Avis de M. Le Goff sur le projet de loi tendant à relever le salaire servant de base au calcul des prestations familiales.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 16 février 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 17 Février 1948.

1er BUREAU, à 15 h. 30, local n° 215.

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique à 11 heures, local n° 207.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION des moyens de communication et des transports (P.T.T., Chemins de fer, lignes aériennes, etc.), à 14 heures, local n° 213.

Imprimerie du Conseil de la République.

santé

parte-

trans-
eures

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 14

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 19 Février 1948.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vérification de pouvoirs :

PREMIER BUREAU

Election de M. Vallé, en remplacement de M. Meyer (Constantine, 1er Collège) ; (M. François Dumas, rapporteur).

2. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à abroger l'ordonnance n° 45-2493 du 24 octobre 1945, relative à la création d'un ensemble universitaire et scientifique dans la région parisienne. (N° 109, année 1948. — M. Ott, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. FRANCESCHI, jusques et y compris M. GUÉNIN.

Tribunes : Depuis M. GUIRRIEC, jusques et y compris M. LE SASSIER-BOISAUNÉ.

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, portant fixation des circonscriptions électorales pour la désignation des membres de l'Assemblée Algérienne. (N° 101, année 1948. — M. Rogier, rapporteur.)

4. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits sur l'exercice 1948 en vue de la réalisation d'une première tranche du reclassement de la fonction publique (agents en activité ou en retraite) et de l'amélioration de la situation des victimes de guerre. (Nos 68 et 100, année 1948. — M. Alain Poher, rapporteur général.)

5. — Débat sur la question orale de M. Georges Pernot qui demande à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, quelles mesures compte prendre le Gouvernement pour enrayer l'inquiétant accroissement de la criminalité juvénile, et particulièrement pour protéger l'enfance et la jeunesse contre la publicité que donnent aux scènes de violence et même aux crimes les plus graves, certains films cinématographiques et certains périodiques illustrés.

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à habiliter le Ministre chargé de la Reconstruction et de l'Urbanisme à intenter au nom de l'Etat les actions en réparation et en répétition prévues par l'article 72 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre. (Nos 989, année 1947 et 95, année 1948. — M. Philippe Gerber, rapporteur).

7. — Discussion de la proposition de résolution de Mme Rollin, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour que les sommes dues au titre des allocations familiales et de salaire unique soient versées entre les mains de la mère de famille. (Nos 278 et 866, année 1947. — Mme Rollin, rapporteur ; et n° 66, année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — Mme Devaud, rapporteur.)

8. — Discussion de la proposition de résolution de Mme Rollin et des membres du groupe du Mouvement Républicain Populaire tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la loi du 20 mai 1946, relative à la révision des salaires moyens départe-

mentaux et à faire entrer en ligne de compte le nombre d'enfants pour le calcul d'un minimum vital familial. Nos 352 et 884, année 1947. — M. de Montgascon, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale, M. Caspary, rapporteur, et n° , année 1948, avis de la Commission des finances, M. , rapporeur).

9. — Discussion de la proposition de résolution de M. Paul Duclercq, tendant à inviter le Gouvernement à appliquer à toutes expéditions de librairie un tarif spécial de transport rapide et à prix réduit (Nos 277, année 1947 et 56, année 1948. — M. Henri Buffet, rapporteur).

10. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Ernest Pezet, Baron, Longchambon et Viple, tendant à inviter le Gouvernement à étudier et faire voter, en faveur des sinistrés français à l'étranger, la loi prévue par l'article 9 de la loi du 28 octobre 1946. — (Nos 629, année 1947 et 65, année 1948. M. Philippe Gerber, rapporteur).

Nominations de membres d'organismes extraparlementaires.

Dans sa séance du 17 février 1948, le Conseil de la République a nommé :

1° M. CLAIREFOND, membre du Conseil supérieur de la protection civile, en remplacement de M. Meyer ;

2° M. AVININ, vice-président du Comité financier du Conseil d'administration de la Caisse autonome d'amortissement ;

3° M. GAUTIER (Julien), membre du Comité de contrôle du fonds d'encouragement de la production textile.

Désignation, par suite de vacances, de candidatures pour les Commissions générales.

(Application de l'article 16 du Règlement.)

Le groupe socialiste S.F.I.O. a désigné :

1° M. SOCÉ (Ousmane), pour remplacer, dans la Commission de la marine et des pêches, M. Soldani ;

2° M. N'JOYA (Arouna) pour remplacer, dans la Commission des moyens de communication et des transports (postes, télégraphes et téléphones, chemins de fer, lignes aériennes. etc...), M Denvers.

3° M. QUESSOT (Eugène) pour remplacer, dans la Commission du ravitaillement, M. N'Joya (Arouna) ;

4° M. DENVERS pour remplacer, dans la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre, M. Quessot (Eugène).

(Ces candidatures seront ratifiées par le Conseil de la République si, avant la nomination, elles n'ont pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le jeudi 19 Février 1948.

N° 64. — Proposition de résolution de M. Yves Jaouen tendant à adjoindre deux parlementaires des lieux sinistrés au Comité National constitué à cet effet.

N° 77. — Proposition de résolution de M. Emile Poirault tendant à augmenter la participation de l'Etat relative à la construction de certains établissements municipaux.

N° 78. — Proposition de résolution de M. Southon relative à la rémunération des heures supplémentaires dans l'Enseignement.

N° 79. — Proposition de résolution de M. Emile Poirault tendant à augmenter le taux de la taxe d'abattage.

N° 89. — Proposition de résolution de M. Jullien tendant à tenir compte des situations de famille pour le remboursement des billets de 5.000 francs.

N° 90. — Proposition de résolution de M. Carcassonne tendant à modifier l'ordonnance relative aux infractions à la législation économique.

N° 94. — Rapport de M. Paul Duclercq sur la proposition de résolution tendant à adopter un plan rationnel de la reconstruction.

N° 95. — Rapport de M. Philippe Gerber sur le projet de loi tendant à habiliter le Ministre de la Reconstruction à intenter les actions en réparation prévues par la loi sur les dommages de guerre.

N° 98. — Rapport de M. Fourré sur le projet de loi tendant à coordonner les lois sur les régimes de retraites.

N° 99. — Rapport de M. Le Sassier-Boisauné sur la proposition de loi tendant à compléter la loi attribuant aux évadés la médaille des évadés.

*N° 109. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à abroger l'ordonnance relative à la création d'un ensemble universitaire.

N° 110. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier la loi relative à l'aliénation des valeurs mobilières appartenant aux mineurs.

N° 111. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative au cumul des professions de médecin ou de dentiste avec celle de pharmacien.

N° 112. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 311 du Code civil relatif à la séparation de corps.

N° 113. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier la loi relative à la pêche fluviale.

N° 114. — Projet de loi tendant à modifier l'ordonnance sur la protection maternelle et infantile.

N° 115. — Projet de loi complétant l'article 161 du Code pénal.

N° 120. — Proposition de résolution de Mme Claeys, tendant à accorder un crédit de 5 millions pour les familles des victimes de la catastrophe de Tinmeries.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 18 février 1948.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

nt à

ition
adés

nale,
ation

nale,
des

nale,
des-

onale,
latif à

onale,
.

sur la

pénal.

dant à
les des

MM. les

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 15

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 20 Février 1948.

A DIX-SEPT HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination de membres de commissions générales.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale après déclaration d'urgence, tendant à la répression des hausses illicites. (N[os] 126 et 130, année 1948. — M. Chaumel, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Maurice Walker, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage : Depuis M. LE TERRIER, jusques et y compris M. MOLINIÉ.

Tribunes : Depuis M. Marcel MOLLE, jusques et y compris M. PUJOL.

3. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits sur l'exercice 1948 en vue de la réalisation d'une première tranche du reclassement de la fonction publique (agents en activité ou en retraite) et de l'amélioration de la situation des victimes de guerre. (Nos 68 et 100, année 1948. — M. Alain Poher, rapporteur général.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 20 Février 1948.

N° 77 (*rectifié*). — Proposition de résolution de M. Emile Poirault tendant à augmenter la participation de l'Etat relative à la construction de certains établissements municipaux.

N° 85. — Rapport de M. Amadou Doucouré sur la proposition de résolution tendant à remettre en vigueur la dotation d'essence attribuée aux coloniaux d'Outre-Mer.

N° 92. — Rapport de M. Ott sur la proposition de résolution tendant à assurer la réinstallation de la bibliothèque de documentation internationale contemporaine.

N° 96. — Proposition de loi de M. Voure'h relative à l'exercice de la propharmacie.

N° 103. — Rapport de M. Max Boyer sur la proposition de résolution tendant à accorder la franchise postale par avion aux combattants d'Indochine.

N° 105. — Proposition de résolution de M. Paul Duclercq tendant à soumettre au Parlement le projet de loi établissant le statut de l'artisanat.

N° 106. — Proposition de résolution de M. Robert Sérot relative au classement hiérarchique des emplois permanents de l'Etat.

N° 116. — Rapport de M. Fournier sur le projet de loi accordant aux combattants de la résistance une prolongation du délai pour leurs demandes de prêts.

N° 117. — Rapport de M. Jullien sur le projet de loi étendant aux F. F. L. certains avantages des prisonniers et déportés.

N° 118. — Rapport de M. Baron sur la proposition de résolution tendant à reconsidérer la décision supprimant 5.217 postes dans l'enseignement technique.

N° 122. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à l'exploitation des œuvres littéraires après l'expiration des droits patrimoniaux des écrivains.

N° 123. — Projet de loi réprimant la remise illicite d'objets aux détenus.

N° 126. — Projet de loi tendant à la répression des hausses de prix injustifiées.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Vendredi 20 Février 1948.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 16 heures, local n° 202.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 16

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 24 Février 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale après déclaration d'urgence, portant organisation de la marine marchande. (N° 137, année 1948. — M. , rapporteur.)

2. — Examen d'une demande d'attribution de pouvoirs d'enquête formulée par la Commission de la reconstruction et des

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Joseph QUESNOT, jusques et y compris M. Baptiste ROUDEL.

Tribunes : Depuis M. Marcel ROUEL, jusques et y compris M. Valentin-Pierre VIGNARD.

dommages de guerre (activité des divers organismes institués par la législation sur la reconstruction et les dommages de guerre en France métropolitaine et dans les territoires de l'Union Française).

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à habiliter le Ministre chargé de la Reconstruction et de l'Urbanisme à intenter au nom de l'Etat les actions en réparation et en répétition prévues par l'article 72 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre. (Nos 989, année 1947 et 95, année 1948. — M. Philippe Gerber, rapporteur).

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à coordonner le régime de l'ordonnance du 2 février 1945 avec les régimes de retraites des lois des 14 avril 1924, 29 juin 1927 et 21 mars 1928. (Nos 931, année 1947 et 98, année 1948. — M. Fourré, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiant les articles 23 et 25 de la loi validée du 29 décembre 1942 relative à la revision des pensions abusives. (Nos 947, année 1947, et 74, année 1948. — M. Giauque, rapporteur.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant prorogation provisoire des banques de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion. (Nos 984, année 1947, et 86, année 1948. — Mme Eboué, rapporteur.)

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant application aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, des dispositions de l'article 178 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946. (Nos 985, année 1947, et 87, année 1948. — Mme Eboué, rapporteur.)

8. — Discussion de la proposition de résolution de Mme Rollin, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour que les sommes dues au titre des allocations familiales et de salaire unique soient versées entre les mains de la

mère de famille. (Nos 278 et 866, année 1947. — Mme Rollin, rapporteur ; et n° 66, année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — Mme Devaud, rapporteur.)

9. — Discussion de la proposition de résolution de Mme Rollin et des membres du groupe du Mouvement Républicain Populaire tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la loi du 20 mai 1946, relative à la revision des salaires moyens départementaux et à faire entrer en ligne de compte le nombre d'enfants pour le calcul d'un minimum vital familial. (Nos 352 et 884, année 1947. — M. de Montgascon, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — M. Caspary, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. , rapporteur).

10. — Discussion de la proposition de résolution de M. Paul Duclercq, tendant à inviter le Gouvernement à appliquer à toutes expéditions de librairie un tarif spécial de transport rapide et à prix réduit (Nos 277, année 1947 et 56, année 1948. — M. Henri Buffet, rapporteur).

11. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Ernest Pezet, Baron, Longchambon et Viple, tendant à inviter le Gouvernement à étudier et faire voter, en faveur des sinistrés français à l'étranger, la loi prévue par l'article 9 de la loi du 28 octobre 1946. (Nos 629, année 1947, et 65, année 1948. — M. Philippe Gerber, rapporteur).

Nomination de membres de Commissions générales.

Dans sa séance du 20 février 1948, le Conseil de la République a nommé :

1° M. SOCÉ (Ousmane), membre de la Commission de la marine et des pêches, en remplacement de M. Soldani ;

2° M. N'JOYA (Arouna), membre de la Commission des moyens de communication et des transports (postes, télégraphes et téléphones, chemins de fer, lignes aériennes. etc...), en remplacement de M. Denvers ;

3° M. QUESSOT (Eugène), membre de la Commission du ravitaillement, en remplacement de M. N'Joya (Arouna) ;

4° M. DENVERS, membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre, en remplacement de M. Quessot (Eugène).

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 24 Février 1948.

N° 129. — Proposition de résolution de M. Charles Brune, tendant à reviser les conditions d'exonération des travailleurs indépendants pour leurs cotisations aux caisses d'allocations familiales.

*N° 137. — Projet de loi portant organisation de la marine marchande.

---

* **NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 23 février 1948.**

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Marrdi 24 Février 1948.

1er BUREAU, à 14 h. 30, local n° 215.

COMMISSION de comptabilité, 1re suspension, local n° 269.

COMMISSION des finances, à 14 heures, local de la Commission.

COMMISSION de la marine et des pêches, à 9 heures, local n° 215.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 10 heures, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 17

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 26 Février 1948.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vérification de pouvoirs :

PREMIER BUREAU

Election de M. Boumendjel, en remplacement de M. Saadane (Alger, 2e Collège) ; (M. Sablé, rapporteur).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. VILHET, jusques et y compris M. BARATGIN.

Tribunes : Depuis M. BARDON-DAMARZID, jusques et y compris M. Gaston CARDONNE.

2. — Débat sur la question orale de M. Georges Pernot, qui demande à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, quelles mesures compte prendre le Gouvernement pour enrayer l'inquiétant accroissement de la criminalité juvénile, et particulièrement pour protéger l'enfance et la jeunesse contre la publicité que donnent aux scènes de violence et même aux crimes les plus graves, certains films cinématographiques et certains périodiques illustrés.

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, introduisant dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle la loi du 9 mars 1941, validée et modifiée par l'ordonnance du 7 juillet 1945, sur la réorganisation de la propriété foncière et le remembrement. (Nos 27 et 91, année 1948. — M. Robert Gravier, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter la loi nº 46-2423 du 30 octobre 1946 attribuant aux évadés la médaille des évadés et les droits y afférents. (Nos 28 et 99, année 1948. — M. Le Sassier-Boisauné, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, simplifiant les surtaxes locales temporaires perçues par la Société nationale des chemins de fer français sur certaines catégories de transports. (Nos 932, année 1947, et 124, année 1948. — M. de Montgascon, rapporteur.)

6. — Examen d'une demande de pouvoirs d'enquête formulée par la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (activité des divers organismes institués par la législation sur la reconstruction et les dommages de guerre en France métropolitaine et dans les territoires de l'Union Française).

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à habiliter le Ministre chargé de la Reconstruction et de l'Urbanisme à intenter au nom de l'Etat les actions en réparation et en répétition prévues par l'article 72 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre. (Nos 989, année 1947 et 95, année 1948. — M. Philippe Gerber, rapporteur).

8. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à coordonner le régime de l'ordonnance du 2 février 1945 avec les régimes de retraites des lois des 14 avril 1924, 29 juin 1927 et 21 mars 1928. (Nos 931, année 1947 et 98, année 1948. — M. Fourré, rapporteur.)

9. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiant les articles 23 et 25 de la loi validée du 29 décembre 1942 relative à la revision des pensions abusives. (Nos 947, année 1947, et 74, année 1948. — M. Giauque, rapporteur.)

10. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant prorogation provisoire des banques de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion. (Nos 984, année 1947, et 86, année 1948. — Mme Eboué, rapporteur)

11. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant application aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, des dispositions de l'article 178 de la loi nº 46-2154 du 7 octobre 1946. (Nos 985, année 1947, et 87, année 1948. — Mme Eboué, rapporteur.)

12.— Discussion de la proposition de résolution de Mme Rollin, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour que les sommes dues au titre des allocations familiales et de salaire unique soient versées entre les mains de la mère de famille. (Nos 278 et 866, année 1947. — Mme Rollin, rapporteur ; et nº 66, année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — Mme Devaud, rapporteur.)

13. — Discussion de la proposition de résolution de Mme Rollin et des membres du groupe du Mouvement Républicain Populaire tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la loi du 20 mai 1946, relative à la revision des salaires moyens départementaux et à faire entrer en ligne de compte le nombre d'enfants pour le calcul d'un minimum vital familial. (Nos 352 et 884, année 1947. — M. de Montgascon, rapporteur ; et nº ,

année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — M. Caspary, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Dorey, rapporteur).

14. — Discussion de la proposition de résolution de M. Paul Duclercq, tendant à inviter le Gouvernement à appliquer à toutes expéditions de librairie un tarif spécial de transport rapide et à prix réduit (N^os 277, année 1947 et 56, année 1948. — M. Henri Buffet, rapporteur).

15. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Ernest Pezet, Baron, Longchambon et Viple, tendant à inviter le Gouvernement à étudier et faire voter, en faveur des sinistrés français à l'étranger, la loi prévue par l'article 9 de la loi du 28 octobre 1946. (N^os 629, année 1947, et 65, année 1948. — M. Philippe Gerber, rapporteur).

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 26 Février 1948.

---

*N° 124. — Rapport de M. de Montgascon sur le projet de loi simplifiant les surtaxes locales temporaires perçues par la Société nationale des chemins de fer français.

N° 131. — Proposition de loi de M. Charlet portant réorganisation des conseils de préfecture.

N° 132. — Proposition de loi de M. Pauly tendant à exproprier les Thermes d'Evaux-les-Bains.

N° 133. — Proposition de loi de M. Southon relative au droit de reprise en ce qui concerne les baux commerciaux.

N° 134. — Rapport de M. Henri Barré sur le projet de loi tendant à la réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne.

N° 135. — Proposition de résolution de M. Vittori tendant à aligner le tarif kilométrique maritime pour la Corse sur le tarif kilométrique ferroviaire.

N° 138. — Rapport de M. Courrière sur le projet de loi fixant les limites de l'arrondissement judiciaire de Mantes.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 25 février 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 26 Février 1948.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 9 h. 30, local n° 274.

COMMISSION des finances, à 9 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 9 h. 30, local n° 202.

COMMISSION des moyens de communication et des transports (P.T.T., Chemins de fer, lignes aériennes, etc.), à 10 heures, local n° 213.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 11 heures, local n° 217.

COMMISSION de la production industrielle, à 16 heures, local n° 274.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à la première suspension de séance, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 18

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 27 Février 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter la loi n°46-2423 du 30 octobre 1946 attribuant aux évadés la médaille des évadés et les droits y afférents. (N°s 28 et 99, année 1948. — M. Le Sassier-Boisauné, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis Mme Marie-Hélène CARDOT, jusques et y compris M. COURRIÈRE.

Tribunes : Depuis M. COZZANO, jusques et y compris M. FRAISSEIX.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, simplifiant les surtaxes locales temporaires perçues par la Société nationale des chemins de fer français sur certaines catégories de transports. (Nos 932, année 1947, et 124, année 1948. — M. de Montgascon, rapporteur.)

3. — Examen d'une demande de pouvoirs d'enquête formulée par la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (activité des divers organismes institués par la législation sur la reconstruction et les dommages de guerre en France métropolitaine et dans les territoires de l'Union Française).

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à habiliter le Ministre chargé de la Reconstruction et de l'Urbanisme à intenter au nom de l'Etat les actions en réparation et en répétition prévues par l'article 72 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre. (Nos 989, année 1947, et 95, année 1948. — M. Philippe Gerber, rapporteur).

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à coordonner le régime de l'ordonnance du 2 février 1945 avec les régimes de retraites des lois des 14 avril 1924, 29 juin 1927 et 21 mars 1928. (Nos 931, année 1947, et 98, année 1948. — M. Fourré, rapporteur.)

6. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiant les articles 23 et 25 de la loi validée du 29 décembre 1942 relative à la revision des pensions abusives. (Nos 947, année 1947, et 74, année 1948. — M. Giauque, rapporteur.)

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant prorogation provisoire des banques de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion. (Nos 984, année 1947, et 86, année 1948. — Mme Eboué, rapporteur)

8. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant application aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion des dispositions de l'article 178 de la loi nº 46-2154 du 7 octobre 1946. (Nos 985, année 1947, et 87, année 1948. — Mme Eboué, rapporteur.)

9. — Discussion de la proposition de résolution de Mme Rollin, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour que les sommes dues au titre des allocations familiales et de salaire unique soient versées entre les mains de la mère de famille. (Nos 278 et 866, année 1947. — Mme Rollin, rapporteur ; et n° 66, année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — Mme Devaud, rapporteur.)

10. — Discussion de la proposition de résolution de M. Paul Duclercq, tendant à inviter le Gouvernement à appliquer à toutes expéditions de librairie un tarif spécial de transport rapide et à prix réduit (Nos 277, année 1947 et 56, année 1948. — M. Henri Buffet, rapporteur).

11. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Ernest Pezet, Baron, Longchambon et Viple, tendant à inviter le Gouvernement à étudier et faire voter, en faveur des sinistrés français à l'étranger, la loi prévue par l'article 9 de la loi du 28 octobre 1946. (Nos 629, année 1947, et 65, année 1948. — M. Philippe Gerber, rapporteur).

Désignation, par suite de vacances, de candidatures pour les Commissions générales.

(Application de l'article 16 du Règlement.)

Le groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines a désigné :

1° M. VALLE pour remplacer, dans la Commission de la marine et des pêches, M. Chauvin ;

2° M. VALLE pour remplacer, dans la Commission du travail et de la sécurité sociale, M. Durand-Réville.

(Ces candidatures seront ratifiées par le Conseil de la République si, avant la nomination, elles n'ont pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 27 Février 1948.

N° 139. — Proposition de résolution de M. Alex Roubert tendant à déterminer pour les produits alimentaires la marge globale du bénéfice licite.

N° 147. — Rapport de M. Guy Montier sur le projet de loi instituant un délai pour la présentation des titres de propriété des marchandises saisies comme prises maritimes.

N° 148. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier la loi créant une caisse nationale des lettres.

N° 149. — Projet de loi portant modification de la législation des caisses d'épargne.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Vendredi 27 Février 1948.

COMMISSION des finances, à 9 h 30, local de la Commission.

COMMISSION des pensions, à 11 heures, local n° 217.

Imprimerie du Conseil de la République.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 19

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 2 Mars 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination de membres de commissions générales.

2. — Nomination de membres des 9 commissions spéciales créées par l'article 2 du décret du 29 janvier 1948 étendant le bénéfice de la carte du combattant aux combattants de 1939-1945.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

1er Étage : Depuis M. FRANCESCHI, jusques et y compris M. GRIMALDI.

Tribunes : Depuis M. GUÉNIN, jusques et y compris M. LEMOINE.

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, fixant les limites de l'arrondissement judiciaire de Mantes. (Nos 986, année 1947, et 138, année 1948. — M. Courrière, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 54 *g* du Livre II du Code du travail, en vue d'accorder un congé supplémentaire aux mères de famille qui exercent une activité salariée. (Nos 17 et 60, année 1948. — M. Caspary, rapporteur ; et n° 164, année 1948, avis de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique. — M. de Montgascon, rapporteur).

5. — Discussion d'un projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à la réorganisation et à la coordination des transports de voyageurs dans la région parisienne. (Nos 928, année 1947, et 134, année 1948. — M. Henri Barré, rapporteur ; et n° 152, année 1948, avis de la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie). — M. Léo Hamon, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Gargominy, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Jean-Marie Thomas, rapporteur.)

Désignation de candidatures pour des organismes extraparlementaires.

(Application de l'article 19 du Règlement.)

Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 17 février 1948, la Commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression) présente les candidatures de :

1° M. TEYSSANDIER, pour la Commission chargée des engagés et mobilisés en 1939-1940 ;

2° M. BOSSANNE (André), pour la Commission chargée des prisonniers de guerre ;

3° M. BRIER, pour la Commission chargée des engagés et mobilisés du 18 juin 1940 au 8 mai 1945 ;

4° Mme CARDOT (Marie-Hélène), pour la Commission chargée des membres de la résistance dans la métropole pendant l'occupation ;

5° Mme OYON (Marie), pour la Commission chargée des membres de la résistance déportés et internés ;

6° M. JULLIEN (Jean), pour la Commission chargée des membres de la résistance extra-métropolitaine ;

7° M. GIAUQUE (Paul), pour la Commission chargée des engagés et mobilisés ayant participé aux opérations après le 8 mai 1945 ;

8° M. BOCHER, pour la Commission chargée des marins du commerce ;

9° M. WESTPHAL, pour la Commission chargée des Alsaciens et Lorrains dans la wehrmacht,

en vue de représenter le Conseil de la République au sein des neuf commissions spéciales créées par l'article 2 du décret du 29 janvier 1948 étendant le bénéfice de la carte du combattant aux combattants de 1939-1945.

(Ces candidatures seront ratifiées par le Conseil de la République si, avant la nomination, elles n'ont pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

ERRATA

Au rapport de M. Henri BARRÉ *(n° 134, année 1948), sur le* ***projet de loi,*** ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *tendant à la réorganisation et à la coordination des* **transports de voyageurs dans la région parisienne.**

1re page, 7e ligne de l'exposé des motifs :

au lieu de : « *... mouvement de voyageurs...* », lire : « *... mouvements de voyageurs...* » ;

Page 3, 5e alinéa, 1re ligne :

au lieu de : « *... sur ce sujet...* », lire : « *... à ce sujet...* » ;

Même page, même alinéa, 4e ligne :

au lieu de : « *... la partie...* », lire : « *... une partie...* » ;

Même page, 8e alinéa, 2e ligne :

au lieu de : « *... la souplesse des limites...* », lire : « *... la souplesse de ses limites...* » ;

Page 15, 3e colonne, au 2e alinéa de l'article 14, 3e ligne :

au lieu de: « *... dans des catégories...* », lire : « *... dans les catégories...* » ;

Page 32, 3e colonne, paragraphe 3° *bis* (nouveau), *in fine* :

au lieu de: « *... et tous les usagers...* », lire: « *... et pour les usagers...* » ;

Page 41, 3e colonne, art. 51 :

au lieu de: « *... 1er alinéa conforme...* », lire : « *... 1er alinéa et paragraphes 1°, 2°, 3° conformes...* » ;

Même page, 2e colonne, art. 51, 3e alinéa :

au lieu de : « *... 1° La valeur...* », lire : « *... 2° La valeur...* »

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 2 Mars 1948.

N° 83. — Proposition de résolution de M. Léo Hamon tendant à attribuer aux instituteurs secrétaires de mairie un complément de pension de retraite.

N° 140. — Rapport de M. Alfred Paget sur la proposition de résolution relative à l'incorporation de certains colorants dans les margarines.

N° 142. — Proposition de loi de Mme Devaud, tendant à compléter l'article 6 de la loi instituant un prélèvement exceptionnel.

N° 145. — Proposition de résolution de M. Chochoy, relative aux allègements des obligations militaires de certains jeunes gens de la classe 1947.

*N° 150. — Projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses (reconstruction et équipement) pour l'exercice 1948.

**N° 125. — Avis de M. Léo Hamon, sur le projet de loi tendant à la réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne.

N° 156. — Rapport de M. Guirriec, sur la proposition de résolution tendant à rétablir la Médaille Militaire dans le rang qu'elle occupait avant le décret du 23 septembre 1947.

**N° 164. — Avis de M. de Montgascon sur la proposition de loi tendant à accorder un congé supplémentaire aux mères de famille qui exercent une activité salariée.

N° 165. — Projet de loi relatif à l'établissement de l'impôt sur les bénéfices agricoles au titre de l'année 1948.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 28 février 1948.

** NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 1er mars 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 2 Mars 1948.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 14 heures, local n° 274.

COMMISSION des finances, à 9 heures, local de la Commission.

COMMISSION des moyens de communication et des transports (P.T.T., Chemins de fer, lignes aériennes, etc.), à 14 heures, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

t des

ssion.

trans-
eures

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 20

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 4 Mars 1948.

A NEUF HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination de trois membres du Comité constitutionnel, en application de l'article 91 de la Constitution.

2. — Suite de la discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 54 *g* du Livre II du Code du travail, en vue d'accorder un congé supplémentaire aux mères de famille qui exercent une activité salariée. (Nos 17

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent

1er Étage : Depuis M. LÉONETTI, jusques et y compris M. Faustin MERLE.

Tribunes : Depuis M. Toussaint MERLE, jusques et y compris M. Emile POIRAULT.

et 60, année 1948. — M. Caspary, rapporteur ; et n° 164, année 1948, avis de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique. — M. de Montgascon, rapporteur ; et n° année 1948, avis de la Commission des finances. — M. , rapporteur.)

3. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à la réorganisation et à la coordination des transports de voyageurs dans la région parisienne. (Nos 928, année 1947, et 134, année 1948. — M. Henri Barré, rapporteur ; et n° 152, année 1948, avis de la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie). — M. Léo Hamon, rapporteur ; et n° 174, année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Gargominy, rapporteur ; et n° 170, année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Jean-Marie Thomas, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, instituant un délai pour la présentation des titres de propriété des marchandises saisies comme prises maritimes. (Nos 988, année 1947, et 147, année 1948. — M. Guy Montier, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, accordant aux combattants volontaires de la Résistance une prolongation du délai imparti pour le dépôt des demandes de prêts au titre de l'ordonnance n° 45-2255 du 5 octobre 1945. (Nos 990, année 1947, et 116, année 1948. — M. Fournier, rapporteur.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, modifiant et complétant l'ordonnance n° 45-2718 du 2 novembre 1945 étendant aux militaires des F. F. L. certains avantages prévus en faveur des prisonniers de guerre et déportés (Nos 991, année 1947, et 117, année 1948. — M. Jullien, rapporteur).

Nominations de membres de Commissions générales.

Dans sa séance du 2 mars 1948, le Conseil de la République a nommé :

1° M. VALLE, membre de la Commission de la marine et des pêches, en remplacement de M. Chauvin ;

2° M. VALLE, membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale, en remplacement de M. Durand-Réville.

Nominations de membres d'organismes extraparlementaires.

Dans sa séance du 2 mars 1948, le Conseil de la République a nommé :

1° M. TEYSSANDIER, membre de la Commission chargée des engagés et mobilisés en 1939-1940 ;

2° M. BOSSANNE (André), membre de la Commission chargée des prisonniers de guerre ;

3° M. BRIER, membre de la Commission chargée des engagés et mobilisés du 18 juin 1940 au 8 mai 1945 ;

4° Mme CARDOT (Marie-Hélène), membre de la Commission chargée des membres de la Résistance dans la métropole pendant l'occupation ;

5° Mme OYON (Marie), membre de la Commission chargée des membres de la Résistance déportés et internés ;

6° M. JULLIEN (Jean), membre de la Commission chargée des membres de la Résistance extra-métropolitaine ;

7° M. GLAUQUE (Paul), membre de la Commission chargée des engagés et mobilisés ayant participé aux opérations après le 8 mai 1945 ;

8° M. BOCHER, membre de la Commission chargée des marins du commerce ;

9° M. WESTPHAL, membre de la Commission chargée des Alsaciens et Lorrains dans la wehrmacht,

en vue de représenter le Conseil de la République au sein des neuf commissions spéciales créées par l'article 2 du décret du 29 janvier 1948 étendant le bénéfice de la carte du combattant aux combattants de 1939-1945.

Désignation de candidatures par la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, pour les trois sièges du Comité constitutionnel à la nomination du Conseil de la République.

(Application de l'article 91 de la Constitution, de la résolution du 28 janvier 1947 et de l'article 10 du Règlement.)

La Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, après examen des titres des candidats et conformément aux conclusions de son rapport n° 171, présente au Conseil de la République les candidatures suivantes :

MM. Maurice DELÉPINE,
Léon JULLIOT de la MORANDIÈRE,
Marcel PRENANT.

(Ces candidatures seront ratifiées par le Conseil de la République si, avant la nomination, elles n'ont pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

ERRATUM

Au rapport de M. Baptiste ROUDEL (n° 693, année 1947), *sur la proposition de loi*, ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *tendant à réglementer le temps de* **travail** *et le* **repos hebdomadaire** *dans les* **professions agricoles.**

Page 8, article 7, 1er alinéa, 4e ligne :

Au lieu de : « ... ratification des Ministres de l'Agriculture... »,

Lire : « ... ratification par les Ministres de l'Agriculture... »

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 4 Mars 1948.

N° 84. — Rapport de M. Armengaud, sur la proposition de résolution tendant à faciliter les transformations de l'équipement énergétique.

N° 141. — Proposition de résolution de M. Robert Sérot, relative au calcul de la pension de retraite des fonctionnaires ayant des enfants à leur charge.

N° 153. — Rapport de M. Mamadou M'Bodje sur la proposition de résolution tendant à fixer un minimum de moyens d'existence aux « économiquement faibles ».

*N° 166. — Projet de loi relatif à l'organisation judiciaire en Sarre.

N° 168. — Rapport de M. Franceschi sur la proposition de résolution tendant à aligner le tarif kilométrique maritime pour la Corse sur le tarif kilométrique ferroviaire.

N° 171. — Rapport de M. Salomon Grumbach, fait en vue de présenter des candidatures pour trois sièges au Comité constitutionnel.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 3 mars 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 4 Mars 1948.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 9 h. 30, local n° 274.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 9 h. 30, local n° 202.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 10 h. 30, local n° 217.

COMMISSION de la presse, de la radio et du cinéma, à 10 heures, local n° 261.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 21

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 9 Mars 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination d'un membre d'une commission générale.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant modification de la législation des caisses d'épargne. (Nos 149 et 186, année 1948. — M. Georges Lacaze, rapporteur).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

1er Étage : Depuis M. René POIROT, jusques et y compris M. ROSSET.

Tribunes : Depuis M. ROTINAT, jusques et y compris M. VILHET.

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à l'établissement de l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole au titre de l'année 1948. (Nos 165 et 187, année 1948. — M. Alain Poher, rapporteur général; et no 197, année 1948, avis de la Commission de l'agriculture. — M. de Montalembert, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant prise en charge par l'Etat de la rémunération des gouverneurs généraux, des gouverneurs, des inspecteurs généraux des affaires administratives, des secrétaires généraux, des administrateurs et des magistrats, ainsi que des dépenses de gendarmerie, dans les territoires relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer. (Nos 75 et 195, année 1948. — M. Alric, rapporteur; et no , année 1948, avis de la Commission de la France d'Outre-Mer. — M. , rapporteur).

5. — Discussion de la proposition de résolution de Mme Saunier et des membres de la Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, tendant à inviter le Gouvernement à hâter le dépôt d'un projet de loi portant statut de la formation professionnelle. (Nos 821 et 923, année 1947. — M. Baron, rapporteur; et no 62, année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — Mme Devaud, rapporteur.)

Comité constitutionnel.

Dans sa séance du jeudi 4 mars 1948, le Conseil de la République a nommé MM. Maurice DELÉPINE, Léon JULLIOT de la MORANDIÈRE et Marcel PRENANT, membres du Comité constitutionnel.

Désignation, par suite de vacances, de candidature pour une Commission générale.

(Application de l'article 16 du Règlement.)

Le groupe du Mouvement Républicain Populaire a désigné M. FERRIER pour remplacer, dans la Commission du travail et de la sécurité sociale, M. Voyant.

(Cette candidature sera ratifiée par le Conseil de la République si, avant la nomination, elle n'a pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

ERRATA

1° *A la proposition de loi* (n° 113), ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *tendant à modifier les articles 25 et 62 de la loi du 15 avril 1829 relative à la* **pêche fluviale.**

Page 3, article premier, 12e ligne :

Au lieu de : « ... pendant deux au moins et cinq au plus... »,

Lire : « ... pendant deux ans au moins et cinq ans au plus... ».

2° *Au rapport* (n° 134) *fait au nom de la Commission des moyens de communication et des transports (postes, télégraphes et téléphones, lignes aériennes, etc.), sur le projet de loi,* ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *tendant à la réorganisation et à la coordination des* **transports de voyageurs dans la région parisienne,** par M. Henri BARRÉ.

Page 3, dernier alinéa, 4e ligne :

Au lieu de : « ... Senlis, Neuilly-sur-Marne, Nanteuil, Naudoin... »,

Lire : « ... Senlis, Nanteuil-le-Haudoin... ».

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 9 Mars 1948.

N° 151. — Avis de M. Dorey sur la proposition de résolution relative à la revision des salaires moyens départementaux et au calcul d'un minimum vital familial.

N° 173. — Proposition de loi de M. Hocquard tendant à appliquer aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle la réglementation des marchés de communes.

N° 180. — Rapport de M. Ott sur le projet de loi relatif à l'organisation judiciaire en Sarre.

N° 181. — Proposition de loi de M. de Montalembert tendant à instituer des délais pour la souscription à l'emprunt libératoire.

*N° 184. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à la libération d'actions des sociétés.

*N° 186. — Rapport de M. Georges Lacaze sur le projet de loi portant modification de la législation des caisses d'épargne.

*N° 187. — Rapport de M. Alain Poher sur le projet de loi relatif à l'établissement de l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole.

N° 188. — Projet de loi tendant à approuver un 4e avenant à la convention passée entre l'Etat et la Société générale des chemins de fer économiques.

N° 189. — Projet de loi relatif à la taxe pour frais de chambres de métiers applicable dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

N° 190. — Projet de loi portant suppression du Comité consultatif des arts et manufactures.

N° 191. — Projet de loi tendant à modifier l'ordonnance réorganisant le Centre national de la recherche scientifique.

N° 192. — Projet de loi tendant à ratifier la convention créant l'organisation mondiale de la santé.

N° 193. — Projet de loi tendant à ratifier l'accord relatif à la création d'un Bureau international des brevets.

*N° 195. — Rapport de M. Alric sur le projet de loi portant prise en charge par l'Etat de la rémunération des gouverneurs généraux dans les territoires relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer.

N° 197. — Avis de M. de Montalembert sur le projet de loi relatif à l'établissement de l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 8 mars 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 9 Mars 1948.

1er BUREAU, à 14 h. 30, local n° 215.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 17 heures, local n° 274.

COMMISSION des finances, à 9 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 11 h. 30, local n° 202.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 22

ORDRE DU JOUR

Du Mercredi 10 Mars 1948.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale après déclaration d'urgence, tendant à apporter certains aménagements à la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation et à la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948 autorisant l'émission d'un emprunt. (N° 198, année 1948. — M. Alain Poher, rapporteur général.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. VIPLE, jusques et y compris M. BARDON-DAMARZID.

Tribunes : Depuis M. Adrien BARET, jusques et y compris Mme Marie-Hélène CARDOT.

Nomination de membre de Commission générale.

Dans sa séance du 9 mars 1948, le Conseil de la République a nommé M. FERRIER, membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale, en remplacement de M. Voyant.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mercredi 10 Mars 1948.

N° 157. — Rapport de M. Southon sur la proposition de résolution relative à la rémunération des heures supplémentaires dans l'enseignement.

N° 175. — Rapport de M. Pujol sur la proposition de résolution tendant à procéder au reclassement des professeurs de l'Ecole des langues orientales.

N° 196. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant élévation de la limite d'âge des maîtres-ouvriers tailleurs des troupes métropolitaines.

*N° 198. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à aménager la loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 9 mars 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mercredi 10 Mars 1948.

COMMISSION de l'agriculture, à 11 heures et 15 h. 30, local nº 214

COMMISSION des affaires étrangères, à 14 h. 30, local nº 201.

COMMISSION de la défense nationale, à 15 h. 45, local nº 217.

COMMISSION de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, et COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 16 heures, local nº 213.

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique, à 10 heures, local nº 207.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 16 h. 45, local nº 215

COMMISSION de la production industrielle, à 9 h. 15, local nº 274.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 10 h. 30, local nº 201.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 23

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 12 Mars 1948.

A DIX HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à l'organisation judiciaire en Sarre. (Nos 166 et 180, année 1948. — M. Ott, rapporteur ; et n° 208, année 1948, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Georges Maire, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. CARLES, jusques et y compris M. COZZANO.

Tribunes : Depuis M. DADU, jusques et y compris M. FRAISSEIX.

Désignation, par suite de vacance, de candidature pour une Commission générale.

(Application de l'article 16 du Règlement.)

Le groupe du Mouvement Républicain Populaire a désigné M. VOYANT pour remplacer, dans la Commission de la défense nationale, M. Pairault.

(Cette candidature sera ratifiée par le Conseil de la République si, avant la nomination, elle n'a pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

ERRATA

A la proposition de résolution (n° 145) de M. CHOCHOY, *tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions de l'arrêté du 28 novembre 1947 qui a suspendu l'application des arrêtés des 19 mai et 2 octobre 1947 accordant des* **allégements** *aux* **obligations militaires** *d'activité à certaines catégories de jeunes gens de la classe 1947.*

Au lieu de : « ... 28 novembre 1947... »

Lire : « ... 19 novembre 1947... » :

1° Dans le titre, 2e ligne ;

2° Page 3, 6e alinéa, 1re ligne ;

3° Page 4, 4e ligne.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 12 Mars 1948.

N° 163. — Avis de M. Teyssandier sur la proposition de résolution relative à l'incorporation de certains colorants dans les margarines.

N° 177. — Rapport de M. Duchet sur la proposition de résolution tendant à prendre les mesures indispensables au sauvetage de la presse filmée française.

N° 202. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'ordonnance instituant une Haute-Cour de justice.

N° 205. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à établir le statut des déportés et internés de la Résistance.

N° 206. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser les avoués postulant près le tribunal de Grasse à conserver leurs bureaux dans la ville de Cannes.

N° 207. — Projet de loi relatif aux droits grevant les immeubles reconstruits en remplacement d'immeubles sinistrés.

*N° 209. — Rapport de M. Alain Poher sur le projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses (dépenses de reconstruction et d'équipement).

N° 211. — Projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1948.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 11 mars 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Vendredi 12 Mars 1948

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 11 heures, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 24

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 16 Mars 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination d'un membre d'une commission générale.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1948 et à la dispense de service actif en faveur des jeunes gens des classes 1946 et 1947 en résidence à l'étranger. (N° 211, année 1948. — M. , rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. FRANCESCHI, jusques et y compris M. GUÉNIN.

Tribunes : Depuis M. GUIRRIEC, jusques et y compris M. LERO.

3. — Examen d'une demande de pouvoirs d'enquête présentée par la Commission de l'agriculture (orientation et développement de la production agricole).

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses (dépenses civiles de reconstruction et d'équipement) au titre du budget général et des budgets annexes pour l'exercice 1948. (Nos 150 et 209, année 1948. — M. Alain Poher, rapporteur général.)

5. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative au cumul des professions de médecin ou de dentiste avec celle de pharmacien. (Nos 111 et 201, année 1948. — M. Alfred Paget, rapporteur.)

Modification aux listes électorales des membres des groupes politiques.

Groupe du Mouvement Républicain Populaire.

(68 membres au lieu de 70)

Supprimer les noms de MM. Helleu et Georges Maire.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution

le Mardi 16 Mars 1948.

N° 178. — Proposition de loi de M. Philippe Gerber ayantpour objet de déterminer le lieu de perception de la taxe sur les ventes.

N° 179. — Proposition de loi de M. Durand-Reville portant organisation du régime du travail dans les Territoires de l'Union Française.

N° 182. — Rapport de M. Denvers sur la proposition de résolution tendant à prendre les mesures utiles pour favoriser le développement des pêches maritimes.

N° 185. — Proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à faciliter le changement du nom patronymique dans le cas de légitimation adoptive.

*N° 201. — Rapport de M. Alfred Paget sur la proposition de loi relative au cumul des professions de médecin ou de dentiste avec celle de pharmacien.

N° 210. — Rapport de M. Vanrullen sur la proposition de loi portant élévation de la limite d'âge des maîtres-ouvriers tailleurs des troupes métropolitaines.

N° 213. — Projet de loi portant attribution d'un supplément exceptionnel de pension à la veuve du général Leclerc.

N° 214. — Projet de loi concernant l'épuration des officiers de réserve.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 15 mars 1948.

N° 215. — Projet de loi sur le dépistage des malades vénériens contagieux.

N° 216. — Projet de loi créant un institut d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux.

N° 217. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à relever de la forclusion les personnes victimes des événements de novembre 1947.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 16 Mars 1948.

1er BUREAU, à 14 h. 30, local n° 215.

3e BUREAU, à 14 h. 30, local n° 207.

COMMISSION de la défense nationale, à 10 heures, local n° 217.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 10 h. 30, local n° 202.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 14 heures, local n° 202.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 25

ORDRE DU JOUR

Du Mercredi 17 Mars 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vérification de pouvoirs :

PREMIER BUREAU

Election de M. Ahmed Yahia, en remplacement de M. Benkhelil (Constantine, 2e Collège) (M. Satonnet, rapporteur).

TROISIÈME BUREAU

Election de M. Pierre Delcourt, en remplacement de M. Coquart (Nord) (M. Courrière, rapporteur).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. LE SASSIER-BOISAUNÉ, jusques et y compris M. MERMET-GUYENNET.

Tribunes : Depuis M. MINVIELLE, jusques et y compris M. René POIROT.

2. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à compléter l'ordonnance n° 45-1183 du 15 juin 1945 relative aux candidats aux services publics ayant été empêchés d'y accéder, ainsi qu'aux fonctionnaires et agents des services publics ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre. (N° 226, année 1948. — M. , rapporteur.)

3. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses (dépenses civiles de reconstruction et d'équipement) au titre du budget général et des budgets annexes pour l'exercice 1948. (Nos 150 et 209, année 1948. — M. Alain Poher, rapporteur général.)

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative au cumul des professions de médecin ou de dentiste avec celle de pharmacien. (Nos 111 et 201, année 1948. — M. Alfred Paget, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Armengaud, Pairault et des membres du groupe du Mouvement Républicain Populaire, tendant à inviter le Gouvernement à faciliter les transformations de l'équipement énergétique de l'industrie, en vue d'économiser le charbon et à accroître les possibilités françaises de recherche et de traitement des carburants liquides. (Nos 309, année 1947, et 84, année 1948. — M. Armengaud, rapporteur ; et n° 218, année 1948, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Longchambon, rapporteur.)

Nomination de membre de Commission générale.

Dans sa séance du 16 mars 1948, le Conseil de la République a nommé :

M. Joseph VOYANT, membre de la Commission de la défense nationale, en remplacement de M. Pairault.

Désignation, par suite de vacances, de candidatures pour les Commissions générales.

(Application de l'article 16 du Règlement.)

Le groupe communiste a désigné :

1° M. FRANCESCHI pour remplacer, dans la Commission de la France d'Outre-Mer, M. Jauneau ;

2° M. JAUNEAU pour remplacer, dans la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, M. Franceschi.

(Ces candidatures seront ratifiées par le Conseil de la République si, avant la nomination, elles n'ont pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mercredi 17 Mars 1948.

N° 172. — Proposition de résolution de Mme Devaud tendant à accorder aux étudiants le bénéfice de certaines prestations de sécurité sociale.

N° 199. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à majorer d'une unité les charges des veuves de guerre non remariées.

N° 218. — Avis de M. Longchambon sur la proposition de résolution tendant à faciliter les transformations de l'équipement énergétique.

N° 219. — Proposition de résolution de M. Arouna N'Joya tendant à développer le cinéma éducatif dans les territoires d'Outre-Mer.

N° 220. — Proposition de résolution de M. Rosset tendant à développer la production des chaussures « usage-travail » pour femmes.

N° 222. — Rapport de M. Brier sur la proposition de résolution tendant à accorder aux victimes civiles des bombardements le bénéfice du décret relatif aux sépultures perpétuelles.

N° 223. — Projet de loi modifiant les limites d'âge des médecins détachés à l'armée de l'air.

N° 225. — Rapport de M. Carcassonne sur la proposition de loi modifiant l'ordonnance instituant une Haute-Cour de justice.

N° 226. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'ordonnance relative aux candidats aux Services publics empêchés d'y accéder par suite d'événements de guerre.

ERRATA

Au rapport (n° 84, année 1948) *fait au nom de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales sur la proposition de résolution de* MM. ARMENGAUD, PAIRAULT *et des membres du groupe du Mouvement Républicain Populaire, tendant à inviter le Gouvernement à faciliter les transformations de* **l'équipement énergétique** *de l'industrie, en vue d'économiser le charbon et à accroître les possibilités françaises de recherche et de traitement des* **carburants liquides,**

par M. ARMENGAUD

Supprimer le mot « notamment » :

1° Page 77, 2e colonne, paragraphe 3°, 8e ligne;

2° Page 79, paragraphe 3°, 6e ligne.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mercredi 17 Mars 1948.

COMMISSION des affaires étrangères, à 9 h. 30, local n° 201.

COMMISSION de la défense nationale, à 16 heures, local n° 217.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 11 heures, local n° 221.

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique, à 9 h. 30, local n° 207.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 16 h. 45, local n° 215.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 10 h. 30, local n° 213.

COMMISSION de l'agriculture, à 11 heures, local n° 214.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 26

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 18 Mars 1948.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à accorder aux petits cheminots retraités, tributaires de la caisse autonome mutuelle des retraites, le bénéfice des majorations de retraites accordées aux fonctionnaires de l'Etat par les décrets n[os] 47-148 du 16 janvier 1947 et 47-1372 du 24 juillet 1947 (art. 6) et modifiant ou complétant certaines dispositions de la loi du 22 juillet 1922 et de l'ordonnance du 2 décembre 1944. (N° 231, année 1948. — M. Julien Brunhes, rapporteur).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage : Depuis M. POISSON, jusques et y compris M. ROTINAT.

Tribunes : Depuis M. Alex ROUBERT, jusques et y compris M. Valentin-Pierre VIGNARD.

2. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, portant prorogation et modification des articles 11 et 21 de la loi n° 46-935 du 7 mai 1946 portant codification et modification de la législation sur les jardins ouvriers. (N° 237, année 1948. — M. Menu, rapporteur.)

3. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses (dépenses civiles de reconstruction et d'équipement) au titre du budget général et des budgets annexes pour l'exercice 1948. (N^os 150 et 209, année 1948. — M. Alain Poher, rapporteur général.)

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier les articles 3 et 6 de l'ordonnance du 18 novembre 1944, mdoifiée par la loi n° 47-1813 du 15 septembre 1947, instituant une Haute-Cour de justice. (N^os 202 et 225, année 1948. — M. Carcassonne, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative au cumul des professions de médecin ou de dentiste avec celle de pharmacien. (N^os 111 et 201, année 1948. — M. Alfred Paget, rapporteur.)

6. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Armengaud, Pairault et des membres du groupe du Mouvement Républicain Populaire, tendant à inviter le Gouvernement à faciliter les transformations de l'équipement énergétique de l'industrie, en vue d'économiser le charbon et à accroître les possibilités françaises de recherche et de traitement des carburants liquides. (N^os 309, année 1947, et 84, année 1948. — M. Armengaud, rapporteur ; et n° 218, année 1948, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Longchambon, rapporteur.)

7. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant élévation de la limite d'âge des maîtres-ouvriers tailleurs et cordonniers des troupes métropolitaines. (N^os 196 et 210, année 1948. — M. Vanrullen, rapporteur.)

8. — Discussion de la proposition de résolution de M. Denvers et des membres de la Commission de la marine et des pêches,

tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour favoriser le développement des pêches maritimes et assurer une meilleure répartition des produits de la mer aux consommateurs. (Nos 31 et 182, année 1948. — M. Denvers, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission du ravitaillement. — M. , rapporteur.)

9. — Discussion de la proposition de résolution de M. Vittori et des membres du groupe communiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à aligner le tarif kilométrique maritime pour le département de la Corse sur le tarif kilométrique ferroviaire de la S. N. C. F. en revenant au décret du 31 août 1937 et à l'arrêté du 15 juin 1938. (Nos 135 et 178, année 1948. — M. Franceschi, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 18 Mars 1948.

N° 212. — Proposition de loi de M. Boivin-Champeaux sur l'organisation de la Défense nationale.

N° 221. — Proposition de loi de M. Pairault tendant à l'organisation de la répartition des produits industriels.

*N° 231. — Projet de loi tendant à accorder aux petits cheminots retraités le bénéfice des majorations de retraite accordées aux fonctionnaires de l'Etat.

*N° 232. — Projet de loi tendant à maintenir la réglementation des transports par chemin de fer.

N° 234. — Projet de loi fixant le statut juridique des centres techniques industriels.

N° 235. — Projet de loi relatif aux délibérations des Assemblées des territoires d'Outre-Mer en matière fiscale.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 17 mars 1948.

N° 236. — Projet de loi portant ouverture de crédits pour l'équipement des locaux de l'Assemblée générale des Nations Unies.

N° 237. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiant la loi sur la codification de la législation des jardins ouvriers.

N° 239. — Projet de loi relatif au paiement, dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle, des indemnités afférentes à certaines opérations d'assurances.

N° 240. — Projet de loi tendant à accorder un crédit de secours aux victimes du cyclone de la Réunion.

N° 241. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier la loi relative au contrat d'association.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 18 Mars 1948.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 9 h. 30, local n° 274.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 11 heures, local n° 217.

COMMISSION de la presse, de la radio et du cinéma, à 10 heures, local n° 261.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 27

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 19 Mars 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination de membres de commissions générales.

2. — Vérification de pouvoirs :

CINQUIÈME BUREAU

Election de M. Ahmed Tahar, en remplacement de M. Mahdad (Oran, 2e Collège) (M. Defrance, rapporteur).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. VILHET, jusques et y compris M. BARATGIN.

Tribunes : Depuis M. BARDON-DAMARZID, jusques et y compris M. CARLES.

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à modifier l'article 2 de la loi du 18 avril 1946 modifié par la loi nº 47-1679 du 3 septembre 1947, réglant les rapports entre locataires et bailleurs, en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel. (Nº 251, année 1948. — M. rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à permettre la révision du prix des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel. (Nº 254, année 1948. — M. , rapporteur.)

5. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à maintenir en vigueur, jusqu'au 31 décembre 1948, les dispositions de l'ordonnance du 28 octobre 1944, relatives à la réglementation des transports par chemin de fer. (Nº 232, année 1948. — M. Henri Buffet, rapporteur.)

6. — Débat sur les questions orales de M. Thélus Lero et de M. Adrien Baret, qui demandent à M. le Président du Conseil des Ministres de leur faire savoir les dispositions qu'il a prises pour que soient étendues par décret aux départements d'Outre-Mer avant le 31 mars 1948, les lois et décrets en vigueur dans la métropole, conformément à la loi du 19 mars 1946.

7. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative au cumul des professions de médecin ou de dentiste avec celle de pharmacien. (Nos 111 et 201, année 1948. — M. Alfred Paget, rapporteur.)

8. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Armengaud, Pairault et des membres du groupe du Mouvement Républicain Populaire, tendant à inviter le Gouvernement à faciliter les transformations de l'équipement énergétique de l'industrie, en vue d'économiser le charbon et à accroître les possibilités françaises de recherche et de traitement des carburants liquides.

(Nos 309, année 1947, et 84, année 1948. — M. Armengaud, rapporteur; et n° 218, année 1948, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Longchambon, rapporteur)

9. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant élévation de la limite d'âge des maîtres-ouvriers tailleurs et cordonniers des troupes métropolitaines (Nos 196 et 210, année 1948. — M. Vanrullen, rapporteur.)

10. — Discussion de la proposition de résolution de M. Denvers et des membres de la Commission de la marine et des pêches, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour favoriser le développement des pêches maritimes et assurer une meilleure répartition des produits de la mer aux consommateurs. (Nos 31 et 182, année 1948. — M. Denvers, rapporteur; et n° 249, année 1948, avis de la Commission du ravitaillement. — M. Tognard, rapporteur.)

11. — Discussion de la proposition de résolution de M. Vittori et des membres du groupe communiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à aligner le tarif kilométrique maritime pour le département de la Corse sur le tarif kilométrique ferroviaire de la S. N. C. F. en revenant au décret du 31 août 1937 et à l'arrêté du 15 juin 1938. (Nos 135 et 178, année 1948. — M. Franceschi, rapporteur.)

12. — Débat sur la question orale de Mme Jane Vialle, qui demande à M. le Ministre de la France d'Outre-Mer les mesures qu'il compte prendre : 1° pour que les étudiants lycéens de la France d'Outre-Mer touchent leur délégation de bourse dès leur arrivée en France; 2° pour que les arriérés de bourse soient réglés le plus rapidement possible; 3° pour que les boursiers autres que les étudiants, c'est-à-dire les lycéens et collégiens, sachent, dès le départ, quel établissement les recevra; 4° pour qne les services officiels chargés de l'accueil de ces enfants, soient avisés en temps voulu pour faciliter l'accueil et rendre plus hospitalier le contact avec la France; 5° pour qu'une coordination efficace soit établie entre les services d'enseignement des territoires de la France d'Outre-Mer et ceux de l'Education nationale, dans l'intérêt des jeunes gens et jeunes filles qui viennent étudier dans la Métropole.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 19 Mars 1948.

N° 194. — Proposition de résolution de M. Marrane tendant à prendre les mesures nécessaires pour développer l'éducation physique.

N° 245. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à fixer la représentation du territoire de la Haute-Volta à l'Assemblée Nationale.

N° 248. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à instituer le Conseil général de la Haute-Volta

N° 249. — Avis de M. Tognard sur la proposition de résolution tendant à favoriser le développement des pêches maritimes.

N° 251. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative au renouvellement des baux à loyer d'immeubles à usage commercial.

N° 254. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à permettre la révision du prix des baux à loyer d'immeubles à usage commercial.

N° 255. — Projet de loi portant autorisation de dépenses sur l'exercice 1948.

ERRATUM

A la proposition de loi (n° 205), ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *tendant à établir le* **statut définitif** *des* **déportés** *et* **internés de la Résistance.**

Page *3*, article 1er,

Ajouter in fine : « ...dont elle proclame les droits. »

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Vendredi 19 Mars 1948.

COMMISSION des finances, à 10 heures, local de la Commission.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 15 heures, local n° 215.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 14 h. 30, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 28

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 20 Avril 1948.

A NEUF HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, portant majoration de rentes viagères de l'Etat (N° 279, année 1948. — M. , rapporteur).

2. — Décision sur la demande de discussion immédiate de la proposition de résolution de Mme Saunier et des membres du groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines et appa-

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. CASPARY, jusques et y compris M. DADU.

Tribunes : Depuis M. DASSAUD, jusques et y compris M. GADOIN.

rentés, tendant à inviter le Gouvernement à régler d'urgence le problème des Maisons d'enfants de l'Entr'aide française par la création d'une Fondation nationale placée sous l'autorité du Ministère de l'Education nationale (Nos 273 et 278, année 1948. — Mme Saunier, rapporteur).

Nomination de membres de Commissions générales.

Dans sa séance du 19 mars 1948, le Conseil de la Républiqu a nommé :

1° M. FRANCESCHI, membre de la Commission de la Franc d'Outre-Mer, en remplacement de M. Jauneau ;

2° M. JAUNEAU, membre de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, en remplacement de M. Franceschi.

Modifications aux listes électorales des Membres des groupes politiques.

Groupe Socialiste S. F. I. O.
(63 membres au lieu de 62)

Ajouter le nom de M. DELCOURT.

ERRATUM

Au projet de loi (n° 234), ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *fixant le statut juridique des* **Centres techniques industriels.**

Page 4, premier alinéa,

Au lieu de : « 2° des représentants du personnel technique de la profession ; »

Lire : « 2° des représentants du personnel technique de la branche d'activité intéressée (cadres et ouvriers) ; »

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 20 Avril 1948.

N° 200. — Proposition de loi de M. Léo Hamon, relative à l'attribution d'un complément de pension de retraite aux instituteurs secrétaires de mairie.

N° 227. — Proposition de résolution de M. Adrien Baret, tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de la taxe piscicole les vieux travailleurs.

N° 228. — Proposition de résolution de M. Adrien Baret, relative à l'expulsion des vieux travailleurs de leur logement.

N° 229. — Proposition de loi de M. Amadou Doucouré, tendant à créer en Afrique française noire une institution nationale des invalides.

N° 230. — Proposition de résolution de M. Arouna N'Joya, relative à l'adjonction aux juges de paix du Cameroun d'assesseurs africains.

N° 242. — Proposition de résolntion de M. Vanrullen, tendant à inviter le Gouvernement à ne pas augmenter les droits d'examen pendant l'année 1948.

N° 243. — Rapport de Mlle Mireille Dumont, sur le projet de loi tendant à modifier l'ordonnance relative à la protection maternelle.

N° 244. — Rapport de M. Fournier sur la proposition de loi, relative à l'aliénation des valeurs mobilières appartenant aux mineurs.

N° 250. — Rapport de M. Dulin sur la proposition de loi, modifiant la loi du 15 avril 1829 relative à la pêche fluviale.

N° 253. — Proposition de résolution de M. Amadou Doucouré relative à l'égalisation des pensions et retraites des anciens combattants des territoires d'Outre-Mer et de la Métropole.

*N° 256. — Projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de deux milliards de francs en vue de la réparation des dommages causés par les calamités publiques du 1er janvier 1947 au 15 janvier 1948.

**N° 262. — Projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur 1947 et ratification de décrets.

*N° 263. — Projet de loi instituant une Caisse autonome de la reconstruction.

N° 264. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à définir le statut des déportés et internés politiques.

N° 265. — Proposition de résolution de M. Henri Lafleur relative à l'ouverture d'un crédit de 300 millions de francs en faveur des victimes des cyclones de la Nouvelle-Calédonie.

*N° 270. — Projet de loi prorogeant certains délais prévus par la loi modifiant l'organisation et la procédure de la Cour de Cassation.

*N° 271. — Projet de loi tendant à la constitution de Caisses de compensation concernant la main-d'œuvre étrangère frontalière.

*N° 272. — Projet de loi modifiant la loi portant dissolution d'organismes professionnels et organisation de la répartition des produits industriels.

**N° 273. — Proposition de résolution de Mme Saunier relative au règlement du problème des maisons d'enfants de l'Entr'aide française.

N° 276. — Projet de loi autorisant le relèvement des engagements de l'Etat au titre de l'Assurance-crédit.

**N° 278. — Rapport de Mme Saunier sur la proposition de résolution relative au règlement du problème des maisons d'enfants de l'Entr'aide française.

**N° 279. — Projet de loi portant majoration des rentes viagères de l'Etat.

N° 289. — Proposition de résolution de M. Laurenti relative à la situation des populations de Tende et La Brigue.

N° 290. — Projet de loi relatif aux sociétés coopératives de reconstruction.

N° 291. — Projet de loi portant ouverture d'un crédit affecté à la lutte contre le paludisme en Corse.

N° 292. — Projet de loi relatif à la cession d'un terrain industriel aux Etablissements Kuhlmann.

N° 293. — Projet de loi modifiant temporairement les règles de formation du jury criminel.

N° 294. — Projet de loi relatif aux annonces légales faites irrégulièrement au lendemain de la Libération.

N° 295. — Projet de loi relatif à la situation des pensionnés de la Caisse de retraites des marins.

N° 296. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative aux contentieux de la Sécurité sociale et de la Mutualité sociale agricole.

N° 297. — Proposition de résolution de M. Gaston Cardonne relative à la compétence du tribunal de prud'hommes.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 20 mars 1948.

** NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 19 avril 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 20 Avril 1948.

COMMISSION des finances, Première suspension, local de la Commission.

Imprimerie du Conseil de la République

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 29

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 22 Avril 1948.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à permettre la revision du prix des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel. (N^os^ 254 et 305, année 1948. — M. Boivin-Champeaux, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1^er^ Étage : Depuis M. GARGOMINY, jusques et y compris M. GUIRRIEC.

Tribunes : Depuis M. GUISSOU, jusques et y compris M. LE SASSIER-BOISAUNÉ.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 30

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 27 Avril 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention du 22 juillet 1946 créant l'Organisation mondiale de la santé. (N[os] 192 et 306, année 1948. — M. Georges Pernot, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage : Depuis M. LE TERRIER, jusques et y compris M. MINVIELLE.

Tribunes : Depuis M. MOLINIÉ, jusques et y compris M. POISSON.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 11 de l'ordonnance nº 45-2720 du 2 novembre 1945 sur la protection maternelle et infantile. (Nos 114 et 243, année 1948. — Mlle Mireille Dumont, rapporteur.)

3. — Discussion de la proposition de résolution de M. Southon et des membres du groupe socialiste S. F. I. O., tendant à inviter le Gouvernement à se conformer, en ce qui concerne la rémunération des heures supplémentaires dans l'enseignement, à la volonté nettement exprimée par le Parlement. (Nos 78 et 157, année 1948. — M. Southon, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de résolution de M. Pujol et des membres du groupe socialiste S. F. I. O., tendant à inviter le Gouvernement à procéder au reclassement des professeurs et des répétiteurs de l'Ecole des langues orientales et de l'Ecole des Chartes. (Nos 33 et 175, année 1948. — M. Pujol, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier les articles 25 et 62 de la loi du 15 avril 1829 relative à la pêche fluviale. (Nos 113 et 250, année 1948. — M. Dulin, rapporteur ; et nº , année 1948, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. , rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 27 Avril 1948.

N° 298. — Proposition de résolution de M. Gaston Cardonne relative à la reconstruction de la ligne de chemin de fer: Amélie-les-Bains à Arles-sur-Tech.

N° 300. — Demande en autorisation de poursuites contre un Conseiller de la République.

*N° 306. — Rapport de M. Georges Pernot sur le projet de loi tendant à ratifier la Convention créant l'Organisation mondiale de la santé.

N° 310. — Projet de loi relatif à l'exercice des professions d'assistantes de service social et d'infirmières.

N° 312. — Projet de loi portant aménagements de certains impôts directs.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 26 avril 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 27 Avril 1948.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 17 heures, local n° 274.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 11 heures, local n° 202.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 18 heures, local n° 202.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 17 heures, local n° 274.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 31

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 29 Avril 1948.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à modifier l'article 13 de la loi n° 46-630 du 8 avril 1946 relative à l'exercice des professions d'assistantes ou d'auxiliaires de service social et d'infirmières ou d'infirmiers. (N° 310, année 1948. — M. , rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Germain PONTILLE, jusques et y compris M. ROTINAT.

Tribunes : Depuis M. Alex ROUBERT, jusques et y compris M. VICTOOR.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, modifiant et complétant la loi nº 47-778 du 30 avril 1947, relative à la journée du 1er mai. (Nº 318, année 1948. — M. , rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant : 1º ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 ; 2º ratification de décrets. (Nos 262 et 315, année 1948. — M. Alain Poher, rapporteur général.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture, sur l'exercice 1948, d'un crédit affecté à la lutte contre le paludisme en Corse. (Nos 291 et 313, année 1948. — M. Dorey, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de loi, déposée au Conseil de la République, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 2 de la loi du 27 février 1880 relative à l'aliénation des valeurs mobilières appartenant aux mineurs et aux interdits et à la conversion de ces mêmes valeurs, en titres au porteur, et l'article 389 du Code civil. (Nos 122, année 1947, 110 et 244, année 1948. — M. Fournier, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 29 Avril 1948.

N° 311. — Rapport de M. Boivin-Champeaux sur la proposition de loi tendant à relever de la forclusion les victimes des événements de novembre 1947.

*N° 313. — Rapport de M. Dorey sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit affecté à la lutte contre le paludisme en Corse.

*N° 315. — Rapport de M. Alain Poher sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947.

N° 316. — Proposition de résolution de M. Colardeau tendant à l'indemnisation intégrale des dommages causés par le cyclone qui a ravagé le département de La Réunion.

*N° 318. — Projet de loi modifiant la loi relative à la journée du 1er mai.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 28 avril 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 29 Avril 1948.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 9 heures, local n° 274.

COMMISSION des affaires étrangères, à 9 h. 45, local n° 201.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION des moyens de communication et des transports (P. T. T., Chemins de fer, lignes aériennes, etc.), à 15 h. 15, local n° 213.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 10 h. 30, local n° 217.

Imprimerie du Conseil de la République

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 32

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 30 Avril 1948.

A SEIZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote de la proposition de résolution de M. Hippolyte Masson, Mme Oyon, MM. Dassaud, Le Terrier, Racault et des membres du groupe socialiste S. F. I. O., tendant à inviter le Gouvernement à fixer un minimum de moyens d'existence aux vieux travailleurs, aux titulaires de petites pensions, aux acci-

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. VIELJEUX, jusques et y compris M. Jean ASCENSIO.

Tribunes : Depuis M. AUSSEL, jusques et y compris M. Henri BUFFET.

dentés du travail, aux bénéficiaires de l'assistance, et d'une manière générale, aux « économiquement faibles » et à élever d'urgence, en attendant, leurs allocations, secours, pensions, dans la même proportion que l'augmentation qui a été accordée aux travailleurs de l'industrie, du commerce et des services publics. (Nos 953, année 1947, et 153, année 1948. — M. Mamadou M'Bodje, rapporteur.) *(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

2. — Vote de la proposition de résolution de MM. Durand-Reville, Grassard et Lagarrosse, tendant à inviter le Gouvernement à remettre en vigueur la dotation d'essence attribuée aux coloniaux d'Outre-Mer rentrant en congé à la métropole. (Nos 23 et 85, année 1948. — M. Amadou Doucouré, rapporteur; et no , année 1948, avis de la Commission de la France d'Outre-Mer. — M. Durand-Reville, rapporteur.) *(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)*

3. — Discussion éventuelle d'un projet de loi.

Modification aux listes électorales des membres des groupes politiques

Groupe du Mouvement Républicain Populaire.

(67 membres au lieu de 68)

Supprimer le nom de M. Jacques-Destrée.

Désignation, par suite de vacance, de candidature pour un organisme extraparlementaire.

(Application de l'article 19 du Règlement.)

Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 17 février 1948, la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) présente la candidature de M. MARRANE pour remplacer M. Benoit, démissionnaire, en vue de représenter le Conseil de la République au sein du Conseil supérieur de la protection civile.

(Cette candidature sera ratifiée par le Conseil de la République si, avant la nomination, elle n'a pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Désignation de candidature pour un organisme extraparlementaire.

(Application de l'article 19 du Règlement.)

Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 29 avril 1948, la Commission de la production industrielle présente la candidature de M. ARMENGAUD en vue de représenter le Conseil de la République au sein du Comité consultatif de l'utilisation de l'énergie.

(Cette candidature sera ratifiée par le Conseil de la République si, avant la nomination, elle n'a pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 30 Avril 1948.

N° 320. — Projet de loi portant aménagements fiscaux.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 33

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 4 Mai 1948.

A QUINZE HEURES

RÉUNION DANS LES BUREAUX

Nomination d'une Commission de six membres, chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République. (N° 300, année 1948.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Nestor CALONNE, jusques et y compris M. CLAIREFOND.

Tribunes : Depuis M. COLARDEAU, jusques et y compris M. de FÉLICE.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination d'un membre du Conseil supérieur de la protection civile.

2. — Nomination d'un membre du Comité consultatif de l'utilisation de l'énergie.

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, prolongeant la période d'application des articles premier et 2 de la loi du 3 septembre 1947 portant amélioration de la situation des pensionnés de la Caisse de retraites des marins et de la Caisse générale de prévoyance des marins français. (Nos 295 et 328, année 1948. — M. Bocher, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant aménagements de certains impôts directs. (Nos 312 et 325, année 1948. — M. Alain Poher, rapporteur général; et n° , année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Rochereau, rapporteur.)

ERRATA

1. — *Au projet de loi* (n° 312), ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *portant* **aménagements** de certains **impôts directs.**

Page 21, art. 14 *bis* (nouveau), avant-dernière ligne,

Au lieu de : « ... réduit... »,

Lire : « ... déduit... ».

2. — *Au rapport* (n° 321), *fait au nom de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur la proposition de loi,* ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *tendant à compléter l'article* 311 *du Code civil relatif à la* **séparation de corps,**

par M. CARLES

1re page, 1re ligne :

Au lieu de : « ... 6 janvier 1948 ... »,

Lire : « ... 6 *février* 1948 ... ».

3. — *Au rapport* (n° 323), *fait au nom de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur le projet de loi,* ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *réprimant la* **remise illicite** *aux* **détenus** *de* **sommes d'argent, correspondances, objets** *quelconques,*

par M. Georges MAIRE

Page 2, 7e ligne :

Au lieu de : « ... comportant une peine afflictive. »

Lire : « ... *emportant* une peine afflictive. »

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 4 Mai 1948.

N° 154. — Proposition de résolution de Mme Devaud tendant à instituer un régime matrimonial de droit commun adopté aux conditions nouvelles.

*N° 299. — Proposition de résolution de M. Courrière tendant à indemniser les viticulteurs de l'Aude victimes des gelées d'avril 1948.

*N° 301. — Proposition de résolution de M. Durand-Reville tendant à étendre aux agents européens des services publics le relèvement du traitement des fonctionnaires.

N° 302. — Proposition de loi de M. Guy Montier tendant à modifier l'acte dit loi relatif au droit de préemption de l'Administration de l'Enregistrement.

*N° 303. — Proposition de résolution de M. Yves Jaouen tendant à rendre légales certaines dispositions en faveur des invalides et mutilés civils.

*N° 308. — Proposition de résolution de Mme Jacqueline Thome Patenôtre tendant à la restitution des voitures automobiles réquisitionnées.

N° 309. — Proposition de loi de M. Boivin-Champeaux tendant à modifier la loi réglant les rapports des locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux commerciaux.

*N° 321. — Rapport de M. Carles sur la proposition de loi tendant à compléter l'article 311 du Code civil relatif à la séparation de corps.

*N° 323. — Rapport de M. Georges Maire sur le projet de loi réprimant la remise illicite aux détenus.

N° 325. — Rapport de M. Alain Poher sur le projet de loi portant aménagements de certains impôts directs.

**N° 328. — Rapport de M. Bocher sur le projet de loi portant amélioration de la situation des pensionnés de la Caisse de retraites des marins.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 30 avril 1948.

** NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 3 mai 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 4 Mai 1948.

1er BUREAU, à 15 heures, local n° 215.

2e BUREAU, à 15 heures, local n° 201.

3e BUREAU, à 15 heures, local n° 207.

4e BUREAU, à 15 heures, local n° 202.

5e BUREAU, à 15 heures, local n° 217.

6e BUREAU, à 15 heures, local n° 221.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 10 h. 30, local n° 202.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 18 heures ou première suspension, local n° 213

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 14 heures, local n° 214.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 34

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 13 Mai 1948.

A NEUF HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Examen d'une demande de pouvoirs d'enquête formulée par la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) (situation des populations de Tende, Saint-Dalmas et La Brigue).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. FERRACCI, jusques et y compris M. GRANGEON.

Tribunes : Depuis M. GRASSARD, jusques et y compris M. LE COENT.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif aux sociétés coopératives de reconstruction et aux associations syndicales de reconstruction. (Nos 290 et 332, année 1948. — M. Denvers, rapporteur ; et no , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. rapporteur.)

Nominations de membres d'organismes extraparlementaires.

Dans sa séance du 4 mai 1948, le Conseil de la République a nommé :

1o M. MARRANE, membre du Conseil supérieur de la protection civile, en remplacement de M. Benoit ;

2o M. ARMENGAUD, membre du Comité consultatif de l'utilisation de l'énergie.

Commission de six membres chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République (n° 300, année 1948).

(nommée le 4 mai 1948)

1er Bureau : Mme CLAEYS ;

2e Bureau : M. Philippe GERBER ;

3e Bureau : M. Amédée GUY ;

4e Bureau : M. André RAUSCH ;

5e Bureau : M. OTT ;

6e Bureau : M. GASSER.

Cette Commission a nommé :

Président : M. GASSER ;

Rapporteur : M. OTT.

ERRATUM

Au projet de loi (n° 354), ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, APRÈS DÉCLARATION D'URGENCE, *portant institution de la* **Compagnie nationale Air-France.**

Première page, avant-dernière ligne ,

Au lieu de : « ... a adopté un projet de loi ... »,

Lire : « ... a adopté, *après déclaration d'urgence*, un projet de loi ... ».

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 13 Mai 1948.

N° 307. — Proposition de résolution de M. Marrane tendant à rétablir le collectif à 10 personnes avec 50 0/0 de réduction sur les tarifs de la S. N. C. F.

N° 319. — Proposition de résolution de M. Larribère tendant à libérer les emprisonnés politiques arrêtés lors des élections à l'Assemblée algérienne.

N° 322. — Rapport de M. André Rausch sur le projet de loi complétant l'orticle 161 du Code pénal.

N° 329. — Rapport de M. Gilson sur les propositions de loi relatives à l'exploitation des œuvres littéraires et à la Caisse nationale des lettres.

N° 330. — Proposition de résolution de Mme Saunier tendant à modifier le régime d'attribution des bourses d'enseignement.

N° 331. — Proposition de résolution de Mme Saunier tendant à étendre aux grandes Ecoles l'octroi d'un traitement correspondant à l'indice 250.

*N° 332. — Rapport de M. Denvers sur le projet de loi relatif aux sociétés coopératives de reconstruction.

N° 333. — Rapport de M. Chochoy sur le projet de loi relatif aux droits et taxes grevant les immeubles reconstruits.

N° 338. — Rapport de M. Emile Poirault sur le projet de loi concernant l'épuration des officiers de réserve.

N° 341— Proposition de loi de M. Le Goff relative à la Sécurité sociale agricole.

N° 344. — Rapport de M. Baron sur le projet de loi modifiant l'ordonnance réorganisant le Centre national de la Recherche scientifique

N° 353. — Projet de loi relatif à la ratification de la Convention créant la Commission du Pacifique-Sud.

N° 354. — Projet de loi portant institution de la Compagnie nationale Air-France.

N° 355. — Projet de loi relatif à l'organisation du marché du sel de l'Ouest.

N° 356. — Projet de loi relatif aux vétérinaires étrangers.

N° 357. — Projet de loi réglant la situation de certaines promotions des élèves et anciens élèves de l'Ecole Polytechnique.

N° 358. — Projet de loi portant déclassement partiel de la place de Tlemcen.

N° 359. — Projet de loi relatif aux conditions dans lesquelles les militaires dégagés des cadres peuvent concourir pour la Légion d'honneur ou la Médaille militaire.

N° 360. — Projet de loi modifiant la loi relative à la protection de la santé publique.

N° 361. — Projet de loi tendant à compléter le décret relatif à l'organisation de l'administration préfectorale.

N° 362. — Projet de loi tendant à modifier la loi autorisant une taxe pour dépôt de corps à l'institut médico-légal.

N° 363. — Projet de loi tendant à compléter la loi relative à la situation des étrangers au regard des prestations familiales.

N° 364. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant extension de l'allocation de grand mutilé de guerre aux aveugles de la Résistance.

N° 365. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter la loi relative aux associations syndicales de reconstruction.

N° 366. — Rapport de M. Alain Poher sur le projet de loi autorisant le relèvement de la limite des engagements de l'État au titre de l'Assurance-crédit.

N° 367. — Avis de M. Pinton sur la proposition de loi relative à l'exploitation des œuvres littéraires.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 11 mai 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 13 Mai 1948.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 14 h. 15, local n° 274.

COMMISSION de comptabilité, à 10 heures, local n° 269.

COMMISSION de la presse, de la radio et du cinéma, à 10 heures, local n° 261.

COMMISSION de la production industrielle, à 9 h. 15, local n° 274.

Imprimerie du Conseil de la République

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 35

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 14 Mai 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 311 du Code civil relatif à la séparation de corps. (N[os] 112 et 321, année 1948. — M. Carles, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage : Depuis M. Corentin LE CONTEL, jusques et y compris M. Hippolyte MASSON.

Tribunes : Depuis M. MAUVAIS, jusques et y compris M. Ernest PEZET.

2. — **Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, complétant l'article 161 du Code pénal.** (Nos 115 et 322, année 1948. — M. André Rausch, rapporteur.)

3. — **Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, réprimant la remise illicite aux détenus de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques.** (Nos 123 et 323, année 1948. — M. Georges Maire, rapporteur.)

4. — **Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à relever de la forclusion les personnes victimes des événements qui se sont déroulés du 17 novembre 1947 au 15 décembre 1947.** (Nos 217 et 311, année 1948. — M. Boivin-Champeaux, rapporteur.)

5. — **Discussion des propositions de loi, adoptées par l'Assemblée Nationale : 1° Relative à l'exploitation des œuvres littéraires après l'expiration des droits patrimoniaux des écrivains; 2° Tendant à modifier la loi n° 46-2196 du 11 octobre 1946 créant une caisse nationale des lettres.** (Nos 122, 148 et 329, année 1948. — M. Gilson, rapporteur ; et n° 367, année 1948, avis de la Commission des affaires étrangères. — M. Pinton, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Marcel Willard, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Janton, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 14 Mai 1948.

N° 342. — Proposition de loi de M. Georges Pernot tendant à modifier l'article 1953 du Code civil.

N° 344 (rectifié). — Rapport de M. Baron sur le projet de loi tendant à modifier l'ordonnance réorganisant le Centre national de la Recherche scientifique.

N° 345. — Proposition de loi de M. Alex Roubert relative à l'exécution des ventes mobilières par les officiers ministériels.

N° 346. — Proposition de loi de M. Southon tendant à récompenser les prisonniers, déportés et internés qui ont rendu des services à l'éducation nationale.

N° 347. — Proposition de loi de M. Carcassonne tendant à compléter l'ordonnance portant statut juridique du fermage.

N° 348. — Proposition de résolution de Mme Saunier tendant à attribuer la Légion d'Honneur aux écoles normales primaires.

N° 349. — Proposition de résolution de Mme Saunier tendant à encourager les efforts entrepris en faveur de la culture populaire.

N° 350. — Rapport de M. Courrière sur la proposition de loi tendant à autoriser les avoués près le tribunal de Grasse à conserver leurs bureaux à Cannes.

N° 351. — Rapport de M. Courrière sur le projet de loi tendant à rendre valables les annonces légales faites irrégulièrement.

N° 352. — Proposition de loi de M. de Félice tendant à permettre l'installation des jeunes cultivateurs.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Vendredi 14 Mai 1948.

COMMISSION des finances, à 9 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION de l'agriculture, à 10 heures, local n° 214.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 9 h. 30, local n° 202.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 36

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 20 Mai 1948.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à rendre valables les annonces légales faites irrégulièrement au lendemain de la Libération. (N°s 294 et 351, année 1948. — M. Courrière, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. PFLEGER, jusques et y compris M. RENAISON.

Tribunes : Depuis M. REVERBORI, jusques et y compris M. TOGNARD.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'Accord intervenu le 6 juin 1947 à La Haye et relatif à la création d'un Bureau international des brevets à La Haye. (Nos 193 et 314, année 1948. — M. Armengaud, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2632 du 2 novembre 1945 réorganisant le Centre national de la Recherche scientifique. (Nos 191 et 344 (*rectifié*), année 1948. — M. Baron, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Longechambon, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Baron, Bouloux, Djaument, Mlle Mireille Dumont, MM. Fraisseix, Lero, Mme Pacaut, M. Victoor et des membres du groupe communiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer la décision supprimant 5.217 postes dans l'enseignement technique (décret n° 48-3 du 2 janvier 1948) et à renoncer à toute compression d'effectifs dans cette administration jusqu'au vote du statut de la formation professionnelle. (Nos 52 et 118, année 1948. — M. Baron, rapporteur ; et n° 390, année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Reverbori, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — M. Dassaud, rapporteur.)

Feuilleton nº 36 du 20 mai 1948.

ERRATUM

Au rapport (nº 314) fait au nom de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, sur le projet de loi, ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *tendant à autoriser le Président de la République à ratifier* **l'Accord** *intervenu le 6 juin 1947 à La Haye et relatif à la création d'un* **Bureau international des brevets** *à La Haye,*

Par M. ARMENGAUD.

Page 4, 8e alinéa (en petits caractères) :

Lire :

« Il est constitué un Bureau international de documentation en matière de brevets d'invention chargé de faire connaître aux Gouvernements des Etats parties au présent accord la liste des antériorités, répertoriées par ses soins, aux inventions objets des demandes de brevets déposées dans les services nationaux respectifs de la propriété industrielle. *Le Bureau considéré pourra également donner à ces services des états d'antériorités aux inventions ne faisant pas l'objet de demandes de brevets.* »

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 20 Mai 1948.

N° 314. — Rapport de M. Armengaud sur le projet de loi tendant à ratifier l'accord relatif à la création d'un Bureau international des brevets.

N° 371. — Rapport de M. Cozzano sur le projet de loi créant un institut d'élevage des pays tropicaux.

N° 379. — Projet de loi portant majoration des indemnités pour accidents du travail dans les professions agricoles.

N° 380. — Projet de loi portant relèvement des frais de poste perçus dans les procédures pénales.

N° 381. — Projet de loi tendant à modifier la loi instituant l'Ordre du Mérite maritime.

N° 382. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, concernant les délais en matière de propriété industrielle.

N° 383. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser la société à responsabilité limitée entre pharmaciens.

N° 384. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à subventionner certains travaux d'équipement des ports maritimes.

N° 390. — Avis de M. Reverbori sur la proposition de résolution tendant à reconsidérer la décision supprimant 5.217 postes dans l'enseignement technique.

N° 393. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à la stabilisation des prix des baux à ferme.

*N° 394. — Projet deloi relatif aux écoles privées des Houillères nationales.

*N° 395. — Projet de loi tendant à modifier la loi relative au versement d'indemnités aux travailleurs de Cerbère et Hendaye.

---

* **NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 18 mai 1948.**

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 20 Mai 1948.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 9 h. 30, local n° 274.

COMMISSION des affaires étrangères, à 16 h. 30, local n° 201.

COMMISSION de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, à 18 heures, local n° 207.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION des moyens de communication et des transports, à 10 heures, local n° 213.

COMMISSION de la presse, de la radio et du cinéma, à 9 h. 45, local n° 261.

COMMISSION de la production industrielle, à 15 h. 30, local n° 274.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 10 heures, local n° 215.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 37

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 25 Mai 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponse de M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale à la question orale suivante :

M. Gabriel Ferrier demande à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale si une convention collective des médecins du travail n'a pas été présentée à ses services, courant 1946, par les

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Fodé-Mamadou TOURÉ, jusques et y compris M. WEHRUNG.

Tribunes : Depuis M. WESTPHAL jusques et y compris M. BRIER.

syndicats intéressés de la Confédération générale du Travail et de la Confédération française des Travailleurs chrétiens et, dans le cas où une telle convention aurait été présentée, où en est son étude, quelle suite lui sera donnée et dans quel délai.

2. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au régime des droits et taxes grevant les immeubles reconstruits en remplacement d'immeubles sinistrés. (Nos 207 et 333, année 1948, — M. Chochoy, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat,)

3. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après nouvelle délibération demandée par M. le Président de la République, autorisant le relèvement de la limite des engagements de l'Etat au titre de l'assurance-crédit. (Nos 276 et 366, année 1948. — M. Alain Poher, rapporteur général.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, portant institution de la Compagnie nationale Air-France. (Nos 354 et 397, année 1948. — M. Julien Brunhes, rapporteur ; et no , année 1948, avis de la Commission de la France d'Outre-Mer. — M. Julien Brunhes, rapporteur ; et no 410, année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Vieljeux, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, relatif aux écoles privées des Houillères nationales. (No 394, année 1948. — M. , rapporteur.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à modifier la loi no 47-1804 du 12 septembre 1947 ayant pour objet le versement d'indemnités compensatrices aux travailleurs de Cerbère et d'Hendaye réduits au chômage par la fermeture de la frontière e. (No 395, année 1948. — M. Gargominy, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 25 Mai 1948.

N° 370. — Proposition de résolution de M. Larribère tendant à annuler les opérations électorales des 4 et 11 avril 1948 pour l'élection de l'Assemblée Algérienne.

N° 373. — Proposition de résolution de M. Julien Brunhes tendant à maintenir les subventions accordées à la Fédération nationale aéronautique.

N° 386. — Proposition de loi de M. Armengaud modifiant la loi sur la nationalisation de l'électricité et du gaz.

N° 387. — Rapport de M. Alain Poher sur le projet de loi portant aménagements fiscaux.

N° 396. — Projet de loi portant majoration des rentes viagères des anciens combattants.

*N° 397. — Rapport de M. Julien Brunhes sur le projet de loi portant institution de la Compagnie nationale Air-France.

N° 410. — Avis de M. Vieljeux sur le projet de loi portant institution de la Compagnie nationale Air-France.

411. — Rapport de M. Gargominy, sur le projet de loi relatif au versement d'indemnités aux travailleurs de Cerbère et d'Hendaye.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 24 mai 1948.

ERRATUM

Au rapport (n° 397) fait au nom de la Commission des moyens de communications et des transports (postes, télégraphes et téléphones, chemins de fer, lignes aériennes, etc.), sur le projet de loi, ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, APRÈS DÉCLARATION D'URGENCE, *portant institution de la* **Compagnie Nationale Air-France.**

Par M. Julien BRUNHES.

Page 25, 2e colonne, art. 10, 2e alinéa, 7e ligne.

Au lieu de : «... dans le code de ce statut général... »

Lire : «... dans le cadre de ce statut général... »

CONVOCATIONS

Réunions du Mardi 25 Mai 1948.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 17 heures, local n° 274.

COMMISSION de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, à 14 h. 30, local n° 207.

COMMISSION chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, à la première suspension ou, à défaut, à la finde la séance publique, local 217.

COMMISSION des affaires étrangères, première suspension, local n° 201.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

ANNEXE AU FEUILLETON N° 37

Du 25 Mai 1948

(2e annexe)

ROLE GÉNÉRAL

DES PÉTITIONS

Nos 12 à 17. — *Du 1er Février au 25 Mai 1948.*

(Art. 92 à 94 du règlement du Conseil de la République).

12. *Mme Marie PEREZ*, 175, boulevard du Président-Wilson, à Bordeaux (Gironde), demande à exercer son droit de reprise en tant que propriétaire d'un immeuble.

13. *Mme COMMÈRE de RENNE*, 8, rue de Verdun, à Laval (Mayenne), demande à rentrer en jouissance d'un immeuble réquisitionné.

14. *Mme Alice FOUGA*, 7, rue Mazagran, à Carcassonne (Aude), demande à rester dans le logement réquisitionné qu'elle occupe.

15. *M. Charles GROSSE*, 14, rue de Phalsbourg, à Sarrebourg (Moselle), demande une indemnité de dommages de guerre pour un immeuble incendié.

16. *Mme Marie BRELAUD*, 11, impasse de la Tranchée, Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), demande une remise de peine pour son mari.

17. *M. Louis PLASSAIS-GEORGET*, à Bourgueil (Indre-et-Loire), demande une exemption de payement des cotisations d'allocations familiales.

PÉTITIONS

examinées par la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions

---

Pétition n° 12

du 11 février 1948.

Mme Marie PEREZ, 175, boulevard du Président-Wilson, à Bordeaux (Gironde), demande à exercer son droit de reprise en tant que propriétaire d'un immeuble.

M. Geoffroy de MONTALEMBERT, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen très attentif de M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme.

(Renvoi au Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme.)

Pétition n° 13

du 3 mars 1948.

Mme COMMÈRE de RENNE, 8, rue de Verdun, à Laval (Mayenne), demande à rentrer en jouissance d'un immeuble réquisitionné.

M. Geoffroy de MONTALEMBERT, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme.

(Renvoi au Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme.)

Pétition n° 14

du 18 mars 1948.

Mme Alice FOUGA, 7, rue Mazagran, à Carcassonne (Aude), demande à rester dans le logement réquisitionné qu'elle occupe.

M. Geoffroy de MONTALEMBERT, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre de la Justice.

(Renvoi au Ministre de la Justice.)

Pétition n° 15

du 3 avril 1948.

M. Charles GROSSE, 14, rue de Phalsbourg, à Sarrebourg (Moselle), demande une indemnité de dommages de guerre pour un immeuble incendié.

M. Geoffroy de MONTALEMBERT, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme.

(Renvoi au Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme).

Pétition n° 16

du 21 avril 1948.

Mme Marie BRELAUD, 11, impasse de la Tranchée, à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), demande une remise de peine pour son mari.

M. Geoffroy de MONTALEMBERT, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre de la Justice.

(Renvoi au Ministre de la Justice.)

RÉPONSES DES MINISTRES

Sur les pétitions qui leur ont été envoyées par le Conseil de la République (Application de l'article 94 du Règlement).

Pétition n° 5

M. René HUBIN, à Julienne, par Jarnac (Charente), demande la réquisition d'un immeuble.

Cette pétition a été renvoyée le 18 juillet 1947, sur le rapport de M. Fernand Lemoine au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à M. le Ministre de l'Intérieur qui l'a transmise à M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme.

Réponse de M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme :

Paris, le 24 avril 1948,

Monsieur le Président,

Par lettre du 17 mars 1948, vous avez bien voulu me transmettre la pétition n° 5 émanant de M. René Hubin, à Julienne, par Jarnac (Charente), qui demande que des mesures soient prises afin de lui permettre de prendre possession de l'immeuble dont il est devenu propriétaire en 1946 et qui est, à l'heure actuelle, occupé par des locataires.

Les renseignements suivants pourraient être portés à la connaissance de M. Hubin, dont la situation est restée identique à ce qu'elle était au mois de juin 1947.

Les tribunaux judiciaires sont seuls qualifiés pour examiner si, nonobstant la décision d'expulsion intervenue à l'encontre des occupants de l'immeuble en cause, ces derniers ont la faculté de se prévaloir du droit au maintien dans les lieux, prévu par les

textes législatifs intervenus postérieurement à la décision d'expulsion.

En toute hypothèse, ce n'est que lorsque cette décision serait devenue exécutoire que les anciens locataires pourraient éventuellement bénéficier d'une réquisition de logement, sous réserve d'ailleurs qu'ils présentent l'une des qualités d'ayants-droit définies par l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 (fonctionnaires mutés, engagés volontaires, prisonniers de guerre, déportés, sinistrés, chefs de familles nombreuses, jeunes ménages), ou qu'ils aient été admis au bénéfice de la catégorie exceptionnelle de prioritaires instituée par l'article 28, 9e alinéa de l'ordonnance précitée, au profit des personnes dont le défaut de logement, serait de nature à porter une atteinte grave à l'ordre public.

M. le Préfet de la Charente aurait également à tenir compte de la jurisprudence récente du Conseil d'Etat (arrêt Barbedienne, 9 janvier 1948) selon laquelle une crise de logement doit exister dans une localité pour que des réquisitions de logement puissent y être prononcées.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre:

Pour le Ministre et par autorisation.

Le Préfet, Directeur-Adjoint du Cabinet,

Signé: Jean MARQUET.

Pétition n° 8

M. Jean LEBLANC, 5, rue de Rouvray, à Laigle (Orne), demande le payement d'indemnités de dommages de guerre.

Cette pétition a été renvoyée le 8 août 1947 au Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, sur le rapport de M. Paul Baratgin, au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions.

Réponse de M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme :

Paris, le 27 février 1948.

Monsieur le Président,

Par lettre PE 208 GB, du 5 Février, vous avez bien voulu me transmettre le texte d'une pétition de M. Jean Leblanc, horticulteur à Laigle (Orne).

J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'exposé des faits contenus dans un rapport qui m'a été adressé par mon Service Central, que j'avais aussitôt saisi de cette affaire, n'est pas, en tous points, identique à la version de l'intéressé.

Il est exact, sans doute, que M. Leblanc a déposé, dans les Services de ma Délégation de l'Orne, deux déclarations de sinistre, la première en Juin 1945, qui fut immédiatement enregistrée, la deuxième le 15 Mai 1947, au titre des dommages agricoles, à laquelle était jointe une énumération succincte des dommages subis. Un dossier fut alors ouvert au nom de ce sinistré.

Cependant, jusqu'à fin Octobre 1947, M. Leblanc n'a sollicité aucune demande d'indemnité ; il s'est contenté de réclamer le 9 Juillet 1947, le n° de son dossier, en vue de la liquidation de la succession de ses parents.

Au demeurant, il n'avait produit aucune nouvelle pièce, en dehors des déclarations de sinistre dont il a été fait mention.

La première démarche faite par M. Leblanc pour obtenir le versement d'une indemnité de dommages de guerre date de fin Octobre 1947, au cours d'une visite dans les Services de mon Délégué où il fut déclaré à l'intéressé que les crédits permettaient de lui verser, sur présentation des justifications nécessaires, les indemnités auxquelles il pouvait prétendre.

Le 17 Décembre, M. Leblanc a adressé à ma Délégation un certain nombre de mémoires relatifs à des travaux effectués antérieurement au 1er Décembre.

Ces mémoires manquant de précision, M. Leblanc fut convoqué par le Subdivisionnaire de Laigle pour fournir les explications complémentaires et produire les pièces nécessaires à la constitution de son dossier administratif qui était à peine ébauché. Il lui pré-

cisa que la liquidation de la succession de ses parents n'était pas encore terminée, et qu'il devait consulter son notaire avant de constituer un dossier définitif.

M. Leblanc a été à nouveau convoqué, le 12 Février courant, par le Subdivisionnaire de Laigle, afin de mettre au point son dossier.

Dès que celui-ci aura été complété, le versement des indemnités dues en raison des reconstitutions déjà faites, pourra alors être effectué, compte tenu du programme de priorité, établi pour 1948, par la Commission Départementale de la Reconstruction.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Ministre,
Signé: R. COTY.

Imprimerie du Conseil de la République.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 38

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 27 Mai 1948.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à assurer le secret et la liberté du vote lors des élections prud'homales. (N° 423, année 1948. — M. Caspary, rapporteur.)

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant aménagements fiscaux. (Nos 320 et 387, année

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis Mme BRION, jusques et y compris M. CHARLET.

Tribunes : Depuis M. CHATAGNER, jusques et y compris Mlle Yvonne DUMONT.

1948. — M. Alain Poher, rapporteur général ; et n° , année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. , rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma. — M. Ferrier, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Sablé, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, créant un Institut d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux. (N^os^ 216 et 371, année 1948. — M. Cozzano, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser les avoués postulant près le tribunal de Grasse à conserver les bureaux qu'ils ont ouverts avant le 2 septembre 1939 dans la ville de Cannes. (N^os^ 206 et 350, année 1948. — M. Courrière, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Président de la République Française à ratifier la Convention créant la Commission du Pacifique-Sud. (N^os^ 353 et 413, année 1948. M. Jullien, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission de la France d'Outre-Mer. — M. , rapporteur.)

Désignation de candidatures pour des organismes extraparlementaires.

(Application de l'article 19 du Règlement.)

Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 17 mars 1948, les Commissions des finances et de l'agriculture présentent les candidatures de MM. BÈNE, DULIN et Alain POHER en vue de représenter le Conseil de la République au sein du Conseil supérieur des alcools.

Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 22 avril 1948, les Commissions des finances et de la reconstruction présentent les candidatures de MM. CHOCHOY, Philippe GERBER et Jean-Marie GRENIER en vue de représenter le Conseil de la République au sein du Conseil d'administration de la Caisse autonome de la Reconstruction.

(Ces candidatures seront ratifiées par le Conseil de la République si, avant la nomination, elles n'ont pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

ERRATUM

A la proposition de résolution (n° 421) tendant à inviter le Gouvernement à **exonérer** *les* **veuves de guerre** *de la restitution au Trésor des* **sommes** *qu'elles ont* **indûment perçues** *en cumulant, postérieurement au 1er octobre 1945, les* **allocations familiales** *et de* **salaire unique** *du Code de la famille avec les* **majorations d'enfants** *de la loi des pensions du 31 mars 1919,*

présentée par Mme Marie-Hélène CARDOT.

1re page, 8e ligne en partant du bas.

Au lieu de : « (Renvoyée à la Commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression). »

Lire : « (Renvoyée à la Commission du travail et de la sécurité sociale). »

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 27 Mai 1948.

N° 392. — Proposition de résolution de M. Ferrier relative à la réforme du calendrier.

*N° 400. — Proposition de loi de M. Bordeneuve tendant à modifier la loi du 16 août 1946 portant amnistie.

N° 401. — Proposition de loi de M. Philippe Gerber relative aux frais de mission des maires et adjoints.

N° 404. — Rapport de M. Hocquard sur le projet de loi relatif au payement d'indemnité d'assurances dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle.

N° 405. — Projet de loi portant ouverture de crédits comme conséquence de l'érection en départements français de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane Française.

N° 409. — Proposition de loi de M. Ousmane Socé tendant à garantir les droits fonciers des indigènes en Afrique Française.

N° 412. — Rapport de M. Gargominy sur la proposition de résolution relative au statut de l'artisanat.

N° 413. — Rapport de M. Jullien sur le projet de loi tendant à ratifier la convention créant la Commission du Pacifique-Sud.

N° 415. — Projet de loi relatif au cahier des charges de la Société nationale des chemins de fer français.

N° 416. — Projet de loi modifiant l'ordonnance relative à la répression des crimes de guerre.

N° 417. — Projet de loi portant réforme du cadre principal des agents de télécommunications.

N° 418. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier la loi ayant pour objet une enquête sur les événements survenus de 1933 à 1945.

N° 419. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à la création du Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux.

N° 420. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative aux travaux dans lesquels la participation de l'Etat dépasse 30 millions.

*N° 421. — Proposition de résolution de Mme Marie-Hélène Cardot, tendant à exonérer les veuves de guerre de la restitution au Trésor des sommes indûment perçues.

*N° 423. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à assurer le secret du vote lors des élections prud'homales.

N° 427. — Proposition de loi de M. Gaston Monnerville, tendant à modifier la loi créant un fonds d'investissement pour les territoires d'Outre-Mer.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 26 mai 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 27 Mai 1948.

COMMISSION des finances, dans le courant de l'après-midi, à une heure qui sera précisée ultérieurement, local de la Commission.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 16 h. 30, local n° 274.

COMMISSION chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites (n° 300), à 14 heures, local n° 217.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 9 h. 45, local n° 221.

COMMISSION des moyens de communication et des transports, à 15 h. 30, local n° 213.

COMMISSION de la presse, de la radio et du cinéma, à 10 heures, local n° 261.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 39

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 28 Mai 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant aménagements fiscaux. (Nos 320 et 387, année 1948. — M. Alain Poher, rapporteur général ; et n° 432, année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Rochereau,

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. DUPIC. jusques et y compris M. Philippe GERBER.

Tribunes : Depuis M. GIACOMONI, jusques et y compris M. LA GRAVIÈRE.

rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma. — M. Ferrier, rapporteur ; et n° 433, année 1948, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Sablé, rapporteur.)

2. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant approbaéion de l'accord conclu le 11 mars 1948 entre la République Française et les Etats-Unis d'Amérique octroyant à la République Française un crédit de 50 millions de dollars pour achat de biens meubles en surplus appartenant au Gouvernement des Etats-Unis et situés sur le territoire des Etats-Unis, aux Iles Hawaï, en Alaska (y compris les Iles Aléoutiennes), à Porto-Rico et dans les Iles Vierges. (N° 437, année 1948. — M. , rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, créant un Institut d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux. (N^os 216 et 371, année 1948. — M. Cozzano, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Président de la République Française à ratifier la Convention créant la Commission du Pacifique-Sud. (N^os 353 et 413, année 1948. M. Jullien, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission de la France d'Outre-Mer. — M. , rapporteur.)

Désignation, par suite de vacance, de candidature pour une Commission générale.

(Application de l'article 16 du Règlement.)

Le groupe du Mouvement Républicain Populaire a désigné Mlle TRINQUIER pour remplacer, dans la Commission de la France d'Outre-Mer, M. Voyant.

(Cette candidature sera ratifiée par le Conseil de la République si, avant la nomination, elle n'a pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

ERRATUM

Au projet de loi, ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *relatif aux* **sociétés coopératives de reconstruction** *et aux* **associations syndicales de reconstruction** (in-octavo n° 107 du Conseil de la République).

Page 13, *in fine* :

Au lieu de : « ... Art. 55 et 56 supprimés par le Conseil de la République... »,

Lire : « ... Art. 55 supprimé par le Conseil de la République... ».

Au lieu de : « ... Art. 57 à 61 conformes... »,

Lire : « ... Art. 56 à 61 conformes... ».

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 28 Mai 1948.

N° 407. — Proposition de résolution de M. Fodé-Mamadou Touré tendant à supprimer la caisse locale de retraite de l'Afrique Occidentale Française.

N° 408. — Proposition de résolution de M. Alex Roubert tendant à créer un Centre national du Tourisme français.

N° 414. — Rapport de M. Charles Brune sur le projet de loi relatif à l'exercice de la médecine des animaux par des vétérinaires étrangers.

N° 422. — Proposition de résolution de M. Durand-Reville tendant à prendre les mesures rendues nécessaires par la réforme judiciaire en Afrique Equatoriale Française.

N° 437. — Projet de loi portant approbation de l'Accord conclu avec les Etats-Unis d'Amérique pour l'achat de surplus aux Iles Hawaï et en Alaska.

N° 438. — Projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels au titre des dépenses militaires.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Vendredi 28 Mai 1948.

COMMISSION des finances, à 14 heures, local de la Commission.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 10 heures, local n° 202.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 10 heures, local n° 217.

SOUS-COMMISSION chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées, à 10 h. 30, local de la Commission des finances.

COMMISSION des affaires étrangères, première suspension, ou fin de séance, local n° 201.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 10 h. 30, local n° 263 (*Assemblée Nationale*).

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 40

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 1er Juin 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination d'un membre d'une Commission générale.

2. — Nomination de trois membres du Conseil supérieur des alcools.

3. — Nomination de trois membres du Conseil d'administration de la Caisse autonome de la reconstruction.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. LANDABOURE, jusques et y compris M. Georges MAIRE.

Tribunes : Depuis M. MAMMONAT, jusques et y compris M. Georges PERNOT.

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser les avoués postulant près le tribunal de Grasse à conserver les bureaux qu'ils ont ouverts avant le 2 septembre 1939 dans la ville de Cannes. (Nos 206 et 350, année 1948. — M. Courrière, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant suppression du Comité consultatif des arts et manufactures et création d'un comité consultatif des établissements classés. (Nos 190 et 426, année 1948. — M. Paul Duclercq, rapporteur.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, sur le dépistage et le traitement des malades vénériens contagieux. (Nos 215 et 430, année 1948. — M. Teyssandier, rapporteur ; et no , année 1948, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Georges Pernot, rapporteur.)

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au payement dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle des indemnités afférentes à certaines catégories d'opérations d'assurances dommages et d'assurances de personnes. (Nos 239 et 404, année 1948. — M. Hocquard, rapporteur.)

8. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant majoration de rentes viagères constituées au profit des anciens combattants auprès des caisses autonomes mutualistes. (Nos 396 et 428, année 1948. — M. Faustin Merle, rapporteur.)

ERRATUM

Au rapport (n° 413) *fait au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi,* ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *tendant à autoriser le Président de la République Française à ratifier la* **Convention** *créant la* **Commission du Pacifique-Sud.**

Page 5, article unique, 3e ligne :

Au lieu de : « ... 27 février... »,

Lire : « ... 6 février ... ».

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 1er juin 1948

N° 391. — Proposition de loi de M. Lero tendant à appliquer aux départements d'Outre-Mer la loi relative au statut du fermage.

N° 402. — Rapport de M. Alric sur le projet de loi fixant le statut juridique des centres techniques industriels.

N° 403. — Proposition de résolution de M. Dulin relative aux mesures à prendre pour relever le niveau de notre production laitière.

N° 406. — Proposition de résolution de M. le Général Tubert tendant à l'envoi en Algérie d'une commission d'enquête sur les élections à l'Assemblée Algérienne.

N° 424. — Proposition de loi de M. Armengaud modifiant le régime des prix.

*N° 426. — Rapport de M. Paul Duclercq sur le projet de loi portant suppression du Comité consultatif des arts et manufactures.

*N° 428. — Rapport de M. Faustin Merle sur le projet de loi portant majoration de rentes viagères constituées au profit des anciens combattants.

N° 429. — Rapport de M. Jarrié sur le projet de loi relatif à la taxe pour frais de chambres de métiers dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle.

*N° 430. — Rapport de M. Teyssandier sur le projet de loi concernant le dépistage et le traitement des malades vénériens contagieux.

N° 440. — Projet de loi tendant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres.

N° 441. — Projet de loi tendant à ratifier la convention relative à la mise en service des navires météorologiques.

N° 442. — Projet de loi relatif à la publicité des mutations de fonds de commerce.

N° 443. — Projet de loi relatif au service des comptes courants et chèques postaux.

N° 444. — Projet de loi tendant à modifier l'article 387 du Code d'instruction criminelle.

N° 445. — Projet de loi relatif à l'organisation de la lutte contre les maladies vénériennes.

N° 446. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant modification des lois sur la nationalisation de l'électricité et du gaz.

N° 447. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier la loi sur la constitution du bien de famille insaisissable.

N° 452. — Projet de loi concernant la distribution dans les hôtels des objets recommandés.

---

* **NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 31 mai 1948.**

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 1er Juin 1948.

COMMISSION des affaires étrangères, à 14 h. 30, local n° 201.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 9 h. 45, local n° 221.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 10 h. 30, local n° 202.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 41

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 3 Juin 1948.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à l'exercice de la médecine et de la chirurgie des animaux par des vétérinaires étrangers. (N°s 356 et 414, année 1948. — M. Charles Brune, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. PESCHAUD, jusques et y compris M. RAGAULT.

Tribunes : Depuis M. André RAUSCH, jusques et y compris M. TEYSSANDIER.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, fixant le statut juridique des centres techniques industriels. (N^os^ 234 et 402, année 1948. — M. Alric, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la taxe pour frais de chambres de métiers applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. (N^os^ 189 et 429, année 1948. — M. Jarrié, rapporteur.)

Nomination de membre de Commission générale.

Dans sa séance du 1^er^ juin 1948, le Conseil de la République a nommé :

Mlle TRINQUIER, membre de la Commission de la France d'Outre-Mer, en remplacement de M. Voyant.

Nominations de membres d'organismes extraparlementaires.

Dans sa séance du 1^er^ juin 1948, le Conseil de la République a nommé :

1° MM. Jean BÈNE, DULIN et Alain POHER membres du Conseil supérieur des alcools ;

2° MM. CHOCHOY, Philippe GERBER et Jean-Marie GRENIER, membres du Conseil d'administration de la Caisse autonome de la Reconstruction.

Désignation de candidatures pour un organisme extraparlementaire.

(Application de l'article 19 du Règlement.)

Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 20 mai 1948, les Commissions de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) et de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale présentent les candidatures de MM. TRÉMINTIN et COLARDEAU en vue de représenter le Conseil de la République au sein de la Commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires.

(Ces candidatures seront ratifiées par le Conseil de la République si, avant la nomination, elles n'ont pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 3 juin 1948.

N° 435. — Rapport de M. de Montgascon sur le projet de loi tendant à approuver un 4e avenant à la convention concernant l'exploitation des lignes secondaires d'intérêt général de Châteaumeillant à La Guerche et de Sancoins à Lapeyrouse.

N° 439. — Rapport de M. Bellon sur le projet de loi relatif à l'organisation du marché du sel de l'Ouest.

N° 451. — Proposition de loi de M. Lero tendant à rendre applicables aux travailleurs agricoles d'Outre-Mer les dispositions relatives aux congés payés.

N° 456. — Projet de loi autorisant la ratification des accords et protocoles signés le 19 mars 1948 entre la France et la Pologne.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 3 Juin 1948.

COMMISSION des finances, à 10 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION de comptabilité, à 10 heures, local n° 269.

COMMISSION chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites (n° 300), à 10 heures, local n° 217.

COMMISSION des moyens de communication et des transports, à 10 heures, local n° 213.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 9 h. 45, local n° 221.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 9 h. 30, local n° 274.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 42

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 8 Juin 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination de deux membres de la Commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires instituée par le décret du 10 mai 1948.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Jean-Marie THOMAS, jusques et y compris M. VOYANT.

Tribunes : Depuis M. Maurice WALKER, jusques et y compris M. Jules BOYER.

2. — Réponse de M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques à la question orale suivante :

M. Reverbori demande à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques : 1° Quelle est actuellement la situation des approvisionnements et des stocks en carburants liquides (pétrole brut, essence, gas-oil, fuel-oil) ; 2° Quelles mesures immédiates et plus lointaines compte prendre le Gouvernement pour améliorer sensiblement les contingents d'essence mis à la disposition des utilisateurs.

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à approuver un 4e avenant à la convention du 26 novembre 1929, approuvée par la loi du 4 mars 1933, passée entre l'Etat et la Société générale des Chemins de fer économiques pour l'exploitation des lignes secondaires d'intérêt général de Châteaumeillant à La Guerche et de Sancoins à Lapeyrouse. (Nos 188 et 435, année 1948. — M. de Montgascon, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier les accords et protocoles signés à Paris, le 19 mars 1948, entre la France et la Pologne et relatifs à diverses questions d'ordre financier et économique. (Nos 456 et 473, année 1948.— M. Longchambon, rapporteur ; et n° 474, année 1948, avis de la Commission des affaires étrangères. — M. Léonetti, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Dorey, rapporteur,)

5. — Discussion de la proposition de résolution de Mme Saunier et des membres de la Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, tendant à inviter le Gouvernement à attribuer la Légion d'honneur aux écoles normales primaires françaises à l'occasion du 75e anniversaire de la fondation des écoles normales primaires du département de la Seine. (Nos 348 et 471, année 1948. — Mme Saunier, rapporteur.)

6. — Discussion de la proposition de résolution de Mme Saunier et des membres de la Commission de l'éducation nationale, des

beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, tendant à inviter le Gouvernement à encourager les efforts entrepris ces dernières années en faveur de la culture populaire et en particulier : 1° à n'effectuer aucune compression du personnel enseignant déjà en nombre beaucoup trop restreint pour les besoins du pays ; 2° à ne réduire le personnel administratif que dans une proportion maximum de 25 0/0 ; 3° à titulariser les membres du personnel en fonctions dans les mêmes conditions que leurs collègues des administrations analogues. (Nos 349 et 472, année 1948. — Mme Saunier, rapporteur.)

7. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à la stabilisation des prix des baux à ferme. (Nos 393 et 478, année 1948. — M. Primet, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Laurenti, rapporteur.)

8. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à établir le statut définitif des déportés et internés de la Résistance. (Nos 205 et 479, année 1948. — M. Fournier, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission de la France d'Outre-Mer. — M. Durand-Reville, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Faustin Merle, rapporteur.)

ERRATUM

Au projet de loi (n° 485), ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *tendant à compléter l'article 4 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947 relative aux conditions de* **dégagement des cadres de magistrats, fonctionnaires** *et* **agents civils** *et* **militaires de l'Etat.**

Page 2, article unique, 2e ligne :

Au lieu de : « ... dégagement des cadres des magistrats... »,

Lire : « ... dégagement des cadres *de* magistrats ... ».

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 8 juin 1948.

N° 453. — Rapport de M. Landry sur les propositions de résolution concernant l'assistance aux femmes seules chargées d'enfants et le régime dit d'aide à la famille.

N° 454. — Demande en autorisation de poursuites contre un Conseiller de la République.

N° 455. — Proposition de loi de M. Guy Montier tendant à modifier l'article 128 du Code de commerce.

N° 460. — Rapport de M. Carles sur la proposition de loi relative au contrat d'association, en ce qui concerne le rachat des cotisations.

N° 462. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi relatif à la situation des étrangers au regard des prestations familiales.

N° 464. — Projet de loi relatif à l'organisation judiciaire.

N° 465. — Projet de loi relatif à la prescription des obligations nées entre commerçants.

N° 466. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative aux spécialités pharmaceutiques et aux assurances sociales des professions non agricoles.

N° 467. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à la prolongation des brevets d'invention.

N° 468. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, complétant la loi portant amnistie.

N° 469. — Rapport de M. Bocher sur le projet de loi portant réforme du cadre principal des agents de télécommunications.

*N° 471. — Rapport de Mme Saunier sur la proposition de résolution tendant à attribuer la Légion d'honneur aux Ecoles normales primaires.

*N° 472. — Rapport de Mme Saunier sur la proposition de résolution tendant à encourager la culture populaire.

*N° 473. — Rapport de M. Longchambon sur le projet de loi tendant à ratifier les accords et protocoles signés entre la France et la Pologne.

*N° 474. — Avis de M. Léonetti sur le projet de loi tendant à ratifier les accords et protocoles signés entre la France et la Pologne.

*N° 478. — Rapport de M. Primet sur la proposition de loi tendant à la stabilisation des prix des baux à ferme.

*N° 479. — Rapport de M. Fournier sur la proposition de loi tendant à établir le statut définitif des déportés et internés de la Résistance.

N° 480. — Rapport de M. Marrane sur le projet de loi relatif à la taxe pour dépôt de corps à l'Institut médico-légal.

N° 481. — Rapport de M. Marrane sur le projet de loi relatif à l'organisation de l'administration préfectorale.

*N° 485. — Projet de loi tendant à modifier la loi relative au dégagement des cadres de fonctionnaires.

*N° 486. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier la loi sur les prestations familiales.

N° 487. — Rapport de M. Dujardin sur le projet de loi portant autorisation de céder aux Etablissements Kuhlmann un terrain industriel appartenant à l'Etat.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 7 juin 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 8 Juin 1948.

COMMISSION chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un Membre du Conseil de la République, première suspension ou à la fin de la séance publique, local n° 217.

COMMISSION des finances, à 9 h. 45, local de la Commission.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 h. 15, local n° 221.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 10 heures, local n° 217.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, première suspension de la séance, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

isa-
que,
ocal

nis-

rte-

et
ocal

ière

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 43

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 10 Juin 1948.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à modifier l'article 5 de la loi du 22 août 1946 sur les prestations familiales. (N° 486, année 1948. — M. Caspary, rapporteur.)

2. — Suite de la discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à la stabilisation des prix

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Max BOYER, jusques et y compris M. CASPARY.
Tribunes : Depuis M. Frédéric CAYROU, jusques et y compris M. DUCHET.

des baux à ferme. (Nos 393 et 478, année 1948. — M. Primet, rapporteur ; et n° 498, année 1948, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Laurenti, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à l'organisation du marché du sel de l'Ouest. (Nos 355 et 439, année 1948. — — M. Bellon, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de loi, déposée au Conseil de la République, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 6 de la loi du 1er juillet 1901, relative au contrat d'association, en ce qui concerne le rachat des cotisations. (Nos 281, année 1947, 241 et 460, année 1948. — M. Carles, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de résolution de M. Paul Duclercq et des membres du groupe du Mouvement Républicain Populaire. tendant à inviter le Gouvernement à soumettre d'urgence au Parlement le projet de loi établissant le statut de l'artisanat. (Nos 105 et 412, année 1948. — M. Gargominy, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Caspary, rapporteur.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant réforme du cadre principal des agents des télécommunications relevant du Secrétariat d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones. (Nos 417 et 469, année 1948. — M. Bocher, rapporteur.)

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant autorisation de céder à la Manufacture des produits chimiques du Nord, Etablissements Kuhlmann, un terrain industriel de 90 ares 54 centiares dépendant de l'usine de Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône) et appartenant à l'Etat. (Nos 292 et 487, année 1948. — M. Dujardin, rapporteur.)

8. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 4 du décret du 10 septembre 1926 relatif à l'organisation de l'administration préfectorale. (Nos 361 et 481, année 1948. — M. Marrane, rapporteur.)

Feuilleton n° 43, du 10 Juin 1948.

ERRATUM

Au rapport (n° 463) fait au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale, sur la proposition de loi, ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *tendant à modifier l'article 20 de la loi du 24 octobre 1946, portant réorganisation des* **contentieux** *de la* **sécurité sociale** *et de la* **mutualité sociale agricole.**

Par M. CASPARY.

Page 3, avant-dernière ligne :

Au lieu de : « ... du travail, soit par un avocat... »,

Lire : « ... du travail, *les plus représentatives*, soit par un avocat... ».

---

9. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier la loi du 18 avril 1926 autorisant le département de la Seine à percevoir une taxe pour dépôt de corps à l'Institut médico-légal et fixant le taux de cette taxe. (Nos 362 et 480, année 1948. — M. Marrane, rapporteur.)

10. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 20 de la loi du 24 octobre 1946, portant réorganisation des contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole. (Nos 296 et 463, année 1948. — M. Caspary, rapporteur.)

11. — Discussion de la proposition de résolution de Mme Devaud, tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence aux étudiants le bénéfice de certaines prestations prévues par la législation de sécurité sociale. (Nos 172 et 475, année 1948. — Mme Devaud, rapporteur.)

Nominations de membres d'une Commission extraparlementaire.

Dans sa séance du 8 juin 1948, le Conseil de la République a nommé :

MM. TRÉMINTIN et COLARDEAU, membres de la Commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 10 juin 1948.

No 459. — Rapport de M. Gargominy sur la proposition de résolution tendant à déterminer, pour les produits alimentaires, la marge globale du bénéfice licite.

No 461. — Rapport de M. Philippe Gerber sur la proposition de loi tendant à compléter la loi relative aux associations syndicales de remembrement et de reconstruction.

*N° 463. — Rapport de M. Caspary sur la proposition de loi tendant à modifier la loi portant réorganisation des contentieux de la sécurité sociale.

N° 470. — Rapport de Mme Pican sur la proposition de résolution relative aux femmes seules chargées d'enfant.

*N° 475. — Rapport de Mme Devaud sur la proposition de résolution tendant à accorder aux étudiants le bénéfice de certaines prestations prévues par la législation de sécurité sociale.

N° 477. — Proposition de résolution de M. Jarrié tendant à améliorer la politique céréalière.

N° 488. — Demande en autorisation de poursuites contre un Conseiller de la République.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 9 juin 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 10 Juin 1948.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales; à 9 h. 30, local n° 274.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 10 heures, local n° 202.

COMMISSION des moyens de communication et des transports, à 9 h. 45, local n° 213.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 10 heures, local n° 217.

COMMISSION du ravitaillement, à 14 heures, local n° 214.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 44

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 15 Juin 1948.

A QUATORZE HEURES TRENTE

RÉUNION DANS LES BUREAUX

Nomination d'une Commission de six membres, chargée d'examiner deux demandes en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République. (N^os^ 454 et 488, année 1948.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1^er^ Étage : Depuis M. Paul DUCLERCQ, jusques et y compris M. GARGOMINY.

Tribunes : Depuis M. GASSER, jusques et y compris M. Georges LACAZE.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponse de M. le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative à la question orale suivante :

Mme Devaud demande à M. le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative :

1° si, depuis 1945, les Pouvoirs Publics n'ont pas reconnu le droit de la fonction enseignante à un reclassement prioritaire ;

2° pourquoi, dès lors, en 1948, cette promesse n'a pas été effectivement tenue, puisque le principe « à indice égal, traitement égal » n'a même pas été appliqué en l'espèce ;

3° quelles mesures il compte prendre ou proposer pour mettre fin à cette injuste situation, en même temps qu'au légitime et unanime mécontentement des fonctionnaires intéressés.

2. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à accorder une garantie de l'Etat à la Caisse des Marchés. (N° 506, année 1948. — M. , rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, portant ouverture de crédits en vue de la préparation et de la tenue à Paris de la troisième session de l'Organisation des Nations Unies. (N° 507, année 1948. — M. , rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant extension de l'allocation de grand mutilé de guerre aux aveugles qui se sont enrôlés dans la Résistance. (N^os 364 et 516, année 1948. — Mme Claeys, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter la loi validée des 11 octobre 1940-12 juillet 1941, modifiée par la loi du 16 mai 1946 relative

aux associations syndicales de remembrement et de reconstruction. (Nos 365 et 461, année 1948. — M. Philippe Gerber, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. , rapporteur.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres. (Nos 440 et 494, année 1948. — M. Abel-Durand, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Victoor, rapporteur.)

7. — Discussion de la proposition de résolution de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre et des membres du groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines, tendant à inviter le Gouvernement à modifier, pour 1948, sa politique de financement en matière de réparations, d'aménagement et d'extension des constructions scolaires de l'enseignement du premier degré. (Nos 518 et 883, année 1947. — M. Bouloux, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Reverbori, rapporteur.)

8. — Discussion des propositions de résolution : 1° de M. Landry et des membres du groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines, concernant l'assistanee aux femmes seules chargées d'enfants ; 2° de Mme Devaud, M. Georges Pernot et des membres du groupe du Parti Républicain de la Liberté, tendant à inviter le Gouvernement à compléter certaines dispositions du régime dit d'aide à la famille, notamment en ce qui concerne les femmes élevant seules un ou plusieurs enfants. (Nos 38, 860, année 1947, et 453, année 1948. — M. Landry, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — M. , rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Dorey, rapporteur.)

9. — Discussion de la proposition de résolution de Mme Yvonne Dumont et des membres du groupe communiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures susceptibles de permettre aux femmes seules chargées d'enfant

d'assurer à leur foyer un niveau de vie normal. (N^os 287, année 1947, et 470, année 1948. — Mme Pican, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — M. , rapporteur.)

Modifications aux listes électorales des Membres des groupes politiques.

Groupe du Mouvement Républicain Populaire

(Apparentés aux termes de l'article 16 du Règlement.)
(3 membres au lieu de 4)

Supprimer le nom de M. LE SASSIER-BOISAUNÉ.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 15 Juin 1948.

N° 476. — Proposition de résolution de Mme Devaud, tendant à rétablir le « collectif colonie de vacances ».

N° 489. — Proposition de loi de M. Carcassonne, tendant à compléter la loi relative à diverses dispositions d'ordre budgétaire.

N° 490. — Proposition de loi de M. Alex Roubert, tendant à accorder des réductions sur le prix des transports par chemin de fer aux travailleurs saisonniers.

N° 491. — Proposition de loi de M. Fodé Mamadou Touré, tendant à rendre applicable aux territoires d'Outre-Mer la loi relative à la réglementation des changes.

N° 492. — Proposition de résolution de M. Fodé Mamadou Touré, tendant à rendre applicable par décret aux territoires d'Outre-Mer la loi relative à la réglementation des changes.

*N° 494. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres.

N° 495. — Rapport de M. Colardeau sur le projet de loi modifiant temporairement les règles de formation du jury criminel.

N° 496. — Rapport de M. Colardeau sur le projet de loi tendant à modifier l'article 387 du Code d'instruction criminelle.

N° 499. — Rapport de M. Rogier sur le projet de loi portant déclassement partiel de la place de Tlemcen.

N° 501. — Projet de loi tendant à ratifier l'accord signé entre la France et le Luxembourg relatif aux échanges frontaliers.

N° 502. — Projet de loi relatif aux sépultures perpétuelles des victimes civiles de la guerre.

N° 503. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à surseoir à l'expulsion des clients de certains hôtels garnis.

*N° 506. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à accorder une garantie de l'Etat à la Caisse des Marchés.

N° 507. — Projet de loi portant ouverture de crédits en vue de la troisième session de l'Organisation des Nations Unies.

N° 512. — Rapport de M. Verdeille sur les propositions de résolution relatives à la construction de certains établissements municipaux et au taux de la taxe d'abatage.

N° 513. — Rapport de M. Guy Montier sur le projet de loi tendant à ratifier la convention relative à la mise en service de navires météorologiques.

*N° 516. — Rapport de Mme Claeys sur la proposition de loi portant extension de l'allocation de grand mutilé de guerre aux aveugles enrôlés dans la Résistance.

N° 518. — Rapport de M. le général Petit sur le projet de loi relatif aux conditions dans lesquelles les militaires dégagés des cadres peuvent concourir pour la Légion d'honneur.

N° 521. — Projet de loi tendant à ratifier la Convention financière franco-libanaise.

N° 522. — Rapport de Mme Oyon sur la proposition de loi tendant à définir le statut et les droits des déportés et internés politiques.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 14 juin 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 15 Juin 1948.

1er BUREAU, à 14 h. 30, local n° 215.

2e BUREAU, à 14 h. 30, local n° 201.

3e BUREAU, à 14 h. 30, local n° 207.

4e BUREAU, à 14 h. 30, local n° 202.

5e BUREAU, à 14 h. 30, local n° 217.

6e BUREAU, à 14 h. 30, local n° 221.

COMMISSION d'examen d'une demande en autorisation de poursuites (n° 300), à 14 h. 30, local n° 214.

COMMISSION des finances, à 9 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 10 h. 30, local n° 202.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 16 h. 30, local n° 221.

SOUS-COMMISSION chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées, à 9 heures, local de la Commission des finances.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 45

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 17 Juin 1948.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vérification de pouvoirs :

PREMIER BUREAU

Election de M. Mohamed-el-Aziz Kessous par l'Assemblée Nationale (Constantine-2e Collège) (M. Léo Hamon, rapporteur).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Bernard LAFAY, jusques et y compris M. LE TERRIER.

Tribunes : Depuis M. LEURET, jusques et y compris M. Hubert PAJOT.

2. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'alinéa 2 de l'article 2 de la loi du 22 août 1946 relatif à la situation des étrangers au regard des prestations familiales. (Nos 363 et 462, année 1948. — M. Abel-Durand, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

3. — Débat sur la question orale de M. Armengaud, qui demande à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques comment le Gouvernement compte appuyer la politique de stabilisation des prix de tous les moyens nécessaires, notamment ceux concourant à l'augmentation de la productivité des entreprises et à l'abaissement des prix de revient à la production et à la distribution.

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, modifiant temporairement les règles de formation du jury criminel. (Nos 293 et 495, année 1948. — M. Colardeau, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 387 du Code d'instruction criminelle. (Nos 444 et 496, année 1948. — M. Colardeau, rapporteur.)

6. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à définir le statut et les droits des déportés et internés politiques. (Nos 264 et 522, année 1948. — Mme Oyon, rapporteur ; et no , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. , rapporteur.)

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 4 de la loi no 47-1680 du 3 septembre 1947 relative aux conditions de dégagement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat. (No 485, année 1948. — M. , rapporteur ; et no , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. , rapporteur.)

8. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant extension de l'allocation de grand mutilé de guerre aux aveugles qui se sont enrôlés dans la Résistance. (N^os 364 et 516, année 1948. — Mme Claeys, rapporteur.)

9. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter la loi validée des 11 octobre 1940-12 juillet 1941, modifiée par la loi du 16 mai 1946 relative aux associations syndicales de remembrement et de reconstruction. (N^os 365 et 461, année 1948. — M. Philippe Gerber, rapporteur ; et n^o , année 1948, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Carles, rapporteur.)

10. — Discussion de la proposition de résolution de M^me Jacqueline Thome-Patenôtre et des membres du groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines, tendant à inviter le Gouvernement à modifier, pour 1948, sa politique de financement en matière de réparations, d'aménagement et d'extension des constructions scolaires de l'enseignement du premier degré. (N^os 518 et 883, année 1947. — M. Bouloux, rapporteur ; et n^o année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Reverbori, rapporteur.)

Commission de six membres chargée d'examiner deux demandes en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République (n^os 454 et 488, année 1948).

(nommée le 15 juin 1948)

1^er Bureau : M. SARRIEN ;
2^e Bureau : M. Philippe GERBER ;
3^e Bureau : M. Marcel WILLARD ;
4^e Bureau : M. ABEL-DURAND ;
5^e Bureau : M. BOUDET ;
6^e Bureau : M. PIALOUX.

ERRATUM

A la proposition de résolution de M. Fodé-Mamadou TOURÉ, *tendant à inviter le Gouvernement à rendre applicable par décret, aux territoires d'Outre-Mer, la loi n° 48-178 du 2 février 1948, portant aménagement de certaines dispositions de la* **réglementation des changes** *et, corrélativement, de certaines* **dispositions fiscales.**

Au lieu de : « (renvoyée à la Commission de la famille, de la population et de la santé publique) »,

Lire : « (renvoyée à la Commission de la France d'Outre-Mer) ».

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 17 juin 1948.

N° 458. — Proposition de résolution de M. Salomon Grumbach tendant à la publication des comptes rendus des séances du Sénat qui ont eu lieu en Comité secret.

N° 510. — Proposition de résolution de M. Southon tendant à rajuster le montant de l'allocation versée aux titulaires de la médaille d'argent des instituteurs.

N° 514. — Rapport de M. Alfred Paget sur la proposition de loi tendant à autoriser la Société à Responsabilité limitée entre pharmaciens.

N° 520. — Rapport de M. Verdeille sur la proposition de résolution tendant à réaliser l'égalité de situation entre les conseillers généraux des territoires d'Outre-Mer et ceux de la Métropole.

*N° 524. — Motion de M. Alain Poher, tendant au renvoi devant le Comité constitutionnel de la proposition de loi tendant à accorder une garantie de l'Etat à la Caisse des Marchés.

N° 533. — Projet de loi relatif à l'admission dans le cadre actif d'officiers de réserve de l'armée de mer.

N° 534. — Projet de loi portant réduction du nombre des Cours de justice.

N° 535. — Projet de loi abrogeant l'ordonnance du 13 janvier 1945 fixant la composition des tribunaux de première instance.

N° 536. — Projet de loi tendant à modifier l'ordonnance relative à l'enfance délinquante.

N° 537. — Projet de loi modifiant l'article 378 du Code d'instruction criminelle.

N° 538. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant admission à l'honorariat de leur grade des officiers des Forces françaises combattantes.

N° 539. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter la loi relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale.

N° 544. — Rapport de M. Salomon Grumbach sur la motion tendant au renvoi devant le Comité Constitutionnel de la proposition de loi tendant à accorder une garantie de l'État à la Caisse des Marchés.

---

* **NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 15 juin 1948.**

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 17 Juin 1948.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 9 h. 30, local n° 274.

COMMISSION chargée d'examiner deux demandes en autorisation de poursuites contre un Membre du Conseil de la République, (nos 454 et 488, année 1948), à la première suspension de séance, local n° 207.

COMMISSION des finances, à 9 h. 45, local de la Commission.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 10 h. 30, local n° 202.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 10 h. 30, local n° 217.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 10 h. 30, local n° 202.

COMMISSION des moyens de communication et des transports, à 10 heures, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

des

isa-
que,
nce,

nis-

rte-

e et

s et
217.

30,

ans-

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 46

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 22 Juin 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponse des Ministres aux questions orales suivantes :

I. M. Chochoy expose à M. le Secrétaire d'Etat au Budget :

1° Que les villes sinistrées de Frévent, Saint-Pol-sur-Ternoise, Oignies et Saint-Omer, dans le Pas-de-Calais, ont un pourcentage de destructions calculé selon les prescriptions contenues dans la

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. PAQUIRISSAMYPOULLÉ, jusques et y compris M. PRÉVOST.

Tribunes : Depuis M. PRIMET, jusques et y compris M. René SIMARD.

réponse de M. le Ministre des Finances à la question écrite n° 3192, *Journal officiel* du 29 octobre 1947, qui est respectivement de 66,25 0/0, 58,80 0/0, 52,50 0/0 et 51,49 0/0 ;

2° Qu'à la question n° 728 qu'il lui avait posée, M. le Ministre des Finances répondait, le 29 avril 1948 : « L'indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence n'est attribuée que dans les communes de plus de 1.000 habitants où le pourcentage de destruction dépasse 50 0/0 du nombre total des immeubles détruits et pour moitié seulement les maisons endommagées. Cette règle a été appliquée dans les départements, et en particulier à celui du Pas-de-Calais, à l'exception toutefois de certaines régions à dévastation très étendue, où l'indemnité est attribuée dans des communes de moins de 1.000 habitants » ;

3° Que les quatre villes susvisées remplissent bien les conditions du décret n° 47-492 du 19 mars 1947 ; et lui demande quelles dispositions il envisage de prendre pour que l'indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence soit accordée d'urgence au personnel des services publics de ces localités.

H. M. Gargominy demande à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques si les certificats de l'emprunt exonérant du prélèvement émis au nom du mari commun en biens acquêts doivent être reçus par l'Enregistrement en payement des droits de mutation entre vifs dus à l'occasion d'une donation faite à l'épouse du titulaire de ces certificats.

2. — Examen d'une demande de pouvoirs d'enquête présentée par la Commission de la production industrielle, sur la production et le développement des principales ressources énergétiques françaises.

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant déclassement partiel de la place de Tlemcen. (N^os^ 358 et 499, année 1948. — M. Rogier, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif aux conditions dans lesquelles les militaires dégagés des cadres par application des textes législatifs anté-

rieurs à la loi n° 46-607 du 5 avril 1946 peuvent concourir pour la Légion d'honneur ou la Médaille militaire. (N^os 359 et 518, année 1948. — M. le Général Petit, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier la convention relative à la mise en service des navires météorologiques. (N^os 441 et 513, année 1948. — M. Guy Montier, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission de la marine et des pêches. — M. , rapporteur.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 4 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947 relative aux conditions de dégagement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat. (N^os 485 et 564, année 1948. — M. Vanrullen, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Avinin, rapporteur.)

7. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser la société à responsabilité limitée entre pharmaciens pour la propriété d'une officine de pharmacie. (N^os 383 et 514, année 1948. — M. Alfred Paget, rapporteur.)

8. — Discussion des propositions de résolution : 1° de M. Landry et des membres du groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines, concernant l'assistance aux femmes seules chargées d'enfants ; 2° de Mme Devaud, M. Georges Pernot et des membres du groupe du Parti Républicain de la Liberté, tendant à inviter le Gouvernement à compléter certaines dispositions du régime dit d'aide à la famille, notamment en ce qui concerne les femmes élevant seules un ou plusieurs enfants. (N^os 38, 860, année 1947, et 453, année 1948. — M. Landry, rapporteur ; et n° 576, année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — Mme Claeys, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Dorey, rapporteur.)

9. — Discussion de la proposition de résolution de Mme Yvonne Dumont et des membres du groupe communiste et apparentés,

tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures susceptibles de permettre aux femmes seules chargées d'enfant d'assurer à leur foyer un niveau de vie normal. (Nos 287, année 1947, et 470, année 1948. — Mme Pican, rapporteur ; et no 577, année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — Mme Claeys, rapporteur.)

La Commission de six membres, chargée d'examiner deux demandes en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République (Nos 454 et 488, année 1948) a nommé :

Président : M. ABEL-DURAND,

ERRATA

I. — *Au projet de loi (n° 379), adopté par l'Assemblée Nationale, portant* **majoration des indemnités** *dues au titre de la législation sur les* **accidents du travail** *dans les* **professions agricoles ou forestières.**

Page 4, 2e ligne :

Au lieu de : « ... Ministère de l'Agriculture... »,

Lire : « ... *Ministre* de l'Agriculture... ».

II. — *Au rapport* (n° 544), *fait au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, sur la motion de* M. Alain POHER *tendant au renvoi devant le Comité constitutionnel* **de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à accorder une garantie de l'État à la Caisse des Marchés,**

par M. Salomon GRUMBACH.

Page 6, rédiger ainsi le 5e alinéa :

« En l'espèce, il a été pleinement satisfait à cette exigence par le Conseil de la République, saisi au cours de sa séance du jeudi 10 juin de la proposition de loi votée par l'Assemblée Nationale après déclaration d'urgence, puisque le Conseil a inscrit la discussion de cette proposition en tête de sa plus prochaine séance fixée au mardi 15 juin et qu'à cette date il en a poursuivi la discussion jusqu'à sa conclusion. »

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 22 juin 1948.

N° 511. — Rapport de M. Prévost sur la proposition de résolution relative à la reconstruction de la ligne de chemin de fer : Amélie-les-Bains à Arles-sur-Tech.

N° 523. — Proposition de loi de M. Djaument tendant à étendre aux agents des services publics d'Outre-Mer la loi portant statut des fonctionnaires.

N° 525. — Proposition de résolution de Mme Claeys tendant à instituer un régime de sécurité sociale en faveur des agents des collectivités locales.

N° 527. — Proposition de résolution de M. Victoor tendant à abroger l'arrêté supprimant les trains omnibus sur la ligne Charleville-Hirson.

N° 531. — Proposition de loi de M. Djaument, tendant à unifier le statut du militaire de l'Union Française.

N° 540. — Proposition de loi de M. Bardon-Damarzid tendant à modifier la loi augmentant le taux des allocations aux vieux travailleurs.

N° 541. — Proposition de résolution de M. Ahmed Boumendjel tendant à libérer les emprisonnés politiques arrêtés à l'occasion des élections à l'Assemblée Algérienne.

N° 542. — Proposition de résolution de M. Ahmed Boumendjel tendant à réparer les torts subis par les familles françaises et musulmanes lors des événements du 8 mai 1945 en Algérie.

N° 543. — Rapport de M. Boivin-Champeaux sur la proposition de loi relative à la constitution du bien de famille insaisissable.

N° 546. — Demande en autorisation de poursuites contre un Conseiller de la République.

N° 553. — Rapport de M. de Montgascon relatif au cahier des charges de la Société Nationale des Chemins de fer Français.

*N° 564. — Rapport de M. Vanrullen sur le projet de loi relatif aux conditions de dégagement des cadres de fonctionnaires.

N° 570. — Projet de loi portant création d'un « Fonds de compensation » des îles Saint-Pierre-et-Miquelon.

N° 571. — Projet de loi approuvant un avenant au cahier des charges de la concession du canal du Foulon.

N° 572. — Projet de loi rendant applicable dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle l'article 51 de la loi sur l'organisation municipale.

N° 573. — Projet de loi relatif aux privilèges et hypothèques maritimes.

N° 574. — Projet de loi relatif à l'aménagement des plaines de l'Isère, du Drac et de la Romanche.

N° 575. — Projet de loi relatif à la mise en vente de produits nocifs à usage industriel.

N° 576. — Avis de Mme Claeys sur les propositions de résolution concernant l'assistance aux femmes seules chargées d'enfants et le régime d'aide à la famille.

*N° 577. — Avis de Mme Claeys sur la proposition de résolution tendant à assurer aux femmes seules chargées d'enfants un niveau de vie normal.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 21 juin 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 22 Juin 1948.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 10 h. 30, local n° 221.

COMMISSION des finances, à 9 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION de la marine et des pêches, à 14 h. 15, local n° 215.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 47

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 24 Juin 1948.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter la loi validée des 11 octobre 1940-12 juillet 1941, modifiée par la loi du 16 mai 1946 relative aux associations syndicales de remembrement et de reconstruction. (N°s 365 et 461, année 1948. — M. Philippe Gerber, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Carles, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. SOLDANI, jusques et y compris M. VIPLE.

Tribunes : Depuis M. VITTORI, jusques et y compris M. Charles BOSSON.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant majoration des indemnités dues au titre de la législation sur les accidents du travail dans les professions agricoles ou forestières. (Nos 379 et 558, année 1948. — M. Le Goff, rapporteur.)

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à la création du Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux. (Nos 419 et 565, année 1948. — M. Brettes, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de loi, déposée au Conseil de la République, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à valider et à modifier l'acte dit loi n° 21 du 27 janvier 1944, concernant les délais en matière de propriété industrielle. (Nos 20, 382 et 563, année 1948. — M. Armengaud, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de loi, déposée au Conseil de la République, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier la loi du 12 juillet 1909 modifiée par le décret-loi du 14 juin 1938 sur la constitution du bien de famille insaisissable. (Nos 4, année 1947, 447 et 543, année 1948. — M. Boivin-Champeaux, rapporteur.)

6. — Débat sur la question orale de M. Armengaud, qui demande à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques comment le Gouvernement compte appuyer la politique de stabilisation des prix de tous les moyens nécessaires, notamment ceux concourant à l'augmentation de la productivité des entreprises et à l'abaissement des prix de revient à la production et à la distribution.

7. — Discussion de la proposition de résolution de M. Jarrié et des membres du groupe du Mouvement Républicain Populaire, tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la politique céréalière. (Nos 477 et 566, année 1948. — M. Jayr, rapporteur ; et n° 591, année 1948, avis de la Commission du ravitaillement. — M. Tognard, rapporteur.)

8. — Discussion de la proposition de résolution de M. Baron et des membres du groupe communiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures propres à donner satisfaction aux légitimes revendications du personnel enseignant en procédant au reclassement de la fonction enseignante dans le cadre de la revalorisation de la fonction publique et en demandant au Parlement le vote des crédits nécessaires à la réalisation immédiate de cette réforme. (N[os] 844 et 892, année 1947. — M. Bouloux, rapporteur ; et [n° , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. , rapporteur.)]

9. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Charles Okala, Arouna N'Joya, Charles-Cros, Alioune Diop, Mme Vialle et des membres du groupe socialiste S. F. I. O., tendant à inviter le Gouvernement à ordonner dans les territoires d'Outre-Mer l'immédiate et stricte application de la Constitution d'octobre 1946. (N[os] 847 et 903, année 1947. — M. *Cozzano*, rapporteur.)

10. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Chochoy, Vanrullen et des membres du groupe socialiste S. F. I. O., tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux victimes civiles des bombardements, aux anciens internés et déportés morts après leur retour dans leur foyer, le bénéfice du décret du 22 février 1940 relatif aux sépultures perpétuelles. (N[os] 70 et 222, année 1948. — M. Brier, rapporteur.)

11. — Discussion des propositions de résolution : 1° de M. Landry et des membres du groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines, concernant l'assistance aux femmes seules chargées d'enfants ; 2° de Mme Devaud, M. Georges Pernot et des membres du groupe du Parti Républicain de la Liberté, tendant à inviter le Gouvernement à compléter certaines dispositions du régime dit d'aide à la famille, notamment en ce qui concerne les femmes élevant seules un ou plusieurs enfants. (N[os] 38, 860, année 1947, et 453, année 1948. — M. Landry, rapporteur ; et n° 576, année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — Mme Claeys, rapporteur ; et n° 592, année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Dorey, rapporteur.)

12. — Discussion de la proposition de résolution de Mme Yvonne Dumont et des membres du groupe communiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures susceptibles de permettre aux femmes seules chargées d'enfant d'assurer à leur foyer un niveau de vie normal. (N[os] 287, année 1947, et 470, année 1948. — Mme Pican, rapporteur ; et n° 577, année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — Mme Claeys, rapporteur ; et n° 593, année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Dorey, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 24 juin 1948.

N° 552. — Rapport de M. Dorey sur la proposition de résolution tendant à venir en aide aux victimes de l'incendie de Pointe-à-Pitre.

N° 554. — Rapport de M. Satonnet sur le projet de loi concernant la distribution dans les hôtels des objets recommandés.

N° 556. — Rapport de M. Bocher sur le projet de loi tendant à modifier la loi instituant l'Ordre du Mérite maritime.

N° 557. — Rapport de M. Hocquard sur les propositions de résolution relatives aux élections à l'Assemblée Algérienne.

*N° 558. — Rapport de M. Le Goff sur le projet de loi portant majoration des indemnités d'accidents du travail dans les professions agricoles.

N° 560. — Proposition de résolution de M. Ahmed Boumendjel tendant à la désignation d'une commission d'enquête sur les élections à l'Assemblée Algérienne.

N° 562. — Proposition de résolution de M. Alex Roubert tendant à créer une commission chargée de suivre la répartition des crédits du Plan Marshall.

*N° 563. — Rapport de M. Armengaud sur la proposition de loi concernant les délais en matière de propriété industrielle.

*N° 35. — Rapport de M. Brettes sur la proposition de loi tendant à la création du Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux.

*N° 566. — Rapport de M. Jayr sur la proposition de résolution tendant à améliorer la politique céréalière.

N° 568. — Rapport de M. Durand-Reville sur la proposition de résolution tendant à étendre aux agents européens des services publics d'Outre-Mer les mesures portant relèvement du traitement des fonctionnaires.

N° 581. — Message de M. le Président de la République et délibération du Comité constitutionnel.

*N° 586. — Projet de loi portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget général pour l'exercice 1948.

N° 589. — Rapport de M. Vieljeux sur le projet de loi portant création d'un « Fonds de compensation » des îles Saint-Pierre-et-Miquelon.

N° 591. — Avis de M. Tognard sur la proposition de résolution tendant à améliorer la politique créalière.

N° 592. — Avis de M. Dorey sur les propositions de résolution concernant l'assistance aux femmes seules chargées d'enfants.

N° 593. — Avis de M. Dorey sur la proposition de résolution tendant à permettre aux femmes seules chargées d'enfant d'assurer à leur foyer un niveau de vie normal.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 23 juin 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 24 Juin 1948.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 9 h. 30, local n° 274.

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique, à 9 h. 30, local n° 207.

COMMISSION des finances, à 9 heures, local de la Commission.

Réunion commune de la COMMISSION des finances et de la COMMISSION des affaires étrangères, à 11 heures, local de la Commission des finances.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 10 h. 30, local n° 217.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 9 heures, **local n°** 201.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

des

anté

sion.

de la

e la

arte-

s et
217.

ures,

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 48

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 25 Juin 1948.

A NEUF HEURES TRENTE

PREMIÈRE SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion de la proposition de résolution de M. Jarrié et des membres du groupe du Mouvement Républicain Populaire, tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la politique céréalière. (Nos 477 et 566, année 1948. — M. Jayr, rapporteur ; et n° 591, année 1948, avis de la Commission du ravitaillement. — M. Tognard, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. BOUDET, jusques et y compris M. CARLES.

Tribunes : Depuis M. CASPARY, jusques et y compris M. DUCHET.

2. — Discussion de la proposition de résolution de M. Baron et des membres du groupe communiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures propres à donner satisfaction aux légitimes revendications du personnel enseignant en procédant au reclassement de la fonction enseignante dans le cadre de la revalorisation de la fonction publique et en demandant au Parlement le vote des crédits nécessaires à la réalisation immédiate de cette réforme. (Nos 844 et 892, année 1947. — M. Bouloux, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Reverbori, rapporteur.)

3. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Charles Okala, Arouna N'Joya, Charles-Cros, Alioune Diop, Mme Vialle et des membres du groupe socialiste S. F. I. O., tendant à inviter le Gouvernement à ordonner dans les Territoires d'Outre-Mer l'immédiate et stricte application de la Constitution d'octobre 1946. (Nos 847 et 903, année 1947. — M. *Cozzano*, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Chochoy, Vanrullen et des membres du groupe socialiste S. F. I. O., tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux victimes civiles des bombardements, aux anciens internés et déportés morts après leur retour dans leur foyer, le bénéfice du décret du 22 février 1940 relatif aux sépultures perpétuelles. (Nos 70 et 222, année 1948. — M. Brier, rapporteur.)

5. — Discussion des propositions de résolution : 1° de M. Landry et des membres du groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines, concernant l'assistance aux femmes seules chargées d'enfants ; 2° de Mme Devaud, M. Georges Pernot et des membres du groupe du Parti Républicain de la Liberté, tendant à inviter le Gouvernement à compléter certaines dispositions du régime dit d'aide à la famille, notamment en ce qui concerne les femmes élevant seules un ou plusieurs enfants. (Nos 38, 860, année 1947, et 453, année 1948. — M. Landry, rapporteur ; et n° 576, année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — Mme Claeys, rapporteur ; et n° 592, année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Dorey, rapporteur.)

6. — Discussion de la proposition de résolution de Mme Yvonne Dumont et des membres du groupe communiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures susceptibles de permettre aux femmes seules chargées d'enfant d'assurer à leur foyer un niveau de vie normal. (Nos 287, année 1947, et 470, année 1948. — Mme Pican, rapporteur ; et n° 577, année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — Mme Claeys, rapporteur ; et n° 593, année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Dorey, rapporteur.)

A QUATORZE HEURES TRENTE

RÉUNION DANS LES BUREAUX

Nomination d'une Commission de six membres, chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un Conseiller de la République (N° 546 , année 1948).

A QUINZE HEURES TRENTE

DEUXIÈME SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, accordant des permissions spéciales aux soldats agriculteurs. (N° 597, année 1948. — M. , rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission de l'agriculture. — M. , rapporteur.)

2. — Décision sur la demande de discussion immédiate de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à surseoir à l'expulsion des clients de certains hôtels garnis ou meublés, et pensions de famille. (N° 503, année 1948. — Mme Girault, rapporteur.)

3. — Suite du débat sur la question orale de M. Armengaud, qui demande à M. le Ministre des Finances et des Affaires écono-

miques comment le Gouvernement compte appuyer la politique de stabilisation des prix de tous les moyens nécessaires, notamment ceux concourant à l'augmentation de la productivité des entreprises et à l'abaissement des prix de revient à la production et à la distribution.

---

4. — Suite de la discussion des affaires inscrites à l'ordre du jour de la première séance.

Désignation d'une candidature pour une Commission extraparlementaire.

(Application de l'article 19 du Règlement.)

Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 15 juin 1948, la Commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression) présente la candidature de M. GIAUQUE en vue de représenter le Conseil de la République au sein de la Commission chargée d'élaborer le règlement d'administration publique prévu à l'article 11 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948 et tendant à établir un rapport constant entre les taux des pensions militaires d'invalidité et de victimes de la guerre et les taux des traitements bruts des fonctionnaires.

(Cette candidature sera ratifiée par le Conseil de la République si, avant la nomination, elle n'a pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 25 juin 1948.

N° 526. — Proposition de résolution de M. Georges Lacaze tendant à renoncer à la taxation des arbres fruitiers proposée en Meurthe-et-Moselle.

N° 547. — Proposition de loi de M. Ousmane Socé tendant à instituer des sociétés coopératives africaines de construction.

N° 548. — Proposition de loi de M. Pujol tendant à supprimer la circulaire des finances relative aux allocations familiales.

N° 567. — Rapport de M. Pujol sur la proposition de résolution tendant à ne pas augmenter les droits d'examen pendant l'année 1948.

*N° 595. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à accorder une avance de trésorerie à la Société nationale d'études et de construction de moteurs d'aviation.

N° 597. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, accordant des permissions spéciales aux soldats agriculteurs.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 24 juin 1948.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 49

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 29 Juin 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination d'un membre de la Commission chargée d'élaborer le règlement d'administration publique prévu à l'article 11 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948 et tendant à établir un rapport constant entre les taux des pensions militaires d'invalidité et de victimes de la guerre et les taux des traitements bruts des fonctionnaires.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Paul DUCLERCQ, jusques et y compris M. GARGOMINY.

Tribunes : Depuis M. GASSER, jusques et y compris M. Aziz KESSOUS.

2. — Suite de la discussion de la proposition de résolution de MM. Charles Okala, Arouna N'Joya, Charles-Cros, Alioune Diop, Mme Vialle et des membres du groupe socialiste S. F. I. O., tendant à inviter le Gouvernement à ordonner dans les Territoires d'Outre-Mer l'immédiate et stricte application de la Constitution d'octobre 1946. (Nos 847 et 903, année 1947. — M. Cozzano, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant abrogation de l'article 3 de l'ordonnance n° 45-2328 du 12 octobre 1945 relative au cahier des charges de la Société nationale des chemins de fer français pour l'ensemble des voies ferrées, des quais, des ports maritimes et de navigation intérieure. (Nos 415 et 553, année 1948. — M. de Montgascon, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, concernant la distribution dans les hôtels et agences de voyage des objets recommandés ou avec valeur déclarée. (Nos 452 et 554, année 1948. — M. Satonnet, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget général pour l'exercice 1948. (Nos 586 et 614, amée 1948. — M. Vieljeux, rapporteur; et n° 615, année 1948, avis de la Commission de la France d'Outre-Mer. — M. Durand-Reville, rapporteur.)

6. — Discussion de la proposition de résolution de M. Salomon Grumbach tendant à la publication des comptes rendus des séances ou fractions de séances du Sénat, qui ont eu lieu en Comité secret dans la période qui a précédé l'invasion de mai 1940. (Nos 458 et 602, année 1948. — M. Salomon Grumbach, rapporteur.)

7. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Chochoy, Vanrullen et des membres du groupe socialiste S. F. I. O., tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux victimes civiles des bombardements, aux anciens internés et déportés

morts après leur retour dans leur foyer, le bénéfice du décret du 22 février 1940 relatif aux sépultures perpétuelles. (Nos 70 et 222, année 1948. — M. Brier, rapporteur.)

8. — Discussion des propositions de résolution : 1° de M. Landry et des membres du groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines, concernant l'assistance aux femmes seules chargées d'enfants ; 2° de Mme Devaud, M. Georges Pernot et des membres du groupe du Parti Républicain de la Liberté, tendant à inviter le Gouvernement à compléter certaines dispositions du régime dit d'aide à la famille, notamment en ce qui concerne les femmes élevant seules un ou plusieurs enfants. (Nos 38, 860, année 1947, et 453, année 1948. — M. Landry, rapporteur ; et n° 576, année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — Mme Claeys, rapporteur ; et n° 592, année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Dorey, rapporteur.)

9. — Discussion de la proposition de résolution de Mme Yvonne Dumont et des membres du groupe communiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures susceptibles de permettre aux femmes seules chargées d'enfant d'assurer à leur foyer un niveau de vie normal. (Nos 287, année 1947, et 470, année 1948. — Mme Pican, rapporteur ; et n° 577, année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — Mme Claeys, rapporteur ; et n° 593, année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Dorey, rapporteur.)

Commission de six membres chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République (n° 546, année 1948).

(nommée le 25 juin 1948)

1er Bureau : M. VANRULLEN ;

2e Bureau : M. BOCHER ;

3e Bureau : M. CASPARY ;

4e Bureau : M. Marc GERBER ;

5e Bureau : M. Henri BUFFET ;

6e Bureau : M. CHOCHOY.

Cette Commission a nommé :

Président : M. Marc GERBER ;

Rapporteur : M. Henri BUFFET.

ERRATUM

A la proposition de loi (n° 597), ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, APRÈS DÉCLARATION D'URGENCE, *accordant des* **permissions spéciales *aux* soldats agriculteurs.**

Première page,

Au lieu de :

« (Renvoyée à la Commission de l'éducation nationale) »,

Lire :

« (Renvoyée à la Commission de la défense nationale) ».

Feuilleton n° 49, du 29 Juin 1948.

ERRATUM

Au rapport (n° 554) fait au nom de la Commission des moyens de communication et des transports (postes, télégraphes et téléphones, chemins de fer, lignes aériennes, etc.), sur le projet de loi, ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *concernant la* **distribution,** *dans les* **hôtels** *et* **agences de voyages** *des* **objets recommandés** *ou avec valeur déclarée.*

Par M. SATONNET.

Page 3, avant-dernière ligne :

Au lieu de : « ... l'article 3 du 4 juin 1859... »,

Lire : « ... l'article 3 *de la loi* du 4 juin 1859... ».

Au
p
M
n
P
A
L

Feuilleton n° 49, du 29 Juin 1948.

ERRATUM

Au projet de loi (n° 626) ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *plaçant la* **Société Nationale d'Etude et de Construction de Moteurs d'aviation** *sous un* **statut provisoire** *en vue de sa réorganisation.*

Page 5, art. 6, paragraphe 2°, 2e ligne :

Au lieu de : « ... 2 milliards 500 millions... »,

Lire : « ... 1 milliard 900 millions... ».

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 29 juin 1948.

N° 590.— Rapport de M. Charles Brune tendant à modifier les articles 59 et 79 du Règlement du Conseil de la République.

*N° 602. — Rapport de M. Salomon Grumbach sur la proposition de résolution tendant à la publication des comptes rendus des séances du Sénat qui ont eu lieu en Comité secret.

N° 611. — Rapport de M. Jean-Marie Thomas sur la proposition de loi relative aux travaux dans lesquels la participation de l'État dépasse 30 millions.

N° 612. — Rapport de M. Jean-Marie Thomas sur la proposition de loi tendant à subventionner certains travaux d'équipement des ports maritimes.

N° 621. — Projet de loi ratifiant les attributions de Croix de la Légion d'honneur faites au titre du décret du 5 septembre 1939.

N° 622. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à l'institution d'une Caisse de retraites des membres des mahakmas et des aouns des justices de paix en Algérie.

N° 623. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative au contrôle de l'émission des valeurs mobilières en Algérie.

N° 624. — Projet de loi relatif à la vente des poudres et explosifs de mine en Algérie.

N° 625. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 2102 du Code civil relatif au privilège du bailleur.

N° 626. — Projet de loi plaçant la Société Nationale d'Etude et de Construction de Moteurs d'Aviation sous un statut provisoire.

---

* **NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 28 juin 1948.**

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 29 Juin 1948.

COMMISSION des finances, à 9 h. 45, local de la Commission.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 9 h. 30, local n° 202.

SOUS-COMMISSION chargée d'examiner la gestion des entreprises nationalisées, à 9 h. 15, local de la Commisison des finances.

Mercredi 30 Juin 1948.

COMMISSION de l'agriculture, à 15 h. 30, local n° 214.

COMMISSION de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, à 17 heures, local n° 207.

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique, à 10 heures, local n° 207

COMMISSION du ravitaillement, à 14 h. 30, local n° 214.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 10 heures, local n° 221.

Imprimerie du Conseil de la République.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 50

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 1er Juillet 1948.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Suite de la discussion de la proposition de résolution de MM. Charles Okala, Arouna N'Jqya, Charles-Cros, Alioune Diop, Mme Vialle et des membres du groupe socialiste S. F. I. O., tendant à inviter le Gouvernement à ordonner dans les Territoires d'Outre-Mer l'immédiate et stricte application de la Constitution d'octobre 1946. (Nos 847 et 903, année 1947. — M. Cozzano, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Georges LACAZE, jusques et y compris M. LE TERRIER.

Tribunes : Depuis M. LEURET, jusques et y compris M. Hubert PAJOT.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, relatif au transfert au Panthéon des cendres de Victor Schoelcher. (N° 639, année 1948. — M. , rapporteur.)

3. — Décision sur la demande de discussion immédiate de la proposition de résolution de M. Renaison et des membres du groupe socialiste S.F.I.O., tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour venir en aide aux victimes de l'incendie de Pointe-à-Pitre (Guadeloupe). (Nos 822, année 1947, et 552, année 1948. — M. Dorey, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 9 février 1930 instituant l'Ordre du Mérite maritime. (Nos 381 et 556, année 1948 — M. Bocher, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant modification des lois n° 46-628 du 8 avril 1946 et n° 46-2298 du 21 octobre 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz (Nos 446 et 608, année 1948. — M. Novat, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Marrane, rapporteur.)

6. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Ministre des Travaux publics et des Transports à subventionner certains travaux d'équipement des ports maritimes. (Nos 384 et 612, année 1948. — M. Jean-Marie Thomas, rapporteur et n° , année 1948, avis de la Commission de la marine et des pêches. — M. Denvers, rapporteur.)

7. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'acte dit loi du 8 avril 1941 prescrivant que les travaux dans lesquels la participation de l'État dépasserait 30 millions devraient être autorisés par décret en Conseil d'État (Nos 420 et 611, année 1948. — M. Jean-Marie Thomas, rapporteur.)

8. — Discussion de la proposition de résolution de M. Dulin et des membres de la Commission de l'agriculture tendant à inviter le Gouvernement à faire connaître les mesures qu'il entend prendre pour relever le niveau de notre production laitière en vue de couvrir les besoins des consommateurs et plus particulièrement des enfants des grandes villes en lait de qualité. (Nos 403 et 627, année 1948. — M. Dulin, rapporteur ; et n° , année 1948 avis de la Commission du ravitaillement. — M. Plait, rapporteur.)

9. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant abrogation de l'article 3 de l'ordonnance n° 45-2328 du 12 octobre 1945 relative au cahier des charges de la Société nationale des chemins de fer français pour l'ensemble des voies ferrées, des quais, des ports maritimes et de navigation intérieure. (Nos 415 et 553, année 1948. — M. de Montgascon, rapporteur.)

10. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, concernant la distribution dans les hôtels et agences de voyage des objets recommandés ou avec valeur déclarée. (Nos 452 et 554, année 1948. — M. Satonnet, rapporteur.)

11. — Discussion de la proposition de résolution de M. Salomon Grumbach tendant à la publication des comptes rendus des séances ou fractions de séances du Sénat, qui ont eu lieu en Comité secret dans la période qui a précédé l'invasion de mai 1940. (Nos 458 et 602, année 1948. — M. Salomon Grumbach, rapporteur.)

12. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Chochoy, Vanrullen et des membres du groupe socialiste S. F. I. O., tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux victimes civiles des bombardements, aux anciens internés et déportés morts après leur retour dans leur foyer, le bénéfice du décret du 22 février 1940 relatif aux sépultures perpétuelles. (Nos 70 et 222, année 1948. — M. Brier, rapporteur.)

13. — Discussion des propositions de résolution : 1° de M. Landry et des membres du groupe du Rassemblement des Gauches

Républicaines, concernant l'assistance aux femmes seules chargées d'enfants ; 2° de Mme Devaud, M. Georges Pernot et des membres du groupe du Parti Républicain de la Liberté, tendant à inviter le Gouvernement à compléter certaines dispositions du régime dit d'aide à la famille, notamment en ce qui concerne les femmes élevant seules un ou plusieurs enfants. (Nos 38, 860, année 1947, et 453, année 1948. — M. Landry, rapporteur ; et n° 576, année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — Mme Claeys, rapporteur ; et n° 592, année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Dorey, rapporteur.)

14. — Discussion de la proposition de résolution de Mme Yvonne Dumont et des membres du groupe communiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures susceptibles de permettre aux femmes seules chargées d'enfant d'assurer à leur foyer un niveau de vie normal. (Nos 287, année 1947, et 470, année 1948. — Mme Pican, rapporteur ; et n° 577, année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — Mme Claeys, rapporteur ; et n° 593, année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Dorey, rapporteur.)

Nomination de membre d'une Commission extraparlementaire.

Dans sa séance du 29 juin 1948, le Conseil de la République a nommé :

M. GIAUQUE, membre de la Commission chargée d'élaborer le règlement d'administration publique prévu à l'article 11 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948 et tendant à établir un rapport constant entre les taux des pensions militaires d'invalidité et de victimes de la guerre et les taux des traitements bruts des fonctionnaires.

Désignation d'une candidature pour une Commission extraparlementaire.

(Application de l'article 19 du Règlement.)

Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 28 mai 1948, la Commission des finances présente la candidature de M. Georges LACAZE, en vue de représenter le Conseil de la République au sein de la Commission supérieure des caisses d'épargne (application de la loi n° 48-445 du 17 mars 1948).

(Cette candidature sera ratifiée par le Conseil de la République si, avant la nomination, elle n'a pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 1er Juillet 1948.

N° 530. — Proposition de loi de M. Djaument tendant à créer Outre-Mer un cadre unique groupant tous les fonctionnaires.

N° 578. — Proposition de résolution de M. Vittori tendant à abroger les textes instituant une taxe de 30 0/0 sur les tabacs fabriqués en Corse.

N° 579. — Proposition de résolution de M. Rosset tendant à attribuer à tous les bénéficiaires de la retraite des vieux 500 kgs de charbon à prix réduit.

N° 580. — Proposition de loi de M. Djaument tendant à supprimer l'impôt de capitation dans les territoires d'Outre-Mer.

N° 582. — Rapport de M. Novat sur la proposition de résolution tendant à restituer leurs véhicules à tous les propriétaires de voitures automobiles réquisitionnées.

N° 587. — Proposition de loi de M. Djaument tendant à ériger de nouveaux centres d'A. O. F., d'A. E. F., du Togo et du Cameroun en communes de plein exercice.

N° 604. — Proposition de loi de M. Ahmed Boumendjel tendant à appliquer à toutes les élections la loi règlementant les conditions d'admission des mandataires des candidats dans les bureaux de vote.

**N° 608. — Rapport de M. Novat sur la proposition de loi portant modification des lois sur la nationalisation de l'électricité et du gaz.

**N° 609. — Projet de loi relatif aux rapport des bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel.

N° 613. — Rapport de M. Valentin-Pierre Vignard sur le projet de loi relatif aux sépultures perpétuelles des victimes civiles de la guerre.

*N° 615. — Avis de M. Durand-Réville sur le projet de loi portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget général pour l'exercice 1948.

N°619. — Rapport de M. Trémintin sur la proposition de loi tendant à compléter la loi relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale.

**N° 627. — Rapport de M. Dulin sur la proposition de résolution concernant la production laitière.

**N° 639. — Projet de loi relatif au transfert au Panthéon des cendres de Victor Schoelcher.

N° 640. — Projet de loi portant ouverture de crédit au titre de la célébration de la mort de Chateaubriand.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 29 juin 1948.

** NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 30 juin 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 1er Juillet 1948.

COMMISSION de comptabilité, à 10 heures, local n° 269.

COMMISSION des moyens de communication et des transports (P. T. T., Chemins de fer, lignes aériennes, etc.), à 10 heures, local n° 213.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 9 heures, local n° 201.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 10 h. 30, local n° 274.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 h. 30, local n° 221.

COMMISSION des finances, à 9 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 9 h. 30 et 15 h. 30, local n° 202.

Réunion commune de la COMMISSION des affaires étrangères, de la COMMISSION des finances, de la COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales et de la COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 18 heures, salle de Brosse.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 51

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 2 Juillet 1948.

A NEUF HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Suite de la discussion de la proposition de résolution de MM. Charles Okala, Arouna N'Joya, Charles-Cros, Alioune Diop, Mme Vialle et des membres du groupe socialiste S. F. I. O., tendant à inviter le Gouvernement à ordonner dans les Territoires d'Outre-Mer l'immédiate et stricte application de la Constitution d'octobre 1946. (N°s 847 et 903, année 1947. — M. Cozzano, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. PAQUIRISSAMYPOULLÉ, jusques et y compris M. Germain PONTILLE.

Tribunes : Depuis M. PRÉVOST, jusques et y compris M. SID-CARA.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 9 février 1930 instituant l'Ordre du Mérite maritime. (Nos 381 et 556, année 1948 — M. Bocher, rapporteur.)

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant modification des lois n° 46-628 du 8 avril 1946 et n° 46-2298 du 21 octobre 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz (Nos 446 et 608, année 1948. — M. Novat, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Marrane, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Ministre des Travaux publics et des Transports à subventionner certains travaux d'équipement des ports maritimes. (Nos 384 et 612, année 1948. — M. Jean-Marie Thomas, rapporteur et n° , année 1948, avis de la Commission de la marine et des pêches. — M. Denvers, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'acte dit loi du 8 avril 1941 prescrivant que les travaux dans lesquels la participation de l'État dépasserait 30 millions devraient être autorisés par décret en Conseil d'État (Nos 420 et 611, année 1948. — M. Jean-Marie Thomas, rapporteur.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant abrogation de l'article 3 de l'ordonnance n° 45-2328 du 12 octobre 1945 relative au cahier des charges de la Société nationale des chemins de fer français pour l'ensemble des voies ferrées, des quais, des ports maritimes et de navigation intérieure. (Nos 415 et 553, année 1948. — M. de Montgascon, rapporteur.)

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, concernant la distribution dans les hôtels et agences de voyage des objets recommandés ou avec valeur déclarée. (Nos 452 et 554, année 1948. — M. Satonnet, rapporteur.)

8. — Décision sur la demande de discussion immédiate de la proposition de résolution de Mme Claeys, MM. Defrance, Nestor Calonne, Naime, Henri Martel et des membres du groupe communiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à hâter les travaux des commissions paritaires relatives à la révision des zones de salaires. (N° 647, année 1948. — M. , rapporteur.)

9. — Discussion de la proposition de résolution de M. Dulin et des membres de la Commission de l'agriculture tendant à inviter le Gouvernement à faire connaître les mesures qu'il entend prendre pour relever le niveau de notre production laitière en vue de couvrirles besoins des consommateurs et plus particulièrement des enfants des grandes villes en lait de qualité. (N^os^ 403 et 627, année 1948. — M. Dulin, rapporteur ; et n° , année 1948 avis de la Commission du ravitaillement. — M. Plait, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique. — M. Liénart, rapporteur.)

10. — Discussion de la proposition de résolution de M. Salomon Grumbach tendant à la publication des comptes rendus des séances ou fractions de séances du Sénat, qui ont eu lieu en Comité secret dans la période qui a précédé l'invasion de mai 1940. (N^os^ 458 et 602, année 1948. — M. Salomon Grumbach, rapporteur.)

11. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Chochoy, Vanrullen et des membres du groupe socialiste S. F. I. O., tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux victimes civiles des bombardements, aux anciens internés et déportés morts après leur retour dans leur foyer, le bénéfice du décret du 22 février 1940 relatif aux sépultures perpétuelles. (N^os^ 70 et 222, année 1948. — M. Brier, rapporteur.)

12. — Discussion des propositions de résolution : 1° de M. Landry et des membres du groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines, concernant l'assistance aux femmes seules chargées d'enfants ; 2° de Mme Devaud, M. Georges Pernot et des membres du groupe du Parti Républicain de la Liberté, tendant

à inviter le Gouvernement à compléter certaines dispositions du régime dit d'aide à la famille, notamment en ce qui concerne les femmes élevant seules un ou plusieurs enfants. (Nos 38, 860, année 1947, et 453, année 1948. — M. Landry, rapporteur; et nº 576, année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — Mme Claeys, rapporteur; et nº 592, année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Dorey, rapporteur.)

13. — Discussion de la proposition de résolution de Mme Yvonne Dumont et des membres du groupe communiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures susceptibles de permettre aux femmes seules chargées d'enfant d'assurer à leur foyer un niveau de vie normal. (Nos 287, année 1947, et 470, année 1948. — Mme Pican, rapporteur; et nº 577, année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — Mme Claeys, rapporteur; et nº 593, année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Dorey, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 2 Juillet 1948.

Nº 549. — Proposition de résolution de M. Vieljeux tendant à prévoir au profit des fonctionnaires des cadres locaux d'Outre-Mer une retraite proportionnelle.

Nº 585. — Proposition de résolution de M. Durand-Reville tendant à supprimer la surtaxe postale aérienne à l'intérieur de l'Union Française.

Nº 600. — Proposition de résolution de M. Laurenti tendant à accorder une aide financière temporaire aux producteurs de fleurs et plantes à parfum.

N° 628. — Proposition de résolution de M. Laurenti tendant à accorder une subvention au Syndicat intercommunal de l'Estéron et du Var inférieur pour travaux d'irrigation.

N° 629. — Rapport de M. Sauer sur le projet de loi relatif à l'accord signé, le 9 décembre 1947, entre la France et le Luxembourg sur les échanges frontaliers.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Vendredi 2 Juillet 1948.

COMMISSION des finances, à 9 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 9 h. 30 et 14 h. 30, local n° 202.

COMMISSION chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République (n° 546), à 11 heures, local n° 201.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 14 h. 30, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 52

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 6 Juillet 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination d'un membre de la Commission supérieure des caisses d'épargne.

2. — Réponse de M. le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Agriculture à la question orale suivante :

M. Guy Montier expose à M. le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Agriculture que le ravitaillement général doit avoir comme premier

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. René SIMARD, jusques et y compris Mme VIALLE.

Tribunes : Depuis M. VICTOOR, jusques et y compris M. BOIVIN-CHAMPEAUX.

souci de mettre les vins importés à la disposition du consommateur au prix le moins cher possible, conformément à la politique de baisse des prix préconisée par le Gouvernement ; que c'est sans doute dans ce but que les avis aux importateurs insérés au *Journal officiel*, au sujet des vins d'Espagne, ont mentionné que les licences d'importation seraient accordées aux importateurs qui obtiendraient les meilleures conditions à l'achat ; qu'il est incontestable que les centres de grande consommation, sur lesquels il faut faire pression en vue d'obtenir une baisse des prix, sont Paris et le Nord ; qu'il apparaît donc nécessaire que le prix du transport pour ces régions soit aussi réduit que possible et rappelle à ce sujet que le transport du vin de la Méditerranée à Paris coûte 4 fr. 50 le litre par wagon réservoir, tandis qu'il ne coûte que 1 fr. 20 le litre par péniche de Rouen à Paris ; expose que les précédents avis aux importateurs n'ont pas permis à ceux-ci de faire des offres C. A. F. pour les raisons suivantes: 1° ignorance de la destination qui sera donnée ultérieurement par le Ravitaillement général ; 2° crainte que la demande de licence ne soit pas accordée puisqu'il est spécifié que seules seront retenues les offres les plus avantageuses franco-C. A. F. port métropolitain ; et demande s'il est dans ses intentions de mettre sur pied d'égalité tous les ports français, ou, au contraire, pour obtenir un plus bas prix, rendu centre de consommation, de considérer qu'une demande de licence C. A. F. Rouen, déposée à un prix supérieur de moins de 3 francs par litre, par exemple, devrait être retenue de préférence à une demande de licence C.A.F. Sète, puisque la différence de transport entre ces deux ports et Paris est de 3 fr. 50 par litre.

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif aux sépultures perpétuelles des victimes civiles de la guerre. (Nos 502 et 613, année 1948. — M. Valentin-Pierre Vignard, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 40 de la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946, relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale. (Nos 539 et 619, année 1948. — M. Trémintin, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant modification des articles 6 *bis* et 27 de la loi du 15 février 1902 relative à la protection de la santé publique. (Nos 360 et 620, année 1948. — M. Vourc'h, rapporteur.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, instituant une caisse de compensation des charges exceptionnelles résultant de l'emploi de travailleurs frontaliers domiciliés en Belgique et au Luxembourg. (Nos 641 et 655, année 1948. — M. Caspary, rapporteur.)

ERRATA

I. — *Au projet de loi (n° 609, année 1948)*, ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *portant modification et codification de la législation relative aux* **rapports** *des* **bailleurs** *et* **locataires** *ou occupants de* **locaux d'habitation** *ou* **à usage professionnel** *et instituant des* **allocations de logement.**

Page 34 :

Supprimer l'article 52 *quater*.

II. — *A l'avis émis sur la proposition de loi*, ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *tendant à établir le* **statut** *définitif des* **déportés** *et* **internés** *de la Résistance (in-8° n° 147, année 1948).*

Page 7, article 11, 2e alinéa, 1re ligne :

Au lieu de : « La Légion d'honneur et la médaille militaire... ».

Lire : « La Légion d'honneur *ou* la médaille militaire... ».

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 6 Juillet 1948.

N° 598. — Proposition de résolution de Mme Marie Roche tendant à créer un ordre distinctif pour les donneurs de sang.

N° 599. — Proposition de résolution de Mme Marie Roche tendant à retirer de la circulation les billets de banque déchirés.

N° 601. — Proposition de résolution de Mme Marie Roche tendant à accorder la gratuité de la correspondance aux appelés sous les drapeaux.

*N° 620. — Rapport de M. Vourc'h sur le projet de loi relatif à la protection de la santé publique.

N° 633. — Proposition de loi de M. Ahmed Boumendjel tendant à établir la parité de la représentation des deux collèges au sein des conseils généraux algériens.

N° 634. — Proposition de loi de M. Ahmed Boumendjel tendant à établir la parité de la représentation des deux collèges au sein des conseils municipaux algériens.

N° 636. — Rapport de M. Pialoux sur la proposition de loi tendant à compléter la loi portant amnistie.

N° 637. — Rapport de M. Brettes sur la proposition de résolution tendant à assurer l'immigration d'une main-d'œuvre agricole qualifiée.

*N° 641. — Projet de loi instituant une caisse de compensation pour l'emploi de travailleurs frontaliers domiciliés en Belgique et au Luxembourg.

N° 642. — Rapport de M. Clairefond sur le projet de loi relatif à l'admission dans le cadre actif d'officiers de réserve de l'armée de mer.

N° 643. — Rapport de M. Guirriec sur la proposition de loi portant admission à l'honorariat de leur grade des officiers des Forces françaises combattantes.

*N° 655. — Rapport de M. Caspary sur le projet de loi instituant une caisse de compensation pour l'emploi de travailleurs frontaliers domiciliés en Belgique et au Luxembourg.

N° 656. — Projet de loi autorisant la cession amiable à la société des Etablissements Jacqueau-Berjonneau de l'usine de Mocdieu.

N° 657. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier la loi sur les sociétés.

N° 658 — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative au fonds de garantie des risques de guerre sur stocks de céréales et de farines.

N° 660. — Rapport de M. Carcassonne sur le projet de loi portant relèvement des frais de poste perçus dans les procédures pénales.

N° 667. — Proposition de résolution de M. Lefranc tendant à assurer la liberté totale du commerce aux fruitiers détaillants.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 5 juillet 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 6 Juillet 1948.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 17 h. 30, local n° 264.

COMMISSION de comptabilité, première suspension de l'après-midi, local n° 279.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 9 h. 30 et 15 heures, local n° 202.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 15 heures, local n° 213.

COMMISSION des finances, à 14 h. 30, local de la Commission.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

des

rès-

e et

ion-

res,

nis-

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 53

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 8 Juillet 1948.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote de la proposition de résolution de Mme Jacqueline Thome Patenôtre, MM. Paumelle, Bardon-Damarzid et des membres du groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à restituer leurs véhicules à tous les propriétaires de voitures automobiles réquisitionnées depuis la Libération. (Nos 308 et 582, année 1948. — M. Novat, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Emile BOLLAERT, jusques et y compris M. Julien BRUNHES.

Tribunes : Depuis M. BRUNOT, jusques et y compris M. René DEPREUX.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant relèvement des frais de poste perçus dans les procédures pénales. (Nos 380 et 660, année 1948. — M. Carcassonne, rapporteur.)

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 12 de la loi n° 47-1504 du 16 août 1947, portant amnistie. (Nos 468 et 636, année 1948. — M. Pialoux, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, réglant la situation des élèves et anciens élèves de l'Ecole polytechnique des promotions 1939 à 1947 et celle des élèves des promotions 1948 et suivantes. (Nos 357 et 653, année 1948. — M. Alric, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la mise en vente et à l'emploi de produits nocifs à usage industriel. (Nos 575 et 654, année 1948. — M. Abel-Durand, rapporteur.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif aux sépultures perpétuelles des victimes civiles de la guerre. (Nos 502 et 613, année 1948. — M. Valentin-Pierre Vignard, rapporteur.)

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à fixer pour une nouvelle période de cinq années, à dater du 1er juin 1948, les contingents de décorations sans traitement attribués aux administrations publiques. (N° 670, année 1948. — M. Jean-Marie Berthelot, rapporteur.)

8. — Discussion de la proposition de résolution de Mme Devaud tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le « collectif colonie de vacances » avec 75 0/0 de réduction sur les tarifs ordinaires de la S. N. C. F. (Nos 476 et 644, année 1948. — M. de Montgascon, rapporteur.)

9. — Discussion de la proposition de résolution de M. Marrane tendant à inviter le Gouvernement à rétablir, comme en 1939, le

collectif à 10 personnes avec 50 0/0 de réduction sur les tarifs ordinaires de la S. N. C. F. ou à réinstituer un collectif pour sportifs similaire à l'ancien G. V. 8/108. (N^os 307 et 662, année 1948. — M. Alcide Benoit, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs. — M. Victoor, rapporteur.)

La Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions a nommé :

Vice-Président : M. ZYROMSKI, en remplacement de M. Franceschi, démissionnaire.

Nomination d'un membre d'une Commission extraparlementaire.

Dans sa séance du 6 juillet 1948, le Conseil de la République a nommé :

M. Georges LACAZE, membre de la Commission supérieure des caisses d'épargne (application de la loi n° 48-445 du 17 mars 1948).

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 8 Juillet 1948.

N° 630. — Proposition de loi de M. Chaumel tendant à compléter le Code du vin.

*N° 644. — Rapport de M. de Montgascon sur la proposition de résolution tendant à rétablir le « Collectif colonie de vacances ».

N° 647. — Proposition de résolution de Mme Claeys tendant à hâter les travaux des commissions paritaires relatives à la révision des zones de salaires.

N° 648. — Proposition de résolution de M. Ahmed-Yahia tendant à abroger le décret Régnier réprimant en Algérie les manifestations contre la souveraineté française.

*N° 653. — Rapport de M. Alric sur le projet de loi réglant la situation de certains élèves et anciens élèves de l'Ecole polytechnique.

*N° 654. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi relatif à la mise en vente et à l'emploi de produits nocifs à usage industriel.

N° 661. — Proposition de loi de M. Landry relative à l'adoption et à la légitimation adoptive.

*N° 662. — Rapport de M. Alcide Benoit sur la proposition de résolution tendant à rétablir le collectif à 10 personnes avec 50 0/0 de réduction sur les tarifs de la S. N. C. F.

*N° 670. — Projet de loi tendant à fixer pour cinq années les contingents de décorations attribués aux administrations publiques.

N° 671. — Proposition de résolution de Mme Brion tendant à porter la ration de pain à 350 grammes dès le 15 juillet 1948.

N° 672. — Projet de loi tendant à la ratification de la déclaration relative à la disposition facultative reconnaissant la juridiction de la Cour internationale de justice.

N° 673. — Projet de loi tendant à la ratification de la convention de coopération économique européenne.

N° 674. — Projet de loi tendant à la ratification de l'accord de coopération économique conclu entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 7 juillet 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 8 Juillet 1948.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION des moyens de communication et des transports (P. T. T., Chemins de fer, lignes aériennes, etc.), à 10 h. 15, local n° 213.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 9 h. 30 et 15 h. 30, local n° 202.

COMMISSION des finances, à 9 h. 45 et 15 h. 15, local de la Commission.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 16 heures, local n° 215.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 54

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 9 Juillet 1948.

A QUATORZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier l'accord signé à Paris le 9 décembre 1947 entre la France et le Luxembourg et relatif aux échanges frontaliers entre le Grand Duché et les départements français de l'Est. (N°s 501 et 629, année 1948. — M. Sauer, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis Mme DEVAUD, jusques et y compris Mme ÉBOUÉ.

Tribunes : Depuis M. EHM, jusques et y compris M HOCQUARD.

2. — Discussion :

1° du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la déclaration en date du 18 février 1947, portant adhésion de la France à la disposition facultative reconnaissant la juridiction de la Cour internationale de justice, telle qu'elle est décrite à l'article 36 de son statut. (Nos 672 et 681, année 1948. — M. Carcassonne, rapporteur.)

2° du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention de coopération économique européenne signée à Paris le 16 avril 1948. (Nos 673 et 677, année 1948. — M. Armengaud, rapporteur; et n° 687, année 1948, avis de la Commission des affaires étrangères. — M. Salomon Grumbach, rapporteur.)

3° du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord de coopération économique conclu entre le Gouvernement de la République française et les Etats-Unis d'Amérique. (Nos 674 et 682, année 1948. — M. Ernest Pezet, rapporteur; et n° 686, année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Armengaud, rapporteur; et n° 693, année 1948, avis de la Commission de la France d'Outre-Mer. — M. Poisson, rapporteur; et n° , année 1948, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Rochette, rapporteur; et n° , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Alain Poher, rapporteur général.)

3. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Alex Roubert, Salomon Grumbach, Armengaud, Marc Rucart, Julien Brunhes, Delfortrie, Dulin, Chochoy, Longchambon, Alric et Gargominy, tendant à inviter le Gouvernement à créer une Commission chargée de suivre la répartition et l'affectation des crédits du plan Marshall et de leur contre-valeur en francs. (Nos 562 et 646, année 1948. — M. Longchambon, rapporteur; et n° , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. , rapporteur; et n° , année 1948, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Rochette, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 9 Juillet 1948.

N° 588. — Proposition de loi de Mme Devaud relative à l'application aux étudiants des lois de sécurité sociale.

N° 645. — Proposition de loi de M. Armengaud instituant des licences obligatoires d'exploitation des brevets d'invention.

N° 650. — Rapport de M. Cozzano sur la proposition de résolution relative à la Caisse intercoloniale de retraites.

N° 652. — Proposition de résolution de M. Mammonat tendant à ne pas augmenter les coefficients servant à la détermination du bénéfice agricole.

N° 655. — Rapport de M. Teyssandier sur le projet de loi relatif à la lutte contre les maladies vénériennes.

N° 677. — Rapport de M. Armengaud sur le projet de loi tendant à ratifier la Convention de coopération économique européenne.

N° 679. — Projet de loi portant ouverture de crédits pour venir en aide aux victimes des calamités publiques.

N° 681. — Rapport de M. Carcassonne sur le projet de loi tendant à ratifier la déclaration portant adhésion à la disposition reconnaissant la juridiction de la Cour internationale de justice.

N° 682. — Rapport de M. Ernest Pezet sur le projet de loi tendant à ratifier l'accord de coopération économique conclu avec les Etats-Unis d'Amérique.

N° 686. — Avis de M. Armengaud sur le projet de loi tendant à ratifier l'accord de coopération économique conclu avec les Etats-Unis d'Amérique.

N° 687. — Avis de M. Salomon Grumbach sur le projet de loi tendant à ratifier la Convention de coopération économiqu européenne.

N° 694. — Pro et de loi portant ouverture de crédits au titre « Préparation et participation aux jeux olympiques ».

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 8 juillet 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Vendredi 9 Juillet 1948.

COMMISSION des finances, à 9 h. 45, local de la Commission.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 h. 30, local n° 274

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 55

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 15 Juillet 1948.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à l'organisation et au fonctionnement de la lutte contre les maladies vénériennes. (N^os^ 445 et 665, année 1948. — M. Teyssandier, rapporteur.)

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits au titre du budget général

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1^er^ Étage : Depuis M. HYVRARD, jusques et y compris M. LANDRY.

Tribunes : Depuis M. LARRIBÈRE, jusques et y compris M. Guy MONTIER.

(dépenses ordinaires des services civils) et des budgets annexes (services civils) pour l'exercice 1948 comme conséquence de l'érection en départements français de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française. (Nos 405 et 698, année 1948. — M. Alain Poher, rapporteur général.)

3. — Discussion des conclusions du rapport de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, tendant à modifier l'article 30 du Règlement du Conseil de la République relatif à l'attribution de pouvoirs d'enquête aux commissions. (N° 690, année 1948. — M. Salomon Grumbach, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Liénard et André Bossanne, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'immigration d'une main-d'œuvre agricole qualifiée. (Nos 345, année 1947 et 637, année 1948. — M. Brettes, rapporteur.)

ERRATA

I. — *A la proposition de loi* (n° 661), de M. LANDRY, *relative* **à l'adoption** *et à la* **légitimation adoptive.**

Page 3, 6e ligne :

Au lieu de : « ... âgés d'au moins 5 ans révolus... »,

Lire : « ... âgés d'au moins *15 ans* révolus... ».

II. — *Au projet de loi* (n° 694), ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *portant* **ouverture de crédit** *au budget du Ministre de* **l'Education nationale** *au titre du chapitre 6093* **« Préparation et participation aux jeux olympiques ».**

1° 1re page :

Lire : PROJET DE LOI

ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

après déclaration d'urgence.

2° 1re page, 3e ligne en partant du bas :

Au lieu de : « ... adopté un projet de loi... »,

Lire : « ... adopté, *après déclaration d'urgence,* un projet de loi...

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 15 Juillet 1948.

N° 649. — Proposition de loi de M. Alric, portant dérogation à la loi du 13 mai 1948 au profit des entreprises ayant fait l'objet d'une mesure de concentration.

N° 666. — Proposition de loi de M. Léo Hamon, tendant à instituer l'égalité numérique de représentation des collèges dans les Conseils généraux algériens.

N° 669. — Proposition de loi de M. Georges Pernot tendant à modifier l'article 26 du Code des impôts directs.

N° 675. — Proposition de loi de M. Pauly, tendant à apporter certains aménagements à la loi instituant un prélèvement exceptionnel.

N° 676. — Proposition de résolution de M. Dassaud tendant à augmenter la taxe pour frais de chambres de métiers.

N° 678. — Rapport de M. Laurenti sur la proposition de résolution tendant à consentir un prêt aux producteurs de fleurs et plantes à parfum.

N° 685. — Rapport de M. Carles sur la proposition de loi tendant à la validation des textes relatifs à la prolongation des brevets d'invention.

N° 690. — Rapport de M. Salomon Grumbach tendant à modifier l'article 30 du Règlement relatif à l'attribution de pouvoirs d'enquête aux commissions.

*N° 698. — Rapport de M. Alain Poher sur le projet de loi portant ouverture de crédits comme conséquence de l'érection en départements français de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyanne française.

N° 703. — Projet de loi modifiant l'article 412 du Code pénal.

N° 704. — Projet de loi portant création de postes de magistrats détachés au tribunal de la Seine.

N° 705. — Projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention relative au fonctionnement des gares internationales franco-belges de Quévy et Jeumont.

N° 706. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à l'abrogation de l'acte dit loi déclassant la ligne de chemin de fer Saint-Rémy-lès-Chevreuse à Limours.

N° 707. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'ordonnance relative à l'attribution de prêts par le Crédit agricole mutuel.

N° 708. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à accorder aux salariés qui se séparent volontairement de leurs employeurs, le bénéfice de l'indemnité compensatrice de congés payés.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 13 juillet 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 15 Juillet 1948.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 15 h. 30 local n° 213.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 14 heures, local n° 207.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

ANNEXE AU FEUILLETON N° 55

Du 15 Juillet 1948

(3e annexe)

ROLE GÉNÉRAL DES PÉTITIONS

Nos 18 et 19. — *Du 26 Mai au 7 Juillet 1948.*

(Art. 92 à 94 du règlement du Conseil de la République).

18. *Mme LAFON*, 13, rue de l'Etoile, Paris (17e), demande à ne pas être expulsée de son appartement.

19. *Mme Léon ERNY*, 5a, rue des Généraux Creiner, à Sarreguemines (Moselle), demande à ne verser qu'une somme modérée pour des biens israélites acquis en justice en 1942.

PÉTITIONS

examinées par la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions

Pétition n° 17

du 20 mai 1948.

M. Louis PLASSAIS-GEORGET, à Bourgueil (Indre-et-Loire), demande une exemption de payement des cotisations d'allocations familiales.

M. Geoffroy de Montalembert, *rapporteur*.

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre de l'Agriculture.

(Renvoi au Ministre de l'Agriculture.)

Pétition n° 18

du 24 juin 1948.

Mme LAFON, 13, rue de l'Etoile, Paris (17e), demande à ne pas être expulsée de son appartement.

M. Léon Nicod, *rapporteur*.

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre de la Justice.

(Renvoi au Ministre de la Justice.)

Pétition n° 19

du 1er juillet 1948.

Mme Léon ERNY, 5a, rue des Généraux Creiner, à Sarreguemines (Moselle), demande à ne verser qu'une somme modérée pour des biens israélites acquis en justice en 1942.

M. Paul Baratgin, *rapporteur*.

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre de la Justice.

(Renvoi au Ministre de la Justice.)

RÉPONSES DES MINISTRES

Sur les pétitions qui leur ont été envoyées par le Conseil de la République (Application de l'article 94 du Règlement).

Pétition n° 9

M. Antoine GROPPO, 27 bis, *avenue Villermont, à Nice (Alpes-Maritimes), se plaint de certains magistrats.*

Cette pétition a été renvoyée le 3 février 1948 au Ministre de la Justice sur le rapport de M. Geoffroy de Montalembert, au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions.

Réponse de M. le Ministre de la Justice :

Paris, le 24 juin 1948,

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu me transmettre, pour examen, la requête ci-jointe en retour du sieur Groppo Antoine, demeurant à Nice, 27 *bis*, avenue Villermont.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, sous ce pli, les copies des rapports de M. le Procureur général près la Cour d'appel d'Aix en date des 31 août 1943, 18 janvier 1944, 18 février 1944 et 5 juillet 1946 concernant cette affaire.

J'ajoute que le sieur Groppo est un plaignant d'habitude qui adresse, depuis une dizaine d'années, aux autorités judiciaires ou administratives, et notamment à ma Chancellerie, des réclamations de toute nature et sans fondement.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre:

Signé: André MARIE.

Imprimerie du Conseil de la République

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 56

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 16 Juillet 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à l'admission dans le cadre actif d'officiers de réserve de l'armée de mer dans les conditions de l'ordonnance du 13 décembre 1944. (Nos 533 et 642, année 1948. — M. Clairefond, rapporteur) *(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat)*.

2. — Vote de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant admission à l'honorariat de leur grade des

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Charles MOREL, jusques et y compris M. PAULY.

Tribunes : Depuis M. PAUMELLE, jusques et y compris M SAINT-CYR.

officiers titulaires d'un grade d'assimilation au titre des Forces françaises combattantes, homologué. (Nos 538 et 643, année 1948. — M. Guirriec, rapporteur) *(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat).*

3. — Suite de la discussion de la proposition de résolution de MM. Liénard et André Bossanne, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'immigration d'une main-d'œuvre agricole qualifiée. (Nos 345, année 1947 et 637. année 1948. — M. Brettes, rapporteur).

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à proroger jusqu'au 15 septembre 1948 les délais de souscription à l'emprunt libératoire institué par la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948, modifiée par la loi n° 48-424 du 12 mars 1948. (N° 702, année 1948. — M. rapporteur).

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 16 Juillet 1948.

N° 385. — Proposition de résolution de M. Courrière tendant à accorder au département de l'Aude un secours d'extrême urgence.

N° 683. — Rapport de M. Southon sur la proposition de résolution tendant à rajuster le montant de l'allocation versée aux titulaires de la médaille d'argent des instituteurs.

N° 702. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à proroger les délais de souscription à l'emprunt libératoire.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Vendredi 16 Juillet 1948.

COMMISSION de la défense nationale, à 15 heures, local n° 217.

COMMISSION des finances, à 9 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique, à 11 heures, local n° 207

COMMISSION des moyens de communication et des transports (P. T. T., Chemins de fer, lignes aériennes, etc.), à 10 heures, local n° 213.

COMMISSION de la presse, de la radio et du cinéma, à 10 heures, local n° 261.

COMMISSION du ravitaillement, à 10 heures, local n° 214.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 14 h. 30, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 57

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 20 Juillet 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote de la proposition de résolution de MM. Fodé Mamadou Touré, Ousmane Socé, Charles-Cros, Alioune Diop, Brunot et des membres du groupe socialiste S.F.I.O., tendant à inviter le Gouvernement : 1° à supprimer la Caisse locale de retraite de l'A.O.F.; 2° à affilier tout le personnel autochtone à la Caisse intercoloniale de retraite ; 3° à faire rembourser aux fonctionnaires révoqués avant la mise en application de ces nouvelles dispositions les versements qu'ils ont effectués à la Caisse locale de retraite. (Nos 407 et 650, année 1948. — M. Cozzano, rapporteur) *(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat).*

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. SALVAGO, jusques et y compris M. Ahmed TAHAR.

Tribunes : Depuis M. TEYSSANDIER, jusques et y compris M. BARON.

2 — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à la validation avec modifications de l'acte dit loi du 20 juillet 1944 et à la modification de la loi du 2 avril 1946, relatifs à la prolongation des brevets d'invention (Nos 467 et 685, année 1948. — M. Carles, rapporteur ; et n° 724, année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, M. Armengaud, rapporteur).

3. — Discussion du projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, ratifiant les attributions de Croix de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire faites au titre du décret du 5 septembre 1939 et de l'ordonnance du 7 janvier 1944. (Nos 621 et 725, année 1948. — M. Monnet, rapporteur).

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, abrogeant les alinéas 6 et 7 de l'article 5 de l'ordonnance n° 45-2340 du 13 octobre 1945, portant établissement d'une liste des spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et des services publics et modifiant et complétant l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945, fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles. (Nos 315, année 1947, 466 et 692, année 1948, M. Bernard Lafay, rapporteur ; et n° 721, année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale, M. St-Cyr, rapporteur).

Modification aux listes électorales des membres des groupes politiques.

Groupe Socialiste S.F.I.O.
(62 membres au lieu de 63)

Supprimer le nom de M. Delcourt.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 20 Juillet 1948.

N° 684. — Rapport de M. Landry sur le projet de loi tendant à ratifier la convention financière franco-libanaise.

*N° 692. — Rapport de M. Bernard Lafay sur la proposition de loi relative aux spécialités pharmaceutiques agréées et au régime des assurances sociales dans les professions non agricoles.

N° 696. — Rapport de M. Carcassonne sur la proposition de loi relative à l'enquête sur les événements survenus de 1933 à 1945.

N° 697. — Rapport de M. Pialoux sur le projet de loi relatif au service des comptes courants et chèques postaux.

N° 710. — Rapport de M. Courrière sur le projet de loi abrogeant l'ordonnance fixant la composition des tribunaux de première instance.

N° 711. — Rapport de M. Boivin-Champeaux sur le projet de loi relatif à la publicité des mutations de fonds de commerce.

N° 716. — Rapport de M. Félice sur le projet de loi portant modification de la législation relative aux rapports entre bailleurs et locataires.

*N° 721. — Avis de M. Saint-Cyr sur la proposition de loi relative aux spécialités pharmaceutiques agréées et au régime des assurances sociales dans les professions agricoles.

N° 722. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant modification du régime de l'assurance-vieillesse.

N° 725. — Rapport de M. Monnet sur le projet de loi ratifiant les attributions de croix de la Légion d'Honneur faites au titre du décret du 5 septembre 1939.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 19 juillet 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 20 Juillet 1948.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 14 h. 30, local nº 274.

COMMISSION des finances, à 9 h. 45, local de la Commission.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 15 h. 15, local nº 202.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 10 h. 30, local nº 202.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 10 heures, local nº 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 58

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 27 Juillet 1948.

A SEIZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

Fixation de l'ordre du jour.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Henri BARRÉ, jusques et y compris M. BOULOUX.

Tribunes : Depuis M. Jules BOYER, jusques et y compris M DADU.

ERRATA.

I. — *Au rapport (n° 697) de M. Pialoux sur le projet de loi* ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *relatif au* **service des comptes courants et chèques postaux.**

Page 2, rétablir comme suit la 2e phrase du 3e alinéa :

« Le délai primitivement de *huit jours* pendant lequel le tireur peut utilement faire provision est *réduit à quatre jours.*

II. — *Au rapport (n° 716) de M. de Félice sur le projet de loi*ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *portant modification et codification de la législation relative aux* **rapports des bailleurs et locataires** *ou occupants de* **locaux d'habitation ou à usage professionnel** *et instituant des* **allocations de logement.**

Page 14 :

Article 3 bis B, texte de la Commission, à la 4e ligne, lire: «...sera accordé aux *locataire*, sous-locataire, etc.,.»

Page 18 ,

Article 6, texte de la Commission, paragraphe 8, 3e ligne, lire: « en cas de résiliation de ce *contrat.* »

Page 41 :

4e alinéa, 5e ligne, lire : «...le maintien dans les lieux déjà voté *ne* pouvait se concevoir...»

Page 52 :

Article 23, texte de la Commission, dernier alinéa, 7e ligne, lire: «...à la disposition desquels *seront* tenues les pièces...»

Page 60 :

Article 27, texte de la Commission, dernier alinée, 1re ligne, lire : « Dans tous les cas, à partir de l'expiration *du bail* ou de la location verbale... ».

Page 66 :

Article 34, texte de la Commission, avant-dernier alinéa, 2e ligne, lire : « ... est recevable au plus tard *dans* les huit jours... ».

Page 68 :

Article 37, texte de la Commission, premier alinéa, 1re ligne, lire : « Toute personne qui de mauvaise foi à l'aide *soit* d'une dissimulation, soit... ».

Page 70 :

Article 40, texte de la Commission, premier alinéa, 8e ligne, lire : « ... 10.000 à *50.000* francs... ».

Page 87 :

Article 52, texte de la Commission, 3e alinéa, dernière ligne, lire : « ... les sommes *reçues* en trop... ».

Page 105 :

Article 6, paragraphe 8, 2e ligne, lire : « ... en cas de résiliation de ce *contrat* ».

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 27 Juillet 1948.

N° 483. — Proposition de résolution de M. Vieljeux tendant à établir l'identité des indices de fin de carrière des conservateurs des eaux et forêts et des ingénieurs en chef des grands corps techniques.

N° 603. — Proposition de loi de M. Jullien tendant à faire rembourser les marks aux prisonniers de guerre.

N° 700. — Proposition de loi de M. Alric modifiant la loi portant aménagement de certains impôts directs.

N° 712. — Rapport de M. Courrière sur le projet de loi portant réduction du nombre des cours de justice.

N° 713. — Rapport de M. Victoor sur la proposition de résolution tendant à développer l'éducation physique.

N° 714. — Rapport de M. Durand-Reville sur la proposition de résolution tendant à prendre les mesures rendues nécessaires en Afrique Equatoriale Française par la réforme judiciaire.

N° 718. — Avis de M. Verdeille sur la proposition de résolution tendant à prendre toutes mesures utiles pour réaliser l'égalité de situation entre les conseillers généraux d'Outre-Mer et ceux de la Métropole.

N° 719. — Avis de M. Brizard sur le projet de loi tendant à la ratification de la Convention financière franco-libanaise.

N° 720. — Avis de M. Alfred Paget sur les propositions de résolution tendant à augmenter la participation financière de l'Etat relative à la construction de certains établissements municipaux et à augmenter le taux de la taxe d'abattage.

N° 723. — Proposition de résolution de M. Georges Lacaze tendant au rétablissement du trafic voyageurs sur la ligne Nancy-Noméný.

N° 726. — Projet de loi tendant à modifier l'ordonnance relative aux indemnités de fonctions des membres du Conseil général de la Seine.

*N° 727. — Projet de loi prorogeant la loi créant un compte spécial intitulé « Approvisionnement en denrées et produits alimentaires ».

N° 728. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à fixer les droits à traitement des fonctionnaires suspendus pour activité anti-nationale et réintégrés.

N° 730. — Proposition de loi de M. Ahmed-Yahia tendant à abroger tous les textes pris en matière pénale, en Algérie, en vertu de l'ordonnance du 22 juillet 1834.

N° 732. — Proposition de résolution de M. Anghiley tendant à déterminer les droits de propriété territoriale des autochtones de l'Afrique Equatoriale Française.

N° 733. — Proposition de résolution de M. Anghiley, tendant à affilier tout le personnel autochtone des territoires d'Outre-Mer à la Caisse intercoloniale de retraites.

N° 734. — Projet de loi portant modification des autorisations d'engagements de dépenses et des crédits accordés par la loi du 21 mars 1948.

N° 742. — Rapport de M. Ferrier sur la proposition de loi portant modification du régime de l'assurance-vieillesse

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 20 juillet 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 27 Juillet 1948.

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique, à 9 h. 30, local n° 207

COMMISSION des finances, à 9 h. 45, local de la Commission.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 14 h. 30, local n° 202.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 10 heures, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

nté

n.

e et

res,

1.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 59

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 29 Juillet 1948.

A QUINZE HEURES TRENTE

PREMIÈRE SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote de la proposition de résolution de MM. Fodé Mamadou Touré, Ousmane Socé, Charles-Cros, Alioune Diop, Brunot et des membres du groupe socialiste S.F.I.O., tendant à inviter le Gouvernement : 1° à supprimer la Caisse locale de retraite de

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. DASSAUD, jusques et y compris M. Paul DUCLERCQ.

Tribunes : Depuis M. DUHOURQUET, jusques et y compris M Marcel GUYOT.

l'A.O.F. ; 2° à affilier tout le personnel autochtone à la Caisse intercoloniale de retraite ; 3° à faire rembourser aux fonctionnaires révoqués avant la mise en application de ces nouvelles dispositions les versements qu'ils ont effectués à la Caisse locale de retraite. (Nos 407 et 650, année 1948. — M. Cozzano, rapporteur) *(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat)*.

2. — Vote de la proposition de résolution de M. Laurenti et des membres du groupe communiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide financière temporaire sous forme de prêt consenti aux producteurs de fleurs et plantes à parfum afin de sauver une production nationale gravement menacée. (Nos 600 et 678, année 1948. — M. Laurenti, rapporteur) *(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat)*.

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, ratifiant les attributions de Croix de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire faites au titre du décret du 5 septembre 1939 et de l'ordonnance du 7 janvier 1944. (Nos 621 et 725, année 1948. — M. Monnet, rapporteur).

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, abrogeant les alinéas 6 et 7 de l'article 5 de l'ordonnance n° 45-2340 du 13 octobre 1945, portant établissement d'une liste des spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et des services publics et modifiant et complétant l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945, fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles. (Nos 315, année 1947, 466 et 692, année 1948. — M. Bernard Lafay, rapporteur ; et n° 721, année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — M. Saint-Cyr, rapporteur).

5. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à la validation avec modifications de l'acte dit loi du 20 juillet 1944 et à la modification de la loi du 2 avril 1946, relatifs à la prolongation des brevets d'invention (Nos 467 et 685, année 1948. — M. Carles, rapporteur ; et n° 724, année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Armengaud, rapporteur).

6. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 46-1908 du 31 août 1946, ayant pour objet une enquête sur les événements survenus en France de 1933 à 1945. (N^os 418 et 696, année 1948. — M. Carcassonne, rapporteur).

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au service des comptes courants et chèques postaux. (N^os 443 et 697, année 1948. — M. Pialoux, rapporteur).

8. — Discussion sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la publicité des mutations de fonds de commerce et notamment à celle de l'apport en société de ces fonds. (N^os 442 et 711, année 1948. — M. Boivin-Champeaux, rapporteur).

9. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant réduction du nombre des cours de justice (N^os 534 et 712, année 1948. — M. Courrière, rapporteur).

10. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, abrogeant l'ordonnance du 13 janvier 1945 fixant la composition des tribunaux de première instance (N^os 535 et 710, année 1948. — M. Courrière, rapporteur).

11. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, portant modification des autorisations d'engagements de dépenses et de crédits accordés par la loi n° 48-466 du 21 mars 1948 (N^os 734 et 758, année 1948. — M. Reverbori, rapporteur).

12. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, portant modification du régime de l'assurance-vieillesse (N^os 722 et 742, année 1948. — M. Ferrier, rapporteur).

A VINGT ET UNE HEURES TRENTE

DEUXIÈME SÉANCE PUBLIQUE

Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement. (Nos 609 et 716, année 1948. — M. de Félice, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — Mme Devaud, rapporteur; et n° , année 1948, avis de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre. — M. Philippe Gerber, rapporteur; et n° , année 1948, avis de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique. — M. Landry, rapporteur; et n° , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. , rapporteur).

ERRATUM.

Au rapport (n° 742) fait au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi, ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, APRÈS DÉCLARATION D'URGENCE, *portant modification du* **régime de l'assurance-vieillesse,** *par M. Ferrier.*

Page 39, 7e ligne :

Au lieu de : « ... les articles 13 et 14 de la présente loi qui s'imputeront... »

Lire : « ... les articles 13 et 14 de la présente loi s'imputeront... ».

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 29 Juillet 1948.

N° 737. — Rapport de M. Robert Gravier, sur la proposition de loi relaive à l'attribution de prêts par le Crédit agricole mutuel.

N° 741. — Rapport de M. Liénard sur le projet de loi autorisant la ratification de la Convention relative aux gares internationales franco-belges.

N° 743. — Proposition de résolution de M. Anghiley, tendant à reconnaître la validité des traités signés entre la France et les rois et chefs du Gabon.

N° 744. — Projet de loi relatif à l'immunisation obligatoire de certaines personnes contre la variole.

N° 745. — Projet de loi tendant à abroger le septième alinéa de l'article 444 du Code d'instruction criminelle.

N° 746. — Proposition, de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à rendre applicable dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle l'ordonnance relative à la règlementation des marchés de communes.

N° 747. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'alinéa 2 de l'article 1953 du Code civil.

N° 748. — Proposition de loi de M. Vourc'h sur l'enseignement de la langue bretonne.

N° 755. — Rapport de M. Guy Montier sur le projet de loi relatif à la Convention de Bruxelles sur les privilèges et les hypothèques maritimes.

N° 763. — Rapport de M. Philippe Gerber sur deux demandes en autorisation de poursuites contre un Conseiller de la République.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 29 Juillet 1948.

5e BUREAU, à 15 h. 15, local n° 217.

COMMISSION des finances, à 9 h. 45, local de la Commission.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 9 h. 30, local n° 274.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 11 heures, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

1.
par
mod
ann
de l

Le
nent
1re
Tri
MON

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 60

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 30 Juillet 1948.

A NEUF HEURES TRENTE

PREMIÈRE SÉANCE PUBLIQUE

1. — Suite de la discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, portant modification du régime de l'assurance-vieillesse (N^os^ 722 et 742, année 1948. — M. Ferrier, rapporteur, et n° 772, année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Victoor, rapporteur).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1^er^ Étage : Depuis M. Léo HAMON, jusques et y compris M. LAFFARGUE.

Tribunes : Depuis M. Henri LAFLEUR, jusques et y compris M. Guy MONTIER.

2. — Suite de la discussion du projei de loi, adopté par l'Assemblée Nationale portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement (Nos 609, 716 et 767, année 1948. M. de Félice, rapporteur ; et n° , année 1948. avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — Mme Devaud, rapporteur; et n° 777, année 1948, avis de la Commission la reconstruction et des dommages de guerre. — M. Philippe Gerber, rapporteur; et n° , année 1948, avis de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique. — M. , rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Philippe Gerber, rapporteur).

A QUINZE HEURES

DEUXIÈME SÉANCE PUBLIQUE

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement. (Nos 609, 716 et 767, année 1948. — M. de Félice, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — Mme Devaud, rapporteur; et n° 777, année 1948, avis de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre. — M. Philippe Gerber, rapporteur; et n° , année 1948, avis de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique. — M. , rapporteur; et n° , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Philippe Gerber, rapporteur).

A VINGT ET UNE HEURES TRENTE

TROISIÈME SÉANCE PUBLIQUE.

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement (N^os 609, 716 et 767, année 1948. — M. de Félice, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — Mme Devaud, rapporteur ; et n° 777, année 1948, avis de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre. — M. Philippe Gerber, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique. — M. , rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission des finances, — M. Philippe Gerber, rapporteur).

Modification aux listes électorales des Membres des groupes politiques.

Groupe d'Union Républicaine et Résistante pour l'Union Française.

(Apparenté au groupe communiste aux termes de l'article 16 du Règlement.)

(11 membres au lieu de 12)

Supprimer le nom de M. SABLE.

DÉCLARATION POLITIQUE

remise au Bureau du Conseil de la République, le 29 juillet 1948, en application de l'article 12 du Règlement.

Groupe des Républicains Populaires Indépendants

Il est constitué au Conseil de la République un groupe de Républicains Populaires Indépendants.

Les Républicains Populaires Indépendants se déclarent attachés à l'esprit qui a présidé à la formation du Mouvement Républicain Populaire. Fidèles à ses traditions et décidés à maintenir l'élan novateur qui l'animait au lendemain de la Libération, ils sont résolus à réaliser une démocratie politique, économique et sociale. Fidèles au progressisme — qui est leur raison d'être —, ils se refusent à accepter une conjoncture politique qui les entraînerait fatalement vers un conservatisme qu'ils réprouvent.

Le régime parlementaire du type XIXe siècle, ses méthodes de travail et ses mœurs provoquent en France des crises périodiques, qui mettent chaque fois en cause les libertés publiques ; il se révèle incapable d'asseoir définitivement la démocratie française, de mettre fin aux querelles religieuses, qui divisent inutilement et dangereusement le pays, et d'assurer efficacement les responsabilités comme les fonctions d'un État moderne. Devant la faiblesse de l'État, qui ploie sous l'assaut des forces totalitaires du communisme international, et qui peut demain permettre le danger renaissant d'un fascisme totalitaire, les Républicains Populaires Indépendantssont convaincus qu'une révision constitutionnelle est indispensable.

D'autre part, jugeront incompatible la notion monolithisme de parti, étendue jusqu'aux questions de tactique, avec l'idée de mouvement, les Républicains Populaires Indépendants entendent, pour leur part, garantir aux élus de la Nation, responsables devant leurs électeurs, l'indépendance de leurs jugements et la libre expression de leur tendance, pouvant aller jusqu'à la liberté de vote.

Le Groupe Parlementaire des Républicains Populaires Indépendants se déclare constitué par : Jean Helleu conseiller de la République de la Mayenne, Jacques-Destrée, conseiller de la Ré-

publique (A.N.), Georges Maire, conseiller de la République de la Haute-Marne, Guy Montier. conseiller de la République de la Seine-Inférieure, Antoine Vourc'h, conseiller de la République du Finistère, à la date du 27 juillet 1948, à laquelle est faite la présente déclaration constitutive]

Signée de MM. Helleu, Jacques Destrée, Maire, Montier, Vourc'h.

Modification aux listes électorales des membres des groupes politiques

Insérer le nouveau groupe suivant :

Groupe des Républicains Populaires Indépendants.

(5 membres)

MM. HELLEU, JACQES-DESTRÉE, MAIRE (Georges), MONTIER (Guy), VOURC'H.

Le Président, signé : Jacques Destrée.

ERRATA

I. — *Au rapport (n° 716) de M. de Félice, sur le projet de loi,* ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *portant modification et codification de la législation relative aux* **rapports des bailleurs et locataires** *ou occupants de* **locaux d'habitation ou à usage professionnel** *et instituant des* **allocations de logement.**

Page 70:

Article 40, texte de la Commission, 1er alinéa, 8e ligne,
Lire : « ...10.000 à *500.000* francs. »

N.B. — Cet erratum annule celui publié au Feuilleton n° 58 du 27 juillet 1948 concernant la même disposition).

II. — *A la proposition de loi,* ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, APRÈS DÉCLARATION D'URGENCE, *tendant à proroger d'un an le délai prévu pour l'application de la loi du 30 juillet 1947 relative à la* **revision** *et à la* **résiliation** *exceptionnelles de certains* **contrats passés par des collectivités locales.**

Article premier, ajouter *in fine :*

(Le reste sans changement).

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 30 Juillet 1948.

N° 715. — Proposition de résolution de M. Durand-Reville tendant à rétablir la liberté de vente de l'or dans les territoires d'Outre-Mer.

N° 735. — Proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à permettre la greffe de la cornée grâce à l'aide de donneurs d'yeux volontaires.

N° 736. — Proposition de résolution de M Guy Montier tendant à procéder à un nouvel examen du projet de construction d'un tunnel sous la Manche.

N° 738. — Rapport de M. Laurenti sur la proposition de résolution tendant à accorder une subvention au syndicat intercommunal de l'Esteron et du Var inférieur.

N° 739. — Rapport de M. Monnet sur le projet de loi autorisant la cession aux Etablissements Jacqueau-Berjonneau de l'usine de Mocdieu.

N° 740. — Proposition de résolusion de M. Alex Roubert tendant à étudier le programme d'équipement des territoires de Tende et La Brigue.

N° 763 *(rectifié)*. — Rapport de M. Philippe Gerber sur deux demandes en autorisation de poursuites contre un Conseiller de la République.

N° 764. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à proroger le délai relatif à la révision de certains contrats passés par les collectivités locales.

N° 765. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant modification à la loi portant dissolution d'organismes professionnels.

N° 771. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale. tendant à modifier la loi relative à la nationalisation des combustibles minéraux.

N° 778. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à attribuer aux élèves des Écoles Normales Supérieures le traitement et les avantages de fonctionnaire stagiaire.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Vendredi 30 Juillet 1948.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 14 h. 30, local n° 274.

COMMISSION des finances, à 9 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 9 heures 30, local n° 221.

COMMISSION de la production industrielle, à 9 h. 30, local n° 274.

COMMISSION de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, à 17 heures 30, local n° 207.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 61

ORDRE DU JOUR

Du Samedi 31 Juillet 1948.

A NEUF HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, portant modification à la loi n° 48-571 du 31 mars 1948, modifiant la loi du 26 avril 1946 portant dissolution d'organismes professionnels et organisation pour la période transitoire, de la répartition des produits

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Charles MOREL, jusques et y compris M. PAUMELLE.

Tribunes : Depuis M. Georges PERNOT, jusques et y compris M. SABLÉ.

industriels, (nos 765 et 766, année 1948 ; M. Maurice Walker, rapporteur ; et no , année 1948, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Pairault rapporteur).

2. Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à proroger d'un an le délai prévu pour l'application de la loi du 30 juillet 1947 relative à la revision et à la résiliation exceptionnelles de certains contrats passés par les collectivités locales. (Nos 764 et 779, année 1948. — M. Trémintin, rapporteur).

3. Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux. (No 771, année 1948. — M. Pairault, rapporteur.)

4. Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à attribuer aux élèves des Ecoles Normales Supérieures le traitement et les avantages afférents à la condition de fonctionnaires stagiaires. (No 778, année 1948. — M. , rapporteur.)

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Samedi 31 Juillet 1948.

COMMISSION de la production industrielle, à 9 heures, local **no 274.**

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 62

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 3 Août 1948.

A DIX HEURES

PREMIÈRE SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponse de M. le Ministre de l'Agriculture à la question orale suivante :

M. Jayr expose à M. le Ministre de l'Agriculture que, malgré les promesses faites, la distribution de ficelle lieuse pour la moisson permet de constater qu'au moins un tiers, parfois la moitié, du contingent promis fait défaut dans certaines régions, ce qui occa

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage: Depuis M. SAINT-CYR, jusques et y compris M. TEYSSANDIER.

Tribunes : Depuis M. Jean-Marie THOMAS, jusques et y compris M. BELLON.

sionne le mécontentement et une réelle angoisse ; que, par contre, on trouve au marché noir de la ficelle à 1.200 francs la pelote — trois fois le prix normal, approximativement — qu'il convient d'assurer d'urgence une nouvelle attribution de ficelle lieuse permettant d'effectuer la moisson, d'enquêter sur la provenance des livraisons irrégulières et d'appliquer les sanctions qui s'imposent; et demande les mesures prises pour la mise à la disposition des cultivateurs des quantités de ficelle lieuse nécessaires à la moisson.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant la cession amiable à la Société à responsabilité limitée des Etablissements Jacqueau-Berjonneau de l'usine de Mocdieu, à Nonancourt (Eure) et Saint-Lubin-des-Joncherets (Eure-et-Loir) (Nos 656 et 739, année 1948. — M. Monnet, rapporteur).

3. — Discussion du projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, abrogeant l'ordonnance du 1er mars 1943 et modifiant celle du 19 mai 1943 relatives à la vente des poudres et explosifs de mine en Algérie (Nos 624 et 751, année 1948. — M. Rogier, rapporteur).

4. — Discussion de la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à refuser l'homologation de l'article 2 de la décision votée par l'Assemblée financière de l'Algérie au cours de sa session de décembre 1947-janvier 1948 et relative au contrôle de l'émission des valeurs mobilières en Algérie (Nos 623 et 750, année 1948. — Mme Devaud, rapporteur).

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, approuvant un avenant au cahier des charges de la concession du Canal du Foulon (Alpes-Maritimes) (Nos 571 et 770, année 1948. — M. Dupic, rapporteur).

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2400 du 18 octobre 1945, modifiée par la loi n° 47-589 du 4 avril 1947, relative aux indemnités de fonctions des membres du Conseil général de la Seine (Nos 726 et 752, année 1948. — M. Trémintin, rapporteur).

A QUINZE HEURES

DEUXIÈME SÉANCE PUBLIQUE

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement. (N^os^ 609, 716 et 767, année 1948. — M. de Félice, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — Mme Devaud, rapporteur ; et n° 777, année 1948, avis de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre. — M. Philippe Gerber, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique. — M. , rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission des finances. — M.Philippe Gerber, rapporteur).

A VINGT ET UNE HEURES TRENTE

TROISIÈME SÉANCE PUBLIQUE.

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement (N^os^ 609, 716 et 767, année 1948. — M. de Félice, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — Mme Devaud, rapporteur ; et n° 777, année 1948, avis de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre. — M. Philippe Gerber, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique. — M. , rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission des finances, — M. Philippe Gerber, rapporteur).

ERRATA AU FEUILLETON N° 60

Page 4 :

Déclaration politique.

Rédiger comme suit la première phrase de l'avant-dernier alinéa:
« D'autre part, *jugeant* incompatible... »

Page 5.

Modification aux listes électorales des membres des groupes politiques.

Lire : « MM. Helleu, Jacques-Destrée... »

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution

le mardi 3 août 1948.

---

*N° 750. — Rapport de Mme Devaud sur la proposition de loi relative au contrôle de l'émission des valeurs mobilières en Algérie.

*N° 751. — Rapport de M. Rogier sur le projet de loi relatif à la vente des poudres et explosifs de mine en Algérie.

*N° 752. — Rapport de M. Trémintin sur le projet de loi relatif aux indemnités de fonctions des membres du Conseil général de la Seine.

N° 759. — Rapport de M. Charlet sur le projet de loi modifiant la loi relative à l'organisation judiciaire.

N° 760. — Rapport de M. Charlet sur le projet de loi relatif à la prescription des obligations entre commerçants.

N° 762. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à modifier l'acte dit loi de finances du 31 décembre 1942.

N° 774. — Proposition de résolution de M. Renaison, tendant à étendre les dispositions du décret du 31 mars 1948, à tous les fonctionnaires en service à la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 2 août 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 3 août 1948.

COMMISSION de l'agriculture, à 15 h. 30, local n° 214.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 9 h., local n° 202.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION des finances, à 10 h., local de la Commission.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

elle et

ution-

on.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 63

ORDRE DU JOUR

Du Mercredi 4 Août 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier la Convention relative au fonctionnement des gares internationales franco-belges de Quévy et de Jeumont (N^os^ 705 et 741, année 1948. — M. Liénard, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprendront :

1^er^ Étage: Depuis M. Mohamed Salah BENDJELLOUL, jusques et y compris M. Max BOYER.

Tribunes : Depuis M. BRETTES, jusques et y compris M. DADU.

2. Vote de la proposition de loi, déposée au Conseil de la République, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier certains articles de l'ordonnance du 17 octobre 1944, relative à l'attribution de prêts par le Crédit agricole mutuel pour la reprise de l'activité agricole (N^os 879 année 1947, 707 et 737, année 1948. — M. Robert Gravier, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

3. Vote de la proposition de résolution de M. Durand-Réville, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures rendues nécessaires en Afrique Equatoriale Française par la réforme judiciaire introduite dans les territoires de cette Fédération par le décret du 30 avril 1946 (N^os 422 et 714, année 1948. — M. Durand-Réville, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

4. — Vote de la proposition de résolution de M. Laurenti et des membres du groupe communiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention en capital de 300 millions de francs au syndicat intercommunal de l'Estéron et du Var inférieur (Alpes-Maritimes), pour permettre l'exécution complète des travaux d'irrigation commencés. (N^os 628 et 738, année 1948. — M. Laurenti, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

5. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement (N^os 609, 716 et 767, année 1948. — M. de Félice, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — Mme Devaud, rapporteur; et n° 777, année 1948, avis de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre. — M. Philippe Gerber, rapporteur; et n° , année 1948, avis de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique. — M. , rapporteur; et n° , année 1948, avis de la Commission des finances, — M. Philippe Gerber, rapporteur).

Modification aux listes électorales des Membres des groupes politiques.

Groupe Socialiste S.F.I.O.
(62 membres)

1° Supprimer le nom de Mme Éboué ;
2° Ajouter le nom de M. NAVEAU.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mercredi 4 août 1948.

N° 749. — Rapport de Mme Marie Roche sur la proposition de résolution tendant à créer un ordre distinctif pour les donneurs de sang.

N° 753. — Rapport de M. Hocquard, sur les propositions de résolution relatives aux élections à l'Assemblée Algérienne et tendant à abroger le " décret Régnier ".

N° 756. — Rapport de M. Durand-Reville sur la proposition de résolution tendant à supprimer la surtaxe postale aérienne à l'intérieur de l'Union française.

N° 757. — Rapport de M. Durand-Reville sur la proposition de résolution tendant à adjoindre aux juges de paix du Cameroun des assesseurs africains.

N° 773. — Rapport de M. Pialoux sur le projet de loi modifiant l'article 378 du Code d'instruction criminelle.

N° 781. — Proposition de loi de M. Guy Montier relative à l'intérêt de retard pour les cotisations des allocations familiales.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mercredi 4 août 1948.

3e BUREAU, à 14 h. 30, local nº 207.

COMMISSION des finances, à 16 heures, local de la Commission.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 16 h. 45, local nº 215.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 9 heures, local nº 202.

COMMISSION de la marine et des pêches, à 9 h. 15, local nº 215.

COMMISSION de la production industrielle, à 15 h. 30, local nº 274.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 10 heures, local nº 202.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 64

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 5 Août 1948.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Dépôt du rapport de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1947.

2. — Vérification de pouvoirs :

TROISIÈME BUREAU

Election de M. NAVEAU, en remplacement de M. Delcourt (Nord) (M. Courrière, rapporteur).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage: Depuis M. DASSAUD, jusques et y compris M. Paul DUCLERCQ.

Tribunes : Depuis M. DUHOURQUET, jusques et y compris M. GUIRRIEC.

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, modifiant la loi du 28 avril 1919 relative à l'organisation judiciaire, aux traitements, au recrutement et à l'avancement des magistrats (N^os^ 464 et 759, année 1948. — M. Charlet, rapporteur).

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la prescription des obligations nées entre commerçants à l'occasion de leur commerce (N^os^ 465 et 760, année 1948. — M. Charlet, rapporteur).

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, modifiant l'article 378 du Code d'instruction criminelle (N^os^ 537 et 773, année 1948. — M. Pialoux, rapporteur).

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, ayant pour objet de mettre la législation française en harmonie avec les dispositions de la Convention de Bruxelles sur les privilèges et les hypothèques maritimes (N^os^ 573 et 755, année 1948. M. Guy Montier, rapporteur).

7. — Discussion des conclusions du rapport de la Commission chargée d'examiner deux demandes en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République (N^os^ 454, 488 et 763 *(rectifié)*, année 1948. — M. Philippe Gerber, rapporteur).

8. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement. (N^os^ 609, 716 et 767, année 1948. — M. de Félice, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — Mme Devaud, rapporteur ; et n° 777, année 1948, avis de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre. — M. Philippe Gerber, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique. — M. , rapporteur ; et n° 789, année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Philippe Gerber, rapporteur).

Modification aux listes électorales des membres des groupes politiques

---

I. — *Groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines*

(40 membres au lieu de 39)

Ajouter le nom de M. SABLÉ.

II. — **Apparentés aux termes de l'article 16 du Règlement.**

(5 membres au lieu de 4)

Ajouter le nom de Mme ÉBOUÉ.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 5 Août 1948.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 9 h. 30, local n° 274.

COMMISSION de comptabilité, à 10 heures, local n° 269.

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique, à 9 h. 45, local n° 207

COMMISSION des finances, à 9 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION de l'intérieur, à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION de la presse, de la radio et du cinéma, à 10 heures, local n° 261.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 9 heures, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 65

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 6 Août 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote de la proposition de résolution de MM. Charles-Cros, Ousmane Socé, Alioune Diop, Fodé Mamadou Touré, Mamadou N'Bodje et des membres du groupe socialiste S.F.I.O., tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour que soit réalisée sans délai l'égalité de situation entre les conseillers généraux ou membres des assemblées représentatives des territoi-

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage: Depuis M. GUISSOU, jusques et y compris M. JULLIEN.

Tribunes : Depuis M. Aziz KESSOUS, jusques et y compris M. Toussaint MERLE.

res d'Outre-Mer et les conseillers généraux de la métropole relativement aux indemnités qui leur sont allouées (Nos 823, année 1947 et 520, année 1948. — M. Verdeille, rapporteur ; et n° 718, année 1948, avis de la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie). — M. Verdeille, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

2. — Discussion de la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, étendant aux étudiants certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicables aux assurés des professions non agricoles (N° 588, année 1948. — Mme Devaud, rapporteur).

3. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement (Nos 609, 716 et 767, année 1948. M. de Félice, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale. — Mme Devaud, rapporteur ; et n° 777, année 1948, avis de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre. — M. Philippe Gerber, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique. — M. , rapporteur ; et n° 789, année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Philippe Gerber, rapporteur).

Modifications aux listes électorales des membres des groupes politiques

---

I. — *Groupe du Mouvement Républicain Populaire*

(66 membres au lieu de 67)

Supprimer le nom de M. Boyer (Jules).

II. — *Groupe des Républicains Populaires Indépendants*

(6 membres au lieu de 5)

Ajouter le nom de M. BOYER (Jules).

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 6 Août 1948.

N° 785. — Proposition de résolution de Mme Claeys tendant à revaloriser la retraite du combattant.

N° 786. — Proposition de résolution de Mme Claeys tendant à accorder un pécule aux anciens prisonniers de guerre.

N° 787. — Rapport de M. Henri Buffet, sur la proposition de loi tendant à l'abrogation de l'acte dit loi déclassant la ligne de chemin de fer Saint-Rémy-lès-Chevreuse à Limours.

N° 793. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale étendant aux étudiants l'ordonnance fixant le régime des assurances sociales.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Vendredi 6 Août 1948.

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique, à 14 heures, local n° 207

COMMISSION des finances, à 9 h. 45, local de la Commission.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 9 h. 30, local n° 202.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 66

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 10 Août 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote de la proposition de résolution de M. Arouna N'Joya et des membres du groupe socialiste S.F.I.O., tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures en vue d'adjoindre aux juges de paix du Cameroun des assesseurs africains (Nos 230 et 757, année 1948. — M. Durand-Réville, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat,)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. MERMET-GUYENNET, jusques et y compris Mme OYON.

Tribunes : Depuis Mme PACAUT, jusques et y compris M. ROGIER.

2. — Réponse de M. le Ministre de l'Agriculture aux questions orales suivantes :

1° M. Jayr expose à M. le Ministre de l'Agriculture que, malgré les promesses faites, la distribution de ficelle lieuse pour la moisson permet de constater qu'au moins un tiers, parfois la moitié, du contingent promis fait défaut dans certaines régions, ce qui occasionne le mécontentement et une réelle angoisse ; que, par contre, on trouve au marché noir de la ficelle à 1.200 francs la pelote — trois fois le prix normal, approximativement ; qu'il convient d'assurer d'urgence une nouvelle attribution de ficelle lieuse permettant d'effectuer la moisson, d'enquêter sur la provenance des livraisons irrégulières et d'appliquer les sanctions qui s'imposent ; et demande les mesures prises pour la mise à la disposition des cultivateurs des quantités de ficelle lieuse nécessaires à la moisson.

2° M. Brizard demande à M. le Ministre de l'Agriculture quelles mesures il compte prendre pour le financement de la récolte en cours, les avances habituelles de la Banque de France n'étant pas actuellement autorisées.

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, approuvant un avenant au cahier des charges de la concession du Canal du Foulon (Alpes-Maritimes) (N^os^ 571 et 770, année 1948. — M. Dupic, rapporteur).

4. Discussion des conclusions du rapport de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République (N^os^ 546 et 788, année 1948, — M. Henri Buffet, rapporteur).

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 10 Août 1948.

N° 754. — Proposition de loi de M. Bernard Lafay, tendant à assurer aux enfants ayant fait l'objet d'une légitimation adoptive, la délivrance d'actes d'état civil conformes à leur filiation adoptive.

N° 768. — Avis de M. Voure'h sur la proposition de résolution tendant à développer l'éducation physique, les sports et les activités de plein air.

N° 769. — Proposition de loi de M. Ahmed Boumendjel, tendant à prononcer l'incompatibilité entre de mandat de parlementaire et les hautes fonctions de Résidents généraux et Hauts-commissaires.

*N° 770. — Rapport de M. Dupic sur le projet de loi approuvant un avenant au cahier des charges de la concession du canal du Foulon.

*N° 788. — Rapport de M. Henri Buffet sur une demande en autorisation de poursuites contre un Conseiller de la République.

N° 791. — Rapport de M. Grassard sur les propositions de résolution tendant à rétablir la liberté de vente de l'or dans les territoires d'Outre-mer.

N° 796. — Avis de M. Landaboure sur la proposition de résolution tendant à accorder une subvention au syndicat intercommunal de l'Estéron et du Var-inférieur.

N° 804. — Projet de loi tendant à autoriser le Ministre de la Santé publique à statuer sur les demandes de naturalisations.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 9 août 1948.

N° 805. — Projet de loi relatif au taux de compétence de diverses juridictions en Algérie.

N° 806. — Projet de loi étendant certaines dispositions du Code du travail aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

N° 807. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à l'érection d'un monument commémoratif au Général Leclerc.

N° 816. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à permettre la révision du prix de certains baux à loyer.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 10 Août 1948.

COMMISSION de l'agriculture, à 15 heures, local n° 214.

COMMISSION de la presse, de la radio et du cinéma, à 10 heures, local n° 261.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 10 heures, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 67

ORDRE DU JOUR

Du Mercredi 11 Août 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote de la proposition de résolution de M. Southon et des membres du groupe socialiste S.F.I.O., tendant à inviter le Gouvernement à rajuster le montant de l'allocation versée aux titulaires de la médaille d'argent des instituteurs et des institutrices (Nos 510 et 683, année 1948. — M. Southon, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprenant :

1er Étage : Depuis Mme ROLLIN, jusques et y compris M. SERRURE.

Tribunes : Depuis M. SIABAS, jusques et y compris M. AHMED-YAHIA.

2. — Vote de la proposition de résolution de Mmes Marie Roche, Girault et des membres du groupe communiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à créer un ordre distinctif manifestant la reconnaissance des pouvoirs publics envers le dévouement des donneurs de sang (N^os^ 598 et 749, année 1948. — Mme Marie Roche, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat).

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1948 (N^os^ 809 et 815, année 1948. — M. Alain Poher, rapporteur général).

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mercredi 11 Août 1948.

N° 794. — Rapport de M. Le Sassier Boisaunié sur une demande en autorisation de poursuites contre un Conseiller de la République.

N° 795. — Rapport de M. Valentin-Pierre Vignard sur la proposition de loi relative à l'institution d'une caisse de retraites pour les membres des mahakmas et des aouns des justices de paix d'Algérie.

N° 801. — Rapport de M. Charles Okala sur la proposition de résolution tendant à développer le cinéma éducatif dans les territoires d'Outre-Mer.

N° 809. — Projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1948.

*N° 815. (annexes I et VI). — Rapport spécial de M. Monnet sur le budget des forces armées (section commune).

N° 815 (annexes III et VIII). — Rapport spécial de M. Boudet sur le budget des forces armées (section guerre).

*N° 817 (annexe 10). — Rapport spécial de M. Vieljeux sur le budget de la France d'Outre-Mer (dépenses civiles).

*N° 817 (annexe 13). — Rapport spécial de M. Philippe Gerber sur le budget de la justice.

N° 818. — Projet de loi instituant une aide temporaire à l'industrie cinématographique.

N° 819. — Projet de loi tendant à fixer les contingents de décorations des Armées de terre, de mer et de l'air.

N° 820. — Projet de loi tendant à l'introduction dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle des articles du Code de travail relatifs à l'âge d'admission des enfants au travail.

N° 821. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant organisation de la profession de mareyeur-expéditeur.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 10 août 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mercredi 11 Août 1948.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 10 h. 45, local n° 274.

COMMISSION des affaires étrangères, à 9 h. 30, local n° 201.

COMMISSION de la défense nationale, à 10 h. 30, local n° 217.

COMMISSION de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, à 17 heures, local n° 207.

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique, à 11 heures, local n° 207

COMMISSION des finances, à 10 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 11 heures, local n° 202.

COMMISSION de la production industrielle, à 9 heures, local n° 274.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 15 heures, local n° 213.

COMMISSION chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites (n° 546), à 17 heures, local n° 201.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 68

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 12 Août 1948.

A NEUF HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination d'un secrétaire du Conseil de la République.

2. — Vote de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à l'abrogation de l'acte du Gouvernement de fait de Vichy dit loi du 30 novembre 1941 déclassant la ligne de chemin de fer Saint-Rémy-lès-Chevreuse à Limours (Nos 706 et 787, année 1948. — M. Henri Buffet, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. ALRIC, jusques et y compris M. BOCHER.

Tribunes : Depuis M. BOISROND, jusques et y compris M. CHAUVIN.

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à refuser l'homologation d'une décision votée par l'Assemblée financière de l'Algérie au cours de sa session de décembre 1947-janvier 1948, portant institution d'une caisse de retraites et de prévoyance pour les membres des mahakmas et les aouns des justices de paix d'Algérie (N^os 622 et 795, année 1948. — M. Valentin-Pierre Vignard, rapporteur).

4. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1948 (N^os 809 et 815, année 1948. — M. Alain Poher, rapporteur général ; **Section commune.** — M. Monnet, rapporteur).

5. — Décision sur la demande de discussion immédiate de la proposition de résolution de M. Dulin et des membres du groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines tendant à inviter le Gouvernement à déposer sans délai un projet de loi fixant le prix du permis de chasse (N° 831, année 1948.

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant au redressement économique et financier (N° 825, année 1948, — M. Alain Poher, rapporteur général).

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 12 Août 1948.

N° 790. — Proposition de résolution de Mme Vigier. tendant à abandonner le calcul des bénéfices agricoles au forfait pour les plantations de tabac.

N° 799. — Proposition de loi de M. Georges Lacaze, tendant à obliger la Société Solvay à rembourser à ses ouvriers envoyés en Allemagne la valeur des marks qu'ils ont rapportés.

N° 800. — Proposition de loi de M. Georges Lacaze, tendant à accorder aux victimes des crues de l'Est une indemnisaon égale au montant des dommages.

*N° 817 (annexe 4). — Rapport spécial de M. Landaboure sur le budget de l'agriculture (services de l'agriculture).

*N° 817 (annexe 24). — Rapport spécial de M. Jean-Marie Thomas sur le budget des travaux publics et des transports.

*N° 817 (annexe 27). — Rapport spécial de M. Hocquard sur le budget de l'Imprimerie Nationale.

*N° 817 (annexe 28). — Rapport spécial de M. Hocquard sur le budget de la Légion d'honneur.

*N° 817 (annexe 29). — Rapport spécial de M. Hocquard sur le budget de Monnaies et Médailles.

N° 825. — Projet de loi tendant au redressement économique et financier.

N° 831. — Proposition de résolution de M. Dulin tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi fixant le prix du permis de chasse.

---

* **NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 11 août 1948.**

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 12 Août 1948.

COMMISSION de l'agriculture, à 11 heures, local n° 214.

COMMISSION de la défense nationale, à 9 h. 30, local n° 217.

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique, à 10 heures, local n° 207

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 10 h. 30, local n° 217.

COMMISSION de la presse, de la radio et du cinéma, à 10 heures, local n° 261.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 69

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 13 Août 1948.

A NEUF HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à permettre la révision du prix de certains baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal (N° 816, année 1948. — M. Boivin-Champeaux, rapporteur).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. René CHERRIER, jusques et y compris Mme DEVAUD.

Tribunes : Depuis M. Alioune DIOP, jusques et y compris M. GILSON.

2. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1948 (Nos 809 et 815, année 1948. — M. Alain Poher, rapporteur général.

Marine. — M. Courrière, rapporteur.

Constructions et Armes Navales. — M. Gaston Cardonne, rapporteur).

3. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant au redressement économique et financier (Nos 825 et 832, année 1948, — M. Alain Poher, rapporteur général).

Bureau du Conseil de la République.

Dans sa séance du jeudi 12 août 1948, le Conseil de la République, conformément à l'article 10 du Règlement, a nommé :

M. PRIMET, Secrétaire du Conseil de la République,

en remplacement de M. Thélus Léro, démissionnaire.

La Commission de six membres chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République (n° 546, année 1948) a nommé :

Rapporteur : M. VANRULLEN,

en remplacement de M. Henri Buffet, démissionnaire.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 13 Août 1948.

N° 815 (annexes IV et IX). — Rapport spécial de M. Courrière sur le budget des dépenses militaires (Forces armées. — Section marine).

N° 815 (annexes V et X). — Rapport spécial de M. Louis Ignacio-Pinto sur le budget des dépenses militaires (Forces armées. — Section de la France d'Outre-Mer).

N° 815 (annexe XII). — Rapport spécial de M. Gaston Cardonne sur le budget des dépenses militaires (Forces armées. — Section des Constructions navales).

N° 817 (annexe 21). — Rapport spécial de M. Jean-Marie Grenier sur le budget des services civils de l'année 1948 (reconstruction et urbanisme).

N° 822. — Rapport de M. Hocquard sur le projet de loi relatif à l'organisation municipale dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle.

Imprimerie du Conseil de la République

1. —
blée N
relatif
M. Ma

Les bi
ceab :
1re Ed
Tribur
M. Henr

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 70

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 17 Août 1948.

A NEUF HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 2102 du Code civil relatif au privilège du bailleur (N^os^ 625 et 823, année 1948. — M. Marcel Molle, rapporteur).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1^er^ Étage : Depuis Mme GIRAULT, jusques et y compris M. HYVRARD

Tribunes : Depuis M. Louis IGNACIO-PINTO, jusques et y compris M. Henri MARTEL.

2. Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier les articles 14 et 21 de l'ordonnance nº 45-174 du 2 février 1945, relative à l'enfance délinquante (Nos 536 et 828, année 1948. — Mme Girault, rapporteur).

3. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1948 (Nos 809 et 815, année 1948. — M. Alain Poher, rapporteur général).

France d'Outre-Mer. — M. Louis Ignacio-Pinto, rapporteur.

Essences. — Poudres. — M. Baron, rapporteur.

Fabrications d'armement. — M. Baron, rapporteur.

3. Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant aménagement, dans le cadre du budget général, pour l'exercice 1948, des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires) (Nos 810 et 817, année 1948. — M. Alain Poher, rapporteur général).

Justice. — M. Philippe Gerber, rapporteur.

Agriculture. — M. Landabourre, rapporteur.

France d'Outre-Mer. — M. Vieljeux, rapporteur.

Imprimerie Nationale. — M. Hocquard, rapporteur.

Monnaies et Médailles. — M. Hocquard, rapporteur.

Légion d'Honneur. — M. Hocquard, rapporteur.

Ordre de la Libération. — M. Hocquard, rapporteur.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 17 Août 1948.

N° 808. — Rapport de M. Novat sur le projet de loi relatif à l'aménagement des plaines de l'Isère, du Drac et de la Romanche.

**N° 810. — Projet de loi portant aménagement des dotations de l'exercice 1947 reconduites à l'exercice 1948 au titre du budget ordinaire (services civils).

**N° 815 (annexe XIII). — Rapport spécial de M. Baron sur le budget des dépenses militaires (Fabrications d'armement).

**815 (annexe XIV). — Rapport spécial de M. Baron sur le budget des dépenses militaires (Services des essences)

**815 (annexe XV). — Rapport spécial de M. Baron sur le budget des dépenses militaires (Service des poudres).

*N° 823. — Rapport de M. Marcel Molle sur la proposition de loi tendant à compléter l'article 2102 du Code civil relatif au privilège du bailleur.

N° 824. — Proposition de résolution de M. Ahmed Boumendjel tendant à rétablir Son Altesse Mohamed El Moncef Pacha Bey sur le trône de ses ancêtres.

N° 827. — Rapport de M. Raymond Bonnefous sur le projet de loi relatif à l'immunisation obligatoire de certaines personnes contre la variole.

*N° 828. — Rapport de Mme Girault sur le projet de loi tendant à modifier l'ordonnance relative à l'enfance délinquante.

---

* **NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 13 août 1948.**

** **NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 16 août 1948.**

N° 829. — Proposition de résolution de M. Ahmed Boumendjel tendant à la désignatlon d'une commission d'enquête pour déterminer les responsabilités dans les événements de mai 1945 en Algérie.

N° 842. — Projet de loi relatif au contingentement des rhums dans les territoires d'Outre-Mer.

N° 843. — Projet de loi tendant à ratifier plusieurs conventions adoptées par la Conférence internationale du travail.

N° 858. — Projet de loi fixant les taux de compétence applicables aux réclamations concernant les indemnités de réquisition.

N° 859. — Projet de loi modifiant certaines dispositons du Code du travail maritime.

N°860. — Projet de loi tendant à autoriser le Ministre des Finances à passer des conventions avec la Banque de France.

N° 861. — Projet de loi tendant à accélérer la liquidation du Fonds commun institué par l'acte «relatif à l'assurance des sinistres résultant d'actes de sabotage ».

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 17 Août 1948.

COMMISSION de l'agriculture, à 11 heures, local n° 214.

COMMISSION des finances, à 9 h. 45, local de la Commission.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 71

ORDRE DU JOUR

Du Mercredi 18 Août 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote de la proposition de résolution de M. Arouna N'Joya et des membres du groupe socialiste S.F.I.O., tendant à inviter le Gouvernement à développer le cinéma éducatif et d'enseignement dans les territoires d'Outre-Mer (N°s 219 et 801, année 1948. — M. Charles Okala, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent

1er Étage : Depuis M. Hippolyte MASSON, jusques et y compris M. MULLER.

Tribunes : Depuis M. NAIME, jusques et y compris M. André RAUSCH.

2. Vote des propositions de résolution : 1° de M. Durand-Réville, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir dans les moindres délais la liberté de vente de l'or dans les Territoires d'Outre-Mer de l'Union française ; 2° de MM. Fodé Mamadou Touré, Ousmane Socé, Alioune Diop, Charles-Cros, Gustave, Mamadou M'Bodje, Amadou Doucouré et des membres du groupe socialiste S.F.I.O., tendant à inviter le Gouvernement à rendre applicable par décret, aux Territoires d'Outre-Mer, la loi n° 48-178 du 2 février 1948, portant aménagement de certaines dispositions de la réglementation des changes et, corrélativement, de certaines dispositions fiscales (Nos 492, 715 et 791, année 1948. — M. Grassard, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat).

3. Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant aménagement, dans le cadre du budget général, pour l'exercice 1948, des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires) (Nos 810 et 817, année 1948. — M. Alain Poher, rapporteur général).

Agriculture *(suite)*. — M. Landaboure, rapporteur.

Reconstruction. — M. Jean-Marie Grenier, rapporteur.

Imprimerie Nationale. — M. Hocquard, rapporteur.

Monnaies et Médailles. — M. Hocquard, rapporteur.

Légion d'Honneur. — M. Hocquard, rapporteur.

Ordre de la Libération. — M. Hocquard, rapporteur.

France d'Outre-Mer. — M. Vieljeux, rapporteur.

Travaux publics et Transports. — M. Jean-Marie Thomas, rapporteur.

ERRATUM

I. — *Au projet de loi (n° 805)*, ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *relatif au* **taux de compétence** *de diverses* **juridictions en Algérie.**

Page 2, dernier alinéa, 1re ligne :

Au lieu de : « ... connaissant de... »

Lire : « ... *connaissent de...* ».

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mercredi 18 Août 1948.

N° 794 (rectifié). — Rapport de M. Sassier-Boisauné sur une demande en autorisation de poursuites contre un Conseiller de la République.

N° 826. — Rapport de M. Duchet sur le projet de loi instituant une aide temporaire à l'industrie cinématographique.

N° 841. — Proposition de loi de M. Ahmed Yahia tendant à compléter l'article 57 de la loi portant statut organique de l'Algérie.

N° 851. — Rapport de M. Max Boyer sur le projet de loi tendant à fixer les contingents de décorations de la Légion d'Honneur des Armées.

N° 852. — Proposition de loi de M. Georges Lacaze, tendant à la suppression de l'article 336 *quater* du Code général des contributions directes.

N° 855. — Proposition de loi de Mme Saunier tendant à réprimer la contrefaçon des créations des industries saisonnières de l'habillement.

N° 862. — Proposition de loi de M. Grimal relative à l'élection des Conseillers généraux.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mercredi 18 Août 1948.

COMMISSION des affaires étrangères, à 14 h. 30, local n° 201.

COMMISSION de la marine et des pêches, à 9 h. 15, local n° 215.

COMMISSION de la production industrielle, à 9 h. 15, local n° 274.

COMMISSION des finances, à 9 h. 30, local de la Commission.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 72

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 19 Août 1948.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant aménagement, dans le cadre du budget général, pour l'exercice 1948, des dotations de l'exercice 1947, reconduites à

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent

1er Étage : Depuis **M. REHAULT**, jusques et y compris **M. SALVAGO.**

Tribunes : Depuis **M. SARRIEN**, jusques et y compris **M. ZYROMSKI.**

l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires) (Nos 810 et 817, année 1948. — M. Alain Poher, rapporteur général).

Monnaies et Médailles. — M. Hocquard, rapporteur.

Légion d'Honneur. — M. Hocquard, rapporteur.

Ordre de la Libération. — M. Hocquard, rapporteur.

Travaux publics et Transports. — M. Jean-Marie Thomas, rapporteur.

Aviation civile. — M. Jean-Marie Thomas, rapporteur.

Radiodiffusion. — M. Minvielle, rapporteur.

ERRATUM

A la proposition de loi (n° 708), ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *tendant à accorder aux* **salariés qui se séparent volontairement** *de leurs* **employeurs,** *le bénéfice de* **l'indemnité compensatrice de congés payés.**

Page 2, article unique, premier alinéa :

Au lieu de : « ... article 54 L... »

Lire : « ... article 54 *K*... ».

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 19 Août 1948.

N° 817 (annexe 24). — Rapport spécial de M. Jean-Marie Thomas sur le budget des services civils de l'année 1948 (travaux publics et transports).

N° 817 (annexe 31). — Rapport spécial de M. Minvielle sur le budget des services civils de l'année 1948 (radiodiffusion française).

N° 830. — Rapport de M. Menu sur la proposition de loi tendant à accorder aux salariés qui se séparent de leurs employeurs l'indemnité de congés payés.

N° 840. — Proposition de loi de M. Ahmed-Yahia tendant à compléter l'article 56 de la loi portant statut organique de l'Algérie.

N° 850. — Rapport de M. Rosset sur la proposition de résolution tendant à attribuer aux bénéficiaires de la retraite des vieux 500 kgs de charbon à prix réduit.

N° 854. — Proposition de loi de M. Ahmed-Yahia tendant à compléter l'article 53 de la loi portant statut organique de l'Algérie.

N° 863. — Projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 19 Août 1948.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 9 h. 30, local n° 274.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 11 heures, local n° 217.

COMMISSION des finances, à 9 heures, local de la Commission.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 73

ORDRE DU JOUR

Du Vendrédi 20 Août 1948.

A NEUF HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, ayant pour objet de valider, en complétant certaines de ses dispositions, l'acte dit « Loi n° 4834 du 30 novembre 1941 » relatif à

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

1er Étage : Depuis M. ABEL-DURAND, jusques et y compris M. BERLIOZ.

Tribunes : Depuis M. Jean-Marie BERTHELOT, jusques et y compris M. CHATAGNER.

l'aménagement et à l'assainissement des plaines de l'Isère, du Drac et de la Romanche (Nos 574 et 808, année 1948. — M. Novat, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat).

2. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1948 (Nos 809 et 815, année 1948. — M. Alain Poher, rapporteur général).

Air. — M. Marc Gerber, rapporteur.

Constructions aéronautiques. M. Marc Gerber, rapporteur.

Articles du projet de loi.

ERRATA

I. — *Au projet de loi (n° 809 — année 1948)* ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *portant fixation du* **budget** *des* **dépenses militaires** *pour l'exercice* **1948.**

1° Page 65.

État C. — Constructions et Armes Navales. — Dépenses ordinaires. — 1re section. — Exploitation, Chapite 683.

Rétablir ainsi le libellé du chapitre 683 :

Versement au fonds de réserve des excédents de *recettes*.

2° Page 68.

État C. — Fabrication d'armement. — Recettes.

a) Chapitre 40.

au lieu de : 3.702.299.000.

lire : 3.716.000.000.

b) Total pour la 1re section.

au lieu de : 17.326.141.000.

lire : 17.339.842.800.

c) Chapitre 60.

au lieu de : 816.000.000.

lire : *815.999.000.*

d) Chapitre 101.

au lieu de : 989.000.000.

lire : *986.500.000.*

e) Total pour la 3e section.

au lieu de : 989.000.000.

lire : *986.500.000.*

f) Total pour les recettes.

au lieu de : 19.131.141.000

lire : *19.142.341.000.*

II. — *Au projet de loi (n° 810, année 1948),* ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *portant* **aménagement** *dans le cadre du* **budget général** *pour l'exercice* **1948** *des* **dotations** *de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du* **budget ordinaire** *(Services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires).*

Page 221.

État A. Récapitulation.

a) Anciens combattants et victimes de la guerre.

au lieu de : 28.053.010.000.

lire : 28.053.013.000.

b) Total de l'état A.

au lieu de : 459.662.637.000.

lire : 459.662.640.000.

III, — *Au rapport (n° 830) fait au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi,* ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *tendant à accorder aux* **salariés qui se séparent volontairement** *de leurs* **employeurs,** *le bénéfice de* **l'indemnité compensatrice de congés payés.**

Page 3, article unique, première ligne :

Au lieu de : « ... article 54 D... »

Lire : « ... article 54 *K*... ».

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 20 Août 1948.

N° 803. — Proposition de loi de M. Bernard Lafay instituant une aide aux Diminués physiques.

N° 815. — Rapport général de M. Alain Poher sur le projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour 1948 (articles de la loi).

*N° 815 (annexes II et VII). — Rapport spécial de M. Marc Gerber sur le budget des dépenses militaires (section air).

*N° 815 (annexe XI). — Rapport spécial de M. Marc Gerber sur le budget des dépenses militaires (constructions aéronautiques.

N° 848. — Rapport supplémentaire de M. Victoor sur la proposition de résolution tendant à développer l'éducation physique.

N° 865. — Rapport de M. Denvers sur la proposition de loi portant organisation de la profession de mareyeur-expéditeur.

N° 868. — Projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 19 août 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Vendredi 20 Août 1948.

COMMISSION de la famille, de la population et de la santé publique, à 15 h. 30, local n° 207

COMMISSION des finances, à 9 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 16 heures, local n° 215.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 heures, local n° 274.

COMMISSION du ravitaillement, à 14 h. 30, local n° 214.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 11 heures, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 74

ORDRE DU JOUR

Du Lundi 23 Août 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant aménagement, dans le cadre du budget général, pour l'exercice 1948, des dotations de l'exercice 1947, recon-

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

1er Étage : Depuis M. CHAUMEL, jusques et y compris M. DENVERS.

Tribunes : Depuis M. René DEPREUX, jusques et y compris M. GIACOMONI.

duites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires) (Nos 810 et 817, année 1948. — M. Alain Poher, rapporteur général).

Finances. — M. Pauly, rapporteur.

Marine marchande. — M. Courrière, rapporteur.

Affaires étrangères. — M. Landry, rapporteur.

Intérieur. — M. Avinin, rapporteur.

ERRATUM

Au projet de loi (n° 868) ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *relatif à l'***élection** *des* **Conseillers de la République.**

Page 10.
Article 24.

Rédiger ainsi le 2e alinéa :

« En cas d'empêchement, le Premier Président de la Cour d'Appel désignera des suppléants ».

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Lundi 23 Août 1948.

N° 664. — Proposition de loi de M. François Dumas, tendant à modifier la législation des jardins ouvriers.

N° 817 (annexe 1). — Rapport spécial de M. Landry sur le budget des services civils de l'année 1948 (Affaires étrangères - Services).

N° 817 (annexe 8). — Rapport spécial de M. Pauly sur le budget des services civils de l'année 1948 (Finances).

N° 817 (annexe 12). — Rapport spécial de M. Avinin sur le budget des services civils de l'année 1948 (Intérieur).

*N° 817 (annexes 14 à 20. — Rapport spécial de M. Monnet sur le budget des services civils de l'année 1948 (Présidence du Conseil).

N° 817 (annexe 25). — Rapport spécial de M. Courrière sur le budget des services civils de l'année 1948 (Travaux publics et transports-Marine marchande).

*N° 817 (annexe 30). — Rapport spécial de M. Georges Lacaze sur le budget des services civils de l'année 1948 (Postes, Télégraphes et Téléphones).

N° 869. — Rapport de M. Janton sur le projet de loi portant ouverture de crédit au titre de la célébration du centenaire de la mort de Chateaubriand.

N° 871. — Projet de loi relatif aux dispositions financières à prendre pour l'application de l'accord de coopération économique conclu entre la France et les Etats-Unis.

N° 874. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à interdire la contrainte par corps contre des mineurs âgés de moins de 18 ans.

---

*NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 20 août 1948.

CONVOCATION DE COMMISSION

Lundi 23 Août 1948.

COMMISSION des finances, à 15 h., local de la Commission.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 75

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 24 Août 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. —Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à fixer les contingents de décorations de la Légion d'Honneur et de la médaille militaire avec traitement, des armées de terre, de mer, de l'air et du personnel militaire des services de la France d'Outre-Mer (N^os^ 819 et 851, année 1948. — M. Max Boyer, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent

1^er^ Étage : Depuis M. GIAUQUE, jusques et y compris M. HOCQUARD.

Tribunes : Depuis M. HYVRARD, jusques et y compris M. MARINTABOURET.

2. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à l'immunisation obligatoire de certaines personnes contre la variole, les fièvres thyphoïde et paratyphoïde *A* et *B*, la diphtérie et le tétanos (N^os^ 744 et 827, année 1948. — M. Raymond Bonnefous, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

3. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, rendant applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, l'article 51 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale (N^os^ 572 et 822, année 1948. — M. Hocquard, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

4. — Vote de la proposition de résolution de MM. Rosset, Naime, Henri Martel, Mmes Claeys, Brisset et des membres du groupe communiste et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour attribuer à tous les bénéficiaires de la retraite des vieux et de l'allocation temporaire une quantité minima de 500 kgs de charbon à prix réduit (N^os^ 579 et 850, année 1948. — M. Rosset, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

5. — Vote de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à accorder aux salariés qui se séparent volontairement de leurs employeurs, le bénéfice de l'indemnité compensatrice de congés payés (N^os^ 708 et 830, année 1948. — M. Menu, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

6. — Discussion des conclusions du rapport de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République (N^os^ 11 (*rectifié*) et 794 (*rectifié*), année 1948. — M. Le Sassier-Boisauné, rapporteur).

7. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant aménagement, dans le cadre du budget général, pour l'exercice 1948, des dotations de l'exercice 1947,

reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires) (Nos 810, et 817, année 1948. — M. Alain Poher, rapporteur général).

Industrie et Commerce. — M. Marrane, rapporteur.

Santé publique et Population. — M. Dorey, rapporteur.

Affaires allemandes et autrichiennes. — M. Hocquard, rapporteur.

Haut-Commissariat en Sarre. — M. Hocquard, rapporteur.

Finances. — M. Pauly, rapporteur.

Travail et Sécurité sociale. — M. Victoor, rapporteur.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 24 Août 1948.

N° 817 (annexe 2). — Rapport spécial de M. Hocquard sur le budget des services civils de l'année 1948 (Affaires étrangères-Sarre).

N° 817 (annexe 3). — Rapport spécial de M. Hocquard sur le budget des services civils de l'année 1948 (Affaires allemandes et autrichiennes).

N° 817 (annexe 5). — Rapport spécial de M. Sauer sur le budget des services civils de l'année 1948 (Agriculture - Ravitaillement).

N° 817 (annexe 11). — Rapport spécial de M. Marrane sur le budget des services civils de l'année 1948 (Industrie et Commerce).

N° 817 (annexe 22). — Rapport spécial de M. Dorey sur le budget des services civils de l'année 1948 (Santé publique et Population).

N° 817 (annexe 23). — Rapport spécial de M. Victoor sur le budget des services civils de l'année 1948 (Travail et Sécurité sociale).

N° 864. — Rapport de M. Charles Amiot sur la proposition de loi tendant à l'érection d'un monument commémoratif au général Leclerc.

N° 866. — Proposition de loi de M. Georges Lacaze tendant à modifier le taux des redevances perçues au titre de l'extraction du minerai de fer.

N° 867. — Proposition de résolution de M. Léo Hamon tendant à prévoir un crédit et constituer une commission pour l'histoire de la seconde République.

N° 872. — Projet de loi tendant à ratifier l'accord franco-italien relatif à l'article 79 du traité de paix.

N° 873. — Projet de loi concernant la liquidation des biens italiens en Tunisie.

N° 876. — Projet de loi relatif à l'exercice de certaines fonctions dans les entreprises nationalisées.

N° 878. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à accorder aux Sociétés coopératives de commerçants un délai pour l'accomplissement des formalités prévues par la loi portant statut de la coopération.

N° 879. — Projet de loi tendant à modifier les textes réprimant l'évasion de la main-d'œuvre employée dans les établissements pénitentiaires.

N° 880. — Projet de loi relatif à la validation de décisions d'assemblées tenues par des sociétés.

N° 881. — Projet de loi autorisant la ratification des accords de Sécurité sociale signés par la France avec la Belgique, l'Italie, la Pologne et le Royaume-Uni.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 23 août 1948.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 76

ORDRE DU JOUR

Du Mercredi 25 Août 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote de la proposition de résolution de M. Marrane, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour développer l'éducation physique, les sports et les activités de « plein-air » (N^os^ 194, 713 et 848, année 1948. — M. Victoor, rapporteur ; et n° 768, année 1948, avis de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique. — M. Vourc'h, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent

1^er^ Étage : Depuis M. Henri MARTEL, jusques et y compris M. Marius MOUTET.

Tribunes : Depuis M. MULLER, jusques et y compris M. REHAULT.

2. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant aménagement, dans le cadre du budget général, pour l'exercice 1948, des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires) (Nos 810 et 817, année 1948. — M. Alain Poher, rapporteur général).

Ravitaillement. — M. Sauer, rapporteur.

Education nationale. — MM. Reverbori, Janton et Baron, rapporteurs.

Anciens combattants. — M. Faustin Merle, rapporteur.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mercredi 25 Août 1948.

N° 668. —Proposition de résolution de M. Pinton tendant à accorder aux agriculteurs du Rhône, victimes de la tornade, une indemnisation.

N° 817 (annexe 6). — Rapport spécial de M. Faustin Merle sur le budget des services civils de l'année 1948 (Anciens combattants).

N° 817 (annexe 7). — Rapports spéciaux de MM. Reverbori, Janton et Baron sur le budget des services civils de l'année 1948 (Education nationale).

N° 877. — Rapport de M. Paumelle sur la proposition de loi relative au fonds de garantie des risques de guerre sur stocks de céréales et de farines.

Imprimerie du Conseil de la République.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 77

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 26 Août 1948.

A DIX HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédit au Ministre de l'Education nationale, au titre de la célébration du centenaire de la mort de Chateaubriand (Nos 640 et 869, année 1948. — M. Janton, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprendront :

1er Etage : Depuis M. RENAISON, jusques et y compris M. SALVAGO.

Tribunes : Depuis M. SARRIEN, jusques et y compris M. ZYROMSKI.

2. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant aménagement, dans le cadre du budget général, pour l'exercice 1948, des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires) (Nos 810 et 817, année 1948. — M. Alain Poher, rapporteur général).

Education nationale *(suite)*. — MM. Reverbori, Janton et Baron, rapporteurs.

Anciens combattants. — M. Faustin Merle, rapporteur.

Affaires économiques. — M. Duchet, rapporteur.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution

le Jeudi 26 Août 1948.

N° 817 (annexe 9). — Rapport spécial de M. Duchet sur le budget des services civils de l'année 1948 (Affaires économiques).

N° 834. — Rapport de M. Marius Moutet tendant à déterminer la procédure d'élection de trois membres de l'Assemblée de l'Union Française représentant le Cambodge et le Laos.

N° 870. — Rapport de M. Hocquard sur la proposition de loi tendant à rendre applicable dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, l'ordonnance relative à la réglementation des marchés de communes.

N° 875. — Rapport de M. Jean-Marie Thomas sur le projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires.

N° 884. — Projet de loi portant ouverture de crédits au titre du budget du Ministère de la Production industrielle.

N° 885. — Projet de loi portant ouverture de crédits en vue du regroupement des services administratifs.

N° 886. — Proposition de loi de M. Jean-Marie Thomas tendant à obtenir l'attribution de la Médaille militaire aux anciens militaires réformés pour maladie contractée dans une unité combattante.

N° 887. — Projet de loi portant ouverture de crédits au titre du budget ordinaire de l'exercice 1948.

N° 888. — Projet de loi reconduisant l'allocation temporaire aux vieux pour le troisième trimestre de l'année 1948 et majorant le taux.

N° 889. — Projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses sur l'exercice 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 26 Août 1948.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 9 h. 30, local n° 274.

COMMISSION de comptabilité, à la première suspension de séance de l'après-midi, local n° 221.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 h. 15, local n° 202.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 11 heures, local n° 202.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 10 h. 30, local n° 217.

COMMISSION de la presse, de la radio et du cinéma, à 10 h. 45, local n° 261.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 10 h. 30, local n° 213.

COMMISSION des finances, à 9 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 16 heures, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 78

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 27 Août 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à l'érection d'un monument commémoratif au général Leclerc et instituant une souscription nationale à cet effet (N[os] 807 et 864, année 1948. — M. Charles Amiot, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage : Depuis M. ABEL-DURAND, jusques et y compris M. BERLIOZ.

Tribunes : Depuis M. Jean-Marie BERTHELOT, jusques et y compris M. CHAUVIN.

2. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant organisation et statut de la profession de mareyeur-expéditeur (N^os^ 821 et 865, année 1948. — M. Denvers, rapporteur).

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme (N^os^ 863 et 875, année 1948. — M. Jean-Marie Thomas, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. , rapporteur).

4. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant aménagement, dans le cadre du budget général, pour l'exercice 1948, des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires) (N^os^ 810 et 817, année 1948. — M. Alain Poher, rapporteur général).

Articles de la loi.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 27 Août 1948.

N° 817. — Rapport général de M. Alain Poher sur le projet de loi portant aménagement des dotations de l'exercice 1947 reconduites à l'exercice 1948 au titre du budget ordinaire.

N° 890. — Rapport de M. Colardeau sur le projet de loi tendant à autoriser le Ministre de la Santé publique à statuer sur les demandes de naturalisation.

N° 891. — Rapport de M. Bardon-Damarzid sur le projet de loi portant création de postes de magistrats détachés au tribunal de la Seine.

N° 892. — Rapport de M. Carcassonne sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 49 de la loi sur les sociétés.

N° 893. — Rapport de M. Chaumel sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 1953 du Code civil.

N° 894. — Projet de loi portant création d'un Centre national du tourisme.

N° 895. — Proposition de loi relative à la formation du Conseil général et aux élections cantonales.

N° 898. — Projet de loi relatif à l'utilisation des fonds d'emprunts des groupements de sinistrés.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Vendredi 27 Août 1948.

COMMISSION des affaires étrangères, à 15 heures, local n° 201.

COMMISSION de la défense nationale, à 11 h. 30, local n° 217.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 9 h. 30, local n° 201.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 15 heures, local n° 213.

Imprimerie du Conseil de la République

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 79

ORDRE DU JOUR

Du Samedi 28 Août 1948.

A DIX HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 10 de la loi validée n° 11, du 8 juin 1944, instituant un fonds de garantie des risques de guerre sur stocks de céréales et de farines (N^os^ 658 et 877, année 1948. — M. Paumelle, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1^er^ Étage : Depuis M. René CHERRIER, jusques et y compris M. DENVERS.

Tribunes : Depuis M. René DEPREUX, jusques et y compris M. GIACOMONI.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, instituant une aide temporaire à l'industrie cinématographique (Nos 818 et 826, année 1948. — M. Duchet, rapporteur; et n° , année 1948, auis de la Commission des finances. — M. , rapporteur).

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses (dépenses civiles de reconstruction et d'équipement) en vue du regroupement des services administratifs (N° 885, année 1948. — M. . , rapporteur).

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses sur l'exercice 1948 (N° 889, année 1948. — M. , rapporteur).

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à certaines dispositions financières à prendre pour l'application de l'accord de coopération économique conclu entre la République Française et les Etats-Unis d'Amérique (N° 871, année 1948. — M. , rapporteur; et n° , année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. , rapporteur).

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Ministre des finances à passer des conventions avec le Gouverneur de la Banque de France (N° 860, année 1948. — M. , rapporteur).

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Samedi 28 Août 1948.

N° 896. — Rapport de M. Carles sur le projet de loi relatif à l'exercice de certaines fonctions dans les entreprises nationalisées.

N° 897. — Projet de loi relatif à la garantie des titres néerlandais circulant en France.

N° 899. — Projet de loi portant retrait du privilège d'émission de la Banque de l'Indochine.

N° 900. — Avis de M. Vieljeux sur la proposition de résolution tendant à étendre aux agents européens des services publics de la France d'Outre-Mer les mesures de relèvement de traitement des fonctionnaires,

N° 901. — Projet de loi relatif à la création d'un Institut d'émission de l'Indochine.

N° 904. — Projet de loi ayant pour objet la réparation des dégâts causés par des crues et orages.

N° 906. — Rapport de M. Caspary sur le projet de loi étendant certaines dispositions du Code du travail aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Samedi 28 Août 1948.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 10 heures, local n° 274.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 11 heures, local n° 201.

COMMISSION de la production industrielle, à 16 heures, local n° 274.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

ANNEXE AU FEUILLETON N° 79

Du 28 Août 1948

(4e annexe)

ROLE GÉNÉRAL DES PÉTITIONS

Nos 20 à 22. — *Du 8 Juillet au 26 Août 1948.*

(Art. 92 à 94 du Règlement du Conseil de la République).

20. *M. Abdelkader Benalioua*, case postale n° 2, à Saïda, département d'Oran (Algérie), proteste contre un arrêt du Conseil d'Etat (section du contentieux).

21. *M. Ahmed Boudjeroudi*, 5, galerie Malakoff, à Alger (Algérie), demande à récupérer une somme d'argent à lui dérobée.

22. *M. Ferdinand Bresson*, 12, rue des Bénédictins, à Nîmes (Gard), demande a être réinvesti de la garde de ses enfants.

PÉTITIONS

examinées par la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions

---

Pétition n° 20

du 20 juillet 1948.

M Abdelkader BENALIOUA, case postale n° 2, à Saïda, département d'Oran (Algérie), proteste contre un arrêt du Conseil d'Etat (section du contentieux).

M. Geoffroy de MONTALEMBERT, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen très attentif de M. le Ministre de la Justice.

(Renvoi au Ministre de la Justice.)

Pétition n° 21

du 20 juillet 1948.

M. Ahmed BOUDJEROUDI, 5, galerie Malakoff, à Alger (Algérie), demande à récupérer une somme d'argent à lui dérobée.

M. Geoffroy de MONTALEMBERT, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre de la Justice.

(Renvoi au Ministre de la Justice.)

Pétition n° 22

du 29 juillet 1948.

M. Ferdinand BRESSON, 12, rue des Bénédictins, à Nîmes (Gard), demande a être réinvesti de la garde de ses enfants.

M. Geoffroy de MONTALEMBERT, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre de la Justice.

(Renvoi au Ministre de la Justice.)

RÉPONSES DES MINISTRES

Sur les pétitions qui leur ont été envoyées par le Conseil de la République (Application de l'article 94 du Règlement).

Pétition n° 11

M. Ahmed BOUKHALAT, à Bou-Saâda (Algérie), ancien combattant, réclame le poste d'auxiliaire distributeur des P.T.T. auquel il aurait été admis après examen.

Cette pétition a été renvoyée le 3 février 1948 au Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes, Téléphones sur le rapport de M. Léon Nicod, au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions.

Réponse de M. le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes, Téléphones :

Paris, le 13 août 1948.

Monsieur le Président,

Conformément aux décisions prises par la Commission des pétitions, vous avez bien voulu me transmettre, le 28 mai dernier, une pétition déposée par M. Ahmed Boukhalat, ancien adjudant-chef, demeurant Avenue Etienne-Dunt à Bou-Saâda

(département d'Alger), qui sollicite son utilisation en qualité d'auxiliaire distributeur des P.T.T., au titre de la législation sur les emplois réservés.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les modalités d'application de la loi n° 46-2368 du 26 octobre 1946, remettant provisoirement en vigueur les dispositions établies en matière d'emplois réservés par les lois du 30 janvier 1923 et 18 juillet 1924, ont été fixées par le décret n° 47-1927 du 10 juillet 1947, qui énumère les emplois offerts dans la Métropole seulement.

Tant que le décret intéressant l'Algérie n'aura pas été publié, aucune suite ne pourra donc être donnée à la candidature de M. Ahmed Boukhalat.

Par ailleurs, la catégorie des auxiliaires distributeurs permanents, déjà supprimée dans la Métropole, est susceptible de disparaître en Algérie. Il n'a donc pas paru opportun d'autoriser l'utilisation de M. Boukhalat, dans un emploi de l'espèce, même à titre précaire.

Le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones,

Signé : Eugène THOMAS.

Pétition n° 13

Mme COMMÈRE DE RENNE, 8 rue de Verdun, à Laval (Mayenne), demande à rentrer en jouissance d'un immeuble réquisitionné.

Cette pétition a été renvoyée le 25 mai 1948 au Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme sur le rapport de M. Geoffroy de Montalembert, au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions.

Réponse de M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme :

Paris, le 27 juillet 1948.

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu me transmettre la pétition n° 13 présentée au Conseil de la République, le 3 mars 1948, par

Mme Commère de Renne, qui demande à pouvoir rentrer en possession des différents immeubles dont elle est propriétaire à Laval.

J'ai l'honneur de vous faire connaître, qu'il résulte de l'enquête à laquelle j'ai aussitôt fait procéder, que les faits auxquels la pétitionnaire se réfère sont les suivants :

Mme Commère de Renne est propriétaire à Laval de plusieurs immeubles et notamment d'un immeuble sis 8 rue de Verdun. Cet immeuble a été réquisitionné le 21 janvier 1947 au profit de trois jeunes ménages. Mais l'immeuble en cause ayant été sinistré et paraissant, par ailleurs, à usage commercial, ces réquisitions, compte tenu des indications de Mme Commère de Renne d'après lesquelles, provisoirement réfugiée à la campagne, elle ne disposait pas de locaux suffisants pour ses besoins, ne furent jamais renouvelées ; les personnes se trouvant dans les lieux les occupent donc sans titre depuis l'expiration de ces réquisitions.

Mme Commère de Renne possède en outre, par suite du décès de sa mère, un autre immeuble à Laval, rue Touchu-Servinière. Cet immeuble fut réquisitionné le 6 avril 1946 au profit d'une institutrice. Cette dernière réquisition qui est toujours en cours apparaît parfaitement régulière, le local en cause étant vacant et inoccupé.

Il en résulte que Mme Commère de Renne peut reprendre, le cas échéant en s'adressant à l'autorité judiciaire, désormais seule compétente, la disposition de l'immeuble dont elle est propriétaire rue de Verdun, puisque les personnes qui l'occupent actuellement sont sans titre.

Quant à la réclamation relative à l'immeuble de la rue Touchu Servinière, elle n'apparaît pas pouvoir être retenue, en raison de la parfaite régularité de la réquisition qui le frappe.

J'ajoute que sur mon initiative, Mme Commère de Renne m'ayant en effet déjà adressé une volumineuse correspondance, ainsi, d'ailleurs, qu'à mes collègues de la Justice et de l'Intérieur, M. le Préfet de la Mayenne a donné, à cet égard, à l'intéressée, d'une manière aussi précise que possible, toutes précisions utiles, mais Mme Commère de Renne ne semble pas avoir compris la situation de ses immeubles et continue à émettre de multiples protestations sans réellement agir pour reprendre la disposition de l'immeuble de la rue de Verdun.

Je ne pense pas que, dans ces conditions, les services adminis-

tratifs aient à intervenir dans cette affaire et je vous prie de vouloir bien trouver, ci-joint, en retour, le dossier que vous m'avez communiqué.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme :
Signé : René COTY.

Pétition n° 14

Mme Alice FOUGA, 7, rue Mazagran, à Carcassonne (Aude), demande a rester dans le logement réquisitionné qu'elle occupe.

Cette pétition a été renvoyée le 25 mai 1948 au Ministre de la Justice, sur le rapport de M. Geoffroy de Montalembert, au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions.

Réponse de M. le Ministre de la Justice :

Paris, le 4 août 1948,

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu me communiquer, à toutes fins utiles, la pétition n° 14 (ci-jointe en retour avec deux pièces annexées) de Mme Alice Fouga, employée des P. T. T. (7, rue Mazagran, à Carcassonne) relative à une affaire d'expulsion la concernant.

J'ai l'honneur de vous faire connaître ci-après le point de vue de ma Chancellerie sur cette affaire.

Madame Fouga occupe, avec ses trois enfants âgés de 22, 20 et 9 ans, un logement réquisitionné à son profit le 1er janvier 1943. En 1945, l'immeuble où est situé ce logement a été acheté par une Société. En décembre 1945, les Services de la Préfecture n'ayant pas renouvelé l'arrêté de réquisition, la pétitionnaire s'est trouvée, de ce fait, occupante sans titre et a été condamnée, judiciairement, sur action de la Société, à évacuer les lieux sous astreinte de 150 francs par jour de retard.

Madame Fouga demande la remise de l'astreinte qui a été prononcée à son encontre.

En l'état, ma Chancellerie ne saurait, sans sortir de ses attributions, ni faire échec à la décision de justice susvisée, intervenir dans cette affaire. Il ne peut appartenir qu'à l'intéressée, si elle est encore dans les délais pour le faire, d'exercer contre la décision judiciaire qui lui fait grief, les voies de recours légales.

Avec mes regrets, veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Pour le Ministre de la Justice,

Signé : ILLISIBLE.

Pétition n° 15

M. Charles GROSSE, 14, rue de Phalsbourg à Sarrebourg (Moselle) demande une indemnité de dommages de guerre pour un immeuble incendié.

Cette pétition a été renvoyée au Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, sur le rapport de M. Geoffroy de Montalembert, au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions.

Réponse de M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme :

Paris, le 27 juillet 1948.

Monsieur le Président,

Comme suite à la transmission que vous m'avez faite d'une pétition émanant de M. Charles Grosse, sinistré à Sarraltroff, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il ne me sera possible de prendre une décision à l'égard de l'intéressé qu'après communication des résultats d'une enquête, dont je charge mon délégué départemental de la Moselle, sur les causes du mauvais fonctionnement du fusible réparé par les Allemands.

En effet, le dommage ne pourrait être pris en considération comme dommage d'occupation, au titre de l'article 6-1er de la loi du 28 octobre 1946 n° 46-2389 sur les dommages de guerre que s'il apparaissait clairement que l'incendie résulte bien d'une

réparation défectueuse de l'installation électrique de M. Grosse, et non d'un court-circuit purement accidentel n'ayant pas pour origine certaine la réparation effectuée par les Allemands.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme,
Signé : René COTY.

Pétition n° 16

Mme Marie BRELAUD, 11, impasse de la Tranchée, à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), demande une remise de peine pour son mari :

Cette pétition a été renvoyée le 25 mai 1948 au Ministre de la Justice, sur le rapport de M. Geoffroy de Montalembert, au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions.

Réponse de M. le Ministre de la Justice :

Paris, le 19 juillet 1948.

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu me transmettre une pétition adressée au Conseil de la République par la dame Brelaud Marie, demeurant 11, impasse de la Tranchée à Châlon-sur-Saône (Saône-et-Loire), qui sollicite une remise de peine en faveur de son mari, le sieur Brelaud Nicolas, condamné le 25 juillet 1946 par la Cour de Justice de Lyon, la peine de mort commuée en celle des travaux forcés à perpétuité.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que ce document constitue en réalité un recours en grâce et que je fais procéder à son instruction. Je vous signale à ce sujet qu'un recours a été rejeté le 3 mars 1948.

Veuillez agréer, Monsieur lé Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de la Justice,
Signé : André MARIE.

Imprimerie du Conseil de la République

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 80

ORDRE DU JOUR

Du Mercredi 1er Septembre 1948.

A SEIZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

Discussion éventuelle du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après nouvelle délibération demandée par M. le Président de la République, portant modification et codification de la législation relative aux rapports entre bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement (Nos , année 1948. – M. , rapporteur).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent

1er Étage : Depuis M. GIAUQUE, jusques et y compris M. HENRY.

Tribunes : Depuis M. HOCQUARD, jusques et y compris M. Georges MAIRE

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mercredi 1er Septembre 1948.

N° 882. — Projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général pour l'exercice 1948.

N° 883. — Proposition de loi de M. Bernard Lafay modifiant le régime des assurances sociales applicable aux professions non agricoles.

N° 902. — Projet de loi portant modification des autorisations d'engagement de dépenses et des crédits accordés par la loi du 21 mars 1948.

N° 903. — Rapport de M. Avinin sur le projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République.

N° 905. — Projet de loi portant réforme du régime des pensions des marins français.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mercredi 1er Septembre 1948.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 15 h. 30, local n° 274.

COMMISSION de la production industrielle, à 9 h. 30, local n° 274.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 15 heures, local n° 202.

COMMISSION des finances, à 9 h. 30, local de la Commission.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 81

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 7 Septembre 1948.

A DIX HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote de la proposition de résolution de M. Gaston Cardonne et des membres du groupe communiste et apparentés tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures indispensables pour la reconstruction de la ligne de chemin de fer : Amélie-les-Bains à Arles-sur-Tech (N°s 298 et 511, année 1948. — M. Prévost, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

1er Étage : Depuis **M. MAMMONAT**, jusques et y compris **M. Charles MOREL.**

Tribunes : Depuis **M. Marius MOUTET**, jusques et y compris **M. Eugène QUESSOT.**

2. — Vote de la proposition de loi, déposée au Conseil de la République, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 49 de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés (Nos 279, année 1947, 657 et 892, année 1948. — M. Carcassonne, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

3. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant création de postes de magistrats détachés au tribunal de la Seine et modifiant le décret du 25 juin 1934 relatif à l'organisation judiciaire (Nos 704 et 891, année 1948. — M. Bardon-Damarzid, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

4. — Vote de la proposition de loi, déposée au Conseil de la République, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'alinéa 2 de l'article 1953 du Code civil (Nos 342, 747 et 893, année 1948. — M. Chaumel, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

5. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Ministre de la Santé publique et de la Population à statuer sur les demandes de naturalisation qui ont été formulées conformément à la loi du 3 février 1939 (Nos 804 et 890, année 1948. — M. Colardeau, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, instituant une aide temporaire à l'industrie cinématographique (Nos 818 et 826, année 1948. — M. Duchet, rapporteur; et no , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Janton, rapporteur).

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses (dépenses civiles de reconstruction et d'équipement) en vue du regroupement des services administratifs (No 885, année 1948. — M. , rapporteur).

8. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à certaines dispositions financières à prendre pour l'application de l'accord de coopération économique conclu entre la République Française et les Etats-Unis d'Amérique (Nos 871,

et 913, année 1948. — M. Janton, rapporteur ; et n° 914, année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Longchambon, rapporteur).

9. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Ministre des Finances à passer des conventions avec le Gouverneur de la Banque de France (N° 860, année 1948. — M. Janton, rapporteur).

10. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses sur l'exercice 1948 (N^os 889 et 911, année 1948. — M. , rapporteur).

ERRATA

I. — *Au rapport de M. AVININ (n° 903, année 1948) sur le projet de loi,* ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *relatif à l'***élection** *des* **Conseillers de la République.**

Page 7.

Article premier du texte voté par l'Assemblée Nationale, *ajouter :*

« 7° 3 conseillers représentant les citoyens français résidant à l'étranger ».

II. — *Au rapport (n° 875) de M. Jean-Marie THOMAS sur le projet de loi,* ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *portant* **réforme du régime des pensions civiles et militaires** *et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme.*

Page 51.

Supprimer le 2^e alinéa du paragraphe III° de l'article 58.

Page 54.

Transformer le paragraphe VIII^e de l'article 59 en un article 59 bis.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 7 Septembre 1948.

N° 907. — Rapport de Mme Brisset sur le projet de loi tendant à ratifier les accords relatifs à la Sécurité sociale, signés par la France avec la Belgique, l'Italie, la Pologne et le Royaume-Uni.

N° 909. — Rapport de M. Boivin-Champeaux sur le projet de loi fixant les taux de compétence applicables aux réclamations concernant les indemnités de réquisition.

N° 912. — Rapport de M. Bocher, sur le projet de loi portant réforme du régime des pensions des marins français.

N° 915. — Rapport de M. Monnet sur le projet de loi relatif à la garantie des titres néerlandais circulant en France.

N° 919. — Avis de M. Courrière sur le projet de loi portant réforme du régime des pensions des marins français.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 7 Septembre 1948.

COMMISSION des finances, à 9 heures, local de la Commission.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 17 heures, local n° 221.

COMMISSION de la production industrielle, à 15 heures, local n° 274.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 82

ORDRE DU JOUR

Du Mercredi 8 Septembre 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote de la proposition de résolution de M. Durand-Reville tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux agents européens des services publics dans les territoires relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer, à l'exception de l'Indochine, les diverses mesures intervenues ou à intervenir dans la Métropole et portant relèvement du traitement des fonctionnaires (Nos 301 et 568, année 1948. — M. Durand-Reville, rapporteur ; et n° 900, année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Vieljeux, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

1er Étage : Depuis M. RACAULT, jusques et y compris M. SABLÉ.

Tribunes : Depuis M. SAIAH, jusques et y compris M. VIPLE.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à l'élection des Conseillers de la République (Nos 868 et 903. année 1948. — M. Avinin rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission de la France d'Oure-Mer. — M. Jayr, rapporteur).

Désignation, par suite de vacance, de candidature pour une Commission générale.
(Application de l'article 16 du Règlement.)

Le groupe du Mouvement Républicain Populaire a désigné M. de MENDITTE pour remplacer, dans la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), M. Alain Poher.

(Cette candidature sera ratifiée par le Conseil de la République si, avant la nomination, elle n'a pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mercredi 8 Septembre 1948.

N° 911. — Rapport de M. Dorey sur le projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses sur l'exercice 1948.

*N° 916. — Rapport de M. Siaut sur la proposition de loi tendant à accorder aux sociétés coopératives de commerçants un délai pour l'accomplissement des formalités prévues par le statut de la coopération.

---

* **NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 7 septembre 1948.**

N° 917. — Rapport de M. Dorey sur le projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général pour l'exercice 1948.

N° 918. — Avis de M. Armengaud sur le projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général pour l'exercice 1948.

N° 921. — Rapport de M. Colonna sur le projet de loi concernant la liquidation des biens italiens en Tunisie.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mercredi 8 Septembre 1948.

COMMISSION de la défense nationale, à 16 heures, local n° 217.

COMMISSION de la France d'Outre-Mer, à 16 h. 45, local n° 215.

COMMISSION de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, à 11 heures, local n° 207.

COMMISSION de la marine et des pêches, à 9 h. 30, local n° 215.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 83

ORDRE DU JOUR

Du Lundi 13 Septembre 1948.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination d'un membre d'une commission générale.

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à l'élection des Conseillers de la République (Nos 868 et 903, année 1948. — M. Avinin rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission de la France d'Outre-Mer. — M. Jayr, rapporteur).

3. — Discussion des conclusions du rapport de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, tendant à déterminer la procédure d'élection par

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent

1er **Étage :** Depuis **M.** VITTORI, jusques et y compris **M.** BARDON-DAMARZID.

Tribunes : Depuis **M.** Adrien BARET, jusques et y compris M. René CARDIN.

les membres du Conseil de la République représentant la métropole, de trois membres de l'Assemblée de l'Union Française, correspondant au tiers de la représentation du royaume du Cambodge et du royaume du Laos (application des articles 2 (alinéa 3), 5 et 11 de la loi organique du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union Française) (N° 834, année 1948. — M. Marius Moutet, rapporteur).

4. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à la formation du Conseil général et aux élections cantonales (N^os^ 895 et 937, année 1948. — M. Vanrullen, rapporteur).

ERRATA

I. — *A la proposition de loi (n° 895)*, ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *relative à la* **formation du Conseil général** *et aux* **élections cantonales.**

Page 4, 1re ligne,

Au lieu de: « Conditions d'égibilité »

Lire : « Conditions d'éligibilité ».

Page 4, Art. 7, 1re ligne,

Au lieu de : « Sous réserve des inéligibilités d'ordre général et des inégibilités... »

Lire : « Sous réserve des inéligibilités d'ordre général et des inéligibilités... ».

Page 6, Art. 9, 4e ligne,

Au lieu de : « ... pont inéligibles... »

Lire : « ... sont inéligibles... ».

Page 6, Art. 9, 5e ligne,

Au lieu de : « ... sa condamnation... ».

Lire : « ... leur condamnation... ».

Page 9, 5e ligne,

Au lieu de : « ... secrétariat de la mairie de chef-lieu... »

Lire : « ... secrétariat de la mairie du chef-lieu... ».

II. — *Au rapport (n° 917) de M. Dorey, sur le projet de loi,* ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *fixant l'évaluation des* **voies et moyens** *du budget général pour l'exercice* **1948** *et relatif à diverses* **dispositions d'ordre financier.**

1re page, 4e ligne,

Au lieu de : « séance du 6 septembre 1948 »

Lire : « séance du 7 septembre 1948».

III. — *A l'avis (n° 918) de M. Armengaud sur le projet de loi,* ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *fixant l'évaluation des* **voies et moyens** *du budget général pour l'exercice* **1948** *et relatif à diverses* **dispositions d'ordre financier.**

Page 10, paragraphe XVII, 2e alinéa,

Au lieu de : « *Article 108* decies *(nouveau)* »

Lire : « *Article 108* nonies *(nouveau)...* »

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Lundi 13 Septembre 1948.

N° 925. — Proposition de loi de M. Ahmed Boumendjel tendant à réformer l'organisation des Cours d'assises en Algérie.

N° 930. — Projet de loi relatif au rappel à l'activité et à l'avancement des officiers de l'armée de l'air placés en non activité par suppression d'emploi.

N° 931. — Projet de loi portant déclassement d'une partie des fortifications d'Orléansville.

N° 932. — Projet de loi tendant à rendre applicable aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, la loi relative au contrôle des inscriptions sur les listes électorales.

N° 933. — Projet de loi réglementant l'intervention des fonctionnaires des ponts et chaussées dans les affaires locales.

N° 934. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant création d'un contingent de croix de la Légion d'honneur à l'occasion du Congrès des combattants volontaires.

N° 937. — Rapport de M. Vanrullen sur la proposition de loi relative à la formation du Conseil général et aux élections cantonales.

Imprimerie du Conseil de la République

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 84

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 14 Septembre 1948.

A NEUF HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier les accords relatifs à la Sécurité sociale signés par la France le 17 janvier 1948 avec la Belgique, le 31 mars 1948 avec l'Italie, le 9 juin 1948 avec la Pologne et le 11 juin 1948 avec le Royaume-Uni (Nos 881 et 907, année 1948. — Mme Brisset, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

1re Étage : Depuis **M.** Gaston CARDONNE, jusques et y compris **M.** Charles OSTE.

Tribunes : Depuis **M.** COURRIERE, jusques et y compris M. FOURRE.

2. — Vote de la proposition de loi, déposée au Conseil de la République, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à rendre applicable dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle l'ordonnance n° 45-2707 du 2 novembre 1945, relative à la réglementation des marchés de communes, de syndicats des communes et des établissements communaux de bienfaisance ou d'assistance (Nos 173, 746 et 870, année 1948. — M. Hocquard, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

3. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à l'élection des Conseillers de la République (Nos 868 et 903. année 1948. — M. Avinin, rapporteur ; et n° 943, année 1948, avis de la Commission de la France d'Outre-Mer. — M. Jayr, rapporteur).

4. — Discussion des conclusions du rapport de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, tendant à déterminer la procédure d'élection par les membres du Conseil de la République représentant la métropole, de trois membres de l'Assemblée de l'Union Française, correspondant au tiers de la représentation du royaume du Cambodge et du royaume du Laos (application des articles 2 (alinéa 3), 5 et 11 de la loi organique du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union Française) (N° 834, année 1948. — M. Marius Moutet, rapporteur).

5. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à la formation du Conseil général et aux élections cantonales (Nos 895 et 937, année 1948. — M. Vanrullen, rapporteur).

Nomination d'un membre de Commission.

Dans sa séance du 13 septembre 1948, le Conseil de la République a nommé :

M. de MENDITTE (Jacques), membre de la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), en remplacement de M. Alain Poher.

ERRATUM

Au rapport (n° 917) de M. Dorey, sur le projet de loi, ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *fixant l'évaluation des* **voies et moyens** *du budget général pour l'exercice* **1948** *et relatif à diverses* **dispositions d'ordre financier.**

1° page 73, Article 42, colonne : « Texte voté par l'Assemblée Nationale »

Au lieu de : « Conforme »

Lire : « Donneront lieu à rétablissement de crédits :

Le produit de la cession ou de la location au public... ».

Le reste sans changement.

2° Page 214, Article 42, 2e et 3e lignes :

Supprimer les mots :

« ... aux administrations et... ».

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 14 Septembre 1948.

N° 929. — Avis de M. Pairault sur le projet de loi relatif à l'exercice de certaines fonctions dans les entreprises nationalisées.

N° 935. — Rapport de M. Bocher sur le projet de loi tendant à ratifier plusieurs conventions adoptées par la Conférence Internationale du Travail.

N° 936. — Rapport de M. Bocher sur le projet de loi modifiant les articles 116 et 119 du Code du travail maritime.

N° 938. — **Rapport de M.** Henri Lafleur sur le projet de loi portant retrait du privilège d'émission de la Banque de l'Indochine.

N° 939. — Rapport de M. Henri Lafleur sur le projet de loi relatif à la création d'Institut d'émission de l'Indochine.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 14 Septembre 1948.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 9 h. 30, local n° 274.

COMMISSION de la défense nationale, ½ heure avant la séance de l'aprés-midi, local n° 217.

COMMISSION des moyens de communication et des transports, 1re suspension de l'après-midi, local n° 213.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 17 heures 30, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 85

ORDRE DU JOUR

Du Mercredi 15 Septembre 1948.

A QUATORZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à l'élection des Conseillers de la République (Nos 868 et 903. année 1948. — M. Avinin, rapporteur ; et n° 943, année 1948, avis de la Commission de la France d'Outre-Mer. — M. Jayr, rapporteur).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent

1er Étage : Depuis M. FRAISSEIX, jusques et y compris M. GRIMALDI.

Tribunes : Depuis M. Salomon GRUMBACH, jusques et y compris M. LEGEAY.

2. — Discussion des conclusions du rapport de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, tendant à déterminer la procédure d'élection par les membres du Conseil de la République représentant la métropole, de trois membres de l'Assemblée de l'Union Française, correspondant au tiers de la représentation du royaume du Cambodge et du royaume du Laos (application des articles 2 (alinéa 3), 5 et 11 de la loi organique du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union Française) (N° 834, année 1948. — M. Marius Moutet, rapporteur).

3. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à la formation du Conseil général et aux élections cantonales (Nos 895 et 937, année 1948. — M. Vanrullen, rapporteur).

Modification aux listes électorales des Membres des groupes politiques.

Groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines.

Apparentés aux termes de l'article 16 du Règlement :

(4 membres au lieu de 5)

Supprimer le nom de M. Marintabouret.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mercredi 15 Septembre 1948.

N° 920. — Rapport de Mme Brisset sur le projet de loi tendant à l'introduction dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle des articles du Code du travail relatifs à l'âge d'admission des enfants au travail.

N° 944. — **Rapport de M. Ernest Pezet sur le projet de loi tendant à ratifier l'accord franco-italien relatif à l'article 79 du traité de paix.**

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mercredi 15 Septembre 1948.

COMMISSION de l'agriculture, à 15 heures, local n° 214.

COMMISSION de la défense nationale, à 16 heures, local n° 217.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 86

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 17 Septembre 1948.

A NEUF HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à accorder aux Sociétés coopératives de commerçants un délai pour l'accomplissement des formalités prévues par la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération (Nos 878 et 916, année 1948. — M. Siaut, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis **M.** LE GOFF, jusques et y compris **M.** François MERCIER

Tribunes : Depuis **M.** Faustin MERLE, jusques et y compris M. PINTON.

2. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à la formation du Conseil général et aux élections cantonales (Nos 895 et 937, année 1948. — M. Vanrullen, rapporteur).

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier la Convention financière franco-libanaise signée le 24 janvier 1948 par Son Excellence le Ministre des Affaires étrangères de la République française et Son Excellence le Ministre des Affaires étrangères de la République libanaise (No 521 et 684, année 1948. — M. Landry, rapporteur ; et No 719, année 1948, avis de la Commission des affaires étrangères. — M. Brizard, rapporteur).

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à l'exercice de certaines fonctions dans les entreprises nationalisées (Nos 876 et 896, année 1948. — M. Carles, rapporteur ; et No 929, année 1948, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Pairault, rapporteur).

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général pour l'exercice 1948 et relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Nos 882 et 917, année 1948. — M. Dorey, rapporteur général ; et No 918, année 1948, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Armengaud, rapporteur ; et No , année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. rapporteur ; et No , année 1948. avis de la Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports de la jeunesse et des loisirs. — M. , rapporteur ; et No , année 1948, avis de la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) — M. , rapporteur).

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses sur l'exercice 1948 (Nos 889 et 911, année 1948. — M. Dorey, rapporteur général).

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la garantie des titres néerlandais circulant en France (Nos 897 et 915, année 1948. — M. Monnet, rapporteur).

8. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant retrait du privilège d'émission de la Banque de l'Indochine (Nos 899 et 938, année 1948. — M. Henri Lafleur, rapporteur ; et No , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Dorey, rapporteur général).

9. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la création d'un Institut d'émission de l'Indochine (Nos 901 et 939, année 1948. — M. Henri Lafleur, rapporteur ; et No , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Dorey, rapporteur général).

10. — Discussion du projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier l'accord franco-italien relatif aux modalités d'application de l'article 79 du traité de paix (Nos 872 et 944, année 1948. — M. Ernest Pezet, rapporteur).

11. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, concernant la liquidation de biens, droits et intérêts italiens en Tunisie (Nos 873 et 921, année 1948. — M. Colonna, rapporteur ; et No , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. , rapporteur).

12. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, fixant les taux de compétence applicables aux réclamations concernant les indemnités de réquisition (Nos 858 et 909, année 1948. — M. Boivin-Champeaux, rapporteur).

13. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au contingentement des rhums des départements et territoires d'Outre-Mer (No 842, année 1948. — M. , rapporteur).

14. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à fixer les droits à traitement des fonctionnaires suspendus de leurs fonctions pour activité antinationale et réintégrés dans leur emploi (No 728, année 1948. — M. Dorey, rapporteur).

15. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au taux de compétence de diverses juridictions en Algérie (N^os^ 805 et 951, année 1948. — M. Rogier, rapporteur).

16. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, reconduisant l'allocation temporaire aux vieux pour le troisième trimestre de l'année 1948, majorant le taux de l'allocation temporaire et de l'allocation à domicile, unifiant le taux minimum de la majoration pour conjoint à charge et modifiant l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 (N° 888, année 1948. — M. Caspary, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. , rapporteur).

17. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, étendant certaines dispositions du Code du travail aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (N^os^ 806 et 906, année 1948. — M. Caspary, rapporteur).

18. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits au titre du Budget du Ministère de la Production industrielle pour l'exercice 1947 (N° 884, année 1948. — M. , rapporteur ; et N° année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Rochereau, rapporteur).

19. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits au titre du budget ordinaire de l'exercice 1948 (services civils) (N° 887, année 1948. M. , rapporteur ; et N° , année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Rochereau, rapporteur).

20. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant modification des autorisations d'engagement de dépenses et des crédits accordés par la loi n° 48-466 du 21 mars 1948 (N° 902, année 1948. — M. rapporteur ; et N° , année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. , rapporteur ; et N° année 1948, avis de la Commission de la production industrielle. — M. , rapporteur).

Désignation de candidatures pour une Commission extraparlementaire.

(Application de l'article 19 du Règlement.)

Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 7 septembre 1948, la Commission de l'agriculture présente les candidatures de MM. BRETTES et LE GOFF, en vue de représenter le Conseil de la République au sein de la Commission supérieure des Allocations familiales agricoles (application du décret n° 48-1197 du 19 juillet 1948).

(Ces candidatures seront ratifiées par le Conseil de la République si, avant la nomination, elles n'ont pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 17 Septembre 1948.

N° 941. — Proposition de résolution de M. Amadou Doucouré tendant à favoriser l'enseignement de la langue arabe par le développement des medersas en Afrique Occidentale Française.

N° 942. — Proposition de résolution de Mme Claeys tendant à prendre des mesures de sécurité dans les mines.

*N° 949. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à proroger la loi tendant à surseoir à l'expulsion des clients de certains hôtels.

N° 955. — Projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1948.

---

* **NOTA.** — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 16 septembre 1948

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 16 Septembre 1948.

COMMISSION des finances, à 16 heures, local de la Commission.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 11 heures, local n° 202.

COMMISSION de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, à 14 heures 30, local n° 207.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1,
Franç
du Ca
(alinéa
résolu

Les t
tent :
1re É
Tribune

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 87

ORDRE DU JOUR

Du Samedi 18 Septembre 1948.

A DIX HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination de trois membres de l'Assemblée de l'Union Française correspondant au tiers de la représentation du royaume du Cambodge et du royaume du Laos (application des articles 2 (alinéa 3), 5 et 11 de la loi organique du 27 octobre 1946 et de la résolution du 15 septembre 1948).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage: Depuis **M.** PLAIT, jusques et y compris **M.** REVERBORI.

Tribunes: Depuis **M.** RICHARD, jusques et y compris Mlle TRINQUIER

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier la Convention financière franco-libanaise signée le 24 janvier 1948 par Son Excellence le Ministre des Affaires étrangères de la République française et Son Excellence le Ministre des Affaires étrangères de la République libanaise (Nos 521 et 684, année 1948. — M. Landry, rapporteur ; et N° 719, année 1948, avis de la Commission des affaires étrangères. — M. Brizard, rapporteur).

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à l'exercice de certaines fonctions dans les entreprises nationalisées (Nos 876 et 896, année 1948. — M. Carles, rapporteur ; et N° 929, année 1948, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Pairault, rapporteur).

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1948 (N° 955, année 1948. — M. Dorey, rapporteur général).

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la garantie des titres néerlandais circulant en France (Nos 897 et 915, année 1948. — M. Monnet, rapporteur).

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, concernant la liquidation de biens, droits et intérêts italiens en Tunisie (Nos 873 et 921, année 1948. — M. Colonna, rapporteur ; et N° , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. , rapporteur) ; et N° , année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Brizard, rapporteur.

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, fixant les taux de compétence applicables aux réclamations concernant les indemnités de réquisition (Nos 858 et 909, année 1948. — M. Boivin-Champeaux, rapporteur).

8. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à fixer les droits à traitement des fonctionnaires suspendus de leurs fonctions pour activité antinationale et réintégrés dans leur emploi (N° 728, année 1948. — M. , rapporteur).

9. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au taux de compétence de diverses juridictions en Algérie (Nos 805 et 951, année 1948. — M. Rogier, rapporteur).

10. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, étendant certaines dispositions du Code du travail aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (Nos 806 et 906, année 1948. — M. Caspary, rapporteur).

11. — Discussion du projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier plusieurs conventions adoptées par la Conférence internationale du travail (sessions maritimes) en 1936 à Genève et en 1946 à Seattle (Nos 843 et 935, année 1948. — M. Bocher, rapporteur).

12. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, modifiant les dispositions des articles 116 et 119 de la loi du 13 décembre 1926 (Code du travail maritime) (Nos 859 et 936, année 1948. — M. Bocher, rapporteur).

Désignation, par suite de vacance, de candidature pour une Commission générale.

(Application de l'article 16 du Règlement.)

Le groupe du Mouvement Républicain Populaire a désigné M. FERRIER pour remplacer, dans la Commission des finances, M. Alain Poher.

(Cette candidature sera ratifiée par le Conseil de la République si, avant la nomination, elle n'a pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Samedi 18 Septembre 1948.

N° 946. — Proposition de loi de Mme Jacqueline Thome Patenôtre tendant à compléter l'article 76 de la loi d'urbanisme.

N° 947. — Rapport de M. Julien Brunhes sur le projet de loi réglementant l'intervention des fonctionnaires des ponts et chaussées dans les affaires locales.

N° 951. — Rapport de M. Rogier sur le projet de loi relatif au taux de compétence de diverses juridictions en Algérie.

N° 954. — — Rapport de M. Rogier sur le projet de loi portant déclassement d'une partie des fortifications d'Orléansville.

N° 959. — Rapport de M. Menu sur le projet de loi reconduisant l'allocation temporaire aux vieux pour le troisième trimestre de l'année 1948.

N° 960. — Rapport de M. Dorey sur le projet de loi portant modification des autorisations d'engagement de dépenses et des crédits prévus par la loi du 21 mars 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Samedi 18 Septembre 1948.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 11 heures, local n° 202.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 88

ORDRE DU JOUR

Du Lundi 20 Septembre 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination de deux membres de la commission supérieure des allocations familiales agricoles.

2. — Discussion du projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage: Depuis M. le Général TUBERT, jusques et y compris M. ABEL-DURAND.

Tribunes: Depuis M. AGUESSE, jusques et y compris Mme Gilberte PIERRE-BROSSOLETTE.

l'accord franco-italien relatif aux modalités d'application de l'article 79 du traité de paix (Nos 872 et 944, année 1948. — M. Ernest Pezet, rapporteur).

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, concernant la liquidation de biens, droits et intérêts italiens en Tunisie (Nos 873 et 921, année 1948. — M. Colonna, rapporteur ; et No 965, année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Hocquard, rapporteur ; et No , année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Brizard, rapporteur).

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant modification des autorisations d'engagement de dépenses et des crédits accordés par la loi no 48-466 du 21 mars 1948 (Nos 902 et 960, année 1948. — M. Dorey, rapporteur général ; et No , année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. , rapporteur ; et No . année 1948, avis de la Commission de la production industrielle. — M. , rapporteur).

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la garantie des titres néerlandais circulant en France (Nos 897 et 915, année 1948. — M. Monnet, rapporteur).

6. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à fixer les droits à traitement des fonctionnaires suspendus de leurs fonctions pour activité antinationale et réintégrés dans leur emploi (Nos 728 et 962, année 1948. — M. Dorey, rapporteur).

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, étendant certaines dispositions du Code du travail aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (Nos 806 et 906, année 1948. — M. Caspary, rapporteur).

8. — Discussion du projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier plusieurs conventions adoptées par la Conférence internationale

du travail (sessions maritimes) en 1936 à Genève et en 1946 à Seattle (Nos 843 et 935, année 1948. — M. Bocher, rapporteur).

9. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, modifiant les dispositions des articles 116 et 119 de la loi du 13 décembre 1926 (Code du travail maritime) (Nos 859 et 936, année 1948. — M. Bocher, rapporteur).

10. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général pour l'exercice 1948 et relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Nos 882 et 917, année 1948. — M. Dorey, rapporteur général; et No 918, année 1948, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Armengaud, rapporteur; et No , année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Rochereau, rapporteur; et No , année 1948. Avis de la Commission de l'éducation nationale des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs. — M. La Gravière, rapporteur; et No , année 1948, avis de la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) — M. Valentin-Pierre Vignard, rapporteur).

11. — Discussion du projet de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses sur l'exercice 1948 (Nos 889 et 911, année 1948. — M. Dorey, rapporteur général).

12. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant retrait du privilège d'émission de la Banque de l'Indochine (Nos 899 et 938, année 1948. — M. Henri Lafleur, rapporteur; et No , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Dorey, rapporteur général).

13. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la création d'un Institut d'émission de l'Indochine (Nos 901 et 939, année 1948. — M. Henri Lafleur, rapporteur; et No , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Dorey, rapporteur général).

14. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au contingentement des rhums des départements et territoires d'Outre-Mer (N^os^ 842, année 1948. — M. , rapporteur).

15. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, reconduisant l'allocation temporaire aux vieux pour le troisième trimestre de l'année 1948, majorant le taux de l'allocation temporaire et de l'allocation à domicile, unifiant le taux minimum de la majoration pour conjoint à charge et modifiant l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 (N^os^ 888 et 959, année 1948. — M. Menu, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. , rapporteur).

16. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits au titre du Budget du Ministère de la Production industrielle pour l'exercice 1947 (N° 884, année 1948. — M. , rapporteur ; et N° , année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Rochereau, rapporteur).

17. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits au titre du budget ordinaire de l'exercice 1948 (services civils) (N° 887, année 1948, M. , rapporteur ; et N° , année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Rochereau, rapporteur).

Nomination de membres de l'Assemblée de l'Union Française.

Dans sa séance du samedi 18 septembre 1948, le Conseil de la République a nommé :

MM. JUNILLON, GEORGET et GAIGNARD membres de l'Assemblée de l'Union Française.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Lundi 20 Septembre 1948.

N° 940. — Proposition de loi de M. Armengaud sur les marques de fabrique et de commerce.

N° 952. — Proposition de loi de M. Dulin tendant à proroger les délais impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément.

N° 965. — Avis de M. Hocquard sur le projet de loi concernant la liquidation de biens, droits et intérêts italiens en Tunisie.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Lundi 20 Septembre 1948.

COMMISSION des finances, à 10 heures, local de la Commission.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 89

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 21 Septembre 1948.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination d'un membre d'une commission générale.

2. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à la modification et à l'introduction dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle des articles 2, 4 et 5 du Livre II du Code du travail, relatifs à l'âge d'admission des enfants au travail (N°s 820 et 920, année 1948. — Mme Brisset, rapporteur).

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis **M.** Charles BRUNE, jusques et y compris **M.** René COLLERRIER.

Tribunes : Depuis **M.** CHOCHOY, jusques et y compris Mme ÉBOUÉ.

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, portant création de ressources nouvelles au profit du Trésor et aménagements de certains impôts (N° 970, année 1948. — M. Dorey, rapporteur général).

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à sanctionner les fautes de gestion commises à l'égard de l'Etat et de diverses collectivités et portant création d'une Cour de discipline budgétaire (N° 968, année 1948. — M. , rapporteur).

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général pour l'exercice 1948 et relatif à diverses dispositions d'ordre financier (N^os^ 882 et 917, année 1948. — M. Dorey, rapporteur général ; et N° 918, année 1948, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Armengaud, rapporteur ; et N° , année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Rochereau, rapporteur ; et N° , année 1948. Avis de la Commission de l'éducation nationale des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs. — M. La Gravière, rapporteur ; et N° , année 1948, avis de la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) — M. Valentin-Pierre Vignard, rapporteur).

6. — Discussion du projet de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses sur l'exercice 1948 (N^os^ 889 et 911, année 1948. — M. Dorey, rapporteur général).

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au contingentement des rhums des départements et territoires d'Outre-Mer (N^os^ 842, année 1948. — M. , rapporteur).

8. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, reconduisant l'allocation temporaire aux vieux pour le troisième trimestre de l'année 1948, majorant le taux de l'allocation temporaire et de l'allocation à domicile, unifiant le taux

minimum de la majoration pour conjoint à charge et modifiant l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 (N^os 888 et 959, année 1948. — M. Menu, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. , rapporteur).

9. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits au titre du Budget du Ministère de la Production industrielle pour l'exercice 1947 (N° 884, année 1948. — M. , rapporteur ; et N° , année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Rochereau, rapporteur).

10. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits au titre du budget ordinaire de l'exercice 1948 (services civils) (N° 887, année 1948, M. , rapporteur ; et N° , année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Rochereau, rapporteur).

Nomination de membres d'une Commission extraparlementaire.

Dans sa séance du 20 septembre 1948, le Conseil de la République a nommé :

MM. BRETTES et LE GOFF, membre de la Commission supérieure des Allocations familiales agricoles (application du décret n° 48-1197 du 19 juillet 1948).

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 21 Septembre 1948.

N° 945. — Proposition de loi de M. Philippe Gerbet tendant à modifier la loi sur les dommages de guerre.

N° 957. — Rapport de Mme Eboué sur la proposition de résolution tendant à étendre les dispositions du décret du 31 mars 1948 à tous les fonctionnaires de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion.

N° 958. — Proposition de résolution de M. Vilhet tendant à venir en aide aux victimes des inondations du département de la Drôme.

N° 961. — Rapport de M. Trémintin sur le projet de loi tendant à rendre applicable à la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion, la loi relative au contrôle des inscriptions sur les listes électorales.

N° 966. — Projet de loi portant ouverture de crédits comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement.

N° 968. — Projet de loi portant création d'une Cour de discipline budgétaire.

N° 969. — Projet de loi modifiant le taux des amendes pénales.

N° 970. — Projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagements de certains impôts.

N° 971. — Projet de loi tendant à modifier l'ordonnance relative aux frais de mission des maires et adjoints.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 21 Septembre 1948.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 11 heures, local n° 274.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 14 h. 30, local n° 202.

COMMISSION des moyens de communication et des transports, 11 heures, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1. —
blée N
ressou
tains i
généra

2. —
nale, a
de gest
et port
année

Les bi
sent :
1er Ét
Tribun

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 90

ORDRE DU JOUR

Du Mercredi 22 Septembre 1948.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, portant création de ressources nouvelles au profit du Trésor et aménagements de certains impôts (N[os] 970 et 974, année 1948. — M. Dorey, rapporteur général).

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à sanctionner les fautes de gestion commises à l'égard de l'Etat et de diverses collectivités et portant création d'une Cour de discipline budgétaire (N° 968, année 1948. — M. , rapporteur).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage : Depuis M. ETIFIER, **jusques et y compris M.** GILSON.

Tribunes : Depuis M. GRANGEON, **jusques et y compris M.** LARRIBERE.

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, modifiant le taux des amendes pénales (N° 969, année 1948. — M. Bardon-Damarzid, rapporteur).

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général pour l'exercice 1948 et relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Nos 882 et 917, année 1948. — M. Dorey, rapporteur général ; et N° 918, année 1948, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Armengaud, rapporteur ; et N° , année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Rochereau, rapporteur ; et N° , année 1948, avis de la Commission de l'éducation nationale des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs. — M. La Gravière, rapporteur ; et N° , année 1948, avis de la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) — M. Valentin-Pierre Vignard, rapporteur).

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses sur l'exercice 1948 (Nos 889 et 911, année 1948. — M. Dorey, rapporteur général).

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au contingentement des rhums des départements et territoires d'Outre-Mer (Nos 842, année 1948. — M. , rapporteur).

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, reconduisant l'allocation temporaire aux vieux pour le troisième trimestre de l'année 1948, majorant le taux de l'allocation temporaire et de l'allocation à domicile, unifiant le taux minimum de la majoration pour conjoint à charge et modifiant l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 (Nos 888 et 959, année 1948. — M. Menu, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. , rapporteur).

8. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits au titre du Budget du

Ministère de la Production industrielle pour l'exercice 1947 (N° 884, année 1948. — M. , rapporteur ; et N° , année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Rochereau, rapporteur).

9. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits au titre du budget ordinaire de l'exercice 1948 (services civils) (N° 887, année 1948, M. , rapporteur ; et N° , année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Rochereau, rapporteur).

Nomination d'un membre d'une Commission générale.

Dans sa séance du 21 septembre 1948, le Conseil de la République a nommé :

M. FERRIER, membre de la Commission des finances, en remplacement de M. Alain Poher.

ERRATA

I. — *Au projet de loi (n° 968)*, ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, APRÈS DÉCLARATION D'URGENCE, *tendant à sanctionner les* **fautes de gestion** *commises à l'égard de l'Etat et de diverses* **collectivités** *et portant création d'une* **Cour de discipline budgétaire.**

Page 2, Titre premier, 1re ligne :

Au lieu de : **« Des infractions aux règles relatives à l'exécution des dépenses de l'Etat »**

Lire : **« Des sanctions ».**

II. — *Au rapport (n° 974) de M. DOREY, sur le projet de loi,* ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, APRÈS DÉCLARATION D'URGENCE, *portant* **création de ressources nouvelles** *au profit du Trésor et* **aménagements de certains impôts directs.**

1° Page 7, dernier alinéa :

Au lieu de : « Le barème figurant... »

Lire : « *Art. 5.* — Le barème figurant... ».

2° Page 9, 4e ligne :

Au lieu de : « Le barème figurant... »

Lire : « *Art. 5.* — Le barème figurant... ».

3° Page 13, 8e ligne :

Au lieu de : « 4.500 francs »

Lire : « 4.000 francs ».

4° Page 17, *in fine,* sous l'intitulé « Texte voté par l'Assemblée Nationale » :

Au lieu de : « Premier alinéa supprimé.

Une majoration de 10 0/0 sera appliquée .....

.....

Lire : « Premier alinéa supprimé.

Une majoration de 10 0/0 sera appliquée, sans préjudice de la majoration prévue à l'article 383 *bis* du Code général des impôts directs, au montant .....

.....».

5° Page 20, dernier alinéa :

Au lieu de : « *Art. 23.* — En dehors de l'allocation... »

Lire : « En dehors de l'allocation... ».

6° Page 21, sous l'intitulé « Texte proposé par votre Commission, 9e ligne :

Au lieu de : « 5°) 58.000 francs pour tous les autres produits.... .... à 50 0/0 de celui des produits compris dans le présent paragraphe. »

Lire : « 5°) 58.000 francs pour tous les autres produits, sauf pour les vins de liqueurs bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée ou réglementée, dont le droit de consommation sera fixé à 50 0/0 de celui des produits compris dans le présent paragraphe. »

7° Page 30, *in fine*, dernier alinéa :

Au lieu de : « Les préfets, dès la constatation des infractions prévues aux articles 5 et 6 ci-dessus, ... »

Lire : « Les préfets, dès la constatation des infractions prévues ci-dessus...

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mercredi 22 Septembre 1948.

N° 979. — Avis de M. Alex Roubert sur le projet de loi portant création d'un centre national du tourisme.

N° 980. — Projet de loi relatif au statut des personnels de police.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mercredi 22 Septembre 1948.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 18 heures, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1. —
blée N
ressou
tains i
généra

2. —
nale, a
de gest
et port
année

Les bi
sent :
1re Ét
Tribun

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 91

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 23 Septembre 1948.

A NEUF HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, portant création de ressources nouvelles au profit du Trésor et aménagements de certains impôts (N^os^ 970 et 974, année 1948. — M. Dorey, rapporteur général).

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à sanctionner les fautes de gestion commises à l'égard de l'Etat et de diverses collectivités et portant création d'une Cour de discipline budgétaire (N° 968, année 1948. — M. , rapporteur).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprenant :

1^er^ Étage : Depuis **M.** LAURENTI, jusques et y compris **M.** Henri MARTEL.

Tribunes : Depuis **M.** Hippolyte MASSON, jusques et y compris M. PESCHAUD.

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, modifiant le taux des amendes pénales (Nos 969 et 983, année 1948. — M. Bardon-Damarzid, rapporteur).

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général pour l'exercice 1948 et relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Nos 882 et 917, année 1948. — M. Dorey, rapporteur général ; et No 918, année 1948, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Armengaud, rapporteur ; et No , année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Rochereau, rapporteur ; et No , année 1948, avis de la Commission de l'éducation nationale des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs. — M. La Gravière, rapporteur ; et No , année 1948, avis de la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) — M. Valentin-Pierre Vignard, rapporteur).

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses sur l'exercice 1948 (Nos 889 et 911, année 1948. — M. Dorey, rapporteur général).

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au contingentement des rhums des départements et territoires d'Outre-Mer (Nos 842, année 1948. — M. , rapporteur).

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, reconduisant l'allocation temporaire aux vieux pour le troisième trimestre de l'année 1948, majorant le taux de l'allocation temporaire et de l'allocation à domicile, unifiant le taux minimum de la majoration pour conjoint à charge et modifiant l'ordonnance no 45-2250 du 4 octobre 1945 (Nos 888 et 959, année 1948. — M. Menu, rapporteur ; et no , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. , rapporteur).

8. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits au titre du Budget du

Ministère de la Production industrielle pour l'exercice 1947 (N° 884, année 1948. — M. , rapporteur ; et N° , année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Rochereau, rapporteur).

9. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits au titre du budget ordinaire de l'exercice 1948 (services civils) (N° 887, année 1948, M. , rapporteur ; et N° , année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Rochereau, rapporteur).

ERRATUM

au *projet de loi (n° 980)*, ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, APRÈS DÉCLARATION D'URGENCE, *relatif au* **statut des personnels de police.**

Rédiger ainsi le titre :

« Relatif au statut spécial des personnels de police. »

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 23 Septembre 1948.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 92

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 24 Septembre 1948.

A SEIZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, relatif au statut spécial des personnels de police (N[os] 980 et 1001, année 1948. — M. Léo Hamon, rapporteur).

2. — Décision sur la demande de discussion immédiate de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à abroger le décret du 30 mars 1935 dit « décret Régnier » (N[os] 996 et 1004, année 1948. — Mme Devaud, rapporteur).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1[er] Étage: Depuis M. Ernest PEZET, **jusques et y compris M.** André RAUSCH.

Tribunes: Depuis M. REHAULT, **jusques et y compris M.** TRÉMINTIN.

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général pour l'exercice 1948 et relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Nos 882 et 917, année 1948. — M. Dorey, rapporteur général ; et N° 918, année 1948, avis de la Commission de la production industrielle. — M. Armengaud, rapporteur ; et N° , année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Rochereau, rapporteur ; et N° , année 1948, avis de la Commission de l'éducation nationale des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs. — M. La Gravière, rapporteur ; et N° , année 1948, avis de la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) — M. Valentin-Pierre Vignard, rapporteur).

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portantouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses sur l'exercice 1948 (Nos 889 et 911, année 1948. — M. Dorey, rapporteur général).

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au contingentement des rhums des départements et territoires d'Outre-Mer (Nos 842, année 1948. — M. , rapporteur).

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, reconduisant l'allocation temporaire aux vieux pour le troisième trimestre de l'année 1948, majorant le taux de l'allocation temporaire et de l'allocation à domicile, unifiant le taux minimum de la majoration pour conjoint à charge et modifiant l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 (Nos 888, 959 et 1008, année 1948. — M. Menu, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission des finances. — M. Faustin Merle, rapporteur).

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits au titre du Budget du Ministère de la Production industrielle pour l'exercice 1947 (N° 884, année 1948. — M. , rapporteur ; et N° , année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Rochereau, rapporteur).

8. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits au titre du budget ordinaire de l'exercice 1948 (services civils) (N° 887, année 1948, M. , rapporteur ; et N° , année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Rochereau, rapporteur).

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 24 Septembre 1948.

N° 981. — Rapport de Mme Devaud sur la proposition de résolution tendant à réparer les torts matériels subis lors des événements du 8 mai 1945 en Algérie.

N° 984. — Projet de loi relatif au statut du personnel navigant de l'aéronautique.

N° 985. — Projet de loi portant déclassement de deux parcelles de terrain dépendant de la place de l'Ecluse.

N° 986. — Projet de loi portant modification du Code de justice militaire pour l'armée de terre.

N° 987. — Projet de loi portant déclassement d'un terrain militaire dépendant de l'ouvrage de la Miotte.

N° 988. — Projet de loi destiné à permettre le versement de 50 0/0 de la contribution française à l'Organisation internationale des réfugiés.

N° 989. Projet de loi relatif au Bulletin officiel du Registre du Commerce et du Registre des Métiers.

N° 990. — Projet de loi relatif à l'organisation du travail de manutention dans les ports.

N° 991. — Projet de loi portant création d'un contingent de croix du Mérite maritime à l'occasion de la dissolution de la Direction des transports maritimes.

N° 992. — Projet de loi portant création d'un contingent de croix du Mérite maritime à l'occasion de voyages officiels du Président de la République.

N° 993. — Projet de loi portant ouverture de crédits au titre du Ministère de l'Education nationale (Etudes de prototypes de bâtiments scolaires).

N° 994. — Projet de loi relatif au transfert au Panthéon des cendres du gouverneur général Eboué.

N° 995. — Projet de loi relatif au transfert au Panthéon des cendres de Jean Perrin et de Paul Langevin.

N° 996. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à abroger le décret du 30 mars 1935, dit « décret Régnier ».

N° 997. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à définir les conditions dans lesquelles les militaires dégagés des cadres peuvent concourir pour la Légion d'Honneur.

N° 1006. — Projet de loi portant ouverture de crédits pour les élections au Conseil de la République.

N° 1008. — Rapport supplémentaire de M. Menu sur le projet de loi reconduisant l'allocation temporaire aux vieux pour le 3e trimestre 1948.

N° 1010. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative au renouvellement des Conseils généraux.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Vendredi 24 Septembre 1948.

COMMISSION des affaires étrangères, à 14 heures 30, local n° 201.

COMMISSION de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, à 17 heures, local n° 207.

COMMISSION des finances, à 14 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 15 heures, local n° 202.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948

FEUILLETON

N° 93

ORDRE DU JOUR

Du Dimanche 26 Septembre 1948.

A ONZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote de la proposition de résolution de M. Renaison et des membres du groupe socialiste S. F. I. O. tendant à inviter le Gouvernement à étendre les dispositions de l'article premier, paragraphe 2, du décret n° 48-637 du 31 mars 1948, à tous les fonctionnaires en service dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion. (N[os] 774 et 957, année 1948. — Mme Eboué, rapporteur). *(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat).*

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Etage : Depuis Mlle TRINQUIER, jusques et y compris M. ZYROMSKI.

Tribunes : Depuis M. ABEL-DURAND, jusques et y compris M. BRIZARD.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Dimanche 26 Septembre 1948.

---

*N° 975. — Rapport de M. Dorey sur le projet de loi portant ouverture de crédits comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 24 septembre 1948.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1948 (2e partie de la session)

FEUILLETON

II. — N° 1

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 16 Novembre 1948.

A SEIZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Installation du Bureau d'âge.

2. — Tirage au sort des Bureaux.

3. — Fixation de l'ordre du jour.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 16 Novembre 1948.

N° 999. — Rapport de M. Max Boyer sur le projet de loi relatif au rappel à l'activité et à l'avancement des officiers de l'armée de l'air.

N° 1000. — Proposition de loi de Mlle Mireille Dumont tendant à augmenter les attributions d'essence et de pneumatiques des artisans du taxi.

N° 1003. — Proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à inviter le Gouvernement à transformer en forêts d'okoumés les forêts du Gabon.

N° 1005. — Projet de loi autorisant la ratification de la Convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer luxembourgeois.

N° 1030. — Proposition de loi de M. Charles Brune tendant à la création d'un Centre national de recherches vétérinaires.

N° 1033. — Proposition de loi de Mme Saunier portant réforme du statut des entreprises.

Imprimerie du Conseil de la République

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1948 (2e partie de la Session)

FEUILLETON

II - N° 2

ORDRE DU JOUR

Du Mercredi 17 Novembre 1948.

A QUINZE HEURES

RÉUNION DANS LES BUREAUX

1. — Organisation des Bureaux.

2. — Examen des dossiers d'élections.

Séance du Mardi 16 Novembre 1948.

BUREAU D'AGE

Président d'âge :

M. Jules GASSER.

Secrétaires d'âge :

MM. Marcel BOULANGÉ.
Pierre VITTER.
André MÉRIC.
Georges BOURGEOIS.
Maurice PIC.
Albert EHM.

TIRAGE DES BUREAUX

DU MARDI 16 NOVEMBRE 1948

PREMIER

MM.

Boulangé, Territoire de Belfort.
Bousch, Moselle.
Canivez, Nord.
Chalamon, Seine-et-Marne.
Courrière, Aude.
Dassaud, Puy-de-Dôme.
David (Léon), Bouches-du-Rhône.
Delfortrie, Nord.
Estève, Ille-et-Vilaine.
Félice (de), Loiret.
Ferrant, Indre.
Fouques-Duparc, Oran.
Franck-Chante, Ardèche.
Gadoin, Nièvre.
Geoffroy (Jean), Vaucluse.
Héline, Deux-Sèvres.
Ignacio-Pinto (Louis), Dahomey.
Jaouen (Yves), Finistère.
Kalb, Haut-Rhin.
La Gontrie (de), Savoie.
Lamarque (Albert), Var.
Lassagne, Rhône.
Le Basser, Mayenne.
Léger, Seine-Inférieure.
Le Goff, Morbihan.
Litaise, Aisne.
Lodéon, Martinique.
Malecot, Loire.
Manent, Hautes-Pyrénées.
Marcilhacy, Charente.
Monnerville (Gaston), Lot.
Moutet (Marius), Drôme.
Muscatelli, Alger.

MM.

Ou Rabah (Abdelmadjid), Constantine.
Paumelle, Seine-Inférieure.
Plait, Yonne.
Rabouin, Maine-et-Loire.
Renaud (Joseph), Saône-et-Loire.
Romani, Corse.
Roux (Emile), Aude.
Rupied, Ille-et-Vilaine.
Salier, Guinée.
Sourbet, Gironde.
Vanrullen, Pas-de-Calais.
Yver (Michel), Manche.
Zussy, Haut-Rhin.
N..., Comores.
N..., Français de l'étranger, 1.
N..., Français de l'étranger, 2.
N..., Français du Maroc, 2.
N..., Madagascar, 1re section 2.
N..., Madagascar, 2e section 1.
N..., Madagascar, 2e section 3.

DEUXIÈME BUREAU

MM.

ANGILHEY Gabon.
AUBE (Robert), Oubangui-Chari.
AUBERGER, Allier.
BARATGIN, Hautes-Pyrénées.
BATAILLE, Seine-et-Marne.
BERNARD (Georges), Eure.
BIAKA BODA, Côte d'Ivoire.
Mme BROSSOLETTE (Gilberte Pierre-), Seine.
BRUNE (Charles), Eure-et-Loir.
CHAMPEIX, Corrèze.
COUPIGNY, Moyen-Congo.
DARMANTHE, Landes.
DOUCOURÉ (Amadou), Soudan.
DULIN, Charente-Maritime.
DURAND-REVILLE, Gabon.
FLEURY, Loire-Inférieure.
FRAISSINETTE (de), Loire.
FRANCESCHI, Côte d'Ivoire.
GAULLE (Pierre de), Seine.
Mme GIRAULT, Seine.
GRASSARD, Cameroun.
HOUCKE, Nord.
KALENZAGA, Haute-Volta.
LACHOMETTE (de), Haute-Loire.
LAFAY (Bernard), Seine.
LAGARROSSE, Côte d'Ivoire.
LASALARIE, Bouches-du-Rhône.
LE LÉANNEC, Morbihan.
MADELIN (Michel), Vosges.
MADOUMIER, Haute-Vienne.
MAIRE (Georges), Haute-Marne.
M'BODJE (Mamadou), Soudan.
MENDITTE (de), Basses-Pyrénées.

XV

MM.

NOUHOUM SIGUE, Haute-Volta.
PONTBRIAND (de), Loire-Inférieure.
POUGET (Jules), Pas-de-Calais.
RAINCOURT (de), Yonne.
RAJAC, Mauritanie.
REYNOUARD, Puy-de-Dôme.
Mme ROCHE (Marie), Seine-et-Oise.
SAINT-CYR, Ain.
SARRIEN, Cher.
SCHWARTZ, Moselle.
SIAUT, Togo.
TAILHADES (Edgard) Gard.
THARRADIN, Doubs.
VALLE (Jules), Constantine.
VARLOT, Saône-et-Loire.
VERDEILLE, Tarn.
VITTER (Pierre), Haute-Saône.
WESTPHAL, Bas-Rhin.
N.... Etablissements français de l'Océanie.
N..., Nouvelle-Calédonie.

TROISIÈME BUREAU

MM.

Barré (Henri), Seine.
Barret (Charles), Haute-Marne.
Barthe (Edouard), Hérault.
Bène (Jean), Hérault.
Berlioz, Seine.
Berthoin, Isère.
Bonnefous (Raymond), Aveyron.
Brunet (Louis), Tunisie.
Chapalain, Sarthe.
Charlet (Gaston), Haute-Vienne.
Claparède, Hérault.
Clerc, Haute-Savoie.
Corniglion-Molinier, Seine.
Cornu, Côtes-du-Nord.
Mme Crémieux, Gard.
Debré, Indre-et-Loire.
Delalande, Mayenne.
Descomps (Paul), Gers.
Dubois (René-Emile), Loire-Inférieure.
Durand (Jean), Gironde.
Durieux, Pas-de-Calais.
Fournier (Roger), Puy-de-Dôme.
Gouyon (Jean de), Morbihan.
Gravier (Robert), Meurthe-et-Moselle.
Hébert, Orne.
Hoeffel, Bas-Rhin.
Landry, Corse.
Laurent-Thouverey, Jura.
Lemaire (Marcel), Marne.
Loison, Seine-et-Oise.
Marchant, Nord.
Mathieu, Meurthe-et-Moselle.
Méric, Haute-Garonne.

MM.

MOLLE (Marcel), Ardèche.
MONTULLÉ (Laillet de), Eure.
NAVEAU, Nord.
N'JOYA (Arouna), Cameroun.
Mme PATENÔTRE (Jacqueline THOME), Seine-et-Oise.
PESCHAUD, Cantal.
PIALES, Cantal.
PRIMET, Seine.
PUJOL, Seine-et-Oise.
ROTINAT, Indre.
ROUBERT (Alex), Alpes-Maritimes.
SCLAFER, Charente-Maritime.
SID CARA (Chérif), Oran.
SYMPHOR MOUPLAISE, Martinique.
VAUTHIER, La Réunion.
VOURC'H, Finistère.
VOYANT, Rhône.
N..., Etablissements français dans l'Inde.
N..., Français d'Indochine.
N..., Français du Maroc, 1.

QUATRIÈME BUREAU

MM.

ABEL-DURAND, Loire-Inférieure.
BARDON-DAMARZID, Dordogne.
BEAUVAIS, Aisne.
BECHIR SOW, Tchad.
BIATARANA, Basses-Pyrénées.
BOLIFRAUD, Seine-et-Oise.
BORDENEUVE, Lot-et-Garonne.
BOUQUEREL, Oise.
BOZZI, Ardennes.
CARCASSONNE, Bouches-du-Rhône.
CASSAGNE, Basses-Pyrénées.
CHAINTRON, Seine.
CHEVALIER (Robert), Sarthe.
CLAVIER, Aisne.
CORDIER (Henri), Côtes-du-Nord.
DELTHIL, Tarn-et-Garonne.
DEPREUX (René), Haute-Saône.
DIA MANANDA, Sénégal.
DIETHELM (André), Seine-et-Oise).
DRIANT, Moselle.
Mme DUMONT (Yvonne), Seine.
EHM, Bas-Rhin.
FERRACCI, Guinée.
GASPARD, Pyrénées-Orientales.
GAUTIER (Julien), Tchad.
GIACOMONI, Alpes-Maritimes.
GRIMAL (Marcel), Tarn.
HAIDARA MAHAMANE ALASSANE, Soudan.
JACQUES-DESTRÉE, (Seine).
JÉZÉQUEL, Côtes-du-Nord.
LABROUSSE (François), Corrèze.
LAFFORGUE (Louis), Gers.
LIEUTAUD, Bouches-du-Rhône.

MM.

LIONEL-PÉLERIN, Meurthe-et-Moselle.
MARRANE, Seine.
MARTY (Pierre), Haute-Garonne.
MASSON (Hippolyte), Finistère.
Jacques MASTEAU, Vienne.
MAUPOIL (Henri), Saône-et-Loire.
MINVIELLE, Landes.
MOSTEFAÏ (El-Hadi), Constantine.
OKALA (Charles), Cameroun.
OLIVIER (Jules), La Réunion.
PAGET (Alfred), Isère.
PATIENT, Guyane.
PAULY, Creuse.
PETIT (Général), Seine.
PINVIDIC, Finistère.
SAIA (Menouar), Alger.
SOCÉ (Ousmane), Sénégal.
WALKER (Maurice), Nord.
N..., Français du Maroc, 3.
N..., Saint-Pierre et Miquelon.

CINQUIÈME BUREAU

MM.

Alric, Aube.
Bardonnèche (de), Hautes-Alpes.
Benchiha (Kouider), Oran.
Bertaud, Seine.
Boisrond, Loir-et-Cher.
Borgeaud, Alger.
Breton, Dordogne.
Brizard, Eure-et-Loir.
Brousse (Martial), Meuse.
Calonne (Nestor), Pas-de-Calais.
Capelle, Somme.
Chambriard, Haute-Loire.
Charles-Cros, Sénégal.
Chazette, Creuse.
Couinaud, Orne.
Cozzano, Soudan.
Mme Delabie, Somme.
Delorme, Rhône.
Denvers, Nord.
Mme Devaud, Seine.
Doussot (Jean), Nièvre.
Gasser, Oran.
Giauque, Jura.
Gilbert-Jules, Somme.
Gracia (Lucien de), Gironde.
Grégory, Pyrénées-Orientales.
Gustave, Togo.
Hauriou, Haute-Garonne.
Jozeau-Marigné, Manche.
Lecacheux, Manche.
Leccia, Indre-et-Loire.
Le Maître (Claude), Loiret.
Malonga (Jean), Moyen-Congo.

MM.

MAROGER (Jean), Aveyron.
MARTEL (Henri), Nord.
MAURICE (Georges), Vienne.
MONTALEMBERT (de), Seine-Inférieure.
MOREL (Charles), Lozère.
OUAMAR BA, Niger.
PASCAUD, Charente.
PELLENC, Vaucluse.
RADIUS, Bas-Rhin.
ROCHEREAU, Vendée.
SATINEAU, Guadeloupe.
SLHLEITER (François), Meuse.
SISBANE (Chérif), Constantine.
SOUQUIÈRE, Seine.
SOUTHON, Allier.
TAMZALI (Abbennour), Alger.
TEISSEIRE, Alpes-Maritimes.
TERNINCK, Aisne.
TUCCI, Constantine.
N..., Madagascar, 1re section 1.
N..., Madagascar, 2e section 2.

SIXIÈME BUREAU

MM.

André (Louis), Calvados.
Assaillit, Ariège.
Aubert, Basses-Alpes.
Boivin-Champeaux, Calvados.
Boudet (Pierre), Lot.
Bourgeois, Haut-Rhin.
Brettes, Gironde.
Mme Cardot (Marie-Hélène), Ardennes.
Cayrou (Frédéric), Tarn-et-Garonne.
Chatenay, Maine-et-Loire.
Chochoy, Pas-de-Calais.
Mme Claeys, Nord.
Colonna, Tunisie.
Coty (René), Seine-Inférieure.
Debu-Bridel (Jacques), Seine.
Demusois, Seine-et-Oise.
Dronne, Sarthe.
Duchet, Côte-d'Or.
Dumas (François), Savoie.
Mlle Dumont (Mireille), Bouches-du-Rhône.
Dupic, Rhône.
Mme Éboué, Guadeloupe.
Flechet, Loire.
Fourier, Niger.
Fournier (Bénigne), Côte-d'Or.
Grenier (Jean-Marie), Vosges.
Hamon (Léo), Seine.
Laffargue (Georges), Seine.
Le Guyon (Robert), Loir-et-Cher.
Lelant, Deux-Sèvres.
Marescaux, Dahomey.
Maupeou (de), Vendée.
Menu, Marne.

MM.

NOVAT, Isère.
PAJOT (Hubert), Seine-et-Marne.
PATENÔTRE (François), Aube.
PERNOT (Georges), Doubs.
PIC, Drôme.
PINTON, Rhône.
PLAISANT (Marcel), Cher.
RESTAT, Lot-et-Garonne.
REVEILLAUD, Charente-Maritime.
ROBERT (Paul), Ille-et-Vilaine.
ROGIER, Alger.
RUCART (Marc), Haute-Volta.
RUIN (François), Haute-Savoie.
SÉNÉ, Oise.
SOLDANI, Var.
TELLIER (Gabriel), Pas-de-Calais.
TORRÈS (Henry), Seine.
Mme VIALLE (Jane), Oubangui-Chari.
VILLOUTREYS DE BRIGNAC (de), Maine-et-Loire.
N..., Côte des Somalis.
N..., Français de l'étranger, 3.

PARIS. — IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1948 (2e partie de la Session)

FEUILLETON

II - N° 3

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 18 Novembre 1948.

A QUINZE HEURES

RÉUNION DANS LES BUREAUX

Suite de l'examen des dossiers d'élections.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ORGANISATION DES BUREAUX

du mercredi 17 novembre 1948.

(Tirage au sort du mardi 16 novembre 1948.)

1er BUREAU. — *Président :* M. DELFORTRIE. — *Secrétaire :* M. BOULANGÉ.

2e BUREAU. — *Président :* M. SARRIEN. — *Secrétaire :* M. VITTER.

3e BUREAU. — *Président :* M. VOURC'H. — *Secrétaire :* M. MERIC.

4e BUREAU. — *Président :* M. DELTHIL. — *Secrétaire :* M. BIATARANA.

5e BUREAU. — *Président :* M. MAURICE. — *Secrétaire :* M. DELORME.

6e BUREAU. — *Président :* M. BOIVIN-CHAMPEAUX. — *Secrétaire :* M. BOURGEOIS.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1948 (2e partie de la Session)

FEUILLETON

II - N° 4

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 19 Novembre 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

Vérification de pouvoirs.

PREMIER BUREAU

Département de l'Ain (M. Yves Jaouen, rapporteur).
Département de l'Aisne (M. Kalb, rapporteur).
Département de l'Allier (M. Le Basser, rapporteur).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. ABEL-DURAND, jusques et y compris M. BERLIOZ.

Tribunes : Depuis M. Georges BERNARD, jusques et y compris M. CHATENAY.

Département des Basses-Alpes (M. Fouques-Duparc, rapporteur).
Département des Hautes-Alpes (M. Vanrullen. rapporteur).
Département des Alpes-Maritimes (M. Marcilhacy, rapporteur).
Département de l'Ardèche (M. Estève, rapporteur).
Département des Ardennes (M. Rabouin, rapporteur).
Département de l'Ariège (M. Zussy, rapporteur).
Département de l'Aube (M. Muscatelli, rapporteur).
Département de l'Aude (M. Rupied, rapporteur).
Département de l'Aveyron (M. Manent, rapporteur).
Département des Bouches-du-Rhône (M. Dassaud, rapporteur).
Département du Calvados (M. Marius Moutet, rapporteur).
Département du Cantal (M. Geoffroy, rapporteur).
Département de la Charente (M. Bousch, rapporteur).
Département de la Charente-Maritime (M. Courrière, rapporteur).
Département du Cher (M. Lamarque, rapporteur).

DEUXIÈME BUREAU

Département de la Corrèze (M. Dulin, rapporteur).
Département de la Côte-d'Or (M. Westphal, rapporteur).
Département des Côtes-du-Nord (M. Thailhades, rapporteur).
Département de la Creuse M. Auberger, rapporteur).
Département de la Dordogne (M. de Menditte, rapporteur).
Département du Doubs (M. de Lachomette, rapporteur).
Département de la Drôme (M. Darmanthe, rapporteur).
Département de l'Eure (M. Verdeille, rapporteur).
Département de l'Eure-et-Loir (M. Michel Madelin, rapporteur).
Département du Finistère (M. Varlot, rapporteur).
Département du Gard (M. Madoumier, rapporteur).
Département du Gers (M. Georges Maire, rapporteur).
Département de la Gironde (M. Saint-Cyr, rapporteur).

TROISIÈME BUREAU

Département de la Guyane (M. Hébert, rapporteur).
Département de l'Hérault (M. Charles Barret, rapporteur).
Département de l'Ille-et-Vilaine (M. Pujol, rapporteur).
Département de l'Indre (M. Primet, rapporteur).
Département de l'Indre-et-Loire (M. Roger Fournier, rapporteur).
Département de l'Isère (M. Marchant, rapporteur).

Département du Jura (M. Sclafer, rapporteur).
Département des Landes (M. Jean Durand, rapporteur).
Département du Loir-et-Cher (M. Berlioz, rapporteur).
Département de la Loire (M. Barthe, rapporteur).
Département de la Haute-Loire (M. Méric, rapporteur).
Département de la Loire-Inférieure (M. Landry, rapporteur).
Département du Loiret (M. Alex Roubert, rapporteur).
Département du Lot (M. Naveau, rapporteur).
Département du Lot-et-Garonne (M. de Montullé, rapporteur).
Département de la Lozère (M. Voyant, rapporteur).
Département du Maine-et-Loire (M. Henri Barré, rapporteur).
Département de la Manche (M. Marcel Molle, rapporteur).
Département de la Marne (M. Corniglion-Molinier, rapporteur).
Département de la Haute-Marne (M. Robert Gravier,rapporteur).

QUATRIÈME BUREAU

Département de la Mayenne (M. Carcassonne, rapporteur).
Département de la Meurthe-et-Moselle (M. Bozzi, rapporteur).
Département du Morbihan (M. Jacques-Destrée, rapporteur).
Département de la Moselle (M. Alfred Paget, rapporteur).
Département de la Nièvre (M. Maupoil, rapporteur).
Département du Nord (M. Bolifraud, rapporteur).
Département de l'Oise (M. Maurice Walker, rapporteur).
Département de l'Orne (M. Jacques Masteau, rapporteur).
Département du Pas-de-Calais (M. Carcassonne, rapporteur).
Département du Puy-de-Dôme (M. Alfred Paget, rapporteur).

CINQUIÈME BUREAU

Département des Basses-Pyrénées (Mme Devaud, rapporteur).
Département des Hautes-Pyrénées (M. Nestor Calonne, rapporteur).
Département des Pyrénées-Orientales (M. Southon, rapporteur).
Département de La Réunion (M. Bertaud, rapporteur).
Département du Bas-Rhin (M. Gasser, rapporteur).
Département du Haut-Rhin (M. Ternynck, rapporteur).
Département du Rhône (M. Charles Morel, rapporteur).
Département de la Haute-Saône (M. Giauque, rapporteur).
Département de la Saône-et-Loire (M. Bertaud, rapporteur).
Département de la Sarthe (M. Leccia, rapporteur).

Département de la Savoie (M. Delorme, rapporteur).
Département de la Haute-Savoie (M. Breton, rapporteur).
Département de la Seine (M. Charles-Cros, rapporteur).

SIXIÈME BUREAU

Département de la Seine-Inférieure (M. Georges Laffargue, rapporteur).
Département de la Seine-et-Marne (M. Georges Pernot, rapporteur).
Département de la Seine-et-Oise (M. Dupic, rapporteur).
Département de la Somme (M. Robert Le Guyon, rapporteur).
Département du Tarn (M. Pierre Boudet, rapporteur).
Département du Tarn-et-Garonne (M. François Dumas, rapporteur).
Conseillers représentant les Français de Tunisie (M. Frédéric Cayrou, rapporteur).
Département du Var (M. Aubert, rapporteur).
Département du Vaucluse (M. Pic; rapporteur).
Département de la Vendée (M. Colonna, rapporteur).
Département de la Vienne (M. Lelant, rapporteur).
Département de la Haute-Vienne (M. Chochoy, rapporteur).
Département des Vosges (M. Séné, rapporteur).
Département de l'Yonne (M. Léo Hamon, rapporteur).

Séance du Mardi 16 Novembre 1948.

BUREAU D'AGE

Président d'âge :

M. Jules GASSER.

Secrétaires d'âge :

MM. Marcel BOULANGÉ.

Pierre VITTER.

André MERIC.

Georges BOURGEOIS.

Maurice PIC.

Albert EHM.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1948 (2e partie de la Session)

FEUILLETON

II - N° 5

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 25 Novembre 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Scrutin à la tribune pour la nomination du Président du Conseil de la République.

2. — Nomination des quatre Vice-Présidents, des huit Secrétaires et des trois Questeurs du Conseil de la République.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. CHAZETTE, jusques et y compris M. Léon DAVID.

Tribunes : Depuis M. DEBRÉ, jusques et y compris M. Roger FOURNIER.

DÉCLARATIONS POLITIQUES

remises au Secrétariat Général du Conseil de la République le 23 *novembre* 1948, *en exécution de l'article* 12 *du Règlement.*

Groupe communiste.

Elus du parti communiste français au Conseil de la République, nous jurons de lutter de toutes nos forces pour la Patrie et la République dans l'esprit de nos grands morts: les députés communistes: Gabriel Péri, Jean Catelas, Charles Michels, Emile Cossoneau, Robert Philipot, Alexandre Prachay, Gaston Cornavin, Cyprien Quinet, Louis Bernard, ainsi que les 75.000 autres du parti des Fusillés, morts pour que vive la France.

Elus et militants du parti communiste français, nous sommes totalement au service de notre peuple pour travailler à l'application du programme du Conseil National de la Résistance, au triomphe des légitimes revendications des masses laborieuses des villes et des campagnes, à la renaissance du pays, à l'instauration d'une démocratie véritable.

Nous affirmons notre attachement à l'organisation d'une paix durable par :

— le respect du traité d'alliance franco-soviétique;

— le respect des accords de 4 grandes nations, l'Angleterre, l'Union Soviétique, les Etats-Unis et notre pays;

— la lutte conséquente contre tous les fauteurs de guerre et contre tout plan tendant à la domination économique et politique de la France.

Nous nous engageons à œuvrer à l'union de tous les Français afin d'assurer l'indépendance nationale.

Nous rangeant solennellement, avec joie et fierté, sous la discipline de notre grand parti, confiants dans son irrésistible marche en avant, nous jurons de rester fidèles aux engagements pris devant le peuple, afin d'assurer le respect des libertés républicaines et la sécurité de la Nation Française.

Signée de MM. Berlioz, Calonne (Nestor), Chaintron, Mme Claeys, MM. David (Léon), Demusois, Mlle Dumont (Mireille), Mme Dumont (Yvonne), M. Dupic, Mme Girault, MM. Marrane, Martel (Henri), Primet, Mme Roche (Marie), M. Souquière.

Groupe d'action démocratique et républicaine.

Le groupe de l'action démocratique et républicaine a été constitué par ceux des élus du R. P. F., qui n'avaient aucune appartenance politique antérieure, ou qui désiraient ne s'inscrire à aucune autre formation.

Il se propose de défendre, au sein du Conseil de la République, les idées essentielles qui sont celles du Rassemblement du Peuple Français.

Les objectifs qu'il veut atteindre, par une consultation aussi rapide que possible du suffrage universel, sont la réforme de nos institutions, l'assainissement de nos finances et de notre monnaie, l'établissement d'un climat social nouveau, la sauvegarde et l'intégrité de la France et de l'Union Française.

Signée de MM. Bataille, Beauvais, Bechir Sow, Bertaud, Bolifraud, Bouquerel, Bourgeois, Bousch, Chapalain, Chatenay, Chevalier (Robert), Corniglion-Molinier, Couinaud, Coupigny, Cozzano, Debu-Bridel (Jacques), Diethelm (André), Doussot (Jean), Driant, Mme Eboué, MM. Estève, Fleury, Fouques-Duparc, Fraissinette (de), Gaulle (Pierre de), Gracia (Lucien de), Hébert, Hœffel, Houcke, Jacques-Destrée, Kalb, Lassagne, Le Basser, Lecacheux, Leccia, Léger, Emilien Lieutaud, Lionel-Pélerin, Loison, Madelin (Michel), Marchant, Marescaux, Montalembert (de), Muscatelli, Pinvidic, Pontbriand (de), Rabouin, Radius, Satineau, Teisseire, Tharradin, Torrès (Henry), Vitter (Pierre), Vourc'h, Westphal, Zussy.

Groupe des républicains indépendants.

Les républicains indépendants déclarent que le principe qui demeure à la base de la constitution de leur groupe est l'indépendance absolue de ses membres qui ne reconnaissent d'autre autorité que celle du suffrage universel, d'autre impératif que l'intérêt supérieur du pays.

Ils ont tous un même objectif : reconstruire la France et la République.

A cet effet, ils préconisent :

— le rétablissement de l'autorité de l'Etat actuellement impuissant devant les féodalités des partis et des syndicats ;

— la réforme de la loi électorale et le retour à un scrutin majoritaire ;

— le révision de la Constitution, et notamment le renforcement de l'exécutif, une séparation des pouvoirs plus accentuée, une seconde chambre à pouvoir législatif et politique réel ;

— une politique sociale réaliste et efficiente, le rapprochement du capital et du travail, l'élévation matérielle et morale des classes laborieuses par la protection de la famille et du foyer, une politique de construction tendant à ce que chacun puisse disposer d'un logement sain et confortable ;

— la reconstruction de nos régions sinistrées.

Mais il n'est pas besoin de dire qu'il n'y a pas de progrès social sans épargne ; pas d'épargne sans monnaie saine ; qu'une politique de construction ou de reconstruction est étroitement liée à la situation financière, que la paix intérieure continuera à être menacée tant que le prix de la vie ne sera pas stabilisé.

Le problème essentiel reste donc le problème de redressement financier.

Il faut attaquer le mal à sa racine : dépenses excessives, gaspillage des deniers publics sous toutes les formes, multiplication des « Offices », hémorragie des nationalisations, gestions étatiques et en particulier celle de la Sécurité Sociale.

Mais cela encore serait insuffisant si l'on ne poursuivait :

— l'augmentation de la production et en particulier de la production agricole. Il ne faut pas oublier que dès 1952 la France devra pourvoir à son alimentation propre ; la tâche la plus urgente est de procéder dès maintenant à notre équipement rural et d'assurer dans la Nation au monde paysan la place à laquelle il a droit ;

— le retour à la liberté économique, car la preuve est faite que le dirigisme engendre la vie chère ;

— une politique de fermeté contre tous ceux qui, obéissant aux ordres de l'étranger, conduisent le pays à la misère et à la ruine.

Au point de vue extérieur, la France doit faire reconnaître par ses alliés la situation à la fois exceptionnelle et périlleuse qu'elle

occupe sur le continent et poursuivre la réalisation d'une Europe unie, seule solution du problème allemand.

Le groupe salue les peuples de nos territoires d'Outre-Mer et des pays associés. Il sait tout ce que la Patrie leur doit. C'est dans l'amitié, dans la confiance et dans une compréhension mutuelle qu'ils poursuivront leur évolution au sein de l'Union Française.

Enfin, le groupe se déclare prêt à toute entente avec les groupes voisins pour la réalisation et le triomphe des principes qui leur sont communs.

Signée de MM. Abel-Durand, André (Louis), Barret (Charles), Bolvin-Champeaux, Bonnefous (Raymond), Brizard, Cordier (Henri), Coty (René), Delfortrie, Dubois (René-Emile), Duchet, Fléchet, Fournier (Bénigne), Gouyon (Jean de), Grenier (Jean-Marie), Ignacio-Pinto (Louis), Jozeau-Marigné, Kalenzaga, Le Goff, Lelant, Le Leannec, Maire (Georges), Marcilhacy, Maroger (Jean), Maupeou (de), Montullé (Laillet de), Patenôtre (François), Plait, Raincourt (de), Robert (Paul), Rogier, Romani, Rupied, Schleiter (François), Schwartz, Sigué (Nouhoun), Mme Vialle (Jane), M. Yver (Michel).

Groupe du Centre Républicain d'Action Rurale et Sociale.

Ce groupe engagera toute action politique et sociale propre à réaliser, pour le bien commun national, la défense des intérêts moraux et matériels des classes moyennes, des travailleurs indépendants et plus particulièrement des paysans et du monde rural, dont l'essor est la condition de la prospérité française.

Signée de MM. Bardonnèche (de), Biatarana, Brousse (Martial), Capelle, Chambriard, Delorme, Gravier (Robert), Lachomette (de), Lemaire (Marcel), Molle (Marcel), Monichon, Morel (Charles), Peschaud, Piales, Renaud (Joseph), Tellier (Gabriel).

Groupe du Mouvement Républicain Populaire.

Le M.R.P., partisan, à côté de la démocratie politique, d'une démocratie économique et sociale, se propose de garantir à tout citoyen le plus large épanouissement dans son travail et sa vie familiale.

Il entend continuer son action pour associer plus étroitement, sur le plan social, les travailleurs à la gestion et aux profits de l'entreprise et pour permettre à la famille française, par toutes mesures appropriées, d'atteindre un niveau de vie décent.

Sur le plan économique, le M.R.P. estime qu'il faut poursuivre l'action entreprise en vue de restaurer et moderniser notre agriculture en respectant sa base essentielle : l'exploitation familiale, et en faisant largement appel à l'esprit de coopération. L'agriculture devra être pourvue rapidement de machines, engrais et autres produits qui lui sont nécessaires au moyen d'importations rétrocédées au prix coûtant.

Un plan financier d'une durée suffisante doit affecter le maximum de ressources à la réparation des dommages de guerre et au relogement des sinistrés.

Le M.R.P. entend faire porter son effort pour obtenir, à la lumière de l'expérience, les perfectionnements que requiert la Constitution.

Il souhaite, qu'étoitement associé à l'Assemblée Nationale dans l'élaboration du travail législatif, le Conseil de la République puisse bénéficier de conditions de travail qui lui permettent de remplir efficacement son rôle de Chambre de réflexion.

Signée de M. Boudet (Pierre), M^me^ Cardot (Marie-Hélène), MM. Clerc, Ehm, Gatuing Glauque, Grimal (Marcel), Hamon (Léo), Jaouen (Yves), Menditte (de), Menu, Novat, Pezet (Ernest), Razac, Ruin (François), Vauthier, Voyant, Walker (Maurice).

Groupe du Parti Républicain de la Liberté.

Le groupe P.R.L. affirme, tout d'abord, son indéfectible attachement aux institutions républicaines, qui sont la meilleure sauvegarde des libertés démocratiques, dont il est et entend demeurer l'ardent défenseur.

Il réclame :

La révision de la Constitution, pour assurer un meilleur équilibre des pouvoirs et restaurer l'autorité de l'Etat républicain ;

La réforme électorale, pour rendre aux électeurs le droit de choisir librement leurs représentants ;

La réglementation du droit de grève, pour mettre un terme aux grèves politiques ;

La liberté effective de l'enseignement, pour garantir aux chefs de famille le droit sacré qu'ils possèdent sur l'éducation de leurs enfants ;

La stabilisation de la monnaie, pour améliorer le pouvoir d'achat des travailleurs et de leurs familles et arrêter le cycle infernal « salaires-prix » ;

La suppression progressive du dirigisme bureaucratique, pour assainir l'économie ;

La réforme de la structure des administrations et la révision des nationalisations, pour assurer un réel équilibre budgétaire ;

La mise en œuvre immédiate d'une politique de construction pour remédier à l'angoissante crise du logement ;

Enfin la coopération de plus en plus étroite des peuples de l'Europe occidentale pour sauvegarder la paix internationale.

Signée de MM. Alric, Boisrond, Delalande, Depreux (René), Mme Devaud, MM. Gros (Louis), Pajot (Hubert), Pernot (Georges), Rochereau, Ternynck.

Groupe du Rassemblement Démocratique Africain.

Le Rassemblement Démocratique Africain est une organisation politique groupant des Africains de toutes origines, de toutes conceptions philosophiques, religieuses, de toutes conditions sociales, en vue de la réalisation d'objectifs dont les deux principes sont :

1° L'application du principe fondamental du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, inscrit dans l'article 73 de la charte des Nations Unies avec comme corollaire la primauté des intérêts de la population de chaque territoire ;

2° De l'application d'une constitution de l'Union Française fondée sur l'égalité des droits et des devoirs et la solidarité des Nations et des peuples qui la composent.

Le groupe du Rassemblement Démocratique Africain a pour mission de défendre, dans le cadre de l'activité parlementaire, le programme fixé par les organismes de direction du Rassemblement Démocratique Africain.

Les Conseillers de la République du Rassemblement Démocratique Africain mettront tout en œuvre au sein du Parlement comme dans l'Union Française pour promouvoir l'union de toutes

les populations africaines, comme celles de tous les peuples compris dans l'Union Française.

Ils estiment que c'est la condition primordiale pour faire échec à tous les périls qui menacent la cause de la démocratie et de la paix et qui entravent la marche de l'humanité vers le progrès et la liberté.

Signée de MM. Anghiley, Blaka-Boda, Franceschi, Haidara (Mahamane Alassane), Malonga (Jean).

Groupe du rassemblement des gauches républicaines et de la gauche démocratique.

Le groupe du rassemblement des gauches républicaines et de la gauche démocratique au Conseil de la République, animé du seul désir de défendre la Patrie et la Liberté, en vue de sauvegarder les institutions républicaines, a la volonté de réaliser les points suivants :

1° La défense des territoires de l'Union Française pour y poursuivre l'œuvre déjà commencée et réaliser une union plus étroite grâce à une collaboration féconde avec leurs populations ;

2° La sauvegarde de la paix internationale par la constitution d'une fédération européenne dont ne seront exclus que ceux qui se refuseront à l'organisation rationnelle du vieux continent ;

3° Une organisation de la défense nationale en tenant compte des techniques modernes et des possibilités françaises ;

4° Le développement de la production sans lequel ne peut revenir l'abondance et un équilibre « prix et salaires » favorable au consommateur ;

5° La remise au travail de l'ensemble de la Nation sans autre souci que celui de favoriser une plus large distribution des salaires et une plus grande production des richesses nationales ;

6° Un équilibre financier régénéré par une juste répartition de l'impôt, des économies massives et substantielles ;

7° Le retour à une balance des comptes saine, sans laquelle ne saurait être pleinement assurée l'indépendance de l'économie française ;

8° La révision des secteurs nationalisés, leur mise en ordre et une exploitation rationnelle des richesses de l'Union Française ;

9° L'allègement des charges de sécurité sociale dans le respect de l'œuvre de solidarité humaine qu'elle implique ;

10° La réglementation du droit de grève qui ne doit pas servir à faciliter les entreprises étrangères sur notre territoire ;

11° L'utilisation de l'aide américaine à un rééquipement de la Nation dans le domaine industriel et agricole ;

12° La liberté économique sans laquelle ne saurait être maintenu un régime de liberté politique ;

13° Le retour au scrutin majoritaire pour toutes les élections ;

14° La révision, dans la forme légale, des rapports constitutionnels entre les deux Assemblées.

Signée de MM. Avinin, Baratgin, Bardon-Damarzid, Barthe (Edouard), Berthoin, Bordeneuve, Borgeaud, Breton, Brune (Charles), Brunet (Louis), Cassagne, Cayrou (Frédéric), Chalamon, Claparède, Clavier, Colonna, Cornu, Mme Crémieux, M. Debré, Mme Delabie, MM. Delthil, Dulin, Dumas (François), Durand (Jean), Durand-Réville, Félice (de), Franck-Chante, Gadoin, Gaspard, Gasser, Giacomoni, Gilbert Jules, Grassard, Héline, Jézéquel, Labrousse (François), Lafay (Bernard), Laffargue (Georges), La Gontrie (de), Landry, Laurent-Thouverey, Le Guyon (Robert), Le Maître (Claude), Litaise, Longchambon, Manent, Jacques Masteau, Maupoil (Henri), Maurice (Georges), Monnerville (Gaston), Pascaud, Paumelle, Pellenc, Pinton, Plaisant (Marcel), Pouget (Jules), Restat, Reveillaud, Reynouard, Rotinat, Rucart (Marcel), Saint-Cyr, Sarrien, Sclafer, Mme Thome-Patenôtre (Jacqueline), MM. Valle (Jules), Varlot.

Groupe socialiste.

Le groupe socialiste,

Conscient des difficultés intérieures, internationales, économiques et sociales,

Persuadé :

1° Que la lutte doit être poursuivie avec la même ardeur à la fois contre les hommes du Kominform résolus à ruiner l'économie française et contre les néo-boulangistes également menaçants pour la démocratie ;

2° Que la défense de la République est inséparable de l'amélioration de la condition ouvrière ;

3° Que cette lutte politique essentielle ne sera donc féconde que si elle est accompagnée d'un effort tenace, continu et accru sur le front des prix;

4° Qu'en cette matière des initiatives viennent d'être prises, notamment contre les mercantis, mais que le résultat positif dans le domaine des prix est loin d'être suffisant et ne saurait être atteint que par l'application de mesures énergiques, depuis longtemps réclamés par le Parti Socialiste ;

5° Que si une victoire n'était rapidement obtenue sur ce dernier plan, il deviendrait impossible de retarder plus longtemps ni la fixation des salaires par conventions collectives, ni la révision périodique du minimum vital en fonction de l'indice des prix de détail et du volume de la production ;

Estime que seule une telle volonté d'union étroite et d'action audacieuse sur le plan économique, permettra de consolider la République, de défendre la liberté et de sauver la paix.

Signée de MM. Assaillit, Auberger, Aubert, Barré (Henri), Bène (Jean), Boulangé, Bozzi, Brettes, Mme Brossolette (Gilberte-Pierre), MM. Canivez, Carcassonne, Champeix, Charles-Cros, Charlet (Gaston), Chazette, Chochoy, Courrière, Darmanthé, Dassaud, Denvers, Descomps (Paul-Émile), Doucouré (Amadou), Ferracci, Ferrant, Fournier (Roger), Geoffroy (Jean), Grégory, Gustave, Hauriou, Lafforgue (Louis), Lamarque (Albert), Lasalarié Léonetti, Madoumier, Malécot, Marty (Pierre), Masson (Hippolyte), M'Bodje (Mamadou), Méric, Minvielle, Moutet (Marius), Naveau, N'Joya (Arouna), Okala (Charles), Paget (Alfred), Pauly, Pic, Pujol, Roubert (Alex), Roux (Emile), Siaut, Socé (Ousmane), Soldani, Southon, Symphor-Mouplaise, Tailhades (Edgard), Vanrullen, Verdeille, Viple.

LISTES ÉLECTORALES DES MEMBRES DES GROUPES POLITIQUES

remises au Président du Conseil de la République,
le 23 novembre 1948, en exécution de l'article 16 du règlement.

Groupe Communiste.
(15 membres).

MM.

Berlioz.
Calonne (Nestor), Chaintron, Mme Claeys.
MM. David (Léon), Demusois, Mlle Dumont (Mireille), Mme Dumont (Yvonne), M. Dupic.
Mme Girault.
MM. Marrane, Martel (Henri).
Primet.
Mme Roche (Marie).
M. Souquière.

Apparenté aux termes de l'article 16 du règlement.
(1 membre).

M. Petit (Général).

Le Président du groupe,
***Signé :* Georges MARRANE.**

Croupe d'Action Démocratique et Républicaine.

(56 membres).

MM.

Bataille, Beauvais, Bechir Sow, Bertaud, Bolifraud, Bouquerel, Bourgeois, Bousch.
Chapalain, Chatenay, Chevalier (Robert), Corniglion-Molinier, Couinaud, Coupigny, Cozzano.
Debu-Bridel (Jacques), Diethelm (André), Doussot (Jean), Driant.
Mme Éboué, M. Estève.
MM. Fleury, Fouques-Duparc, Fraissinette (de).
Gaulle (Pierre de), Gracia (Lucien de).
Hébert, Hoeffel, Houcke.
Jacques-Destrée.
Kalb.
Lassagne, Le Basser, Lecacheux, Leccia, Léger, Emilien Lieutaud, Lionel-Pélerin, Loison.
Madelin (Michel), Marchant, Marescaux, Montalembert (de), Muscatelli.
Pinvidic, Pontbriand (de).
Rabouin, Radius.
Satineau.
Teisseire, Tharradin, Torrès (Henry).
Vitter (Pierre), Vourc'h.
Westphal.
Zussy.

Rattaché administrativement aux termes de l'article 16 du règlement.

(1 membre)

M. Dronne.

Le Président du groupe,
Signé : André DIETHELM.

Groupe des Républicains Indépendants

(38 membres).

MM.

Abel-Durand, André (Louis).
Barret (Charles), Boivin-Champeaux, Bonnefous (Raymond), Brizard,
Cordier (Henri), Coty (René).
Delfortrie, Dubois (René-Emile), Duchet.
Fléchet, Fournier (Bénigne).
Gouyon (Jean de), Grenier (Jean-Marie).
Ignacio-Pinto (Louis).
Jozeau-Marigné.
Kalenzaga.
Le Goff, Lelant, Le Léannec.
Maire (Georges), Marcilhacy, Maroger (Jean), Maupeou (de), Montullé (Laillet de).
Patenôtre (François), Plait.
Raincourt (de), Robert (Paul), Rogier, Romani, Rupied.
Schleiter (François), Schwartz, Sigué (Nouhoun).
Mme Vialle (Jane).
M. Yver (Michel).

Le Président du groupe,
Signé : Jean BOIVIN-CHAMPEAUX.

Groupe du Centre Républicain d'Action Rurale et Sociale

rattaché administrativement au groupe des Républicains Indépendants aux termes de l'article 16 du règlement.

(15 membres).

MM.

Bardonnèche (de), Biatarana, Brousse (Martial).
Capelle, Chambriard.
Delorme.
Gravier (Robert).
Lachomette (de), Lemaire (Marcel).
Molle (Marcel), Monichon, **Morel (Charles).**
Peschaud, Piales.
Renaud (Joseph).
Tellier.

Le Président du groupe,
Signé : Robert GRAVIER.

Groupe du Mouvement Républicain Populaire.
(18 membres)

MM.

Boudet.
Mme Cardot (Marie-Hélène), M. Clerc.
MM. Ehm.
Gatuing, Giauque, Grimal (Marcel.
Hamon (Léo).
Jaouen (Yves).
Menditte (de), Menu.
Novat.
Ernest Pezet.
Razac, Ruin (François).
Vauthier, **Voyant.**
Walker (Maurice)

Le Président du groupe,
Signé : Ernest PEZET.

Groupe du Parti Républicain de la Liberté.

rattaché administrativement au groupe des Républicains Indépendants aux termes de l'article 16 du règlement.

(10 membres)

MM.

Alric.
Boisrond.
Delalande, Depreux (René), Mme Devaud.
MM. Gros (Louis).
Pajot (Hubert), Pernot (Georges).
Rochereau.
Ternynck.

Apparentés aux termes de l'article 16 du règlement.

(2 membres).

MM.

Mathieu.
Villoutreys de Brignac (de).

Le Président du groupe,

Signé : Georges PERNOT.

Groupe du Rassemblement Démocratique Africain.

Apparenté au groupe Communiste aux termes de l'article 16 du Règlement.

(5 membres).

MM.

Anghiley.
Biaka-Boda.
Franceschi.
Haidara (Mahamane Alassane).
Malonga (Jean).

Le Président provisoire du groupe,

Signé : FRANCESCHI.

Groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines et de la Gauche Démocratique.

(68 membres).

MM.

Avinin.

Baratgin, Bardon-Damarzid, Barthe (Edouard), Berthoin, **Bordeneuve, Borgeaud,** Breton, **Brune (Charles), Brunet (Louis).**

Cassagne, **Cayrou (Frédéric),** Chalamon, Claparède, Clavier, **Colonna,** Cornu, Mme Crémieux.

M. Debré, Mme Delabie, MM. Delthil, **Dulin, Dumas** (François), Durand (Jean), Durand-**Reville.**

Félice (de), Frank-Chante.

Gadoin, Gaspard, **Gasser,** Giacomoni, Gilbert Jules, **Grassard.**

Héline.

Jézéquel.

Labrousse (François), **Lafay (Bernard), Laffargue** (Georges), La Gontrie (de), **Landry,** Laurent-Thouverey, Le Guyon (Robert), Le Maître (Claude), Litaise, Lodéon, Longchambon.

Manent, Jacques Masteau, Maupoil (Henri), Maurice (Georges), **Monnerville** (Gaston).

Pascaud, **Paumelle,** Pellenc, **Pinton,** Plaisant (Marcel), **Pouget** (Jules).

Restat, Reveillaud, Reynouard, **Rotinat, Rucart** (Marc).

Saint-Cyr, Sarrien, Sclafer.

Mme Thome-Patenôtre (Jacqueline).

MM. Valle (Jules), Varlot.

Apparentés aux termes de l'article 16 du règlement.

(11 membres).

MM.

Bechir Sow, Benchiha (Abd el-Kader), Bernard (Georges).

Gauthier (Julien).

Lagarrosse.

Ou Rabah (Abdelmadjid).

Saiah (Menouar), **Sid-Cara** (Chérif), Sisbane (Chérif).

Tamzali (Abdennour), **Tucci.**

Rattaché administrativement aux termes de l'article 16 du Réglement.

(1 membre).

M. Saller.

Le Président provisoire du groupe,
Signé : Charles BRUNE.

Groupe Socialiste S. F. I. O.
(59 membres).

MM.

Assaillit, Auberger, Aubert.
Barré (Henri), Bène (Jean), Boulangé, Bozzi, Brettes, Mme Brosselette (Gilberte Pierre-).
MM. Canivez, Carcassonne, Champeix, Charles-Cros, Charlet, (Gaston), Chazette, Chochoy, Courrière.
Darmanthe, Dassaud, Denvers, Descomps (Paul-Emile), Doucouré (Amadou).
Ferracci, Ferrant, Fournier (Roger).
Geoffroy (Jean), Grégory, Gustave.
Hauriou, Henry.
Lafforgue (Louis), Lamarque (Albert), Lasalarié, Léonetti.
Madoumier, Malécot, Marty (Pierre), Masson (Hippolyte), M'Bodje (Mamadou), Méric, Minvielle, Moutet (Marius).
Naveau, N'Joya (Arouna).
Okala (Charles).
Paget (Alfred), Pauly, Pic, Pujol.
Roubert (Alex), Roux (Emile).
Siaut, Socé (Ousmane), Soldani, Southon, Symphor Mouplaise.
Tailhades (Edgard).
Vanrullen, Verdeille, Viple.

Apparentés aux termes de l'article 16 du règlement.
(3 membres).

MM.

Ba (Oumar).
Durieux.
Patient.

Le Président du groupe,

Signé : Alex ROUBERT.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 25 Novembre 1948.

1er BUREAU, à 11 heures, local n° 215.

3e BUREAU, à 14 h. 30, local n° 207.

4e BUREAU, à 17 heures, local n° 202.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1.
sion

2.

Dépa
Terri
teu

Les
vent

ter
Marie

Trib

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1948 (2e partie de la Session)

FEUILLETON

II - N° 6

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 30 Novembre 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination des Commissions générales et de la Commission de comptabilité.

2. — Vérification de pouvoirs *(Suite)*.

PREMIER BUREAU

Département d'Alger (2e collège) (M. Léger, rapporteur).
Territoire du Moyen-Congo (1re section) M. Lassagne, rapporteur).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. de FRAISSINETTE, jusques et y compris M. Jean Marie GRENIER.

Tribunes : Depuis M. GRIMAL, jusques et y compris M. LÉONETTI.

Territoire du Moyen-Congo (2e section) (M. Lassagne, rapporteur).

Département de Constantine (1er collège) (M. Ignacio-Pinto, rapporteur.)

DEUXIÈME BUREAU

Département de la Corse (M. Lasalarié, rapporteur).

Territoire de la Côte d'Ivoire (1re section) (M. Verdeille, rapporteur).

Territoire de la Côte d'Ivoire (2e section) (M. Verdeille, rapporteur).

Election par l'Assemblée Nationale des représentants des citoyens français résidant à l'étranger (M. Doucouré, rapporteur).

Territoire du Gabon (1re section) (M. Lafay, rapporteur).

Territoire du Gabon (2e section) (M. Lafay, rapporteur).

Territoire de la Guinée (1re section) (M. Verdeille, rapporteur).

Territoire de la Guinée (2e section) (M. Verdeille, rapporteur).

TROISIÈME BUREAU

Election par l'Assemblée Nationale du représentant des citoyens français résidant en Indochine (M. Pujol, rapporteur).

QUATRIÈME BUREAU

Election par l'Assemblée Nationale des représentants des citoyens français résidant au Maroc (M. Bolifraud, rapporteur).

SIXIÈME BUREAU

Territoire du Sénégal (M. Bernard Chochoy, rapporteur).

Département des Deux-Sèvres (M. de Maupeou, rapporteur).

Territoire du Tchad (1re section) (M. Le Guyon, rapporteur).

Territoire du Tchad (2e section) (M. Le Guyon, rapporteur).

Territoire du Togo (1re section) (M. Lelant, rapporteur).

Territoire du Togo (2e section) (M. Lelant, rapporteur).

Séance du Jeudi 25 Novembre 1948.

SCRUTIN pour la nomination du Président du Conseil de la République.

Nombre des votants	281
Bulletins blancs ou nuls	49
Suffrages exprimés	232
Majorité absolue	117

Ont obtenu

MM. Gaston Monnerville	199	voix
Henri Martel	19	—
Gasser	14	—

M. Gaston Monnerville, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, est proclamé Président du Conseil de la République.

Séance du Jeudi 25 Novembre 1948
(reprise le 26 Novembre 1948).

Le Conseil de la République a nommé :

Vice-Présidents :

Mme Gilberte Pierre-Brossolette.
MM. Kalb.
René Coty.
Mme Devaud.

Secrétaires :

MM. Saiah Menouar.
Bordeneuve.
François Schleiter.
Cozzano.
Teisseire,
Ousmane Socé.
Primet.
Pierre Boudet.

Questeurs :

MM. Edouard Barthe.
Robert Gravier.
Vanrullen.

BUREAU DÉFINITIF DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

25-26 Novembre 1948.

Président :

M. Gaston MONNERVILLE.

Vice-Présidents :

Mme Gilberte PIERRE-BROSSOLETTE

MM. KALB.

René COTY.

Mme DEVAUD.

Secrétaires :

MM. SAIAH Menouar.

BORDENEUVE.

François SCHLEITER.

COZZANO.

TEISSEIRE.

Ousmane SOCÉ.

PRIMET.

Pierre BOUDET.

Questeurs :

MM. Edouard BARTHE.

Robert GRAVIER.

VANRULLEN.

Modifications aux listes électorales des membres des groupes politiques.

Groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines et de la Gauche Démocratique.

Apparentés aux termes de l'article 16 du Règlement.

(12 membres au lieu de 11)

1° Ajouter le nom de M. SÉNÉ,

2° Supprimer le nom de M. Bechir Sow,

3° Ajouter le nom de M. AUBÉ (Robert).

LISTES DES CANDIDATS

aux Commissions générales et à la Commission de comptabilité établies par les bureaux des groupes et remises au Président du Conseil de la République, le 27 novembre 1948, en exécution de l'article 16 du Règlement.

Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales.

MM.	MM.
André (Louis).	Gadoin.
Bardon-Damarzid.	Hoeffel.
Beauvais.	Laffargue (Georges).
Bourgeois.	Lemaire (Marcel).
Brousse (Martial).	Loison.
Calonne (Nestor).	Longchambon.
Cassagne.	Meric.
Charles-Cros.	Pajot (Hubert).
Chatenay.	Pascaud.
Claparède.	Patenôtre (François),
Clerc.	Rochereau.
Cordier (Henri).	Siaut.
Descomps (Paul-Emile).	Tamzali (Abdennour).
Durieux.	Viple.
Franceschi.	Walker (Maurice).

Commission des affaires étrangères.

MM.	MM
Berlioz.	Lemaire (Marcel).
Biatarana.	Léonetti.
Brizard.	Moutet (Marius).
Brossolette (Mme Gilberte Pierre-).	Pernot (Georges).
Carcassonne.	Petit (Général)
Colonna.	Pezet (Ernest).
Coty (René).	Pinton.
Debré.	Plaisant (Marcel).
Gasser.	Pujol.
Gatuing.	Reveillaud.
Gaulle (Pierre de).	Southon.
Jacques-Destrée.	Thome-Patenôtre (Mme Jacqueline).
Labrousse (François).	Torrès (Henry).
Lassagne.	Viple.
Lelant.	Westphal.

Commission de l'agriculture.

MM.	MM.
Bataille.	Gravier (Robert).
Brettes.	Hoeffel.
Brune (Charles).	Le Goff.
Capelle.	Le Léannec.
Champeix.	Marty (Pierre).
Couinaud.	Naveau.
David (Léon).	Pinvidic.
Delorme.	Pontbriand (de).
Doussot (Jean).	Primet.
Dulin.	Restat.
Durand (Jean).	Saiah (Menouar).
Durieux.	Saint-Cyr.
Félice (de).	Ternynck.
Ferrant.	Tucci.
Fournier (Bénigne).	Voyant.

Commission de la défense nationale.

MM.	MM.
Alric.	Lionel-Pélerin.
Barré (Henri).	Madelin (Michel).
Boivin-Champeaux.	Petit (Général).
Bousch.	Piales.
Chalamon.	Pic.
Chochoy.	Reynouard.
Clerc.	Rogier.
Corniglion-Molinier (Général).	Rotinat.
Franceschi.	Roux (Emile).
Franck-Chante.	Rupied.
Gaspard.	Séné.
Gouyon (Jean de).	Tailhades (Edgard).
Kalb.	Vanrullen.
Labrousse (François).	Voyant.
Lafay (Bernard).	Westphal.

Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs.

MM.
Berlioz.
Bertaud.
Bordeneuve.
Canivez.
Cayrou (Frédéric).
Chapalain.
Cozzano.
Delabie (Mme).
Delalande.
Descomps (Paul-Emile).
Dumont (Mlle Mireille).
Ehm.
Héline.
Lafforgue (Louis).
Lassagne.

MM.
Le Guyon (Robert).
Lelant.
Madoumier.
Maire (Georges).
Manent.
Maupeou (de).
Maurice (Georges).
M'Bodje (Mamadou).
Monichon.
Morel (Charles).
Ou Rabah (Abdelmadjid).
Pujol.
Radius.
Razac.
Robert (Paul).

Commission de la famille, de la population et de la santé publique.

MM.
Ba (Oumar).
Barthe (Edouard).
Bechir Sow.
Biaka-Boda.
Bonnefous (Raymond).
Boudet (Pierre).
Breton.
Brossolette (Mme Gilberte Pierre-).
Cardot (Mme Marie-Hélène).
Couinaud.
Delthil.
Dubois (René-Emile).
Dumont (Mme Yvonne).
Lafay (Bernard).
Le Basser.

MM.
Leccia.
Malecot.
Masson (Hippolyte).
Mathieu.
Molle (Marcel).
Paget (Alfred).
Plait.
Raincourt (de).
Reveillaud.
Roux (Emile).
Sid-Cara (Chérif).
Tellier (Gabriel).
Varlot.
Vitter (Pierre).
Vourc'h.

Commission des finances.

MM.	MM.
Alric.	Lamarque (Albert).
Auberger.	Landry.
Avinin.	Emilien Lieutaud.
Berthoin.	Litaise.
Bolifraud.	Maroger (Jean).
Boudet (Pierre).	Marrane.
Chapalain.	Jacques Masteau.
Courrière.	Minvielle.
Debu-Bridel (Jacques).	Montalembert (de).
Demusois.	Pauly.
Diethelm (André).	Pellenc.
Duchet.	Peschaud.
Fléchet.	Roubert (Alex).
Grenier (Jean-Marie).	Saller.
Ignacio-Pinto (Louis).	Sclafer.

Commission de la France d'Outre-Mer.

MM.	MM.
Bechir Sow.	Ignacio-Pinto (Louis).
Charles-Cros.	Lagarrosse.
Coupigny.	Malonga (Jean).
Cozzano.	M'Bodje (Mamadou).
Crémieux (Mme).	N'Joya (Arouna).
David (Léon).	Pellenc.
Delorme.	Razac.
Depreux (René).	Romani.
Doucouré (Amadou).	Rucart (Marc).
Dronne.	Saller.
Durand-Reville.	Sigué (Nouhoun).
Eboué (Mme).	Vauthier.
Gautier (Julien).	Verdeille.
Grassard.	Vialle (Mme Jane).
Gustave.	Yver (Michel).

Commission de l'intérieur (Administration générale départementale et communale, Algérie).

MM.	MM.
Assaillit.	Le Basser.
Bardonnèche (de).	Lionel-Pélerin.
Borgeaud.	Menditte (de).
Bozzi.	Morel (Charles).
Chaintron.	Muscatelli.
Champeix.	Rogier.
Cornu.	Rupied.
Demusois.	Sarrien.
Devaud (Mme).	Schwartz.
Dumas (François).	Sisbane (Chérif).
Fouques-Duparc.	Soldani.
Fraissinette (de).	Valle (Jules).
Franck-Chante.	Vanrullen.
Hamon (Léo).	Verdeille.
La Gontrie (de).	Zussy.

Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.

MM.	MM.
Bardon-Damarzid.	Gilbert Jules.
Beauvais.	Girault (Mme).
Biatarana.	Hamon (Léo).
Boivin-Champeaux.	Jozeau-Marigné.
Bolifraud.	Kalb.
Bordeneuve.	La Gontrie (de).
Carcassonne.	Maire (Georges).
Charlet (Gaston).	Marcilhacy.
Chazette.	Minvielle.
Chevalier (Robert).	Molle (Marcel).
Courrière.	Pernot (Georges).
Delthil.	Rabouin.
Félice (de).	Reynouard.
Geoffroy (Jean).	Roche (Mme Marie).
Giacomoni.	Souquière.

Commission de la marine et des pêches.

MM.	MM.
Abel-Durand.	Lamarque (Albert).
Anghiley.	Lasalarié.
Brunet (Louis).	Léger.
Delfortrie.	Léonetti.
Denvers.	Lodéon.
Diethelm (André).	Marescaux.
Dumont (Mlle Mireille).	Paumelle.
Durand-Reville.	Rochereau.
Ferracci.	Romani.
Giacomoni.	Satineau.
Gouyon (Jean de).	Sisbane (Chérif).
Gracia (Lucien de).	Symphor-Mouplaise.
Jaouen (Yves).	Tucci.
Jézéquel.	Vourc'h.
Kalenzaga.	Walker (Maurice).

Commission des moyens de communication et des transports (Postes, télégraphes et téléphones, chemins de fer, lignes aériennes, etc...).

MM	MM.
Aubert.	Hébert.
Barré (Henri).	Kalenzaga.
Bertaud.	Lagarrosse.
Biaka-Boda.	Lodéon.
Boisrond.	Masson (Hippolyte).
Bouquerel.	Maurice (Georges).
Chambriard.	Menditte (de).
Clavier.	Meric.
Colonna.	Pic.
Denvers.	Pinton.
Dubois (René-Emile).	Pouget (Jules).
Dupic.	Renaud (Joseph).
Fleury.	Robert (Paul).
Fouques-Duparc.	Teisseire.
Gracia (Lucien de).	Valle (Jules).

Commission des pensions
(Pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression).

MM.	MM.
Auberger.	Jézéquel.
Bardonnèche (de).	Manent.
Benchiha (Abd el-Kader).	Marty (Pierre).
Cardot (Mme Marie-Hélène).	Maupoil (Henri).
Chevalier (Robert).	Montullé (Laillet de).
Claeys (Mme).	Okala (Charles).
Dassaud.	Ou Rabah (Abdelmadjid).
Doucouré (Amadou).	Patient.
Dulin.	Pontbriand (de).
Estève.	Radius.
Gatuing.	Renaud (Joseph).
Gaulle (Pierre de).	Rotinat.
Giauque.	Schleiter (François).
Haïdara (Mahamane Alassane).	Ternynck.
Héline.	Yver (Michel).

Commission de la presse, de la radio et du cinéma.

MM.	MM.
Bène (Jean).	Ehm.
Bonnefous (Raymond).	Gaspard.
Boulangé.	Grégory.
Brizard.	Hauriou.
Cayrou (Frédéric).	Houcke.
Chalamon.	Jacques-Destrée.
Charlet (Gaston).	Lachomette (de).
Chazette.	Emilien Lieutaud.
Corniglion-Molinier (Général).	Marcilhacy.
Cornu.	Jacques Masteau.
Debu-Bridel (Jacques).	Maupeou (de).
Duchet.	Pajot (Hubert).
Dumas (François).	Rucart (Marc).
Dumont (Mme Yvonne).	Souquière.
Durand (Jean).	Vauthier.

Commission de la production industrielle.

MM.

Aubé (Robert).
Aubert.
Barret (Charles).
Bataille.
Bernard (Georges).
Bousch.
Calonne (Nestor).
Cassagne.
Chaintron.
Chambriard.
Delfortrie.
Depreux (René).
Ferrant.
Gautier (Julien).
Grassard.

MM.

Grégory.
Grimal (Marcel).
Gustave.
Lachomette (de).
Laurent-Thouverey.
Léger.
Longchambon.
Marchant.
Novat.
Pauly.
Piales.
Siaut.
Tamzali (Abdennour).
Tharradin.
Villoutreys (de).

Commission du ravitaillement.

MM.

Barret (Charles).
Barthe (Edouard).
Bène (Jean).
Bernard (Georges).
Boisrond.
Bouquerel.
Breton.
Brettes.
Brousse (Martial).
Claparède.
Cordier (Henri).
Coupigny.
Darmanthé.
Fournier (Roger).
Girault (Mme).

MM.

Gravier (Robert).
Lafforgue (Louis).
Loison.
Maupoil (Henri).
Menu.
Montullé (Laillet de).
Naveau.
Pascaud.
Pinvidic.
Primet.
Restat.
Ruin (François).
Sarrien.
Satineau.
Soldani.

Commission de la reconstruction et des dommages de guerre.

MM.	MM.
André (Louis).	Le Maître (Claude).
Bourgeois.	Malecot.
Canivez.	Marchant.
Chochoy.	Marrane.
Delabie (Mme).	Mathieu.
Driant.	Monichon.
Dupic.	Paumelle.
Estève.	Pouget (Jules).
Ferracci.	Séné.
Fleury.	Tailhades (Edgard).
Geoffroy (Jean).	Teisseire.
Gilbert Jules.	Tellier (Gabriel).
Hébert.	Thome-Patenôtre (Mme Jacqueline).
Jaouen (Yves).	Varlot.
Jozeau-Marigné.	
Le Léannec.	

Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions.

MM.	MM.
Assaillit.	Le Guyon (Robert).
Baratgin.	Maroger (Jean).
Borgeaud.	Martel (Henri).
Bozzi.	Montalembert (de).
Brune (Charles).	Muscatelli.
Chatenay.	Pezet (Ernest).
Clavier.	Plaisant (Marcel).
Coty (René).	Plait.
Crémieux (Mme).	Rabouin.
Debré.	Roche (Mme Marie).
Dronne.	Roubert (Alex).
Fléchet.	Schwartz.
Grimal (Marcel).	Socé (Ousmane).
Gros (Louis).	Southon.
Hauriou.	Torrès (Henry).

Commission du travail et de la sécurité sociale.

MM.	MM.
Abel-Durand.	Leccia.
Aubé (Robert).	Le Goff.
Benchiha (Abd el-Kader).	Le Maître (Claude).
Boulangé.	Martel (Henri).
Brunet (Louis).	Menu.
Capelle.	Okala (Charles).
Claeys (Mme).	Paget (Alfred).
Darmanthé.	Raincourt (de).
Dassaud.	Ruin (François).
Devaud (Mme).	Saiah (Menouar).
Doussot (Jean).	Saint-Cyr.
Driant.	Sid-Cara (Chérif).
Fournier (Bénigne).	Tharradin.
Fournier (Roger).	Vitter (Pierre).
Laurent-Thouverey.	Zussy.

Commission de comptabilité.

MM	MM.
Baratgin.	Gadoin.
Bolifraud.	Grenier (Jean-Marie).
Brizard.	Minvielle.
Courrière.	Roche (Mme Marie).
Estève.	

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 30 Novembre 1948.

N° 3. — Projet de loi tendant à ratifier la convention assurant aux chômeurs involontaires des indemnités.

N° 4. — Projet de loi tendant à rétablir l'élection des conseils d'administration des organismes de la Mutualité agricole.

N° 5. — Projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux d'aménagement de la chute de Montpezat.

N° 6. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 154 du décret portant organisation de la Sécurité sociale dans les mines.

N° 9. — Projet de loi modifiant le décret portant organisation de la Sécurité sociale dans les mines.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 30 Novembre 1948.

6e BUREAU, à 14 h. 30, local n° 221.

Imprimerie du Conseil de la République

Ter
Ter
Ter
Ter

2.

Le
nant

1er
Polyt

Tri

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1948 (2e partie de la Session)

FEUILLETON

II - N° 7

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 2 Décembre 1948.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vérification de pouvoirs *(Suite)*.

SIXIÈME BUREAU

Territoire de la Haute-Volta (1re section) (M. Lelant, rapporteur).
Territoire de la Haute-Volta (2e section) (M. Lelant, rapporteur).
Territoire du Soudan (1re section) (M. Chochoy, rapporteur).
Territoire du Soudan (2e section) (M. Chochoy, rapporteur).

2. — Fixation de l'ordre du jour.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Emilien LIEUTAUD, jusques et y compris M. Hippolyte MASSON.

Tribunes : Depuis M. Jacques MASTEAU, jusques et y compris M. PIALES.

Modifications aux listes électorales des membres des groupes politiques.

Groupe des Républicains Indépendants.

(37 membres au lieu de 38)

Supprimer le nom de Mme Vialle (Jane).

Groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines et de la Gauche Démocratique.

(70 membres au lieu de 68)

Ajouter les noms de MM. SAIAH (Menouar) et TAMZALI (Abdennour).

Apparentés aux termes de l'article 16 du Règlement.

(10 membres au lieu de 12)

Supprimer les noms de MM. Saiah (Menouar) et Tamzali (Abdennour).

Rattachés administrativement aux termes de l'article 16 du Règlement.

(2 membres au lieu de 1)

Ajouter le nom de Mme VIALLE (Jane).

BUREAUX
DES COMMISSIONS GÉNÉRALES
ET DE LA COMMISSION DE COMPTABILITÉ

La Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales a nommé :

Président : M. LAFFARGUE (Georges).

Vice-Présidents : MM. ROCHEREAU, CHARLES-CROS.

Secrétaires : MM. LEMAIRE (Marcel), WALKER (Maurice).

La Commission des affaires étrangères a nommé :

Président : M. PLAISANT (Marcel).

Vice-Présidents : MM. Ernest PEZET, WESTPHAL.

Secrétaires : MM. COLONNA, LELANT.

La Commission de l'agriculture a nommé :

Président : M. DULIN.

Vice-Présidents : MM. BRETTES, GRAVIER (Robert).

Secrétaires : MM. LE GOFF, PONTBRIAND (de)

La Commission de la défense nationale a nommé :

Président : M. ROTINAT.

Vice-Présidents : MM. BARRÉ (Henri), LIONEL-PÉLERIN.

Secrétaires : MM. PIALES, PIC.

La Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs a nommé :

Président : M. LASSAGNE.

Vice-Présidents : MM. MOREL (Charles), MAURICE (Georges).

Secrétaires : MM. CANIVEZ, HÉLINE.

La Commission de la famille, de la population et de la santé publique a nommé :

Président : LAFAY (Bernard).

Vice-Présidents : MM. PAGET (Alfred), LE BASSER.

Secrétaires : MM. PLAIT, MATHIEU.

La Commission des finances a nommé :

Président : ROUBERT (Alex).

Vice-Présidents : MM. AVININ, MAROGER (Jean).

Secrétaires : MM. DEBU-BRIDEL, (Jacques), Jacques MASTEAU.

Rapporteur général : M. BERTHOIN.

La Commission de la France d'outre-mer a nommé :

Président : M. RUCART (Marc).

Vice-Présidents : MM. IGNACIO-PINTO (Louis), M'BODJE (Mamadou).

Secrétaires : MM. ROMANI, BECHIR SOW.

La Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) a nommé :

Président : M. HAMON (Léo).

Vice-Présidents : MM. VERDEILLE, SARRIEN.

Secrétaires : MM. BARDONNÈCHE (de), SISBANE (Chérif).

La Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale a nommé :

Président : M. PERNOT (Georges).

Vice-Présidents : MM. de la GONTRIE, CHARLET (Gaston).

Secrétaires : MM. MAIRE (Georges), BORDENEUVE.

La Commission de la marine et des pêches a nommé :

Président : M. ABEL-DURAND.

Vice-Présidents : MM. DENVERS, VOURC'H.

Secrétaires : MM. JÉZÉQUEL, LÉGER.

La Commission des moyens de communications et des transports (postes, télégraphes et téléphones, chemins de fer, lignes aériennes, etc.) a nommé :

Président : M. DENVERS.

Vice-Présidents : MM. POUGET (Jules), BERTAUD.

Secrétaires : MM. BOISROND, GRACIA (Lucien de).

La Commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression) a nommé :

Président : M. GATUING.

Vice-Présidents : MM. JÉZÉQUEL, RADIUS.

Secrétaires : Mme CLAEYS, M. DOUCOURÉ (Amadou).

La Commission de la presse, de la radio et du cinéma a nommé :

Président : M. HAURIOU.

Vice-Présidents : MM. JACQUES-DESTRÉE, DUCHET.

Secrétaires : MM. Emilien LIEUTAUD, de MAUPEOU.

La Commission de la production industrielle a nommé :

Président : M. DELFORTRIE.

Vice-Présidents : MM. LONGCHAMBON, MARCHANT.

Secrétaires : MM. GUSTAVE, GRIMAL (Marcel).

La Commission du ravitaillement a nommé :

Président : M. BROUSSE (Martial).

Vice-Présidents : MM. BERNARD (Georges), PINVIDIC.

Secrétaires : MM. BÈNE (Jean), BOISROND.

La Commission de la reconstruction et des dommages de guerre a nommé :

Président : M. CHOCHOY.

Vice-Présidents : MM. PAUMELLE, JOZEAU-MARIGNÉ.

Secrétaires : MM. JAOUEN (Yves), BOURGEOIS.

La Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions a nommé :

Président : M. MONTALEMBERT (de).

Vice-Présidents : M. ASSAILLIT, Mme CREMIEUX.

Secrétaires : MM. GRIMAL (Marcel), DEBRÉ.

La Commission du travail et de la sécurité sociale a nommé :

Président : M. THARRADIN.

Vice-Présidents : MM. DASSAUD, SAINT-CYR.

Secrétaires : MM. DRIANT, MENU.

La Commission de comptabilité a nommé :

Président : M. BOLIFRAUD.

Secrétaire-rapporteur : M. GADOIN.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 2 Décembre 1948.

1er BUREAU, à 11 heures, local nº 215.

2e BUREAU, à 10 h. 30, local nº 201.

4e BUREAU, à 10 heures, local nº 202.

COMMISSION de la production industrielle, à 11 heures, local nº 274.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 9 h. 30, local nº 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1948 (2e partie de la Session)

FEUILLETON

II - N° 8

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 7 Décembre 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination d'un membre de la Commission chargée de statuer sur l'éligibilité des membres du Conseil économique et la régularité de leur désignation.

2. — Nomination d'un membre de la Commission supérieure des sites.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. PIC, jusques et y compris M. ROCHEREAU.

Tribunes : Depuis M. ROGIER, jusques et y compris Mme Jane VIALLE.

3. — Vérification de pouvoirs *(Suite)*.

PREMIER BUREAU

Territoire du Cameroun (1re section) (M. Louis Ignacio-Pinto, rapporteur).
Territoire du Cameroun (2e section) (M. Louis Ignacio-Pinto, rapporteur).

DEUXIÈME BUREAU

Territoire du Dahomey (2e section) (M. Auberger, rapporteur).
Département de la Haute-Garonne (M. Georges Maire, rapporteur).
Département de la Gironde. — Election de M. Monichon en remplacement de M. Sourbet (M. Jules Valle, rapporteur).
Département de la Guadeloupe (M. de Menditte, rapporteur).

QUATRIÈME BUREAU

Territoire de la Mauritanie (M. Abel-Durand, rapporteur).
Territoire du Niger (1re section) (M. Ferracci, rapporteur).
Territoire du Niger (2e section) (M. Ferracci, rapporteur).
Département d'Oran (1er collège) (M. Abel-Durand, rapporteur).
Département d'Oran (2e collège) (M. Abel-Durand, rapporteur).
Territoire de l'Oubangui-Chari (1re section) (M. Robert Chevalier, rapporteur).

TROISIÈME BUREAU

Discussion des conclusions du rapport du troisième Bureau sur l'élection par l'Assemblée Nationale du représentant des citoyens français résidant en Indochine (M. Pujol, rapporteur).

Désignation de candidatures pour des organismes extraparlementaires.

(Application de l'article 19 du Règlement.)

I. — Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 30 novembre 1948, la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales présente la candidature de M. Louis ANDRÉ, en vue de représenter le Conseil de la République au sein de la Commission chargée de statuer sur l'éligibilité des membres du Conseil économique et la régularité de leur désignation (application de la loi n° 47-1550 du 20 août 1947) ;

II. — Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 30 novembre 1948, la Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs présente la candidature de M. DELALANDE en vue de représenter le Conseil de la République au sein de la Commission supérieure des sites (application du décret du 23 août 1947).

III. — Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 2 décembre 1948, la Commission du travail et de la sécurité sociale présente les candidatures :

1° de M. ABEL-DURAND, en vue de représenter le Conseil de la République au sein du Conseil supérieur de la Sécurité sociale ;

2° de M. LE GOFF, en vue de représenter le Conseil de la République au sein de la Commission supérieure des allocations familiales.

(Ces candidatures seront ratifiées par le Conseil de la République si, avant la nomination, elles n'ont pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 7 Décembre 1948.

N° 2. — Allocution prononcée par M. Gaston Monnerville, Président du Conseil de la République.

N° 7. — Proposition de résolution de M. Pauly tendant à modifier la loi portant majoration des cotisations d'impôts directs.

N° 10. — Proposition de résolution de M. Dulin tendant à modifier l'article premier du Règlement du Conseil de la République.

N° 11. — Proposition de loi de M. Landry tendant à rétablir la subvention instituée au profit de la Corse par la loi du 8 juillet 1912.

N° 19. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à l'ouverture de crédits supplémentaires applicables aux dépenses de l'Assemblée Nationale.

N° 20. — Projet de loi portant création d'un emploi de Haut-Commissaire au Ravitaillement.

N° 21. — Projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 7 Décembre 1948.

COMMISSION des finances, à 10 h. 30, local de la Commission.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1948 (2e partie de la Session)

FEUILLETON

II - N° 9

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 9 Décembre 1948.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination d'un membre du Conseil supérieur de la Sécurité sociale.

2. — Nomination d'un membre de la Commission supérieure des Allocations familiales.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. de VILLOUTREYS, jusques et y compris M. BARDON-DAMARZID.

Tribunes : Depuis M. de BARDONNÈCHE, jusques et y compris M. CASSAGNE.

3. — Vérification de pouvoirs *(Suite)*.

PREMIER BUREAU

Département d'Alger (1er collège) (M. Courrière, rapporteur).

QUATRIÈME BUREAU

Département de la Meuse (M. Abel-Durand, rapporteur).

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 44 assurant aux chômeurs involontaires des indemnités ou des allocations, (Nos II - 3 et II - 12, année 1948. — M. Dassaud, rapporteur.)

Nomination de membres de Commissions extraparlementaires.

Dans sa séance du 7 décembre 1948, le Conseil de la République a nommé :

1° M. Louis ANDRÉ, membre de la Commission chargée de statuer sur l'éligibilité des membres du Conseil économique et la régularité de leur désignation (application de la loi n° 47-1550 du 20 août 1947) ;

2° M. DELALANDE, membre de la Commission supérieure des sites (application du décret du 23 août 1947).

Désignation, par suite de vacances, de candidatures pour les Commissions générales.

(Application de l'article 16 du Règlement.)

Le groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines et de la Gauche Démocratique et le groupe des Républicains Indépendants ont désigné :

1° M. GASSER (R. G. R.) pour remplacer, dans la Commission de la famille, de la population et de la santé publique, M. Breton (R. G. R.) ;

2° M. PLAIT (R. I.) pour remplacer, dans la Commission de la France d'Outre-Mer, M. Saller (R. G. R.) ;

3° M. AVININ (R. G. R.) pour remplacer, dans la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, M. Plait (R. I.) ;

4° M. BRETON (R. G. R.) pour remplacer, dans la Commission du travail et de la sécurité sociale, M. Saïah (Menouar) (R.G.R.).

(Ces candidatures seront ratifiées par le Conseil de la République si, avant la nomination, elles n'ont pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Modification aux listes électorales des membres des groupes politiques.

Groupe d'Action Démocratique et Républicaine.

(57 membres au lieu de 56)

Ajouter le nom de M. FOURRIER (Gaston).

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 9 Décembre 1948.

*N° 12. — Rapport de M. Dassaud sur le projet de loi tendant à ratifier la convention assurant aux chômeurs involontaires des indemnités.

N° 23. — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi portant ouverture de crédits d'exercices clos et d'exercices périmés.

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 8 décembre 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 9 Décembre 1948.

COMMISSION des moyens de communication et des transports (P. T. T., Chemins de fer, lignes aériennes, etc.), à 9 h. 30, local n° 202.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 10 h. 30, local n° 217.

COMMISSION de la presse, de la radio et du cinéma, à 10 heures, local n° 201.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 heures, local n° 274.

COMMISSION du ravitaillement à 14 heures, local n° 214.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 10 h. 30, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1948 (2e partie de la Session)

FEUILLETON

II - N° 10

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 14 Décembre 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination de membres de Commissions générales.

2. — Nomination de trois membres du Conseil d'administration de la Caisse autonome de la Reconstruction.

3. — Réponse de M. le Ministre de l'Education nationale à la question orale suivante :

« M. André Diethelm expose à M. le Ministre de l'Education nationale qu'à l'occasion de l'inauguration d'une rue du Général

---

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. Frédéric CAYROU, jusques et y compris M. CORNU.

Tribunes : Depuis M. René COTY, jusques et y compris M. ESTÈVE.

Leclerc, le 14 novembre 1948, à Andrésy (Seine-et-Oise), une cérémonie patriotique avait été organisée par la municipalité de cette commune à laquelle devaient participer les enfants des écoles ; que, quelques heures avant la cérémonie, le personnel enseignant a décommandé cette participation, et avisé les familles de sa décision en des termes tendancieux ; et demande :

« 1° si le personnel enseignant d'une commune est fondé à prendre, sans aucun contrôle, des décisions de ce genre ;

« 2° s'il ne lui parait pas particulièrement fâcheux, pour l'enseignement public en général, que certains de ses membres puissent paraître discuter l'hommage rendu, conformément aux lois en vigueur, à l'un des libérateurs de la patrie. »

4. — Vérification de pouvoirs *(Suite)*.

DEUXIÈME BUREAU

Discussion des conclusions du rapport du deuxième Bureau sur les opérations électorales de la circonscription de Constantine (2e collège) (M. Auberger, rapporteur).

Nomination de membres d'organismes extraparlementaires.

Dans sa séance du 9 décembre 1948, le Conseil de la République a nommé :

M. ABEL-DURAND, membre du Conseil supérieur de la Sécurité sociale ; .

M. LE GOFF, membre de la Commission supérieure des allocations familiales.

Désignation de candidatures pour des organismes extraparlementaires.

(Application de l'article 19 du Règlement.)

I. — Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 30 novembre 1948, la Commission des moyens de communications et des transports présente les candidatures de MM. BARRÉ (Henri), et ROBERT (Paul) en vue de représenter le Conseil de la République au sein du Conseil supérieur des Transports (application de la loi du 3 septembre 1947).

II. — Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 7 décembre 1948, les Commissions des finances et de la reconstruction et des dommages de guerre présentent les candidatures de MM. Jean-Marie GRENIER, Bernard CHOCHOY et PAUMELLE en vue de représenter le Conseil de la République au sein du Conseil d'administration de la Caisse autonome de la Reconstruction (application de l'article 5 de la loi du 21 mars 1948).

(Ces candidatures seront ratifiées par le Conseil de la République si, avant la nomination, elles n'ont pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

NOMINATION DE SOUS-COMMISSIONS.

Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale (article 71 de la loi 47-520 du 21 mars 1947, relative à diverses dispositions d'ordre financier).

Ont été désignés pour faire partie de cette Sous-Commission :

1° Par la Commission des finances :

MM. ALRIC, BOUDET (Pierre), COURRIÈRE, IGNACIO-PINTO (Louis), PELLENC ;

2° Par la Commission de la défense nationale :

MM. CLERC, de GOUYON (Jean), PIC ;

3° Par la Commission de la France d'Outre-Mer :

M. CHARLES-CROS.

Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen (article 3 de la loi n° 48-1787 du 25 novembre 1948, relative à certaines dispositions financières à prendre pour l'application de l'accord de coopération économique conclu entre la République Française et les Etats-Unis d'Amérique).

Ont été désignés pour faire partie de cette Sous-Commission :

1° Par la Commission des finances :

MM. DUCHET, SALLER et MAROGER (Jean) ;

2° Par la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales :

MM. DESCOMPS (Paul-Emile), LONGCHAMBON et ROCHEREAU ;

3° Par la Commission des affaires étrangères :

Mme THOME-PATENOTRE (Jacqueline),
MM. MOUTET (Marius) et TORRÈS (Henry) ;

4° Par la Commission de la production industrielle :

MM. PIALES et SIAUT ;

5° Par la Commission de l'agriculture :

MM. DELORME et DULIN ;

6° Par la Commission de la France d'Outre-Mer :

MM. DURAND-REVILLE et LAGAROSSE ;

7° Par la Commission des moyens de communication et des transports (Postes, télégraphes et téléphones, chemins de fer, lignes aériennes, etc...) :

MM. PINTON et BOISROND ;

8° Par la Commission du travail et de la sécurité sociale :

M. ZUSSY ;

9° Par la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre :

M. MALECOT.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 14 Décembre 1948.

N° 11 (rectifié). — Proposition de loi de M. Landry tendant à rétablir la subvention instituée au profit de la Corse.

N° 24. — Proposition de résolution de M. Duchet tendant à réviser la loi instituant une majoration de deux décimes sur l'impôt des bénéfices industriels.

N° 26. — Projet de loi relatif à la réunion de justices de paix sous la juridiction d'un même magistrat.

N° 27. — Projet de loi tendant à modifier certaines dispositions du statut viticole.

N° 28. — Projet de loi tendant à la ratification de l'accord franco-canadien concernant les droits de propriété industrielle.

N° 29. — Projet de loi tendant à faciliter le calcul des intérêts servis par la Caisse des dépôts et consignations.

N° 30. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, supprimant la tentative de conciliation devant les tribunaux de première instance.

N° 31. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, permettant la résiliation de certains marchés et contrats.

N° 32. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à la reconnaissance officielle des vins de qualité supérieure.

N° 33. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à permettre le changement de prénoms de l'adopté en cas q'adoption ou de légitimation adoptive.

N° 34. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à accorder l'amnistie à certains mineurs de 21 ans poursuivis pour faits de collaboration.

N° 36. — Proposition de résolution de M. Martial Brousse tendant à modifier l'article 14 du Règlement.

N° 37. — Proposition de résolution de M. Marc Rucart tendant à modifier l'article 18 du règlement.

N° 38. — 2e rapport de M. Rogier sur le projet de loi portant déclassement des fortifications de la place d'Orléansville (Algérie).

N° 39. — Rapport de M. Clerc sur le projet de loi portant déclassement de terrain dépendant de la place de l'Ecluse.

N° 40. — Rapport de M. Clerc sur le projet de loi portant déclassement d'un terrain dépendant de l'ouvrage de la Miotte.

*N° 41. — Projet de loi portant ouverture de crédit au budget de l'Intérieur.

*N° 45. — Projet de loi tendant à simplifier la procédure de vote du budget.

N° 46. — Projet de loi sur l'organisation du territoire de Libre;

N° 47. — Projet de loi concernant l'incendie involontaire en forêt.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 13 décembre 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 14 Décembre 1948.

4e BUREAU, à 14 h. 45, local n° 202.

COMMISSION des finances, à 10 heures, local de la Commission.

SOUS-COMMISSION « Emploi des crédits de défense nationale », à 14 h. 30, local de la Commission des finances.

SOUS-COMMISSION de la réforme fiscale, à 10 heures, local n° 274.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1948 (2e partie de la Session)

FEUILLÉTON

II - N° 11

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 16 Décembre 1948.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination de deux membres du Conseil supérieur des transports.

2. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Dulin Georges Laffargue, Gatuing, Bernard Lafay, Duchet, Georges Pernot et Charles Morel, tendant à modifier l'article premier du Règlement du Conseil de la République. (Nos II - 10 et II - 44, année 1948. — M. Dulin, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. de FÉLICE, jusques et y compris M. GIACOMONI.

Tribunes : Depuis M. GIAUQUE, jusques et y compris M. LECCIA.

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à simplifier la procédure de vote du budget général de l'exercice 1949 et relatif aux économies budgétaires. (Nos II - 45 et II - 51, année 1948. — M. Jean Berthoin, rapporteur général.)

Modification aux listes électorales des membres des groupes politiques.

Groupe d'Action Démocratique et Républicaine.

(58 membres au lieu de 57)

Ajouter le nom de M. OLIVIER (Jules).

Nomination de membres de Commissions générales.

Dans sa séance du 14 décembre 1948, le Conseil de la République a nommé :

1° M. GASSER, membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique, en remplacement de M. Breton ;

2° M. PLAIT, membre de la Commission de la France d'Outre-Mer, en remplacement de M. Saller ;

3° M. AVININ, membre de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, en remplacement de M. Plait ;

4° M. BRETON, membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale, en remplacement de M. Saïah (Menouar).

Nomination de membres d'un organisme extraparlementaire.

Dans sa séance du 14 décembre 1948, le Conseil de la République a nommé :

MM. Jean-Marie GRENIER, CHOCHOY et PAUMELLE membres du Conseil d'administration de la Caisse autonome de la Reconstruction (application de l'article 5 de la loi du 21 mars 1948).

La Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale a nommé :

Président : M. Pierre BOUDET ;

Secrétaire : M. ALRIC.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 16 Décembre 1948.

*N° 44. — Rapport de M. Dulin sur la proposition de résolution tendant à modifier l'article premier du règlement.

N° 48. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier la loi relative aux sociétés coopératives de reconstruction.

N° 51. — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi tendant à simplifier la procédure de vote du budget.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 15 décembre 1948.

N° 53. — Projet de loi portant modification des statuts de la Banque d'Algérie.

N° 54. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à l'introduction dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle des textes législatifs modifiant l'ordonnance relative aux cimetières.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 16 Décembre 1948.

COMMISSION de comptabilité, à 9 h. 45, local n° 265.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION de la marine et des pêches, à 10 heures, local n° 215.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 10 h. 30, local n° 217.

COMMISSION du ravitaillement, à 14 h. 30, local n° 214.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 10 h. 30, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1948 (2e partie de la Session)

FEUILLETON

II - N° 12

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 21 Décembre 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination de deux membres du Conseil supérieur de la protection civile.

2. — Nomination de deux membres de la Commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires.

3. — Discussion des conclusions du rapport du premier Bureau sur les opérations électorales du territoire de Belfort (M. de La Gontrie, rapporteur).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. LÉGER, jusques et y compris M. MANENT.

Tribunes : Depuis M. MARCHANT, jusques et y compris M. PATIENT.

4. — Discussion des conclusions du rapport du deuxième Bureau sur les opérations électorales du département de la Haute-Garonne (M. Georges Maire, rapporteur).

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord franco-canadien du 5 mai 1948, concernant la restauration des droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale. (Nos II - 28 et II - 60, année 1948. — M. Siaut, rapporteur.)

Nomination de membres d'un organisme extraparlementaire.

Dans sa séance du 16 décembre 1948, le Conseil de la République a nommé :

MM. BARRÉ (Henri) et ROBERT (Paul), membres du Conseil supérieur des Transports (application de la loi du 3 septembre 1947).

La Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen a nommé :

Président : M. LONGCHAMBON ;

Secrétaire : M. ROCHEREAU.

Désignation de candidatures pour des organismes extraparlementaires.

(Application de l'article 19 du Règlement.)

I. — Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 7 décembre 1948, la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) et la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, présentent les candidatures de MM. de LA GONTRIE et BARDON-DAMARZID en vue de représenter le Conseil de la République au sein de la Commission supérieure chargée de réunir l'ensemble des textes législatifs et réglementaires en vigueur, de coordonner et de compléter les travaux déjà entrepris à cet effet par les différentes administrations et de soumettre au Gouvernement toutes suggestions relatives à la simplification de ces textes en vue de faciliter les travaux de codification proprement dits (application du décret du 10 mai 1948).

II. — Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 7 décembre 1948, la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) présente les candidatures de MM. LIONEL-PÉLERIN et RUPPED en vue de représenter le Conseil de la République au sein du Conseil supérieur de la protection civile (application du décret du 22 mars 1947).

(Ces candidatures seront ratifiées par le Conseil de la République si, avant la nomination, elles n'ont pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Modification aux listes électorales des membres des groupes politiques.

Groupe du Centre Républicain d'Action Rurale et Sociale.

M. PESCHAUD remplace M. Robert Gravier à la présidence de ce groupe.

Groupe du Mouvement Républicain Populaire.

(19 membres au lieu de 18)

1° Ajouter le nom de M. PAQUIRISSAMYPOULLÉ ;

2° Ajouter la rubrique suivante :

Apparenté aux termes de l'article 16 du Règlement :

(1 membre)

M. CLAIREAUX.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 21 Décembre 1948.

N° 35. — Proposition de loi de M. Dulin relative au statut juridique de la coopération agricole.

N° 42. — Proposition de résolution de M. Yves Jaouen tendant à accorder la restitution aux familles et le transfert à titre gratuit des corps des anciens combattants.

N° 43. — Proposition de résolution de M. Héline tendant à modifier les dispositions de loi portant majoration des cotisations d'impôts directs.

N° 50. — Proposition de résolution de M. Denvers tendant à modifier l'article 14 du Règlement.

N° 52. — Rapport de M. Dulin sur la proposition de résolution tendant à modifier l'article 14 du Règlement.

N° 55. — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi portant modification des statuts de la banque d'Algérie.

N° 60 — Rapport de M. Siaut sur le projet de loi tendant à ratifier l'Accord franco-canadien concernant la restauration des droits de propriété industrielle.

N° 62 — Proposition de résolution de M. Léo Hamon tendant à la modification des articles 20 et 27 du Règlement.

N° 63 — Projet de loi fixant l'organisation du Haut Conseil de l'Union Française.

N° 65 — Projet de loi portant statut des centres d'apprentissage.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 21 Décembre 1948.

COMMISSION des finances, à 10 heures, local de la Commission.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

1
de l

2
Con
cati

Le
vent

1e

Tr

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1948 (2e partie de la Session)

FEUILLETON

II - N° 13

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 23 Décembre 1948.

A QUINZE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Dépôt du rapport de la Cour des Comptes au Président de la République sur les comptabilités vérifiées en 1946 et 1947.

2. — Tirage au sort de la série de Sénateurs, Membres du Conseil de la République, qui sera renouvelée la première (application de l'article 2 de la loi du 23 septembre 1948).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. PAULY, jusques et y compris M. RAZAC.

Tribunes : Depuis M. Joseph RENAUD, jusques et y compris M. VARLOT.

3. — Nomination, par suite de vacances, de deux membres de l'Assemblée de l'Union Française (application de l'article 10 de la loi du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union Française et de la résolution du 18 novembre 1947).

4. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant déclassement d'une partie des fortifications de la place d'Orléansville (Algérie). (Nos 931, 954 et II - 38, année 1948. — M. Rogier, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

5. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant déclassement de deux parcelles de terrain dépendant de la place de l'Ecluse. (Nos 985 et II - 39, année 1948. — M. Clerc, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

6. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant déclassement d'un terrain militaire dépendant de l'ouvrage de la Miotte. (Nos 987 et II - 40, année 1948. — M. Clerc, rapporteur.)

(Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

7. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant modification des statuts de la Banque d'Algérie et approbation d'une convention passée entre le Gouvernement général de l'Algérie et la Banque de l'Algérie. (Nos II - 53 et II - 55, année 1948. — M. Jean Berthoin, rapporteur général; et n° II - 67, année 1948, avis de la Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie). — M. Cornu, rapporteur.)

8. — Discussion de la proposition de résolution de M. Martial Brousse et des membres de la Commission du ravitaillement, tendant à modifier l'article 14 du Règlement du Conseil de la République. (Nos II - 36 et II - 52, année 1948. — M. Dulin, rapporteur.)

La Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions a nommé :

Secrétaire : M. LE GUYON (Robert), en remplacement de M. Debré, démissionnaire.

Modification aux listes électorales des membres des groupes politiques.

Groupe Socialiste.
(58 membres au lieu de 59)

Supprimer le nom de M. Boulangé.

Nomination de membres d'organismes extraparlementaires.

Dans sa séance du 21 décembre 1948, le Conseil de la République a nommé :

MM. de LA GONTRIE et BARDON-DAMARZID membres de la Commission supérieure chargée de réunir l'ensemble des textes législatifs et réglementaires en vigueur, de coordonner et de compléter les travaux déjà entrepris à cet effet par les différentes administrations et de soumettre au Gouvernement toutes suggestions relatives à la simplification de ces textes en vue de faciliter les travaux de codification proprement dits (application du décret du 10 mai 1948).

MM. LIONEL-PÉLERIN et RUPIED, membres du Conseil supérieur de la protection civile (application du décret du 22 mars 1947).

NOMINATION D'UNE SOUS-COMMISSION.

Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des Entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte (article 70 de la loi du 21 mars 1947, modifié par la loi du 3 juillet 1947).

Ont été désignés pour faire partie de cette Sous-Commission :

1° Par la Commission des finances :

MM. ALRIC, Pierre BOUDET, COURRIÈRE, Albert LAMARQUE, Emilien LIEUTAUD, LITAISE, Jean MAROGER et PELLENC;

2° Par la Commission de la production industrielle :

MM. Nestor CALONNE, DELFORTRIE, René DEPREUX et GRÉGORY ;

3° Par la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales :

MM. BARDON-DAMARZID, MÉRIC, François PATENOTRE et Maurice WALKER.

Désignation de candidatures pour des Commissions extraparlementaires.

(Application de l'article 19 du Règlement.)

Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 21 décembre 1948, la Commission des finances présente les candidatures :

1° de M. CHAPALAIN, en vue de représenter le Conseil de la République au sein de la Commission centrale de classement des débits de tabacs (application du décret du 31 décembre 1947) ;

2° de M. MINVIELLE, en vue de représenter le Conseil de la République au sein de la Commission supérieure de classement des recettes buralistes (application du décret du 31 décembre 1947 ;

3° M. ELÉCHET, en vue de représenter le Conseil de la République au sein de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations (application de la loi du 17 janvier 1948).

(Ces candidatures seront ratifiées par le Conseil de la République si, avant la nomination, elles n'ont pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 23 Décembre 1948.

N° 57. — Proposition de résolution de M. Debré tendant à modifier les articles 20 et 90 du règlement.

N° 61. — Proposition de résolution de M. Naveau tendant à abroger la loi qui accorde une réduction de 15 0/0 sur les fermages payables en une denrée autre que le blé.

N° 66. — Rapport de M. Marcel Molle sur le projet de loi relatif au *Bulletin officiel* du Registre du commerce.

N° 67. — Avis de M. Cornu sur le projet de loi portant modification des statuts de la Banque d'Algérie.

N° 68. — Rapport de M. Fléchet sur le projet de loi relatif au calcul des intérêts servis par la Caisse des dépôts et consignations.

N° 69. — Proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, relative au statut des combattants volontaires de la Résistance.

N° 70. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, étendant le bénéfice de l'allocation aux vieux à certaines catégories.

N° 71. — Projet de loi tendant à rendre applicables en Afrique Occidentale Française les lois portant modification aux articles 187 et 193 du Code d'instruction criminelle.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 23 Décembre 1948.

COMMISSION de comptabilité, à 9 h. 45, local n° 265.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 10 heures, local n° 221.

COMMISSION des moyens de communication et des transports (P. T. T., Chemins de fer, lignes aériennes, etc.), à 9 h. 30, local n° 202.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 10 h. 30, local n° 217.

COMMISSION de la presse, de la radio et du cinéma, à 10 heures, local n° 201.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 heures, local n° 274.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 10 h. 30, local n° 213.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, 1re suspension ou fin de séance, local n° 213.

Imprimerie du Conseil de la République

la

cl

ne

CA

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1948 (2e partie de la Session)

FEUILLETON

II - N° 14

ORDRE DU JOUR

Du Mardi 28 Décembre 1948.

A QUINZE HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination de membres de Commissions générales.

2. — Nomination d'un membre de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations.

3. — Nomination d'un membre de la Commission centrale de classement des débits de tabacs.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. VAUTHIER, jusques et y compris M. AUBERT.

Tribunes : Depuis M. AVININ, jusques et y compris Mme Marie-Hélène CARDOT.

4. — Nomination d'un membre de la Commission supérieure de classement des recettes buralistes.

5. — Nomination d'un membre du Conseil supérieur de la Mutualité.

6. — Nomination de deux membres de la Commission consultative pour les rapatriements tardifs.

7. — Discussion du projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à faciliter la revision des règles applicables au calcul des intérêts servis à ses déposants par la Caisse des dépôts et consignations. (Nos II - 29, et II - 68, année 1948. — M. Fléchet rapporteur.)

8. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au *Bulletin officiel* du Registre du Commerce et du Registre des Métiers. (Nos 989 et II - 66, année 1948. — M. Marcel Molle, rapporteur ; et no II - 73, année 1948, avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Claparède, rapporteur.)

La Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte (art. 70 de la loi du 21 mars 1947) a nommé :

Président : M. PELLENC ;

Vice-Président : M. Albert LAMARQUE ;

Secrétaire : M. François PATENOTRE.

Feuilleton II - n° 14, du 28 Décembre 1948.

ERRATA

Au projet de loi (n° II - 96, année 1948), ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *portant fixation pour l'***exercice 1949** *des* **maxima des dépenses publiques** *et évaluation des* **voies et moyens.**

1° Page 3, article 3, 1er alinéa, 2e ligne :

Supprimer les mots : « ... intéressant le territoire métropolitain... »

2° Page 10, art. 14 *quater* (nouveau), 2e alinéa, 2e ligne :

Au lieu de : « ... ayant fait l'objet... ».

Lire : « ... qui ont fait l'objet... ».

Nomination de membres de l'Assemblée de l'Union Française.

Dans sa séance du 23 décembre 1948, le Conseil de la République, en application de l'article 10 de la loi organique du 27 octobre 1946 et de la résolution du 18 novembre 1947, a nommé membres de l'Assemblée de l'Union Française :

— au titre du groupe du Mouvement Républicain Populaire et apparenté :

M. Paul SIMON.

— au titre du groupe communiste et apparentés :

M. le Général Paul TUBERT.

Désignation, par suite de vacances, de candidatures pour les Commissions générales.

(Application de l'article 16 du Règlement.)

Le groupe du Centre Républicain d'Action Rurale et Sociale et le groupe du Parti Républicain de la Liberté ont désigné :

1° M. CAPELLE (C.R.A.R.S,) pour remplacer, dans la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre, M. Mathieu (P.R.L.) ;

2° M. MATHIEU (P.R.L.) pour remplacer, dans la Commission du travail et de la sécurité sociale, M. Capelle (C.R.A.R.S.),

(Ces candidatures seront ratifiées par le Conseil de la République si, avant la nomination, elles n'ont pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Désignation de candidatures pour des organismes extraparlementaires.

(Application de l'article 19 du Règlement.)

I. — Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 14 décembre 1948, la Commission du travail et de la sécurité sociale présente la candidature de M. SAINT-CYR, en vue de représenter le Conseil de la République au sein du Conseil supérieur de la Mutualité (application de l'article 69 de l'ordonnance du 19 octobre 1945).

II. — Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 14 décembre 1948, la Commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression) présente les candidatures de MM. DASSAUD et GIAUQUE, en vue de représenter le Conseil de la République au sein de Commission consultative pour les rapatriements tardifs.

(Ces candidatures seront ratifiées par le Conseil de la République si, avant la nomination, elles n'ont pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mardi 28 Décembre 1948.

N° 73. — Avis de M. Claparède sur le projet de loi relatif au *Bulletin officiel* du Registre du Commeree.

N° 75. — Rapport de M. Le Goff sur le projet de loi tendant à rétablir l'élection des conseils d'administration des organismes de la Mutualité agricole.

N° 78. — Rapport de M. Schwartz sur la proposition de loi tendant à l'introduction dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle de l'ordonnance relative aux cimetières.

N° 79. — Proposition de résolution de Mme Devaud tendant à prendre les décisions permettant l'application de la loi étendant aux étudiants certaines dispositions de la Sécurité sociale.

N° 81. — Projet de loi portant intégration des militaires dans la Sécurité sociale.

N° 82. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative au cumul des exploitations agricoles.

N° 83. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à reviser certaines rentes viagères constituées entre particuliers.

N° 85. — 2e rapport de M. le Général Corniglion-Molinier sur le projet de loi relatif au rappel à l'activité des officiers de l'armée de l'air.

*N° 89. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à proroger les délais impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément.

N° 90. — Projet de loi relatif au monopole des tabacs en Alsace et en Lorraine.

N° 91. — Projet de loi relatif à l'admission de la preuve testimoniale pour les payements de l'Etat.

N° 92. — Projet de loi portant approbation de la Convention entre la France et la Téhécoslovaquie tendant à éviter les doubles impositions.

N° 93. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à la dévolution des terrains d'aviation militaires désaffectés.

N° 94. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter la loi relative aux sociétés à responsabilité limitée.

N° 95. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à assurer l'autonomie de gestion des caisses d'allocations familiales.

*N° 96. — Projet de loi portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques.

---

* NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les Conseillers de la République le 27 décembre 1948.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mardi 28 Décembre 1948.

COMMISSION de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), à 15 h. 30, local n° 221.

COMMISSION de la production industrielle, à 14 h. 30, local n° 274.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONCLUSIONS DE COMMISSION

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1948 (2e partie de la Session)

FEUILLETON

II - N° 15

ORDRE DU JOUR

Du Mercredi 29 Décembre 1948.

A DIX HEURES

SÉANCE PUBLIQUE

1. Décision sur la demande de discussion immédiate de la proposition de loi, déposée au Conseil de la République, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à proroger les délais actuellement impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément et la mise à jour de leurs statuts. (Nos 952 et II-89, année 1948. — M. Dulin, rapporteur).

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. CASSAGNE, jusques et y compris M. Henri CORDIER.

Tribunes : Depuis M. le général CORNIGLION-MOLINIER, jusques et y compris M. ESTÈVE.

2. Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques et évaluation des voies et moyens. — (Nos II-96 et II-100, année 1948. — M. Jean Maroger, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission de l'agriculture. — M. , rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission de la production industrielle. — M. , rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission de la défense nationale. — M. , rapporteur.

3. Décision sur la demande de discussion immédiate de la proposition de résolution de Mme Devaud, tendant à modifier l'article 75 du Règlement du Conseil de la République. (N° II-98, année 1948. — M. , Rapporteur).

Nomination de membres de Commissions

Dans sa séance du 28 décembre 1948, le Conseil de la République a nommé :

1° M. CAPELLE. membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre, en remplacement de M. Mathieu ;

2° M. MATHIEU, membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale, en remplacement de M. Capelle.

Nomination de membres d'organismes extra-parlementaires

Dans sa séance du 28 décembre 1948, le Conseil de la République a nommé :

1° M. FLÉCHET, membre de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations (application de la loi du 17 janvier 1948 ;

2° M. CHAPALAIN, membre de la Commission centrale de classement des débits de tabacs (application du décret du 31 décembre 1947) ;

3° M. MINVIELLE, membre de la Commission supérieure de classement des recettes buralistes (application du décret du 31 décembre 1947).

4° M. SAINT-CYR, membre du Conseil supérieur de la Mutualité (application de l'article 69 de l'ordonnance du 19 octobre 1945) ;

5° MM. DASSAUD et GIAUQUE, membres de la Commission consultative pour les rapatriements tardifs.

ERRATUM

Au Rapport (II-66 année 1948), fait au nom de la Commission de la justice et de la législation civile, criminelle et commerciale, sur le projet de loi ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *relatif au* **Bulletin officiel du Registre du Commerce** *et du* **Registre des Métiers.**

Page 9, art. 6, 3e alinéa :

Rédiger comme suit le début de l'alinéa :

« Dans les cas prévus aux articles 3, *3 bis* et 4 ci-dessus. »

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Mercredi 29 Décembre 1948.

N° 72. — Rapport de M. Robert Chevalier sur le projet de loi relatif à la validation de décisions d'assemblées tenues par des sociétés.

N° 75. — Rapport de M. de Menditte sur le projet de loi tendant à ratifier la convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer luxembourgeois.

N° 77. — Proposition de loi de M. Debré tendant à compléter la loi sur la composition de l'Assemblée de l'Union Française.

N° 87. — Proposition de résolution de M. de Fraissinette tendant à faire bénéficier les mineurs grévistes d'une amnistie.

N° 97. — Proposition de résolution de M. Jacques Debû-Bridel tendant à modifier et compléter l'ordonnance tendant à confisquer les produits illicites.

N° 98. — Proposition de résolution de Mme Devaud tendant à modifier l'article 75 du Règlement.

N° 99. — Projet de loi portant ouverture de crédits pour l'installation de l'organisme d'études des commandants en chef de l'Europe occidentale.

N° 100. — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi portant fixation des maxima des dépenses publiques.

N° 101. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiant l'ordonnance sur le statut du fermage et du métayage.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Mercredi 29 Décembre 1948.

4e BUREAU, à 15 heures, local n° 202.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 10 heures, local n° 274.

COMMISSION de l'agriculture, à 9 heures, local n° 214.

COMMISSION de la défense nationale, à 16 heures, local n° 217.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 9 h. 45, local n° 202.

COMMISSION du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, à 9 h. 15, local n° 221.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 14 h. 15, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1948 (2e partie de la Session)

FEUILLETON

II - N° 16

ORDRE DU JOUR

Du Jeudi 30 Décembre 1948.

A NEUF HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vérification des pouvoirs *(suite)*. Quatrième Bureau. Département de la Martinique (M. Émilien Lieutaud, rapporteur).

2. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques et évaluation des voies et moyens.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. de FÉLICE, **jusques et y compris M.** GIACOMONI.

Tribunes : Depuis M. GIAUQUE, **jusques et y compris M.** LECACHEUX.

Modification aux listes électorales des membres des groupes politiques.

Groupe des Républicains Indépendants.
(39 membres au lieu de 37)

Ajouter les noms de MM. Henri LAFLEUR et SERRURE.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Jeudi 30 Décembre 1948.

N° 80. — Proposition de loi de M. Naveau abrogeant la loi accordant une réduction de 15 0/0 sur les fermages payables en une denrée autre que le blé.

N° 84. — Rapport de M. Michel Madelin sur le projet de loi relatif au statut du personnel navigant de l'aéronautique.

N° 88. — Proposition de loi de M. Robert Chevalier relative à la prise en charge des congés supplémentaires accordés aux jeunes travailleurs par la caisse de compensation des allocations familiales.

N° 103. — Projet de loi tendant à proroger l'ordonnance instituant des mesures exceptionnelles en vue de remédier à la crise du logement.

N° 104. — Projet de loi tendant à la reconstitution des archives des comptables préposés de la Caisse des dépôts et consignations.

N° 105. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à reconnaître la coopération dans le commerce de détail.

N° 106. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à la taxe spéciale destinée à la Direction de la répression des fraudes pour la surveillance des vins à appellation d'origine d'Alsace.

N° 107. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à la prorogation de certains baux d'immeubles à usage commercial.

N° 111. — Rapport de M. Pierre Boudet sur le projet de loi portant ouverture de crédits pour l'installation de l'organisme d'études des commandants en chef de l'Europe occidentale.

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Jeudi 30 Décembre 1948.

4e BUREAU, à 10 h. 30, local n° 202.

COMMISSION de la reconstruction et des dommages de guerre, à 10 h. 30, local n° 213.

COMMISSION des moyens de communication et des transports (P. T. T., Chemins de fer, lignes aériennes, etc.), 1re suspension, local n° 201.

COMMISSION de la production industrielle, à 10 heures, local n° 274.

COMMISSION de la défense nationale, à 9 h. 15, local n° 217.

COMMISSION des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales, à 9 heures, local n° 274.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 11 heures, local n° 202.

COMMISSION des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression), à 11 heures, local n° 217.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEE 1948 (2e partie de la Session)

ANNEXE AU FEUILLETON II-N° 16

Du 30 Décembre 1948

(1re annexe)

ROLE GÉNÉRAL DES PÉTITIONS

Nos 23 à 25 et 1 à 12. — *Du 27 Août au 27 Décembre 1948.*

(Art. 92 à 94 du Règlement du Conseil de la République).

---

23. *Mme Anna Meyer*, prison centrale, Rennes (Ille-et-Vilaine), demande sa libération.

24. *M. Charles Mahaut*, 122, rue Mondenard, Bordeaux (Gironde), demande une révision du calcul de sa pension.

25. *Mme Marie Rouault*, prison centrale, Rennes (Ille-et-Vilaine), demande sa libération.

---

1. *M. Gacem Miloud Ould Benaissa Belhadj*, fraction Heraouet Fouaga, Beni-Louma, Commune mixte de Zemmora (Département d'Oran) demande à être exonéré d'une amende du contrôle économique.

2. *M. Senouci Abdelkader Ould Mostefa*, fraction Senaiss, douar commune de Béni-Louma, commune mixte de Zemmora (Département d'Oran), demande à être exonéré d'une amende du contrôle économique.

3. *M. Gacem Ahmed Ould Belhadj*, fraction Heraouet Fouaga, douar commune mixte de Béni-Louma, commune mixte de Zemmora (Département d'Oran), demande à être exonéré d'une amende du contrôle économique.

4. *Mme Stocker*, prison centrale, Rennes (Ille-et-Vilaine), demande sa libération.

5. *Mme Chatard*, prison centrale, Rennes (Ille-et-Vilaine), demande sa libération.

6. *Mme Danet*, prison centrale, Rennes (Ille-et-Vilaine), demande sa libération.

7. *Mme Gay*, prison centrale, Rennes (Ille-et-Vilaine), demande sa libération.

8. *Mme Viertex*, prison centrale, Rennes (Ille-et-Vilaine), demande sa libération.

9. *Mme Fohr*, prison centrale, Rennes (Ille-et-Vilaine), demande sa libération.

10. *Mme Chatelet*, prison centrale, Rennes (Ille-et-Vilaine), demande sa libération.

11. *M. Henri Michel*, Saint-Aubin de Baubigné (Deux-Sèvres), demande une remise d'amende.

12. *M. Jérôme Barrault*, Saint-Clair par Moncontour (Vienne), demande une remise d'amende économique.

PÉTITIONS

examinées par la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions

---

Pétition n° 24

du 23 septembre 1948.

M. Charles MAHAUT, 122, rue Mondenard, Bordeaux (Gironde), demande une révision du calcul de sa pension.

M. Raymond Dronne, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre des Finances et des Affaires Economiques.

(Renvoi au Ministre des Finances et des Affaires économiques.)

Pétition n° 1

du 22 octobre 1948.

M. GACEM MILOUD OULD BENAISSA BELHADJ, fraction Heraouet Fouaza, Beni-Louma, Commune mixte de Zemmora (Département d'Oran), demande à être exonéré d'une amende du contrôle économique.

M. Raymond Dronne, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen particulièrement attentif et bienveillant de M. le Ministre des Finances et des Affaires Economiques.

(Renvoi au Ministre des Finances et des Affaires économiques.)

Pétition n° 2

du 22 octobre 1948.

M. SENOUCI ABDELKADER OULD MOSTEFA, fraction Senaiss, douar commune de Béni-Louma, commune mixte de Zemmora (Département d'Oran), demande à être exonéré d'une amende du contrôle économique.

M. René Schwartz, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen particulièrement attentif et bienveillant de M. le Ministre des Finances et des Affaires Economiques.

(Renvoi au Ministre des Finances et des Affaires économiques.)

Pétition n° 3

du 22 octobre 1948.

M. GACEM AHMED OULD BELHADJ, fraction Heraouet Fouaga, douar commune mixte de Béni Louma, commune mixte de Zemmora (Département d'Oran), demande à être exonéré d'une amende du contrôle économique.

M. Raymond Dronne, *rapporteur.*

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen particulièrement attentif et bienveillant de M. le Ministre des Finances et des Affaires Economiques.

(Renvoi au Ministre des Finances et des Affaires économiques.)

Pétition n° 11

du 16 décembre 1948.

M. Henri MICHEL, Saint-Aubin de Baubigné (Deux-Sèvres), demande une remise d'amende.

M. Raymond Dronne, *rapporteur*.

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre de la Justice.

(Renvoi au Ministre de la Justice.)

Pétition n° 12

du 21 décembre 1948.

M. Jérôme BARRAULT, Saint-Clair par Moncontour (Vienne), demande une remise d'amende économique.

M. Robert Le Guyon, *rapporteur*.

Rapport. — La Commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le Ministre des Finances et des Affaires Economiques.

(Renvoi au Ministre des Finances et des Affaires économiques.)

RÉPONSES DES MINISTRES

Sur les pétitions qui leur ont été envoyées par le Conseil de la République (Application de l'article 94 du Règlement).

Pétition n° 12

Mme Marie PEREZ, 175, boulevard du Président-Wilson, à Bordeaux (Gironde) demande à exercer son droit de reprise en tant que propriétaire d'un immeuble.

Cette pétition a été renvoyée le 25 mai 1948 sur le rapport de M. Geoffroy de Montalembert au nom de la Commission du

suffrage universel, du Contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, au Ministre de la reconstruction et de l'urbanisme qui l'a transmise au Ministre de la justice.

Réponse de M. le Ministre de la Justice :

Paris, le 11 septembre 1948.

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu me communiquer le texte de la pétition n° 12 faite par Mme Perez, commis principal des ponts-et-chaussées, 175, boulevard du Président-Wilson, à Bordeaux, et relative aux conditions d'exercice du droit de reprise en matière de locaux d'habitation ou à usage professionnel.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que Mme Perez paraîtrait être fondée, si son propriétaire exerçait à son encontre un droit de reprise sans lui fournir de local de remplacement, à se prévaloir elle-même des dispositions de l'article 19 de la loi du 1er septembre 1948, portant modification et codification de la législation relative aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel. En effet, Mme Perez paraîtrait remplir les conditions imposées par ce texte puisqu'elle est propriétaire de son immeuble depuis 1923 et que du fait du droit de reprise effectué à son encontre, elle se trouverait ne pas disposer d'une habitation correspondant à ses besoins normaux.

Veuillez agréer, Monsieur le Président du Conseil de la République, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de la Justice,
Signé : R. LECOURT.

Pétition n° 18

Mme LAFON, 13, rue de l'Etoile, Paris (17e) demande à ne pas être expulsée de son appartement.

Cette pétition a été renvoyée le 15 juillet 1948 sur le rapport de M. Léon Nicod au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, au ministre de la justice.

Réponse de M. le Ministre de la Justice :

Paris, le 11 septembre 1948.

Monsieur le Président,

Vous avez voulu me communiquer le texte de la pétition n° 18 de Mme Lafon, demeurant 13, rue de l'Etoile, à Paris (17e), relative à l'exécution d'une décision d'expulsion prononcée à son encontre par ordonnance de référé en date du 19 mars 1948 de M. le Président du Tribunal civil de la Seine.

J'ai l'honneur de vous faire connaître, en vous renvoyant les pièces communiquées, que le préfet de police, peut, pour des raisons tirées de l'ordre public, surseoir momentanément à l'exécution de la décision d'expulsion.

La Chancellerie ne saurait, en tout état de cause, sans porter atteinte à l'autorité de la chose jugée, ni sortir des limites de ses attributions, modifier les effets et la portée de la décision intervenue.

Il appartient, toutefois, à l'intéressée, de saisir M. le Président du Tribunal civil, aux fins de solliciter de ce magistrat tels délais qu'il jugerait opportun de lui octroyer pour pourvoir à son relogement.

Veuillez agréer, Monsieur le Président du Conseil de la République, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de la Justice,
Signé : R. LECOURT.

Pétition n° 19

Mme Léon ERNY, 5a, rue des Généraux-Creiner, à Sarreguemines (Moselle), demande à ne verser qu'une somme modérée pour des biens israélites acquis en justice en 1942.

Cette pétition a été renvoyée le 15 juillet 1948 sur le rapport de M. Paul Baratgin au nom de la Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, au ministre de la justice.

Réponse de M. le Ministre de la Justice :

Paris, le 11 septembre 1948.

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu me communiquer une pétition de Mme Léon Erny, demeurant 5 *a*, rue des Généraux-Creiner, à Sarreguemines, pétition enregistrée sous le n° 19, et relative à une procédure de restitution de biens spoliés.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que s'agissant d'un cas particulier visant à régler des rapports de droit privé entre particuliers, il ne saurait appartenir qu'aux intéressés de saisir la juridiction compétente, seule qualifiée pour déterminer les droits et les obligations respectifs des parties.

Veuillez agréer, Monsieur le Président du Conseil de la République, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de la Justice,

Signé : R. LECOURT.

Imprimerie du Conseil de la République

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1948 (2e partie de la Session)

FEUILLETON

II - N° 17

ORDRE DU JOUR

Du Vendredi 31 Décembre 1948.

A VINGT ET UNE HEURES TRENTE

SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vérification de pouvoirs *(suite)* :

QUATRIÈME BUREAU

Territoire de l'Oubangui-Chari (2e section) (M. Robert Chevalier, rapporteur.)

2. — **Nomination, par suite de vacance d'un membre de l'Assemblée de l'Union Française (application de l'article 10 de la loi du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union Française et de la résolution du 18 novembre 1947).**

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent :

1er Étage : Depuis M. LECCIA, **jusques et y compris M.** Jean MALONGA.

Tribunes : Depuis M. MANENT, **jusques et y compris M.** PANLY.

3.. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, modifiant l'article 22 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée par la loi du 13 avril 1946 sur le statut du fermage et du métayage en vue de régler à partir du 1er janvier 1949 le mode de calcul des fermages. (Nos II-101 et II-133, année 1948. — M. de Félice, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Jozeau-Marigné, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, portant ouverture de crédits pour l'intallation de l'organisme d'études des commandants en chef de l'Europe occidentale. (Nos II-99 et II-111, année 1948. — M. Pierre Boudet, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission de la défense nationale. — M. Alric, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à proroger les dispositions de l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945, instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement. (N° II-103, année 1948. — M. Marcel Molle, rapporteur ; et n° , année 1948, avis de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre. — M. Canivez, rapporteur.)

6. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, relative à la prorogation de certains baux de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal, (N° II-107, année 1948. — M. Carcassonne, rapporteur.)

7. — Discussion de la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à l'introduction dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle des textes législatifs et réglementaires modifiant ou complétant l'ordonnance du 6 décembre 1843 relative aux cimetières. (Nos II-54 et II-78, année 1948, — M. Schwartz, rapporteur).

8. — Discussion du projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier la Convention belgo-franco-luxembourgeoise du 17 avril 1946 relative à l'exploitation des chemins de fer luxembourgeois et les Conventions annexes. (Nos 1005 et II-76, année 1948. — M. de Menditte, rapporteur).

9. — Discussion du projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au rappel à l'activité et à l'avancement des officiers de l'armée de l'air appartenant aux cadres actifs et placés en non-activité par suppression d'emploi ou licenciement de corps. (N[os] 930, 999 et II-85, année 1948. — M. le général Corniglion-Molinier, rapporteur).

10. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant validation et modification de l'acte dit loi n° 531 du 4 octobre 1943 relative au statut du personnel navigant de l'aéronautique (N[os] 984 et II-84, année 1948. — M. Michel Madelin, rapporteur).

11. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant modification du Code de justice militaire pour l'armée de terre (N[os] 986 et II-110, année 1948. — M. Boivin-Champeaux, rapporteur).

12. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à définir les conditions dans lesquelles les militaires dégagés des cadres peuvent concourir pour la Légion d'honneur et la Médaille militaire (N[os] 997 et II-113, année 1948. — M. le général Petit, rapporteur).

Modification aux listes électorales des membres des groupes politiques.

Groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines et de la Gauche Démocratique.

(71 membres au lieu de 70)

Ajouter les noms de M. GRIMALDI (Jacques).

Désignation de candidatures pour des Commissions extraparlementaires.

(Application de l'article 19 du Règlement.)

Conformément à la décision prise par le Conseil de la République dans sa séance du 23 décembre 1948, la Commission du travail et de la sécurité sociale présente les candidatures de :

1° MM. BRETON et PAGET, en vue de représenter le Conseil de la République au sein de la Commission supérieure de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse (application de l'article 3 de la loi du 20 juillet 1886, modifié par l'article 5 de la loi du 28 mars 1928) ;

2° MM. LECCIA et RUIN en vue de représenter le Conseil de la République au sein de la Commission supérieure de la caisse nationale d'assurances en cas de décès et de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents (application du décret n° 46-26 du 27 novembre 1946).

(Ces candidatures seront ratifiées par le Conseil de la République si, avant la nomination, elles n'ont pas suscité l'opposition de trente membres au moins.)

ERRATA

Au projet de loi (II-115, année 1948), ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, *fixant l'évaluation des* **voies et moyens** *du budget général de l'***exercice 1949** *et relatif à diverses dispositions d'ordre financier.*

1° Page 5, Art. 6, 2e alinéa :

Au lieu de : « Art. 6. — ... ».

Lire : « Art. 2. — ... ».

2° Page 13, Art. 38, 2e alinéa :

Rétablir en tête du 2e alinéa : « Article premier. — ... ».

3° Page 14, Art. 38, dernier alinéa :

Rétablir en tête du dernier alinéa : « Art. 2. — ... ».

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le Vendredi 31 Décembre 1948.

N° 108. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative aux baux à loyer de locaux à usage commercial détruits par suite d'actes de guerre.

N° 110. — Rapport de M. Boivin-Champeaux sur le projet de loi portant modification du Code de justice militaire pour l'armée de terre.

N° 112. — Rapport de M. Pauly sur le projet de loi relatif au monopole des tabacs en Alsace et en Lorraine.

N° 113. — Rapport de M. le général Petit sur la proposition de loi tendant à définir les conditions dans lesquelles les militaires dégagés des cadres peuvent concourir pour la Légion d'honneur.

N° 115. — Projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général de l'exercice 1949.

N° 122. — Projet de loi tendant à la ratification des accords franco-italiens du 29 mai 1948.

N° 124. — Rapport de M. Chazette sur le projet de loi tendant à abroger le septième alinéa de l'article 444 du Code d'instruction criminelle.

N° 127 — Projet de loi relatif aux abonnements téléphoniques forfaitaires de l'Assemblée Nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française.

N° 128. — Projet de loi autorisant le Ministre des Finances à consentir des avances aux Houillères.

N° 129 — Projet de loi portant application de l'ordonnance sur la nullité des actes de spoliations et de la loi sur les dommages de guerre.

N° 131. — Projet de loi prorogeant la réglementation relative à la coordination des transports ferroviaires et routiers.

N° 132. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier la loi sur le Conseil supérieur des transports.

N° 134. — Projet de loi portant ouverture de crédit au budget de l'Intérieur (subventions spéciales de l'Etat aux collectivités locales).

N° 135. — Projet de loi, portant ouverture de crédit au Ministre de l'Industrie et du Commerce (participation au déficit d'exploitation du Gaz de France).

CONVOCATIONS DE COMMISSIONS

Venndredi 31 Décembre 1948.

COMMISSION des finances, à 14 h. 30, local de la Commission.

COMMISSION de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à 11 h. 30, local n° 202.

COMMISSION du travail et de la sécurité sociale, à 21 heures, local n° 213.

IMPRIMERIE DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE